

Le terrorisme et les répercussions de la crise du Golfe

Attentat antifrancais
à Djibouti

Mort
par ricochet

CET enfant qui a trouvé la mort dans un attentat à la grenade, jeudi 27 septembre, à Djibouti, serait-il la première victime française par ricochet d'un conflit - celui du Golfe - qui n'est pas encore une guerre ouverte ? Certes, cet acte de terrorisme n'a pas été revendiqué et ne le sera peut-être jamais. Mais le fait qu'il ait eu lieu dans ce petit Etat qui sert de base arrière aux troupes françaises et qu'il ait justifié visé ces militaires-là permet, à tout le moins, de se poser la question.

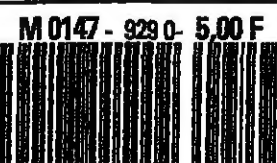
Cet attentat suit les proclamations belliqueuses lancées depuis le début de la crise du Golfe par plusieurs « gros bonnets » du terrorisme proche-oriental qui ont pris fait et cause pour le dictateur de Bagdad. Ainsi, Georges Habbache, le secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), a-t-il récemment invité ses partisans à « poser le doigt sur la détente ». Figure de style ou ordre de mission ?

TOUJOURS est-il que Djibouti, cette nation cosmopolite aux frontières très perméables, a pu apparaître, aux yeux de ces va-t-en-guerre, comme un endroit idéal pour jouer de l'explosif et intimider sans grands risques une puissance dont ils dénoncent la trop voyante présence au Proche-Orient. Déjà, en mars 1987, en plein cœur de la ville, un attentat avait coûté la vie à douze personnes, dont quatre militaires français. L'auteur de cet acte de terrorisme, un Tunisien, avait avoué avoir été recruté à Damas.

Cette tactique terroriste qui consiste à « frapper l'ennemi » loin de chez lui, sur ses points faibles, en utilisant les services de tierces personnes, n'est pas nouvelle. En relève probablement l'explosion en vol, le 18 septembre 1989, au-dessus du Niger, d'un DC-10 de la compagnie française UTA avec cent soixante et onze personnes à son bord. Les auteurs de cet attentat ne se sont jamais démasqués, mais on devine maintenant assez clairement qu'ils ont pu en être les commanditaires.

DJIBOUTI, où la France entretient en permanence quelque quatre mille hommes, a vu passer, fin août, le porte-avions « Clemenceau ». Ce nouvel attentat marque ainsi le souci de certains boutefeux de narguer, en terre étrangère, une grande puissance. Celle-ci s'était justement inquiétée il y a peu des amitiés, coupables à son goût, que les autorités locales, en mal d'argent, semblaient entretenir avec leurs homologues irakiens.

Comparé au terrorisme d'Etat que pratique, au grand jour et sans vergogne, l'homme fort de Bagdad, l'attentat de Djibouti peut paraître artisanal, voire dérisoire. Nul doute, cependant, qu'il sert ses desseins fous et embrouillés. Faute de mieux, l'assassinat d'un enfant de neuf ans, fils d'un adjudant-chef français, sonne comme un aveu d'impuissance. Et il peut arriver que l'impuissance conduise au pire.



M 0147 - 829 0 - 5 00 F

Un attentat à la grenade dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 septembre à Djibouti contre des militaires et ressortissants français a provoqué la mort d'un enfant de neuf ans et blessé quatorze personnes.

C'est un Français de neuf ans, fils d'un adjudant-chef du 5^e régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM) qui a été tué. Seize personnes, toutes de nationalité française, semblent-t-il, parmi lesquelles les parents de la jeune victime ont été blessés par des éclats dont quatre grièvement.

Les autorités de Djibouti ont aussitôt ouvert une enquête mais ne privilégient, pour le moment, aucune piste. Vendredi en fin de matinée, cet attentat n'avait pas été revendiqué.

Dans un communiqué, le Quai d'Orsay a condamné ce « lâche attentat », soulignant que « l'assassinat d'un enfant est un crime particulièrement odieux ».

Lire la suite page 6

En raison d'une anomalie
Dix-sept réacteurs
nucléaires français
remis en état

Les dix-sept réacteurs de 1 300 mégawatts du parc nucléaire français vont devoir être arrêtés chacun pendant une vingtaine d'heures, a-t-on annoncé officiellement jeudi 27 septembre. Cela permettra de remettre en conformité des filtres mal montés qui auraient pu perturber le fonctionnement du circuit de refroidissement d'urgence en cas d'incident important. Ces filtres équipent un puits destiné à recueillir les eaux radioactives qui ruissellent dans l'enceinte de confinement du réacteur et le circuit primaire, chargé de refroidir le combustible, venait à se rompre.

Lire nos informations page 13 - section B

Les enfants fantômes de Roumanie

Ils ont été classés « irrécupérables » par le régime Ceausescu
Le gouvernement lance un appel à la communauté internationale

A la veille du sommet international pour l'enfance qui doit avoir lieu les 29 et 30 septembre à New-York, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a lancé, jeudi 27 septembre, un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays à améliorer le sort des 130 000 enfants abandonnés et handicapés placés en institutions.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

A la sortie du village de Tatarai, le chemin de pierre et de poussière débouche brusquement sur une grosse bâtisse rose cernée d'arbres. Une allure de maison bourgeoise pour le plus sinistre des asiles. Ici,

c'est le bout de la route pour une centaine de jeunes handicapés. Ils y ont été relégués après avoir été classés *nerecuperabili* (irrécupérables) à l'âge de trois ans par une commission médicale chargée du « tri » des enfants à la sortie des orphelinats du département.

Assis par grappes sur des couvertures usagées au milieu de la cour, ils sont plusieurs dizaines, dodelinant en silence, comme prostrés, s'ébrouant à peine à l'arrivée de visiteurs. A l'intérieur du bâtiment, les vingt-quatre enfants les plus gravement handicapés sont confinés dans une pièce du premier étage, entassés sur une demi-douzaine de lits. Une escouade de femmes en fichu vient de laver précipitamment le sol à grande eau. Mais seules et serpilières sont impuissantes à dis-

siper l'odeur d'excréments. Agés de trois à dix-huit ans, ces handicapés moteurs ou mentaux vivent une promiscuité de bétail, oubliés de tous dans cet hôpital privé de téléphone depuis plus d'un an.

La Roumanie a découvert avec effroi les *camin spinal*, ces véritables mouroirs, généralement bâtis à l'écart des agglomérations, où les enfants sont comme en suris, sous l'œil indifférent d'un personnel débordé et incompétent. « Pour la première fois depuis des décennies, l'opinion publique roumaine a pris conscience du drame de ces enfants en institutions », nous a déclaré M. Dan Marian, président de l'Assemblée nationale, à la veille du débat parlementaire de ratification de la convention internationale des droits de l'enfant.

JEAN-JACQUES BOZONNET
Lire la suite page 15 - section B

Londres et Téhéran
ont mis fin à leur brouille

Annoncé jeudi 27 septembre, le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne - rompues en mars 1989 à la suite de l'affaire Rushdie - pourrait avoir des répercussions positives sur le sort des trois otages britanniques retenus au Liban par des groupes proches de Téhéran. Le secrétaire au Foreign Office a estimé que l'Iran pourrait lever la sentence de mort contre l'auteur des « Versets sataniques », ce que des diplomates iraniens ont nié.



Lire page 5 les articles d'YVES HELLER et de notre correspondant à Londres DOMINIQUE DHOMBRES

Du bon usage des stocks pétroliers

Pour freiner la hausse des cours, les Etats-Unis demandent
aux Etats occidentaux et aux compagnies de puiser dans leurs réserves

Les pays consommateurs doivent-ils utiliser leurs stocks pour calmer l'envoie des cours du pétrole ? Quand ? Quels stocks ? Et par quel moyen ? En annonçant mercredi 26 septembre que les Etats-Unis allaient libérer quelques millions de barils de leurs stocks stratégiques afin de « tester le système », le président Bush a souligné l'actualité de ces questions. Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, l'utilisation éventuelle des stocks a été sérieusement débattue vendredi 28 septembre à Paris au sein de l'Agence internationale de l'énergie, le « cartel » des consommateurs réunissant la plupart des

grands pays occidentaux sauf la France - désormais admise à titre d'observateur.

Le problème posé par les stocks pétroliers n'a cessé d'empoisonner les débats depuis l'invasion du Koweït par l'Irak. Au début du mois d'août, l'existence de stocks très importants dans l'ensemble des pays occidentaux (une centaine de jours de consommation au total) a justifié les appels au calme de la plupart des responsables. « Il n'y aura pas de nouveau choc comme en 1979 car nous sommes moins vulnérables, grâce aux stocks », assuraient-ils en substance.

Dès la fin du mois d'août, alors

qu'il devenait évident que les effets du blocus rendraient le bouclage des approvisionnements difficile cet hiver, la question des stocks revenait sur le tapis. L'OPEP, le 29 août, de façon explicite, puis l'AIE, le 31, de manière indirecte, appelaient les compagnies à utiliser leurs stocks pour combler le déficit prévisible. Si la question se repose aujourd'hui, c'est que le marché entre-temps s'est emballé. A 40 dollars le baril, le pétrole a d'ores et déjà rejoint ses plus hauts niveaux historiques, et le maintien de la tension dans le Golfe laisse présager une poursuite de la hausse à des niveaux jusqu'ici inconnus.

Le fait est là : les stocks, pour abondants qu'ils soient, n'ont jusqu'ici servi à rien pour enrayer la hausse des cours. C'est logique : dans les 100 jours de consommation recensés par l'AIE, une trentaine correspondent aux stocks « stratégiques » constitués par les gouvernements américain, japonais et allemand et gelés jusqu'à nouvel ordre. Le reste, soit 70 jours environ, est détenu par les compagnies, qui, menacées de pénurie à l'approche de l'hiver, n'ont aucun intérêt à puiser dans leurs réserves, au contraire.

VÉRONIQUE MAURIS
Lire la suite page 41 - section D

Un service national modulable
de dix à vingt-quatre mois

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est déclaré partisan d'instaurer, après 1992, un service national dont la durée variera entre dix et vingt-quatre mois selon l'affectation des conscrits, quand elle est aujourd'hui entre douze mois (pour la grande majorité des recrues qui effectuent le service militaire stricto sensu) et vingt-quatre mois (pour des volontaires). Il a assorti son projet à la nécessité de doubler le nombre des volontaires pour un service long (qui sont actuellement 23 000) en portant à 3 000 F leur solde mensuelle. Il a, d'autre part, rappelé la création prochaine d'un service national d'assistance aux handicapés

page 13 - section B

Le retour de M. Ben Bella

Les Algérois ont boudé l'ancien président

page 6

Pénuries en URSS

Le premier décret pris par M. Gorbatchev prévoit des mesures contraignantes

page 6

Un appel de M. Rocard aux socialistes

Les militants du PS sont invités à soutenir le gouvernement

page 9

Les manifestations d'agriculteurs

M. Mitterrand empêché d'inaugurer le TGV Atlantique

page 9

SANS VISA

Les fantômes de Penang en Malaisie

■ Gastronomie ■ Jeux
pages 17 à 19 - section B

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

JEAN ROUAUD

LES CHAMPS D'HONNEUR

L'un de ces rares, très rares livres qui emportent l'immédiate conviction.

P. Kéchichian, *Le Monde*

75 F
MINUIT

DÉBATS

Contribution sociale

La république bananière

par Jean-Jacques Dupeyrou

INCONTESTABLEMENT, la contribution sociale généralisée (CSG) marque un tournant décisif. Même s'il demeure, ici ou là, quelques flots d'obscureté, les Français, dans leur immense majorité, finiront par saisir cette évidence : certaines dépenses de la Sécurité sociale — prestations familiales, avantages divers intégrés dans l'assurance-vieillesse, etc. — exclusives de toute idée d'assurance, relevant de la solidarité nationale ; il est donc extravagant de les faire financer par des cotisations assises sur les seuls revenus professionnels, et, qui plus est, dégressives.

Pendant fort longtemps, ces cotisations ont été doublement dégressives : dégressives parce que plafonnées, dégressives parce que déductibles du revenu imposable. On a calculé qu'un point de cotisation plafonné frappant de plein fouet le revenu disponible du smicard correspondait à un prélèvement d'environ 0,10 % (dix fois moins !) pour le calibataire bénéficiant d'un salaire trois fois supérieur au plafond de la Sécurité sociale.

Il est clair que cette escroquerie — quel autre mot employer ? — ne pouvait perdurer indéfiniment. Courageusement initié en 1967 par Jean-Marcel Jeanneney, le déplaçonnement a été accéléré par Simone Veil et d'autres, le relais étant pris, dès son entrée en fonction, par le gouvernement Rocard : déplaçonnement des cotisations allocations familiales, déplaçonnement des cotisations accidents du travail. Petite satisfaction pour ceux qui ont crié dans le désert la plus comode pendant tant d'années : le bon sens finit par l'emporter.

Par l'emporter... partiellement. On est sorti à mi-corps du néolithique, mais à mi-corps seulement. Ainsi, toutes les cotisations restent dégressives dans la mesure où elles sont toujours déductibles du revenu imposable. Et les revenus autres que professionnels restent exonérés de toute participation aux dépenses de pure solidarité couvertes par ces cotisations...

C'est notamment pour pallier cette dernière aberration qu'intervient la CSG, dont maintes déclarations nous assurent qu'elle va, à prélèvement constant, se substituer à certaines cotisations. Prélèvement constant ? Proposition bien imprudente ! Quoi qu'il en soit, au moins dans un premier temps, cette substitution devrait apporter un peu d'oxygène aux titulaires de bas et moyens salaires : résultat évidemment positif.

Mais surgit aussitôt une question capitale. Par hypothèse, ce prélèvement nouveau, pesant sur tous, doit être affecté à des dépenses relevant de la solidarité nationale.

La question, incontournable, est donc la suivante : ce type de prélèvement exprime-t-il de la façon la plus adéquate la soli-

rité de la collectivité nationale ? Il existe une conviction universelle : la contribution aux charges nationales doit être « progressive ». Autrement dit, le taux de prélèvement doit être d'autant plus lourd que le revenu est plus élevé. C'est le cas, par tout, pour l'impôt sur le revenu, même aux États-Unis après la réforme Reagan.

Il est vrai que cette progressivité suscite les fureurs des économistes dits « néolibéraux ». On lira l'article publié ici même par l'un des représentants de cette école, Pascal Salin, sous le titre éloquent : « Vive l'inégalité ! » (le Monde du 10 juillet). M. Salin voit dans toute progressivité le fruit infâme de la démocratie... Hors d'une stricte proportionnalité du prélèvement fiscal — même taux quel que soit l'importance du revenu imposé, misérable ou colossal, — il n'est qu'abominable « tyrannie ».

M. Salin peut respirer : la démocratie n'est pas toujours tyrannie... puisque aussi bien, entre la progressivité et la proportionnalité, le gouvernement opte aujourd'hui pour la seconde ! Sous réserve de quelques exonérations de portée limitée, tous les revenus, quels qu'ils soient, sont soumis au même taux, et au premier franc, au titre de la CSG : 1,1 % pour le smicard, 1,1 % pour le nabab... La nouvelle égalité.

Indépendamment de toute autre considération, le gouvernement prend un risque considérable : celui de voir certaines personnalités du centre ou de la droite persifler cet alignement sur les thèses de la droite la plus extrême, et proposer des solutions plus « sociales », ne frappant pas, dès le premier franc, les salaires les plus humbles.

Un cadavre prospère

Pourquoi donc cette option ? Nous faisons déjà un grand saut, répondra le gouvernement, en sortant, une bonne fois pour toutes, des mystifications de 1945 ! Aller plus loin en instituant une contribution progressive pour la couverture des dépenses de solidarité ? Ce serait instituer un « impôt sur le revenu bis » : cette dualité serait incompréhensible. C'est vrai. Mais alors, pourquoi ne pas unifier ces deux impôts sur le revenu ? En clair, était-il vraiment impossible de restituer progressivement un certain nombre de points de cotisation aux salariés en élargissant parallèlement le volume de l'impôt sur le revenu, sauf à en « lisser » différemment les taux si on les juge trop progressifs ?

Il faut tout de même rappeler — et souligner — que le produit de cet impôt est, chez nous, de l'ordre de 5,5 % du PIB (moyenne OCDE : 12 %), soit environ 12 % de nos prélèvements obliga-

toires (moyenne OCDE : 31 %), atypisme évidemment compensé par une situation inverse au niveau des cotisations sociales au premier franc et dégressives... Et cet atypisme tend à s'accroître ! Alors que, rapporté au PIB, le poids de cet impôt tend à s'alourdir (très légèrement) au niveau global de l'OCDE ou de l'Europe des Douze, chez nous il diminue depuis 1984, lentement mais sûrement ; gauche et droite ont axonné à tour de bras. Pour des raisons sociales ? Pas du tout. Par pure démagogie : seules comptent les réactions du « marché politique ».

Sur ce marché, la cote de l'impôt sur le revenu est désastreuse : lourde réputation d'incohérence et d'arbitraire. Le tout dernier rapport du Conseil des impôts évoque « les innombrables allègements consentis aux catégories les plus diverses de la population... ». Dans ce fouillis, chacun a toujours l'impression d'être le dindon de la farce. Réaction inévitable dans un pays où, loin de donner l'exemple, les parlementaires se mettent largement à l'abri de l'impôt dont ils accablent le bon peuple. Et encore, dans leur cas, le privilège est-il et pour cause... — institué par la loi ! Mais quelle peut être l'amertume de l'ouvrier de Peugeot lorsqu'il acquitte au moindre centime son propre impôt sur le revenu, il apprend que les membres du Conseil constitutionnel aux-mêmes ont obtenu, sans loi, d'en être massivement dispensés ? Les gardiens de l'égalité devant la loi fiscale ! C'est la république bananière dans toute sa splendeur : en dépit des gesticulations auxquelles a donné lieu le bicentenaire de la grande Déclaration, le cadavre du privilège fiscal paraît plus prospère que jamais, il frétille.

On a récemment prêté à M. Charasse le propos, infiniment louable, de faire le ménage de mettre un peu d'ordre ici, de passer la serpillière là... On reste sceptique : tant d'autres Marie-Louises, avant lui, sont montées bravement mais inutilement au feu...

Aussi bien est-il tout à fait vraisemblable que les Français s'accommoderont plus facilement d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus que d'une modernisation de notre fiscalité directe qui passerait par un réaménagement de l'impôt sur le revenu. Au moins, avec la CSG, l'affaire leur paraîtra nette : tout le monde dans le bain et de la même façon. A cet égard, le gouvernement a sans doute vu juste. Alors, contentons-nous du petit progrès réalisé par cette CSG. Après tout, il n'aura fallu qu'un demi-siècle après le plan de 1945 pour que soit accompli ce pas. Pourquoi pas un demi-siècle de plus pour le suivant ?

Au fait, un Allemand fédéral, les prestations familiales sont fiscalisées depuis trente ans...

TRAIT LIBRE



Irak

Chrétiens de Mésopotamie

par Joseph Yacoub

L'IRAK, ou Mésopotamie, un des berceaux majeurs de la civilisation, terre biblique, foyer d'Abraham qui sortit d'Ur en Chaldée, devint très tôt un pays acquis au message chrétien. La Bible est jalonnée de récits et d'histoires de toutes sortes ayant trait à la civilisation mésopotamienne. Aujourd'hui, sur une population de 16 278 316 habitants, selon le recensement d'octobre 1987, les chrétiens seraient au nombre de 1 200 000, ce qui représente 8 % de la population globale du pays.

De loin la plus importante en nombre et en impact religieux et socioculturel, l'Eglise chaldéenne compte 750 000 fidèles et plus de 100 prêtres. Son patriarche, Raphaël I^{er} Bidawid, à sa tête depuis mai 1989, réside à Bagdad. Plus que les autres patriarches, l'Eglise chaldéenne entretient des relations officielles régulières avec les autorités irakiennes. M. Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères, appartient à cette Eglise.

L'Eglise apostolique assyrienne, dite nestorienne, jadis florissante, est évaluée à 250 000 fidèles avec 29 prêtres. Son patriarche, Mar Denkhia IV, réside à Chicago, aux États-Unis, où se trouve momentanément son siège patriarcal.

En janvier dernier, l'Eglise assyrienne d'Orient a décidé le transfert du siège patriarcal et le retour à Bagdad après cinquante-sept ans d'exil. Avec l'accord du pouvoir, les démarches sont en cours et la maison patriarcale est en construction.

Cette Eglise d'Orient est divisée en deux branches, depuis le schisme survenu en son sein en 1964, qui a donné naissance à l'Eglise d'Orient ancienne, adepte de l'ancien calendrier. Elle compte, selon toute probabilité, 50 000 fidèles. Elle est dirigée par un patriarche, Mar Addai II, résidant à Bagdad.

L'Irak compte également l'Eglise syrienne orthodoxe, dite jacobite, évaluée à 70 000 fidèles, l'Eglise syriaque catholique (45 000 fidèles), l'Eglise arménienne apostolique ou grégorienne (15 000), l'Eglise armé-

nienne catholique (5 000), ainsi que des grecs orthodoxes (500) et des grecs catholiques (350).

Les protestants irakiens appartiennent, quant à eux, à diverses dénominations : les baptistes, les congrégationalistes, les pentecôtistes, les luthériens, les presbytériens, les adventistes et l'Eglise évangélique assyrienne. On les estime à 10 000 personnes. Il faut y ajouter 300 fidèles de l'Eglise anglicane. Enfin, récemment fondée, l'Eglise copte orthodoxe est constituée de chrétiens égyptiens qui sont venus travailler en Irak.

Les arméniens, les latins et les coptes mis à part, tous les chrétiens d'Irak sont d'origine ethnique assyro-chaldéo-araméenne. Autochtones depuis des milliers d'années, ils ont une histoire enracinée dans la terre mésopotamienne et partagent en même temps avec les Arabes irakiens plusieurs points communs, en ce qui concerne tant les origines, les traditions et coutumes que la langue (l'araméen et l'arabe appartiennent à une souche sémitique commune). L'émigration en direction des États-Unis, du Canada, de l'Australie... n'a pas fondamentalement affecté l'équilibre démographique de cette population.

Le passé chrétien bimillénaire de l'Irak est très riche. Outre son héritage spirituel et scientifique, le christianisme mésopotamien a fourni une contribution artistique de premier plan, notamment en architecture, en sculpture, en épigraphie, en peinture, en enluminure, en calligraphie et en orfèvrerie. Le nord du pays, particulièrement, est truffé d'églises et de monastères.

Une liberté contrôlée

Tout en proclamant l'islam religion d'Etat (art. 4), la Constitution irakienne stipule que l'Etat garantit la liberté de religion, d'expression et d'opinion (art. 25), et toute discrimination raciale, religieuse ou linguistique est prohibée.

La Constitution irakienne reconnaît d'autre part que le peuple d'Irak est composé de deux nationalités principales (Arabes et Kurdes) ainsi que d'« autres nationalités » dont les droits sont considérés comme légitimes. C'est le 16 avril 1972 que le contenu du terme constitutionnel « autres nationalités » fut explicité, par décret : il s'agit des Assyriens, des Chaldéens et des Syriens proprement dits, qui sont reconnus dans leurs droits culturels et leur identité araméo-syriaque. Depuis, des institutions culturelles, artistiques, médiatiques ont vu le jour pour la promotion de la culture et de la langue de ces nationalités.

Signalons à ce sujet la création de programmes d'expression araméo-syriaque à la radio et à la télévision irakiennes, la fondation d'une Académie de la langue syriaque, la publication de plusieurs revues culturelles, l'établissement d'unions d'écrivains et d'artistes d'expression syriaque, la production de manuels scolaires et un foisonnement d'associations et de clubs socioculturels.

Malgré une politique de reconstruction et de concentration des activités araméo-syriaques depuis 1978 qui a conduit à des fusions de tous genres, à des modifications statutaires, à une surveillance accrue et à une réduction de l'espace culturel, jamais dans les années contemporaines on n'avait vu une telle quan-

tité de productions littéraires en langue syriaque. Aujourd'hui, en dépit de mesures répressives touchant des militants indépendantistes et des villages frontaliers, la culture, l'identité et la langue de ces nationalités assyrienne, chaldéenne et syriaque sont mieux préservées en Irak que dans d'autres contrées.

Attentives aux thèses dominantes, adoptant des stratégies de rapprochement et de compromis, les Eglises ont offert maints services (y compris politiques et diplomatiques) aux autorités irakiennes. En échange, elles ont bénéficié d'une protection et d'une aide morale et matérielle non négligeables. Le pouvoir irakien a contribué financièrement, d'une manière substantielle, à la construction d'églises et à la restauration de couvents et de monastères.

Soupires, les Eglises savent aussi être fermes, comme en 1981, lorsque les autorités ont rendu obligatoire dans les écoles l'enseignement du Coran aux élèves chrétiens. Alors le pouvoir trouva devant lui des communautés unies et résistantes, le contraignant à reculer quelques mois plus tard.

Lors de sa rencontre avec le nouveau patriarche chaldéen, Raphaël I^{er} Bidawid, en mai 1989, diffusée intégralement sur les chaînes de télévision irakienne, le président Saddam Hussein a réitéré sa foi dans un humanisme universel inhérent à toutes les religions. Le patriarche souhaitait, pour sa part, que le clergé ne soit pas tenu à l'écart de la vie nationale et suggérait des rencontres de travail avec le pouvoir chaque fois que l'intérêt national l'exigerait. Outre les promesses faites pour la réhabilitation du patrimoine historique-religieux, le patriarche chaldéen déclara, à l'issue de cette rencontre, que le président irakien soutiendrait la construction d'un nouveau siège pour le patriarcat chaldéen à Bagdad.

Liberté et tolérance religieuses respectées, droits culturels reconnus, tout cela dans un cadre politique défini par le pouvoir et soigneusement contrôlé.

► Joseph Yacoub est maître de conférences à l'Université catholique de Lyon.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimé au « Monde »
12, rue M. Guesbroux
94051 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans,
directrice du développement
5, rue de Mantes-la-Jolie, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70 - Société Générale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUS-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS hors CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris PP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griezot, Neilly Piarrot

Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremans, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

551 من الراس

LA CRISE DU GOLFE

L'évolution de la situation militaire

La décision de Tokyo d'envoyer des soldats à l'étranger suscite d'intenses controverses

Le projet de création d'un Corps de coopération pour la paix qui serait mis à la disposition du Conseil de sécurité des Nations unies (nos dernières éditions du 28 septembre) suscite d'intenses controverses à Tokyo. Au point que le premier ministre a consacré, jeudi 27 septembre, une conférence de presse télévisée à expliquer la signification du projet de loi sur la « coopération pacifique avec l'ONU », qui sera soumis au Parlement en octobre.

M. Toshiki Kaifu est parti vendredi à Washington, où il doit rencontrer le président Bush et lui annoncer les intentions japonaises sur cette question.

TOKYO
de notre correspondant

L'envoi à l'étranger — dans le cas présent au Proche-Orient — de militaires constitue pour le Japon un changement important du statut de son armée tel qu'il était conçu depuis la création des Forces d'autodéfense au début des années 50, en violation du principe constitutionnel selon lequel il ne devait pas entretenir de force militaire (1).

A l'ONU, le ministre des affaires étrangères nippon a cherché à rassurer ses homologues des pays voisins du Japon en affirmant que la création de ce Corps de coopération ne présentait en rien une menace pour la région.

M. Kaifu a rappelé les principes du projet, qui ne contrevient pas selon lui aux engagements pacifiques de la Constitution japonaise : apporter un soutien logistique aux opérations

décidées par l'ONU ; permettre l'envoi de personnel militaire qui ne sera pas impliqué dans un quelconque usage de la force ; constituer un corps de volontaires placés sous la direction du premier ministre ; regrouper des volontaires capables de fournir une assistance technique et humanitaire ; permettre aux membres des Forces d'autodéfense de participer à ce corps, individuellement ou en groupe.

Un statut incertain

L'intervention de M. Kaifu laisse cependant entière la question délicate des modalités et du statut des militaires affectés à ce corps. Placé sous la responsabilité du premier ministre, il serait théoriquement soustrait à toute intervention de l'Agence de défense. Mais reste la question de l'appartenance des militaires qui y seront affectés (sera-t-elle double : Agence de défense et bureau du premier ministre, ou bien ces soldats cesseront-ils

d'appartenir à l'armée?) et celle de leur armement. Le gouvernement tenait, dit-on, de faire accepter le principe du port d'armes légères.

Les réactions des partis d'opposition et de la presse sont en général négatives. Socialistes et communistes sont hostiles à ce projet et le parti bouddhiste Komeito ne paraît pas satisfaire des garanties données contre un éventuel envoi ultérieur de véritables troupes à l'étranger. Certains quotidiens s'inquiètent en outre des pressions exercées par l'Agence de défense, qui avait traditionnellement toujours adopté un profil bas.

PHILIPPE PONS

(1) L'article 9 stipule qu'« il ne sera jamais entrepris de forces armées, nautiques ou autres pour la guerre » sur l'archipel. Avec le début de la guerre froide et le renouveau par le Japon de sa souveraineté par le traité de San-Francisco en 1951, la Garde de réserve a été transformée en Garde de sécurité, investie en 1954 de la défense contre les agressions. Depuis, l'Agence Forces d'autodéfense, l'armée japonaise est devenue la septième du monde.

Les Français sont partagés sur la participation à un conflit

Selon une enquête SOFRES pour Europe 1 et « Libération »

Selon une enquête réalisée (1) par la SOFRES pour Europe 1 et « Libération », publiée le 28 septembre, 61 % des Français (contre 30 %) estiment que la crise du Golfe va déboucher sur un conflit militaire. En cas de guerre, 46 % des personnes interrogées souhaitent que la France y participe et 45 % sont d'un avis contraire.

Une majorité de Français sont cependant opposés à la participation d'appelés à ce conflit (76 % d'opinions défavorables), comme à la mobilisation de certaines catégories de réservistes (60 % d'opinions défavorables) ; 46 % jugent inacceptables que « les soldats français combattent directement les soldats irakiens ».

rennent que la libération des otages et le retrait irakien, et 12 % ne demandent que la libération des otages. Cinquante-huit pour cent des personnes interrogées estiment que les troupes françaises dans le Golfe devraient être placées sous le commandement de l'ONU, 21 % sont favorables à un commandement français et 7 % à un commandement américain.

Enfin, 56 % des personnes interrogées accepteraient, en cas de conflit, la mise en place d'une politique économique et sociale de rigueur (33 % d'avis contraires), mais une large majorité (75 % contre 19 % d'avis contraires) serait opposée à la mise en place d'impôts supplémentaires pour financer le conflit.

(1) Enquête réalisée du 22 au 26 septembre auprès de 1 000 personnes.

Le conflit pourrait dégénérer en « guerre mondiale »

déclare le chef de l'état-major soviétique

Le chef de l'état-major soviétique s'attend à voir se former une alliance entre l'Iran et l'Irak en cas de conflit militaire dans le Golfe, un conflit qui pourrait devenir une « guerre mondiale ».

Dans un entretien accordé au Washington Post et reproduit vendredi 28 septembre par l'International Herald Tribune, le général Moiseev, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques depuis deux ans, déclare notamment : « Dans le cas d'opérations militaires (dans le Golfe), l'Iran se mettra du côté de l'Irak. Ce ne serait pas un conflit habituel, ce serait une guerre mondiale. Et une telle guerre n'apporterait aucune gloire ni au peuple américain, ni au peuple irakien (...). Nous

devons faire le maximum pour éviter cela. » Le général, qui s'est dit préoccupé par l'instabilité de la situation dans la région que par le déploiement américain, dans lequel il ne voit pas de menace directe pour l'URSS, a par ailleurs confirmé que Moscou avait fourni aux Etats-Unis des informations techniques sur les armes soviétiques livrées à l'Irak.

Coups de semence en mer Rouge

En mer Rouge, jeudi, une frégate américaine, l'« Elmer... Montgomery », a tiré plusieurs coups de semence à la milieuse pour contraindre à s'arrêter un pétrolier irakien, le Tadmor, qui sortait du golfe d'Aden, a annoncé à Washington un porte-parole du Pentagone.

Le bâtiment a été autorisé à poursuivre sa route après qu'une inspection eut révélé qu'il était vide. Depuis le 2 août, a précisé le porte-parole, plus de 1 400 navires ont été interceptés et 125 ont été inspectés, dont 110 par des navires américains.

A Washington également, où il se trouve en visite officielle, le président bulgare, M. Jeleu, a indiqué jeudi que son pays était prêt à envoyer un contingent militaire limité dans le Golfe.

Deux autres pays d'Europe de l'Est ont déjà indiqué leur intention de participer à l'effort international contre l'Irak : la Pologne a décidé d'envoyer un hôpital de campagne et un navire-hôpital et la Tchécoslovaquie s'apprête à envoyer une unité de défense contre les armes chimiques de cent soixante-dix hommes. — (A.F.P.)

Vive concurrence sur le marché saoudien

Les exportateurs d'armements français et britanniques craignent d'être supplantés par les Américains

Les rivaux européens des industriels américains de l'armement font la grimace, en considérant que les Etats-Unis sont en passe de saturer le marché saoudien pour les en exclure. C'est le cas de la Grande-Bretagne et de la France.

Pour calmer les appréhensions des Israéliens, qui redoutent que la crise du Golfe ne soit l'occasion pour certains pays arabes de se réarmer à outrance auprès des Américains, le président des Etats-Unis, M. George Bush, a proposé au Congrès d'étaler sur deux ans la conclusion des contrats relatifs à de nouvelles fournitures militaires à l'Arabie saoudite. Mais, globalement, cette transaction portera sur le montant annoncé précédemment de 21 milliards de dollars, qui

avait tant inquiété les concurrents, notamment britanniques et français.

Concrètement, il s'agit d'un premier contrat de 6,1 milliards de dollars dès cette année, et de 14 milliards de dollars en 1991. Les commandes de l'Arabie saoudite ont trait de matériels aussi différents que des avions F 15 ou F 19, des hélicoptères Apache, des blindés M1 Abrams, des missiles anti-chars Tow et des équipements de commandement à la mer.

Une manne pour vingt ou trente ans

La manne saoudienne devrait induire, directement ou indirectement, entre 800 000 et 900 000 emplois aux Etats-Unis et, à plus long terme, sur une période de vingt à trente ans, elle devrait générer un marché total de 50 à

60 milliards de dollars si on ajoute aux ventes en discussions au 1990 et 1991 les contrats attendus de maintenance (rechanges et formation).

Durant les quinze dernières années, le commerce des armes entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite a été évalué à 75 milliards de dollars, quand les dépenses militaires globales des Saoudiens ont été estimées à 200 milliards de dollars.

Il y a quelques années, le Royaume-Uni avait conclu avec Ryad un vaste accord-cadre qui portait sur l'équivalent de 38 milliards de dollars à concrétiser sur des décennies, au choix du client selon ses besoins. Aujourd'hui, les industriels britanniques se demandent si l'opération « Bouclier du désert » ne marquera pas la suspension, voire l'interdiction, de leurs affaires en Arabie saoudite au profit de sociétés américaines. En particulier, serait en jeu le sort de la livraison d'avions F-16, conçus en coopération avec l'Allemagne et l'Italie.

En France, la crainte est identique. Sur quinze ans, entre 1974 et 1989, les Français ont reçu des Saoudiens pour 135 milliards de francs constants (valeur 1988) de commandes militaires. Ce montant correspond, pour l'essentiel, à des contrats avec Ryad dans les domaines de l'arme blindée, de l'artillerie, de la marine, de la défense antiaérienne et des hélicoptères. Il correspond grosso modo à environ 20 % du total des commandes à l'exportation d'armes françaises dans le monde entier, durant la même période.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite risque de devenir une chasse gardée des groupes américains. « Si, dans les deux ou trois mois qui viennent, nous ne signons rien avec les Saoudiens, disais, la semaine dernière encore, un industriel français de l'armement au Salon aéronautique de Moscou, nous n'existons plus pour des années sur ce marché. » JACQUES ISNARD

M. Chirac soutient l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

Au cours des journées parlementaires du RPR, qui se tiennent depuis jeudi 27 septembre à Carcassonne, M. Jacques Chirac a présenté son plan de règlement de la crise dans le Golfe : « Si, comme nous pouvons l'espérer, la logique de paix l'emporte, et que la stratégie du blocus, et non celle de la guerre, soit celle de la France, alors nous devons tout mettre en œuvre pour faciliter la recherche d'une solution diplomatique. »

« Pour ma part, je propose les étapes suivantes : d'abord, l'évacuation du Koweït par l'Irak et la libération des otages ; ensuite une négociation entre l'Irak et le Koweït, pour l'établissement d'un cessez-le-feu ; puis, la libération des otages ; enfin, la recherche d'une solution diplomatique. »

contentieux entre l'Irak, le Koweït et les pays arabes producteurs de pétrole : enfin, pourrait être engagée une concertation internationale pour tenter de régler les différents problèmes qui se posent au Moyen-Orient. Cette dernière, il est vrai, est difficile, mais qui bénéficierait de la réduction des tensions Est-Occident, pourrait se conclure dans le cadre d'une conférence internationale destinée à conforter la paix et la stabilité au Moyen-Orient. »

M. Chirac a demandé l'organisation d'un débat « d'urgence » au Parlement afin que le gouvernement dise si la France se situe « toujours dans une logique de blocus » ou « dans une logique d'intervention militaire » (nos dernières éditions du 28 septembre).

Prochain retour à Toulon du « Clemenceau »

Le porte-avions *Clemenceau*, en mission dans la mer Rouge, rentrera entre le 5 et le 6 octobre à Toulon, son port d'attache, qu'il avait quitté le 13 août dernier.

Ce mouvement du *Clemenceau* a été annoncé, jeudi 27 septembre, par la marine française. Le porte-avions *Foch*, qui navigue en Méditerranée occidentale et qui a embarqué son groupe aérien, est prêt à partir pour le Golfe si cela est nécessaire, ajoute le communiqué de l'état-major qui considère que le *Clemenceau* peut rentrer en France après avoir accompli sa mission.

Avec à son bord quarante-deux hélicoptères Gazelle et Puma, le *Clemenceau* a permis à leurs équipages de s'entraîner à Djibouti, puis à Oman et dans les Emirats arabes unis dans des conditions proches de celles qu'ils connaissent désormais en Arabie saoudite, où ils sont stationnés depuis quelques jours.

La marine française continue d'entretenir dans la zone du Golfe onze bâtiments de guerre, qui, outre la mission de contrôle de l'embargo des Nations unies, escortent jusqu'à Yanbu les navires de soutien logistique de l'opération « Daguet » en Arabie saoudite. Le jeudi 27 septembre, l'un des bateaux de la marine nationale a réalisé la treizième visite par la France d'un navire marchand soumis à embargo, dans le détroit de Bab-el-Mandeb, entre la mer Rouge et la mer d'Oman.

En cas de besoin, le *Foch* prendra la relève du *Clemenceau*. Mais à la différence du porte-avions qui rentre, la semaine prochaine, à Toulon, le *Foch* dispose de son groupe aérien, soit seize avions d'attaque Super-Etendard, trois avions de reconnaissance Etendard IV-P, dix avions d'interception Crusader, sept avions de surveillance maritime Alizé et deux hélicoptères pour la récupération des équipages à la mer. La marine nationale se refuse au moindre commentaire sur la nature des armes à bord du *Foch*. On sait, en effet, que les Super-Etendard peuvent être dotés d'un missile ASMP à tête nucléaire et que la tradition veut qu'un bateau de guerre français en mission transporte tout son armement avec lui.

J. I.

■ M. Rocard et la question palestinienne. — M. Michel Rocard a évoqué, jeudi 27 septembre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), la crise du Golfe, déclarant notamment : « La question palestinienne est depuis toujours une blessure pour les Arabes, une blessure douloureuse, lancinante, une blessure que nous comprenons. Sur ce sujet aussi, le Conseil de sécurité a voté des résolutions et nous devons avoir le courage de reconnaître que, pour le moins, la communauté internationale n'a pas fait preuve d'une ardeur égale dans la poursuite de leur mise en œuvre. » — (Corresp.)

La prédiction du rabbin

Que les généraux, hommes politiques et experts militaires se le disent : la « guerre de la fin des temps » aura lieu entre Arabes dans les deux prochaines semaines... du moins à en croire la prédiction faite par un rabbin il y a un quart de siècle.

L'hebdomadaire israélien *Yom Hashishi* écrit ainsi, jeudi 27 septembre, que le rabbin Haim Shvill, mort il y a dix-sept ans, avait prédit en 1964 qu'une guerre dévastatrice, mais très violente, éclaterait en 1990 pendant les

sept jours de la fête juive du Tabernacle, qui commence dans une semaine.

Le rabbin Shvill avait prévu les guerres de 1967 et 1973, selon l'hebdomadaire. S'agissant d'une prochaine guerre, il a écrit : « Ce sera la guerre de la fin des temps dans laquelle les Arabes combattront les Arabes. » Il avait également prédit qu'Israël serait attaqué par des armes chimiques qui rateraient leurs cibles. — (Reuters.)

RECHERCHE

CE MOIS-CI

“LA RECHERCHE” CÉLÈBRE SES 20 ANS ET PUBLIE UN DOSSIER EXCEPTIONNEL SUR LE THÈME :

PROFESSION CHERCHEUR

QUI SONT LES CHERCHEURS D'AUJOURD'HUI ? COMMENT A ÉVOLUÉ LE TRAVAIL SCIENTIFIQUE EN 20 ANS ?

A TRAVERS DE NOMBREUX TÉMOIGNAGES ET ENQUÊTES, DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX RAPPORTS ENTRE LA SCIENCE, L'INDUSTRIE, L'ÉTHIQUE ET LES MÉDIAS

NE MANQUEZ PAS CE GRAND ÉVÈNEMENT DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

N°225 - OCTOBRE 1990 - 32 F

LA CRISE DU GOLFE

Bagdad dément avoir menacé de pendaison les étrangers réfugiés dans les ambassades

L'Irak a tenté d'atténuer, jeudi 27 septembre, les menaces proférées la veille à l'encontre des diplomates hébergeant leurs ressortissants dans les ambassades.

Des responsables du ministère des affaires étrangères à Bagdad ont affirmé que la note adressée à plusieurs ambassades dans la capitale irakienne leur demandant de fournir la liste des non-diplomates vivant dans leurs locaux avait été mal comprise et interprétée à tort comme une menace de mort.

L'ambassadeur irakien à Washington avait déjà affirmé, mercredi soir, après avoir été convoqué au

département d'Etat, que Bagdad ne « menaçait personne ».

Ces assurances n'ont pas fait changer d'avis les autorités américaines qui ont rendu public jeudi le texte de la note adressée aux ambassades. « La résolution 341 du Conseil du commandement révolutionnaire en date du 26 août 1990 stipule que l'hébergement d'un étranger dans le but de le soustraire aux autorités irakiennes est un crime d'espionnage; la peine capitale sera infligée aux personnes qui commettent ce crime », dit ce texte, qui conclut : « Le ministère (irakien) des affaires étrangères apprécierait que la mission l'informe de la présence d'un de ses citoyens ou d'un ressortissant de toute autre nation dans l'am-

bassade et dans ses résidences diplomatiques. »

« Nous rejetons cette note qui viole fondamentalement les règles du comportement civilisé international. Nous ne fournirons aucun nom. La clarification de Bagdad ne nous amène pas à être plus enclins à répondre à cette note », a déclaré jeudi l'un des porte-paroles du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Plusieurs pays européens ainsi que le Japon ont annoncé que la même note avait été adressée à leurs ambassades à Bagdad. Londres et Rome ont immédiatement fait savoir qu'il ne serait pas répondu à la demande irakienne. Berne a protesté. Le Japon et le Danemark ont

répondu que leur ambassade n'abritait aucun ressortissant non membre de la mission. Le porte-parole du quai d'Orsay avait pour sa part affirmé jeudi que l'ambassade de France à Bagdad avait reçu le texte de la « résolution 341 » mais aucune demande de noms.

Des consultations ont eu lieu jeudi entre les Douze qui ne sont pas parvenus à définir une réaction commune, a déclaré un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. Il a ajouté que tous considéraient la requête irakienne comme « injustifiée et illégale », mais que certains pays membres pourraient « vouloir attendre » avant de décider de la réponse à donner. (AFP, Reuters)

Les sondages depuis le début du conflit

M. Mitterrand a la cote

Depuis le début de l'année, la cote de popularité de M. François Mitterrand était en baisse. Avec la crise du Golfe, la tendance s'inverse.

La lecture des sondages réalisés depuis l'invasion du Koweït par l'Irak montre que le président de la République bénéficie d'un « effet Golfe ». Selon le baromètre établi par la SOFRES pour le Figaro, la confiance pour M. Mitterrand passe de 61 % à 52 % de mars à juin, puis à 54 % en juillet. La hausse est plus forte après l'intervention irakienne.

Selon Louis-Harris, pour L'Express, la cote de popularité du chef de l'Etat fait un bond de sept points de juillet à août (61 % au lieu de 54 %). Le gain est de cinq points selon une enquête de l'IFOP pour le Journal du dimanche (42 % au lieu de 37 %), alors que la popularité de M. Michel Rocard reste stable.

L'adhésion à l'action de M. Mitterrand se vérifie au travers des sondages portant spécifiquement sur la crise du Golfe. A la mi-août, 75 % des personnes interrogées (1) par la SOFRES pour le Figaro et RTL approuvent le chef de l'Etat. Ce résultat passe à 79 %, selon une autre enquête de la SOFRES, une semaine plus tard, alors que 61 % des personnes interrogées par l'IFOP pour le Figaro approuvent la position française.

Cette embellie profite à la plupart des dirigeants politiques mais M. Mitterrand en est, et de loin, le premier bénéficiaire. Il suscite, selon un sondage IFOP pour Profession politique, l'adhésion de 40 % des personnes interrogées, contre 14 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing et 8 % pour M. Jacques Chirac.

MM. André Lajoie et Jean-Marie Le Pen ne recueillent que 3 %. Le président du Front national, hostile à l'intervention française dans le Golfe, voit sa cote baisser de deux points selon BYA. Le FN enregistre un recul de quatre points et demi en intentions de vote législatif.

Cet « effet » n'est pas constant lors de chaque initiative militaire française, loin s'en faut. L'intervention, les 22-23 mai 1978, des parachutistes français à Kouweïd, au Zaïre, n'avait pas entraîné un gain de popularité pour le président de la République de l'époque, M. Giscard d'Estaing. Au contraire, selon un sondage réalisé par l'IFOP pour le Point, 40 % seulement de personnes interrogées (contre 45 % auparavant) approuvaient l'envoi de ces militaires, et en juin 1978, la cote de popularité du président de la République diminuait même de trois points par rapport aux résultats obtenus en mai.

En août 1983, une nette majorité de personnes interrogées par l'IFOP pour le Quotidien de Paris (53 % contre 28 %) avaient désapprouvé l'intervention française au Tchad. La cote de popularité de M. Mitterrand, en baisse depuis août 1982, régressait encore, pour septembre, de deux points.

En revanche, au lendemain de la destruction au Liban, la suite d'un attentat, le 23 octobre 1983, du siège d'une compagnie française de parachutistes (58 tués), la cote de popularité de M. Mitterrand était en hausse de quatre points selon la SOFRES, et de huit points selon l'IFOP.

(1) Quarante-huit pour cent de sympathisants du PS, 78 % de l'UDF, 72 % du PCF, 61 % du RPR et 39 % du FN.

Les comités de soutien aux familles des otages vont créer une fédération internationale

Les comités de soutien aux familles d'otages détenus en Irak et au Koweït ont décidé de se réunir afin de coordonner leur action. Une fédération internationale regroupant le Gulf Group Support britannique, les comités italiens et français, ainsi que certaines familles américaines est en cours de création. Selon M. Jacques Miquel, avocat du comité de soutien aux Français retenus au Koweït et en Irak, qui devait annoncer cette initiative lors d'une conférence de presse vendredi 28 septembre à Paris, le nombre de participants pourrait être étendu et d'autres pays contactés.

Le comité français de soutien aux otages détenus en Irak et au Koweït, qui regroupe plus de cent cinquante familles, dresse aujourd'hui un premier bilan de son action. « Le gouvernement a pris les mesures que nous avions sollicitées et nous nous félicitons que le dialogue se poursuive avec le Quai d'Orsay », déclare M. Miquel. L'avocat regrette cependant « qu'il ne se soit pas occupé plus tôt » des difficultés que risquaient de rencontrer les entreprises dont des employés sont toujours retenus.

Certains viennent d'ailleurs d'annoncer qu'ils allaient cesser de verser les salaires. « Nous avons attiré l'attention du gouvernement sur cette question dès le début du mois de septembre », affirme l'avocat. Cela dit, si ce ne fut pas que certaines PME et PMI rencontrent des problèmes, elles se doi-

vent, elles aussi, d'avoir un comportement à la mesure de la cause nationale à laquelle nous devons faire face. Envoyer des lettres de licenciement par la voie diplomatique ne me paraît pas faire preuve d'une très grande solidarité. »

« Rester ferme mais ouvert »

Le comité, qui, il y a un mois, demandait que « des portes restent ouvertes » et s'était démarqué de la position du gouvernement, se félicite du dernier discours de M. François Mitterrand à l'ONU. « Rester ferme mais ouvert, il n'y a pas d'alternative. »

Il rappelle qu'il ne s'interditira « aucun contact », mais estime que « le moment n'est pas venu de rencontrer les autorités irakiennes ». Il condamne par ailleurs la proposition du secrétaire général des Amis de la France irakienne, M. Gilles Muir, de remplacer les otages par des Français volontaires. « Substituer des Français à d'autres Français ne règlera absolument rien. Nous voulons une solution globale. »

Si les otages français sont, selon M. Miquel, « très démoralisés », il estime que la menace de limitation des tickets de rationnement des Occidentaux, brandie par Bagdad, « n'est pas digne d'être prise en considération ». La plaçant pour l'instant dans le cadre de la guerre psychologique, il ajoute que « si cette mesure devait connaître un début d'application, cela nous paraîtrait naturellement intolérable ».

N. H.

Lors d'une réunion de la Ligue arabe

Vif accrochage entre les ambassadeurs irakien et koweïtien

TUNIS

de notre correspondant

Elle ne devait être que symbolique, mais la séance d'ouverture de la 94^e session ordinaire de la Ligue arabe, qui s'est tenue, jeudi 27 septembre à Tunis, n'en a pas moins donné lieu à un vif incident entre les ambassadeurs d'Irak et du Koweït.

« Accroché » par l'ambassadeur irakien, Alouane Jabouri, qui s'élevait contre sa présence, le représentant du Koweït - Etat qui n'existe plus aux yeux du régime de Saddam Hussein - lui a répondu qu'il venait ainsi de donner une nouvelle preuve que l'Irak ne cherchait qu'à diviser le monde arabe. Et M. Nasser El Jihane d'ajouter : « Ou est l'Irak aujourd'hui ? Il est exclu même des Jeux asiatiques, absent de l'Assemblée générale de l'ONU, et Tarek Aziz [le ministre des affaires étrangères] se cache à Bagdad... »

Tapant sur la table pour mieux se faire entendre, visiblement furieux, le représentant de

Saddam Hussein a répondu que « ce n'est pas Tarek Aziz qui se cache, mais ceux qui ont appelé chez eux les forces impérialistes et qui se protègent sous leur borte ». L'incident s'étant clos sur cette algarade, la séance a pu reprendre pour permettre à l'OLP de transmettre à Qatar la présidence de la Ligue pour les six prochains mois.

L'épineuse question du transfert de la Ligue (le Monde du 20 septembre) ne pouvait trouver sa solution au niveau des ambassadeurs. Il appartenait aux ministres des affaires étrangères d'en débattre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 octobre à New York, et de fixer la date et le lieu d'une autre réunion. Bien que déchirée, la Ligue arabe a donc su conserver un vieux réflexe : toujours reporter à plus tard les décisions embarrassantes. Mais, tôt ou tard, il faudra bien que ses vingt et un membres soient obligés de trancher.

MICHEL DEURÉ

ASIE

PHILIPPINES : pour le meurtre de Benigno Aquino

Seize militaires condamnés à la prison à perpétuité

Seize militaires philippins, dont un général, ont été, vendredi 28 septembre, reconnus coupables « sans le moindre doute » du meurtre « inhumain et barbare » de Benigno Aquino par un tribunal d'exception réuni à Manille. Ils ont été condamnés à la prison à perpétuité et au versement d'une indemnité à la famille de la victime. Chef de l'opposition et principal rival de l'ancien président Marcos, « Ninoy » Aquino, le mari de l'actuelle présidente des Philippines, Cory Aquino, avait été assassiné le jour de son retour à Manille, le 21 août 1983.

Parmi les condamnés figure le général Luther Custodio, ancien chef de

l'aéroport de Manille, où avait eu lieu l'assassinat. Vingt autres inculpés, dont deux anciens ministres, ont été acquittés. Trois autres accusés, dont l'ex-chef d'état-major, le général Fabian Ver, sont en fuite.

L'assassinat de « Ninoy » Aquino avait provoqué l'indignation dans le monde, et des troubles dans tout le pays, qui avaient culminé lors de l'élection présidentielle de février 1986, entraînant la fuite aux Etats-Unis de Marcos et l'arrivée au pouvoir de M^{me} Cory Aquino. Accusé d'avoir télécommandé le meurtre, Marcos est mort il y a exactement un an à Hawaï. (AP, Reuters, AFP)

CORÉE DU NORD

Pyongyang se dit prêt à normaliser ses relations avec Tokyo

Renversant sa position antérieure, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a annoncé jeudi, 27 septembre, qu'elle était prête à normaliser ses relations avec le Japon. Les négociations entre les deux gouvernements pourraient commencer en novembre.

TOKYO

de notre correspondant

La proposition nord-coréenne a été faite par le secrétaire général du Parti du travail, M. Kim Yong-sun, à M. Shin Kanemaru, personnalité influente du Parti conservateur japonais, en visite à Pyongyang (le Monde du 28 septembre). La question avait été l'un des thèmes des trois entretiens que M. Kanemaru a eus avec le président Kim Il-sung.

Commentant le geste d'ouverture de son gouvernement, M. Chon Ryong-bok, directeur du bureau Asie au ministère nord-coréen des affaires étrangères, a déclaré qu'il constituait un « changement politique important » de la diplomatie de son pays. A Tokyo, le premier ministre, M. Toshiki Kaifu l'a qualifié d'« événement historique ».

Préoccupations à Séoul

Rejetant l'hypothèse de reconnaissances croisées (les alliés de la Corée du Nord, Chine et URSS, normalisant leurs relations avec le Sud tandis que les Etats-Unis et le Japon établiraient des relations diplomatiques avec Pyongyang), la RPDC avait, jusqu'à présent, toujours refusé de négocier avec Tokyo sur cette question. Cette fois, Pyongyang paraît accepter implicitement le principe des

reconnaissances croisées. Le processus de normalisation nippo-nord-coréenne sera en fait parallèle à celui des relations entre la Corée du Sud et l'URSS : selon la presse sud-coréenne, Moscou et Séoul devraient signer, le 30 septembre, au cours de la rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, un accord de principe sur l'établissement de liens diplomatiques. Les dirigeants nord-coréens acceptent en outre que la question des réparations de guerre du Japon ne soit discutée qu'après la normalisation, comme l'ont toujours demandé les Japonais.

Tout en se félicitant de l'annonce d'une normalisation nippo-nord-coréenne qui, estime-t-on à Séoul, se situe dans le contexte de l'amorce du dialogue entre les deux Corées et d'un processus de détente régionale, les Coréens du Sud n'en paraissent pas moins préoccupés par ce renversement inattendu - aussi rapidement, du moins - de Pyongyang. Le ministre des affaires étrangères, M. Liu Chong-ha, a notamment demandé à l'ambassadeur japonais à Séoul que son gouvernement ne fasse pas progresser la normalisation avec Pyongyang plus vite que le dialogue entre les deux Corées.

Séoul, qui, jusqu'à présent, menait le jeu de la détente dans la péninsule, peut se sentir quelque peu dépossédée de l'initiative par l'ouverture de Pyongyang. Au ministère japonais des affaires étrangères, on affirme entendre placer les négociations avec la RPDC dans le cadre de la détente dans la péninsule et agir en étroite concertation avec les Etats-Unis et la Corée du Sud.

PHILIPPE PONS

Le cheikh Jaber à la tribune de l'ONU

Le Koweït annule le service de la dette des pays les moins avancés

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Revêtu de la tenue traditionnelle, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah a prononcé jeudi 27 septembre à la tribune de l'ONU un discours dans lequel il a invité la communauté internationale « à ne pas fléchir sur les mesures à prendre pour obliger les envahisseurs (du Koweït) à restaurer l'autorité légitime et à mettre un terme aux actes de barbarie (commis par l'Irak) ».

« Le retrait des agresseurs est certain », a affirmé le chef d'Etat koweïtien aujourd'hui en exil. D'ici le Toui-Poussant nous garantir la victoire grâce à la volonté des fils du Koweït, à leur lutte, grâce à l'Organisation des Nations unies, au soutien des frères et amis et de tous les peuples épris de justice

dans le monde (...). « Nous retournerons au Koweït. »

Evouant la situation économique des pays les moins avancés (PMA), le cheikh Jaber a annoncé la décision du Koweït d'effacer tous les intérêts sur la dette due par ces nations au Koweït. De même, il a indiqué que des arrangements seront conclus avec les pays les plus pauvres de façon à « alléger le fardeau ».

Cette décision s'inscrit dans l'esprit de la deuxième conférence sur les pays les moins avancés qui s'est achevée le 14 septembre dernier à Paris. Les participants étaient alors convenus d'accroître l'aide aux quarante-deux pays entrant dans cette catégorie, sans se prononcer, cependant, sur des mesures d'urgence au vu de la situation nouvelle créée par la crise du Golfe.

S. M.

PROCHE-ORIENT

LIBAN

L'armée impose un blocus aux forces du général Aoun

L'armée de la légalité commandée par le général Lahoud, se trouve désormais face à l'armée rebelle du général Aoun, tout autour de l'enclave tenue par ce dernier, pour procéder, dans un premier temps, à son blocus et, en principe, si cela ne suffisait pas, à un assaut pour la réduire.

BEYROUTH

de notre correspondant

Dans la nuit de jeudi à vendredi 28 septembre, la troupe du général Lahoud a pris la relève des Forces libanaises (milice chrétienne) aux différents points de passage de leurs deux secteurs - Achrafieh à Beyrouth et le Kesrouan, plus au nord - qui sont au contact du minuscule territoire, 267 kilomètres carrés, du général Aoun où sont, il est vrai, concentrés le palais présidentiel, le ministère de la défense et les meilleures troupes de l'armée libanaise, 16 000 hommes, selon leur chef.

La direction « légale » a pu concentrer pour l'encercler 10 000 hommes dotés d'une centaine de chars et de 170 canons. Mais, si elle engageait la bataille, elle devrait pouvoir compter sur l'appui décisif de l'armée syrienne et, plus ou moins clairement, sur celui des FL.

La milice chrétienne, dont l'objectif majeur immédiat est devenu l'éviction de son ennemi, se montre d'une coopération exemplaire et a cédé des positions quand on le lui a demandé.

Les craintes de la population

Le secteur chrétien s'en retrouve dans une situation bizarre où, d'une part, deux armées qui proclament chacune que l'autre ne la combattra pas, sont face à face sur pied de guerre et où, de l'autre, la milice continue de tenir militairement des lignes de front dont les points de passage sont aux mains de l'armée du général Lahoud.

Le général Aoun, qui n'a pas

Difficile dilemme

Pour ce que l'on appelle la « légalité » - c'est-à-dire cette espèce de direction collégiale issue des amendements apportés à la Constitution libanaise par suite des accords de Taëf comprenant les présidents de la République (maronite - M. Hraoui), du Conseil (sunnite - M. Hoss) et du Parlement (chiite - M. Hussein) - le dilemme n'est pas simple puisqu'il lui faut venir à bout du général Aoun sans que la population en subisse les conséquences. Or les trois phases possibles de l'action envisagée - blocus lui-même progressif, bombardements, assaut - se répercuteront dramatiquement sur les civils.

Le général Aoun fait le pari que tout cela n'est que bluff. Il fait surtout un autre pari : celui que la Syrie ne s'engagera pas dans une opération militaire contre son minuscule, Or, sans l'appui politique et la participation active des troupes syriennes, rien de sérieux ne saurait être entrepris contre lui.

Une donnée nouvelle risque cependant de porter Damas à modifier une situation dont on a tant souligné combien elle lui était profitable, les intérêts servant, objectivement, ses intérêts : les Syriens auraient récemment pris peur qu'un front Aoun-Hezbollah, avec la complicité feutrée du PSP de M. Jomblatt, ne se constitue, alimenté par l'Irak et l'OLP pour créer des problèmes dans leur chasse gardée libanaise.

LUCIEN GEORGE

LA CRISE DU GOLFE

La normalisation entre Londres et Téhéran devrait hâter la libération des trois derniers otages britanniques au Liban

Les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Iran, rompues le 28 février 1989 à l'initiative de Téhéran en raison de la publication des *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, jugés offensants pour l'Islam, sont rétablies. « Cette décision prend effet immédiatement », a indiqué jeudi soir 27 septembre le Foreign Office. Les deux ambassades devraient rouvrir leurs portes d'ici un mois.

LONDRES

de notre correspondant

M. Saddam Hussein aura donc réussi, bien malgré lui, à faire ce que les diplomates des deux pays s'étaient efforcés en vain d'obtenir depuis de longues années. Les rapports normaux entre les deux capitales avaient en effet été gravement perturbés dès la révolution islamique de 1979 et la première prise d'otages de Téhéran, celle des diplomates américains. Les Britanniques s'étaient montrés dans cette affaire solidaires de leurs cinquante-cinq collègues américains jusqu'à leur libération, en janvier 1981, après quatre cent quarante-quatre jours de captivité. L'Iran khomeiniste insultait régulièrement la Grande-Bretagne, au fil de ses soubresauts de politique intérieure, mais les relations, très froides, étaient quand même maintenues lorsqu'un curieux incident, précédant l'affaire Rushdie, était venu une première fois les suspendre. Le consul d'Iran à Manchester était pris en mai 1987 en flagrant délit de vol à l'étalage dans un grand magasin. Il ne bénéficiait bizarrement pas du statut diplomatique, qu'il avait apparemment oublié de demander. Il était donc passible de poursuites judiciaires.

En guise de représailles, les Iraniens arrêtaient M. Edward Chaplin, chargé d'affaires britannique à Téhéran, le passaient à tabac, puis le relâchaient. A la suite de cet épisode, les relations étaient suspendues le 18 juin 1987. Les diplomates s'efforçaient de réta-

blir le dialogue et y étaient parvenus à la fin de 1988.

Mais l'affaire Rushdie vint tout bouleverser. Les intégristes iraniens profitèrent de la sentence prononcée le 14 février 1989 par l'unanimité du tribunal britannique d'origine indienne pour dénoncer un nouveau Satan apparû à l'Ouest sous la double figure de Rushdie lui-même et de son « protecteur » britannique. Les autorités iraniennes innovaient en matière de droit international en condamnant officiellement à mort un sujet de sa Gracieuse Majesté pour crime contre l'Islam, c'est-à-dire pour délit d'opinion.

C'était inadmissible et l'écrivain était aussitôt placé sous la protection de Scotland Yard. Il n'a pas cessé depuis février 1989 de se cacher dans des endroits jugés suffisamment sûrs par la brigade anti-terroriste. Il change fréquemment de retraite pour échapper aux commandos de tueurs lancés à ses trousses. Plusieurs individus suspects venus du Liban auraient été identifiés par la police et reconduits aux frontières du royaume.

L'affaire Rushdie en voie d'apaisement

On a aperçu Salman Rushdie l'espace d'un dîner, à Cambridge. Il s'entretenait parfois au téléphone avec quelques-uns de ses amis, appartenant à un groupe intellectuel gauchisant très anti-thatcherien formé au cours des années 80, auquel appartenait notamment le dramaturge Harold Pinter. Il vient d'enregistrer sa première interview télévisée depuis sa condamnation à mort. Il y répète qu'il n'a voulu offenser personne. Il y dit surtout que l'isolement forcé, au cours de ces dix-neuf mois, a été un « enfer » et qu'il a été suffisamment puni comme cela. Cette expérience épouvantable a « changé tout ce qu'il pensait de tout ». Il a perdu sa femme dans la tourmente. Celle-ci, Marianne Wiggins, est écrivain comme lui, mais n'a pas supporté cette vie d'errance sous garde policière permanente.

Cette interview coïncide avec la sortie en librairie de son dernier ouvrage, *Haroun et la mer des his-*

toires. Il s'agit d'un livre pour enfants, dédié à son fils, qu'il n'a pas été autorisé à revoir depuis le 14 février 1989 pour des raisons de sécurité aussi évidentes que cruelles. Il y parle d'un conteur qui a perdu son don... Il n'a rien perdu du sien, même s'il évite cette fois les sujets trop brûlants.

Toutes les conditions posées par Téhéran sont donc remplies. Rushdie s'excuse auprès des musulmans dans cette interview, qui sera diffusée dimanche 30 septembre au soir. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a écrit le 3 août à Sir Peter Baker, membre de la commission des

affaires étrangères des Communes, pour lui exprimer tout le « respect » que lui inspire l'Islam. Cela allait sans dire, mais, selon la formule consacrée, cela va encore mieux en le disant.

Les Iraniens ont affirmé de leur côté à M. Hurd qu'ils entendaient ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures britanniques. Le secrétaire au Foreign Office a proposé pour les journalistes de la BBC son interprétation de cette remarque apparemment banale. Il s'agit, si l'on comprend bien, de lever la sentence de mort prononcée contre l'écrivain. L'affaire Rushdie semble donc en voie d'apai-

sement, même si les interlocuteurs iraniens de M. Hurd n'ont apparemment pas l'autorité nécessaire pour lever la condamnation proférée par l'imam Khomeiny. Il pourrait surtout y avoir du nouveau dans les prochains mois pour les trois otages britanniques du Liban, apprend-on de très bonne source à Londres. MM. Terry Waite, John McCarthy et Jack Mann sont en effet détenus par le Hezbollah, mouvement très proche idéologiquement de Téhéran.

L'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, disparu depuis le 20 janvier 1987, est malade et très déprimé,

mais toujours vivant. M. McCarthy, journaliste de télévision, enlevé le 17 avril 1986 est en bonne santé. On est en revanche sans nouvelle du troisième, un ancien pilote de la RAF âgé de soixante-cinq ans, qui avait pris sa retraite dans un pays qu'il croyait tranquille, le Liban. M. Mann a été enlevé le 3 mai 1989 à Beyrouth-Ouest, dans une zone sous contrôle syrien. Le Foreign Office a cru utile de préciser jeudi que la reprise des relations avec Téhéran ne signifiait pas automatiquement que la même voie allait être suivie avec Damas.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un point marqué par M. Rafsandsjani

La crise du Golfe aura eu pour conséquence une accélération spectaculaire du processus d'ouverture engagé par le président Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani, en dépit d'un certain réveil de l'aile radicale du régime. Appels à la guerre sainte et diatribes contre la présence occidentale dans le Golfe de la part des « durs » n'auront - jusqu'à nouvel ordre - pas réussi à freiner le rythme des normalisations menées tambour battant par le pragmatique Hachémi Rafsandsjani, permettant à la République islamique de sortir de son isolement à mesure que son ennemi d'hier s'y enfonce.

Des normalisations menées avec grand art puisque Téhéran a jusqu'à présent réussi à se concilier tout le monde : les Occidentaux en affirmant haut et fort sa volonté de respecter l'embargo contre l'Irak et, dans le même temps, Bagdad - son ennemi d'hier, - qui a dû plier et faire des concessions à l'Iran sur tous les

points qui faisaient encore problème. Aujourd'hui, c'est avec le « petit Satan » britannique tant honni que les Iraniens ont renoué.

Une normalisation annoncée dès le début de la crise du Golfe, puisque M. Hachémi Rafsandsjani n'a attendu que deux jours après l'invasion du Koweït par l'Irak pour convoquer la plus haute instance dirigeante iranienne, le Conseil suprême de sécurité nationale, qui s'est prononcé dès le 4 août pour la reprise des relations diplomatiques avec Londres.

« Une flèche indétournable »

Une initiative que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a rendu possible fin juillet en prenant publiquement ses distances avec Salman Rushdie et ses *Versets sataniques* - à l'origine de la brouille - et en insistant sur le fait qu'il n'entrait pas

dans les intentions de la Grande-Bretagne d'insulter l'Islam. M. Hachémi Rafsandsjani a donc marqué un nouveau point face à son opposition radicale, hostile à toute ouverture en direction de l'Occident « pervers », mais sa marge de manœuvre se mesure à l'ambiguïté de la position iranienne concernant le cours même du conflit : le sort de Salman Rushdie. En effet, et contrairement à ce qu'a pu comprendre M. Hurd (voir l'article de Dominique Dhombres), des diplomates iraniens se sont fait fort de mettre les points sur les « i » en soulignant que la normalisation des relations avec Londres « ne change strictement rien » au sort de Rushdie, comme le rapporte notre correspondante aux Nations unies, Afsane Bassir Pour. Interrogée sur le fait de savoir si Rushdie pourrait enfin se montrer au grand jour sans s'attirer les foudres des islamistes, ces diplomates ont rappelé que, si le Prophète lui-même

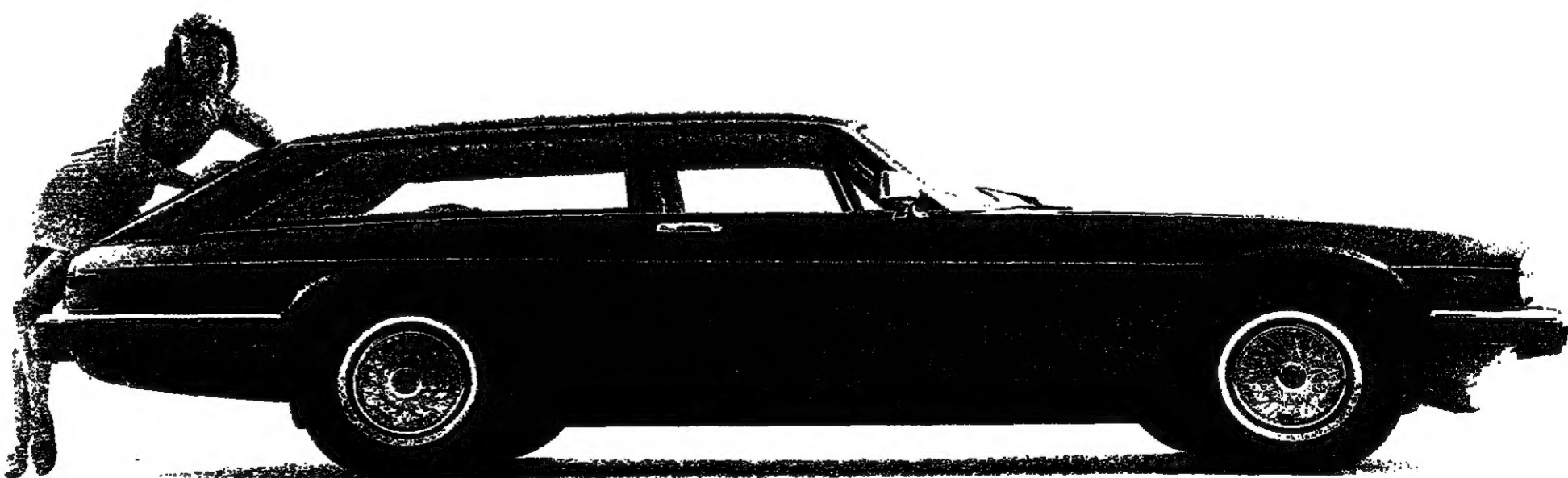
avait pardonné à beaucoup de criminels, tous ceux qui avaient insulté l'Islam avaient été exécutés. « Personne ne peut revenir sur la sentence contre Rushdie ; cette sentence est en accord avec les lois islamiques », ont-ils martelé.

Et, pour que les choses soient bien claires : « Une flèche a été lancée vers Rushdie, et sa trajectoire est indétournable. » Or, nul doute que si M. Hachémi Rafsandsjani pouvait exprimer ses souhaits sans risquer sa carrière politique, ils seraient bien différents, et la « flèche » en question se perdrait avant d'atteindre sa cible.

Quoi qu'il en soit, et bien que le rétablissement des relations diplomatiques ait été annoncé à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, où les ministres des affaires étrangères des deux pays sont présents, MM. Hurd et Ali Akbar Velayati ne s'étaient pas encore rencontrés mercredi.

Y. H.

- Avec la réouverture de Lancel Opéra, le coffre de ma voiture précédente était devenu beaucoup trop petit.



LANCEL OPERA

8 PLACE DE L'OPERA

AFRIQUE

ALGÉRIE : appelant à un « consensus national »

M. Ben Bella a été boudé par le peuple algérois

Accueilli, jeudi matin 27 septembre, à Alger par une foule beaucoup moins nombreuse que prévu (le Monde du 28 septembre), M. Ahmed Ben Bella a appelé à un « consensus national » pour conduire le processus démocratique à un « point de non-retour ». Pour ce faire, l'ancien chef de l'Etat, qui doit prochainement entreprendre une tournée à l'intérieur du pays, a « vivement » souhaité une « reconstitution du paysage politique national ».

ALGER

de notre envoyé spécial

Un nouveau spécimen, ces derniers mois, est apparu à plusieurs exemplaires sur le devant de la scène politique algéroise. On pourrait l'appeler « parti-champignon ». Les partis-champignons ont, parfois poussés en une seule nuit mais leurs dirigeants se répandent en communiqués et en interviews avec tant de naturel qu'on se prendrait presque à croire que le quart de siècle de dictature du FLN ne fut qu'un mauvais rêve.

Les chefs de partis-champignons conduisent eux-mêmes leur voiture et on les rencontre parfois en fin d'après-midi à la terrasse de l'Hôtel El Djazair, sirotant un de ces jus d'orange introuvables dans le petit commerce et guettant du coin de l'œil les correspondants de la presse de préférence, française. Leur demande-t-on si leur mouvement politique est de création récente, ils s'offusquent très sincèrement : « Oh non, monsieur. Notre mouvement a déjà presque un an ! » Toutes les incertitudes de la politique algérienne sont contenues dans cette protestation.

Nourredine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien (PRA), est le prototype de cette nouvelle espèce de politiciens algérois. Nourredine Boukrouh n'aime pas trop parler du nombre de ses adhé-

rents : « Notre parti gère un impact difficile à quantifier dans cette première phase », mais est déjà doté d'un spacieux local stratégiquement situé près de l'El Djazair et d'un attaché de presse qui prend son métier fort à cœur.

Comme tous ses pareils, Nourredine Boukrouh a vu débarquer Ahmed Ben Bella de son ferry-boat avec une indéniable excitation. Il n'est pas un chef de parti-champignon aujourd'hui à Alger — sans parler des rescapés du FLN — qui ne rêve d'utiliser le « grand revenant » comme un prestigieux paravent pour ses ambitions toutes neuves.

Défense

de Saddam Hussein

Si les mots pour le dire changent d'un parti à l'autre, le calcul inavoué est le même. Ben Bella ne cesse de proclamer qu'il souhaite rassembler tous les Algériens ? Alors, oui, mes amis et moi-même sommes tout prêts à apporter notre pierre à l'œuvre commune, d'autant plus prêts que « si les intégristes du FIS demain rallient la mise, ce sera définitivement », explique M. Boukrouh. Ils ne remettront plus rien en jeu. Pour éviter cela, nous serions prêts à faire alliance avec n'importe qui.

Mais Ben Bella est-il prêt, lui, à servir de porte-drapeau aux uns ou aux autres ? Les premiers mots prononcés par l'ancien chef de l'Etat sur le territoire algérien laissent au contraire penser qu'il a gardé intacte la caractéristique qu'il y a un quart de siècle, contribua à son ascension... avant de causer sa chute : l'imprévisibilité. Que dit en effet Ben Bella, à peine descendu de son bateau ? D'abord il demande la démission du premier ministre Mouloud Hamrouche, ce qui ne constitue pas vraiment un scoop.

Mais dans la foulée, à la surprise générale — y compris de certains de ses accompagnateurs — le voilà qui appelle à la levée en masse des Algériens « par centaines de milliers » pour aller défendre Saddam Hussein. Avec cet argument inattendu mais éclairant sur l'idée qu'il se fait

de son rôle et de sa personne : « Si Saddam Hussein tombe, ce sera ensuite le tour du colonel Kadafi, puis de Ben Bella en Algérie ».

Est-ce tout ? Non. Lui qui, tout au long de son exil helvétique et encore quelques instants auparavant, dans le ferry, posait au rassembleur, assurant avec insistance « ne pas vouloir régler des comptes », le voilà qui attaque violemment « beaucoup d'agents de la France qui durant la guerre d'indépendance se sont infiltrés dans les rangs de ce glorieux parti historique (le FLN) et doivent impérativement en sortir ». Qui est visé ? On n'en saura pas plus, mais on imagine les réactions dans les hautes sphères... Pour finir, Ben Bella décoche une flèche remarquée à tous les petits partis, assurant que « l'éclosion des partis peut porter atteinte à l'unité nationale », et propose de réduire leur nombre à « six ou sept, groupant les grands courants politiques qui traversent la société algérienne ».

Les Kabyles n'ont pas oublié

L'opinion occidentale, les apparitions du FLN, les nouveaux partis algériens, en quelques minutes, c'était tout de même se mettre beaucoup de monde à dos, même si ces trois attaques frontales, au fond, peuvent apparaître comme les trois facettes d'une même stratégie limpide : l'appel direct au peuple, à la rue, contre les installés de toute sorte. Ce peuple qui vibre pour Saddam Hussein — même s'il s'en fait de beaucoup que l'on ouvre au coin des rues des nuicettes d'enlèvement — abhorre le FLN et commence déjà à se moquer des ébats, pourtant encore rafraîchissants, des partis-champignons.

Cette stratégie, certes cohérente, présente tout de même un inconvénient de taille : le peuple, en tout cas algérois, semble avoir fait montre d'une certaine indifférence à l'égard du proscrit. A l'embarquement à Barcelone, les benbellistes auto-proclamés se promettaient un million de personnes sur le quai de l'a-

rivée. Le lendemain matin, alors que le bateau était en vue d'Alger, les militants algérois n'en espéraient plus que le quart. Y croyait-il encore vraiment lui-même, le « Revenant », alors qu'en compagnie de madame, il posait pour les dizaines de photographes invités sur le pont supérieur du ferry, sur fond d'« Alger la Retrouvée » ?

Quelques instants plus tard, il fallait déchanter. Ils n'étaient que vingt mille tout au plus, en comptant les badauds, à l'attendre le long du front de mer. Un million, c'était déraisonnable. Mais vingt mille, c'est-à-dire le noyau historique du benbellisme, en radiant les fonds de tiroirs, c'était presque une gifle. A cette bouderie algéroise, on peut sans doute trouver des raisons particulières et notamment l'importance de la communauté kabyle dans la capitale — Alger n'est-elle pas considérée comme la première ville de Kabylie ? Or les Kabyles n'ont pas oublié que le président Ben Bella, en 1963, fit réprimer leur soulèvement dans le sang par son ministre de la défense, Houari Boumedienne.

Inversement, l'Oranaise tout entier devrait réserver à son enfant un accueil triomphal. Organisé par les benbellistes, fantasias, salves d'honneur, projections de films et soirées de raï, s'y succèdent depuis plusieurs jours déjà. Oran est la seule ville où l'impact de Ben Bella paraît à même de faire pièce aux islamistes du Front islamique du salut (FIS). Au point que le leader du FIS, Abassi Damani en personne, se soit inquiété, lors d'une récente cérémonie religieuse à Oran, que « Ben Bella vole la jeunesse au FIS ».

Les régions moins marquées feront-elles la différence ? Dès les prochains jours, Ben Bella devrait faire, dans toutes les provinces du pays, des tournées systématiques de retrouvailles, prenant bien soin de garder Oran pour la fin, hanté qu'il paraît être par la peur de se voir enfiévrer dans les dimensions étroites d'un leader régionaliste. Mais Alger boudée, la Kabylie hostile, il semble d'ores et déjà bien alourdi, le vol de l'aigle de minaret en minaret.

DANIEL SCHNEIDERMAN

EUROPE

URSS : les pouvoirs spéciaux présidentiels

Le premier décret économique de M. Gorbatchev annonce des mesures disciplinaires

Le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Moïseïev, a indiqué au Washington Post que l'URSS avait retiré ses armes nucléaires des régions présentant des risques de conflits ethniques. Pour sa part, le président Gorbatchev a pris, jeudi 27 septembre son premier décret sur l'instauration des réformes économiques.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

On attendait du premier décret de M. Mikhaïl Gorbatchev, dans le cadre de ses nouveaux pouvoirs (le Monde du 26 septembre), un souffle d'espoir, une indication sur l'orientation radicale qu'il affirmait vouloir donner à la réforme économique. Mais celui qui fut lu jeudi 27 septembre à la télévision soviétique, intitulé « Mesures pour stabiliser l'économie », relève du système, pourtant dénoncé dès l'aube de la perestroïka, du « commandement administratif ». Rédigé dans le même style, il annonce des mesures disciplinaires, dont l'adoption traduit le chaos qui gage à grande vitesse les structures vitales du pays.

Le décret, qui s'applique immédiatement et demeure valable jusqu'à la fin de l'année 1991, commence par exiger « le respect des liens contractuels entre les entreprises d'Etat », en prévoyant des amendes de 50 % du prix des livraisons non effectuées et des poursuites contre les responsables. Accompagnant cette exigence, il donne au conseil des ministres le droit d'introduire le « régime de travail spécial » pour faire fonctionner les chemins de fer et autres « systèmes vitaux » du pays, c'est-à-dire, interprète-t-on à Moscou, d'avoir recours à l'armée ou à la police, à l'image de ce qui fut tenté, sans succès durable, pour faire circuler les trains à la fin de l'été 1989 et à l'Arménie.

Le décret donne ensuite « un délai d'un mois » aux entreprises des secteurs pharmaceutique, des matériaux, des matériaux de construction, des pièces détachées et de l'industrie alimentaire pour « rétablir leurs productions conformément au plan ». Le moyen est, aussi, « coercitif », le gouvernement devant appliquer des « mesures résolues », mais il est « prévu » également de fournir à ces entreprises les matériaux nécessaires et, surtout, des allocations en devises. Un des premiers buts en est la protection de l'environnement, précise le décret. Enfin, dernière mesure — mais elle n'interviendra qu'au quatrième trimestre de l'an prochain — la population sera consultée sur l'opportunité économique ou écologique de maintenir en fonctionnement telle ou telle entreprise ou activité.

Anarchie

La nécessité de mesures de « stabilisation » a toujours été évoquée par M. Gorbatchev comme une priorité, dans le cadre de la réforme ; et les domaines dans lesquels le Parlement soviétique a délégué, lundi, le droit au président de prendre des décrets « d'ordre législatif », dans le but d'appliquer la réforme économique, sont aussi « le renforcement de l'ordre public ». Triste euphémisme, au regard de l'anarchie qui s'est installée à la faveur de l'autonomie accordée aux entreprises et aux Républiques, mais, surtout, de la dilution de toute autorité.

Présentant cette semaine un rapport au Parlement sur « l'état réel de l'économie de la Fédération de Russie », le premier ministre de celle-ci, M. Ivan Silaev, a parlé des usines qui ne « croient plus au roulement » et ne livrent plus leurs productions. Elles attendent de rece-

voir, en échange, de la viande ou des vêtements pour leurs employés. Ignorant le plan, entreprises, sovkhozes et kolkhozes trouvent d'autres partenaires pour effectuer des trocs. Dans le domaine de la construction, moins de 20 % des objectifs fixés pour 1990 ont été atteints en septembre et, dans quarante grandes villes de Russie et de Sibirie, le système collectif de chauffage est « totalement hors d'usage », a dit M. Silaev.

Le ministre soviétique de la santé a annoncé, pour sa part, que, sans apport en devises, l'URSS ne produira en 1991 que 19 % des produits pharmaceutiques dont elle a besoin, alors que des cas de peste et de choléra ont été relevés. On estime en outre à un tiers la part de récolte perdue cette année dans les transports et stockages défectueux. Le gouvernement soviétique a pris, jeudi, un décret arrêté pour inciter à son sauvetage, notamment pour les pommes de terre, la dernière en date des denrées disparues de Moscou.

Le chacun pour soi des Républiques

Autre volet du tableau : le chacun pour soi des Républiques. M. Silaev a indiqué que la Fédération de Russie compte importer en masse et créer pour cela une banque russe en devises, grâce aux réserves d'or et de diamants de la lakoutie, dans le Grand Nord. Or cette question de banque et de souveraineté sur les richesses de la lakoutie a fait l'objet d'une dispute cet été entre M. Gorbatchev et M. Eltsine, et elle n'est toujours pas résolue. Pour tout compliquer, la lakoutie, souhaitant garder ses richesses pour elle et en conflit avec les radicaux russes, a annoncé, jeudi, qu'elle n'était plus une République « autonome » au sein de la Russie mais une « République socialiste soviétique » dotée de souveraineté. L'Ukraine, de son côté, a interdit la vente de son blé en dehors de son territoire (pour empêcher ses kolchoziers de vendre en Russie, où vient d'être décrétée une hausse des prix d'achat aux producteurs). L'Estonie a décidé d'établir des douanes à ses frontières.

Autant dire que les Soviétiques peuvent difficilement croire aux chances de succès du décret présidentiel numéro un. Même s'ils souhaitent, avec M. Gorbatchev, que les entreprises travaillent et que l'autorité soit rétablie, une majorité d'entre eux n'acceptent de lui faire encore confiance que s'il paraît appliquer les préceptes de Boris Eltsine. Il faudra expliquer que ce décret en fait partie et que les mesures de stabilisation étaient aussi prévues, bien que discrètement, dans le plan de réformes radicales de l'économiste Chataline.

L'un des partisans de M. Eltsine, le maire de Moscou, M. Gavril Popov, a dénoncé comme anti-constitutionnelle la délégation de pouvoir du Soviet suprême au président et menacé de boycotter les travaux du Parlement soviétique « si celui-ci persiste à élaborer des lois qui doivent être de la compétence des Républiques ».

Vendredi, la Pravda se déchaînait contre les projets des radicaux de développer des structures parallèles de concertation entre Républiques, indépendamment du centre. Le quotidien a donc présenté comme une victoire la rencontre, la veille, de M. Gorbatchev et du premier ministre de Lettonie, ainsi que celle de M. Ryjkov et du premier ministre lituanien, prévue le 2 octobre. Un point marqué par le maître du Kremlin qui sera cependant attendu à ses décrets deux, trois ou quatre, qui devraient statuer sur la propriété ou la monnaie. Ils seraient, dit-on à Moscou, tout prêts dans les tiroirs.

SOPHIE SHIHAB

AMÉRIQUES

PÉROU

M. Fujimori rejette le projet américain de « militariser » la lutte contre la drogue

Le gouvernement péruvien a refusé une aide américaine de 36 millions de dollars, qui aurait permis d'utiliser l'armée contre les trafiquants de drogue. Il préfère recevoir des crédits pour reconstruire les plantations de coca, alors que les Etats-Unis insistent sur la nécessité de militariser la répression, car ils associent trafic et terrorisme.

LIMA

de notre correspondant

Le président Fujimori a refusé en extrême de signer un protocole d'accord avec les Etats-Unis, dans le cadre de la lutte anti-drogue : il s'agissait d'une aide américaine de 36 millions de dollars destinée à équiper entièrement 3 000 soldats péruviens. Son prédécesseur, M. Alan Garcia, avait adopté la même position. Selon certaines versions, le protocole contenait une clause secrète conditionnant l'aide promise à la présence de « bêtrets verts » américains et à la construction d'une « base d'entraînement » dans la vallée du Huallaga, principale région productrice de coca. La DEA, la police américaine anti-drogue, est déjà sur place depuis un an, installée dans un fortin pratiquement inexpugnable.

La « militarisation » de la lutte anti-drogue a toujours été rejetée par les autorités du Pérou. Déjà, l'radicalisation forcée des plants de coca a beaucoup favorisé les activités du Sentier lumineux. En prenant la défense des paysans cocalleros victimes de la répression, les pénétrations ont constitué dans le Huallaga leur plus solide « base d'appui ». Aussi l'objectif numéro un des responsables péruviens, civils et militaires, est-il de reconstruire ces paysans, en leur proposant un programme économique intégral, destiné à remplacer la coca par d'autres productions.

Pour Washington, il ne s'agit pas d'un projet réaliste. L'ambassadeur américain au Pérou, M. Anthony Quintano, s'en est expliqué récemment : on ne peut traiter séparément

le trafic de drogue et la subversion, a-t-il dit, puisque les producteurs et trafiquants de coca paient un « impôt » au Sentier lumineux, ce qui les rend complices des guérilleros. Dix jours après l'investiture de M. Fujimori, le vice-président américain, M. Dan Quayle, a défendu à Lima ce point de vue, qui se résume dans une expression : « narcoterrorisme ».

Les réserves de l'armée

Le Congrès américain ne peut — théoriquement — accorder une aide militaire aux forces armées de pays coupables de violations des droits de l'homme : or le Pérou, avec ses « détenus-disparus », ses fosses communes, ses exécutions extra-judiciaires, figure en bonne place sur la « liste noire » du département d'Etat. En outre, la Constitution péruvienne stipule que la lutte anti-drogue est du ressort de la police, alors que la répression de la subversion incombe à l'armée. Ces deux obstacles juridiques pourraient être contournés si la notion de « narcoterrorisme » était adoptée : l'armée péruvienne pourrait alors bénéficier de la manne promise par les Etats-Unis.

Mais les militaires sont réservés devant les visées américaines. Depuis qu'ils ont pris le contrôle de la vallée du Huallaga, en avril 1989, ils pensent avoir démontré leur « efficacité » dans la lutte contre la subversion. Il

n'empêche que les insurgés ont redoublé d'activité depuis deux mois, tentant de capitaliser le mécontentement provoqué par le « choc » économique du 8 août. Si leurs appels au pillage et à la « grève armée » n'ont guère été suivis, en revanche, ils ont multiplié les sabotages, les meurtres, les embuscades contre l'armée et à la police. Le Sentier lumineux a assassiné un ancien ministre du travail de M. Alan Garcia. Quelques jours après, le 24 septembre, c'est un proche du chef de l'Etat, le président de son groupe parlementaire, M. Gerardo Lopez, qui a été séquestré à son domicile par le Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru. Cette dernière organisation semble avoir pris un second souffle depuis la fuite spectaculaire de prison de son chef, Victor Polay, et d'une cinquantaine de militants, au début de juillet.

Des déclarations récentes du général américain Maxwell Thurman, chef du commando Sur qui dirige le débarquement au Panama, ont encore accru les réticences de l'armée péruvienne à l'égard des Etats-Unis. Le général avait affirmé que le Pentagone était prêt à lancer une offensive conjointe — avec les armées locales — contre les trafiquants du Pérou, de Bolivie, et de Colombie. « On n'appuierait pas sur la détente, mais on choquerait la cible », aurait-il dit. Ces propos ont provoqué un tollé général dans les pays concernés.

NICOLE BONNET

EN BREF

■ RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : un mort et vingt blessés pendant une grève générale. — Un mort, vingt blessés par balles, des centaines d'interpellations, tel est le premier bilan de la grève de soixante-douze heures organisée en République dominicaine, depuis le mercredi 26 septembre, par le Rassemblement des organisations populaires, pour protester contre la politique économique du président Balaguer. — (AFP)

■ POLOGNE : feu vert de la Diète à l'élection présidentielle. —

La chambre basse du Parlement polonais a approuvé jeudi 27 septembre, à une très forte majorité, la réduction du mandat du général Jaruzelski, donnant le feu vert à la tenue anticipée de l'élection présidentielle d'ici à Noël. — (AFP, Reuters)

■ YOUGOSLAVIE : référendum sur le sort du pays. — La présidence collégiale de la Yougoslavie a proposé jeudi 27 septembre l'organisation d'un référendum sur le sort du pays, qui aboutirait à un « nouvel accord historique » entre les peuples de l'actuelle fédération de six

républiques et de deux provinces autonomes. — (AFP)

■ RFA-RDA : Les sociaux-démocrates allemands ont réalisé, jeudi 27 septembre, leur unification à l'issue de trois jours de congrès. Les 551 députés de RFA et de RDA se sont levés pour ovationner longuement M. Willy Brandt, qui a apposé le dernier sa signature sous le « manifeste sur la restauration de l'unité du parti ». A cette occasion, le parti de M. Oskar Lafontaine a lancé la campagne pour tenter de reconquérir le pouvoir

lors des législatives panallemandes du 2 décembre.

■ ROUMANIE : remise en liberté de Nicu Ceausescu. — Le fils de l'ancien dictateur roumain, Nicu Ceausescu, condamné la semaine dernière à vingt ans de prison, a été mis en liberté provisoire pour trois mois pour raisons médicales, jeudi 27 septembre, par le tribunal militaire de Bucarest. Le Parquet a cinq jours pour faire appel de cette décision (nos dernières éditions du 28 septembre). — (AFP)

Le premier décret économique de M. Gorbatchev annonce des mesures disciplinaires

Le chef d'Etat soviétique a annoncé, hier, à Moscou, la mise en œuvre de réformes économiques. M. Gorbatchev a déclaré que ces réformes visent à améliorer la production et à réduire les coûts. Il a également annoncé des mesures disciplinaires à l'égard des fonctionnaires et des entreprises qui ne respectent pas les nouvelles règles.

Les réformes économiques de M. Gorbatchev sont considérées comme une étape importante dans la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché. Elles visent à encourager la concurrence et à améliorer l'efficacité des entreprises.

M. Gorbatchev a également annoncé des mesures disciplinaires à l'égard des fonctionnaires et des entreprises qui ne respectent pas les nouvelles règles. Ces mesures visent à renforcer la discipline et à améliorer la gestion des entreprises.

Les réformes économiques de M. Gorbatchev sont considérées comme une étape importante dans la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché. Elles visent à encourager la concurrence et à améliorer l'efficacité des entreprises.

M. Gorbatchev a également annoncé des mesures disciplinaires à l'égard des fonctionnaires et des entreprises qui ne respectent pas les nouvelles règles. Ces mesures visent à renforcer la discipline et à améliorer la gestion des entreprises.

Les réformes économiques de M. Gorbatchev sont considérées comme une étape importante dans la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché. Elles visent à encourager la concurrence et à améliorer l'efficacité des entreprises.

M. Gorbatchev a également annoncé des mesures disciplinaires à l'égard des fonctionnaires et des entreprises qui ne respectent pas les nouvelles règles. Ces mesures visent à renforcer la discipline et à améliorer la gestion des entreprises.

Les réformes économiques de M. Gorbatchev sont considérées comme une étape importante dans la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché. Elles visent à encourager la concurrence et à améliorer l'efficacité des entreprises.

M. Gorbatchev a également annoncé des mesures disciplinaires à l'égard des fonctionnaires et des entreprises qui ne respectent pas les nouvelles règles. Ces mesures visent à renforcer la discipline et à améliorer la gestion des entreprises.

Les réformes économiques de M. Gorbatchev sont considérées comme une étape importante dans la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché. Elles visent à encourager la concurrence et à améliorer l'efficacité des entreprises.

LA FUSION FAIT LA FORCE... QUAND DERRIERE LA FUSION IL Y A UNE VISION.

La vision, c'est savoir où il faut aller, et comment y aller. C'est savoir ce qu'on peut attendre de son entreprise et comment la renforcer pour atteindre son but.

C'est savoir saisir les opportunités stratégiques et les mener à bien. Avec la vision, on grandit, on se renforce, on gagne plus d'argent, et on dure.

Cette vision, François Pinault l'a eue pour son entreprise, qu'il a menée à 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 25 ans, et qui est devenue leader européen des industries du bois.

A la tête de la CFAO, François Pinault a pu mesurer les synergies qui existent entre les deux entreprises.

Les avantages de cette fusion sont évidents. Cette fusion créera des complémentarités, qui permettront ainsi de renforcer la rentabilité.

Cette fusion permettra à ce nouveau groupe d'atteindre une taille et une efficacité bien plus grandes, qui feront de lui notamment le leader européen de la distribution spécialisée et des industries du bois.

Cette fusion le mettra en position de force pour faire face à la concurrence internationale des années à venir. Et pour gagner.

Tout le monde en profitera. Le nouveau groupe. Les hommes qui l'animent. Les clients et tous les actionnaires de deux grands groupes devenus ainsi les actionnaires d'un des 30 premiers groupes français.

PINAULT + CFAO
NOUS FERONS PLUS ENSEMBLE.

LES ACTIONNAIRES CFAO ET LES ACTIONNAIRES PINAULT SERONT INVITÉS A SE RÉUNIR EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES.

EUROPE

L'armée soviétique : crise et mutation

III. — Une réforme radicale

Après avoir exposé les frustrations et les complexes de l'armée rouge (le Monde du 27 septembre), analysé les projets de réforme à l'étude et qui sont destinés à mieux situer les militaires par rapport au pouvoir politique et économique (le Monde du 28 septembre), l'ancien attaché militaire à Moscou en conclut que le changement de doctrine devra être radical.

par le général Jacques Laurent

Dès l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, en 1985, le commandement militaire adopta, à son corps défendant, le nouveau langage officiel : les concepts de « perestroïka », de « transparence », de « démocratisation », furent tant bien que mal adaptés à la spécificité des forces armées. L'état-major faisait le gros dos.

En 1987, saisissant l'occasion du scandale causé par l'atterrissage d'un avion de tourisme allemand sur la place Rouge, le secrétaire général, à coups de mutations, commença à prendre en main ses militaires. Au mois de mai de la même année, les pays du pacte de Varsovie adoptaient une « nouvelle doctrine militaire » défensive, décalant tout logiquement de la « nouvelle pensée politique » gorbatchévienne et du climat de détente que l'on voulait instaurer. Bien qu'encre ambiguë, cette inflexion doctrinale annonçait les transformations à venir de la structure des forces armées.

Mais ce n'est qu'en 1988, lors de la XIX^e conférence du parti, que furent définies les grandes lignes de cette « restructuration ». Comme pour la rendre irréversible — et forcer la main de la hiérarchie, — M. Gorbatchev faisait à l'ONU, en décembre de la même année, l'annonce surprise d'une réduction unilatérale des effectifs portant sur 500 000 hommes, dont 100 000 officiers. En février 1989, le nouveau chef de l'état-major, le général d'armée Moïseïev, dressait un premier bilan des transformations : économies budgétaires,

réductions d'effectifs, changement des doctrines d'emploi. Ces modifications touchaient, de manière cohérente, à tous les aspects du domaine militaire, mais sans remettre en question les bases de l'institution. Ce n'est qu'au début de l'année en cours qu'apparaissent dans la terminologie officielle les termes de « réforme militaire » et de « réforme militaire radicale ».

Cette dramatisation, la nécessité d'accélérer le changement, ont été provoquées par des événements imprévisibles : les bouleversements en Europe centrale, qui imposent le retrait de l'ensemble des forces stationnées à l'extérieur des frontières ; les troubles ethniques et les manifestations d'indépendance dans les Républiques fédérées, qui posent le problème de la « mission intérieure » de l'armée, celui de son caractère multinational et de son type de recrutement ; la contestation du rôle dirigeant du parti, qui ébranle tout le système de la direction politico-militaire ; l'aggravation de la situation économique, qui impose des économies draconiennes. La crise du moral, enfin.

Pas de décision avant l'automne

L'objectif, le contenu, les modalités de la réforme, ne sont pas encore arrêtés. Au cours du dernier semestre, d'après discussions ont opposé experts civils et militaires, d'une part, militaires entre eux, d'autre part, la haute hiérarchie adoptant une position très conservatrice. Un audacieux projet de réforme a été mis au point par le comité du Soviet suprême pour les affaires de défense et de sécurité, dirigé par le commandant Vladimir Lopatine. La presse militaire n'a pas diffusé ce texte, tout en rendant compte des tables rondes auxquelles participe cet officier.

Des lois fondamentales sur la défense, le service national et la protection sociale des militaires actuellement en projet devraient être soumises cet automne aux députés.

Néanmoins, dès le début de juin, le maréchal Iazov, ministre de la défense, a, dans le quotidien de l'armée, tracé les grandes lignes de la réforme en faisant quelques conces-

sions aux jeunes officiers réformateurs. Pour les Soviétiques, la réforme des forces armées dans son aspect technique (structures, choix des moyens, instruction...) n'est qu'une partie d'une réforme militaire plus vaste, touchant aux domaines juridique, économique-industriel, social et, bien sûr, politique. La réforme est ainsi étroitement conditionnée par les décisions qui seront prises « en amont ».

La définition du type d'armée à retenir a naturellement été au centre des discussions. Faut-il maintenir le principe actuel de l'armée de conscription, ou bien passer à l'armée de métier ? Faut-il conserver le système en vigueur de l'armée « internationaliste » de l'Union (toutes nationalités confondues au sein des unités), combiné avec la règle de « l'extraterritorialité » (toute recrue appelée pouvant être stationnée et engagée hors de sa République d'origine), ou bien passer à la constitution de « milices » ou « armées nationales » dépendant de chacune des quinze Républiques, recrutées et employées localement, ces formations étant coordonnées au niveau de l'Union ?

La haute hiérarchie militaire s'est toujours montrée farouche partisan du *status quo*. D'après elle, une armée de métier ne lui permettrait pas de remplir l'une des missions fondamentales que lui confie le Parti : former la conscience politique de l'ensemble de la jeunesse dans l'esprit du communisme et de l'internationalisme. En second lieu, une telle formule coûterait plus cher. Enfin, elle ne permettrait pas d'accomplir toutes les missions. Certes les unités à haute technicité gagneraient en efficacité, mais les caractéristiques géostratégiques de l'URSS exigent de gros effectifs et l'armée de métier, peu nombreuse, ne les fournirait pas. Enfin, on ne serait pas certain de trouver assez de volontaires, compte tenu du peu d'attrait exercé par le métier militaire.

Les officiers réformateurs sont, au contraire, partisans d'une armée de « professionnels » (ce qui ne veut pas dire, ajoutent-ils, « mercenaires ») pour des raisons d'efficacité. Ils préconisent, à côté de cette armée de métier, la création d'unités d'in-

struction particulières où seraient formés, grâce à un service court, les réservistes destinés à constituer les gros bataillons nécessaires au temps de guerre.

Le maréchal Iazov, dans son programme de réforme, fait un petit pas vers la professionnalisation. Il considère que la solution actuelle (1/3 de cadres professionnels, 2/3 de recrues appelées) est « la plus acceptable », mais il admet que les armes techniques pourraient avantageusement être servies par une proportion plus grande de personnels d'active. Des expériences vont être menées prochainement sous forme de contrats d'engagement de courte durée dans la marine, moyennant 150 roubles par mois. Parallèlement, l'éventualité d'une réduction de la durée du service militaire de vingt-quatre à dix-huit mois (de trois à deux ans pour la marine) est à l'étude. La réduction des effectifs globaux provoquée par une telle mesure entraînerait des coupes claires dans les organes de direction (15 %), le cadre des officiers généraux (30 %) et les écoles (35 %). Les unités paramilitaires de construction travaillant pour les ministères civils seraient supprimées.

Dix ans seraient nécessaires

Pour le commandement, l'idée de voir se créer des « milices nationales » est encore moins recevable. Politiquement, l'adoption d'un tel système consacrerait l'éclatement de l'Etat et instaurerait l'anarchie. Elle provoquerait l'explosion en chaîne de conflits ethniques. Techniquement, le déploiement des unités à l'intérieur de leurs frontières nationales se traduirait par un non-sens stratégique au niveau de l'Union, les armées les plus fournies en personnel se trouvant stationnées aux frontières les moins vulnérables, et vice-versa.

Les sentiments des jeunes officiers à l'égard de la création d'armées nationales semblent partagés. Mais les plus hardis n'hésitent plus à dire que ces armées existent désormais de facto et qu'il vaudrait mieux en tirer les conséquences. Les événements semblent leur donner raison. Le Parlement biforcus a proclamé,

le 31 juillet, son droit d'avoir ses propres forces armées, et de définir les règles fixant les obligations militaires de ses citoyens. Le jour suivant, les Ukrainiens décidaient de rapatrier leurs nationaux servant hors des frontières de la République. Enfin, de nombreux officiers russes ne verraient pas d'un mauvais œil la création d'une armée spécifiquement russe retrouvant son honneur perdu, ses valeurs traditionnelles et la fin des soucis de tous genres engendrés par la formule multinationale actuelle.

Sur ce point, la position du parti paraît fort nette : les résolutions finales du XXVIII^e congrès réaffirment le maintien des principes de l'armée multinationale et d'un emploi des forces ne tenant pas compte des découpages nationaux. Mais cette position est-elle tenable ? M. Boris Eltsine s'est prononcé fin juin dans l'*Estimote* rouge pour une solution très simple, puisqu'il se dit à la fois hostile à la création d'armées nationales et favorable à un service « alternatif », permettant aux nationaux qui le désirent de faire leur service sur le territoire de leur République.

Ce n'est que lorsque les piliers de la réforme militaire auront été vraiment définis (type d'armée à édifier, organisation politique, degré de reconversion des industries de défense) que pourra être valablement menée à bien la réforme des forces armées proprement dite.

Les Soviétiques se retrouvent là en terrain connu. Ils ont toujours su, dans le passé, construire, avec une remarquable cohérence, les outils militaires correspondant à des « doctrines militaires » (l'équivalent approché de nos « concepts de défense ») bien définies. Depuis 1987, ils ont déjà largement entamé les études et réalisé certains changements de structure pour adapter leurs forces aux nouveaux principes arrêtés par le bureau politique et le conseil de défense.

La nouvelle doctrine se dit, comme la précédente, « fonctionnelle défensive ». La différence réside en ce que la défensive, selon la formule antérieure, se traduisait par la mise sur pied de moyens offensifs puissants destinés à « écraser l'agresseur » et à occuper son ter-

ritoire. Il y aurait, maintenant, mutation profonde de l'art militaire ; la stratégie deviendrait réellement défensive, les moyens édifiés pour l'appliquer étant structurés et équipés en conséquence : moins de chars, moins d'avions de combat, plus d'engins antichars et de moyens antiaériens... Les combats défensifs seraient menés, au moins dans un premier temps, à l'intérieur même des frontières, à l'intérieur même (réminiscence de la victoire sur la Grande Armée de 1812 ?) serait anéanti.

Ces forces armées taillées pour la défensive ne seraient destinées qu'à « prévenir la guerre », tout comme les armes nucléaires stratégiques, maintenues en nombre réduit, qui ne conserveraient qu'un caractère purement dissuasif.

Les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une telle doctrine seraient calculés en nombre et qualité selon le principe de la « suffisance raisonnable » ou « suffisance défensive », permettant de garantir une riposte victorieuse contre un quelconque agresseur. On retrouve ici les après-pensées opposées des experts civils, qui nient l'existence d'une menace militaire et taillent dans le vif des programmes d'armement, et la hiérarchie militaire, qui taxe les premiers d'« incompétence » et défendent pied à pied leurs outils de guerre.

Car il ne s'agit pas de brader la sécurité du pays : responsables civils et militaires sont d'accord sur ce point. La réduction quantitative des moyens ne doit pas nuire à la capacité défensive du pays, elle doit donc être compensée par une amélioration de leur qualité. Le changement de doctrine devrait donc se traduire par une complète révolution de tout ce secteur : art militaire (de la stratégie à la tactique), organisation et structures des forces, armements et équipements, règlements. Selon le maréchal Iazov, une période de dix années est nécessaire pour mener à son terme une telle révolution. Mais d'ici là des révolutions d'un autre ordre et moins planifiées viendront certainement entraver le déroulement harmonieux de cette « réforme militaire radicale ».

FIN

(Publicité)

BEKANNTMACHUNG

Für Deutsche zur Wahl zum deutschen Bundestag

Am 2. Dezember 1990 findet die Wahl zum deutschen Bundestag statt.

Deutsche, die ausserhalb der BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND und der DEUTSCHEN DEMOKRATISCHEN REPUBLIK, einschliesslich BERLIN (Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes), leben und hier keine Wohnung mehr innehaben, können bei Vorliegen der sonstigen mehrrechtlichen Voraussetzungen an der Wahl teilnehmen.

Für ihre Wahlteilnahme ist u.a. Voraussetzung, dass sie:

1. nach dem 23. Mai 1949 und vor ihrem Fortzug aus dem Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes mindestens drei Monate ununterbrochen im Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes gewohnt oder sich dort sonst gewöhnlich aufgehalten haben ;
2. a) in den Gebieten der übrigen Mitgliedstaaten des Europarates leben oder
b) in anderen Gebieten leben und am Wahltag seit ihrem Fortzug aus dem Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes nicht mehr als zehn Jahre verstrichen sind ;
3. in ein Wählerverzeichnis im Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes eingetragen sind. Diese Eintragung erfolgt nur auf Antrag. Der Antrag ist auf einem Formblatt zu stellen. Er soll bald nach dieser Bekanntmachung abgesandt werden. Einem Antrag, der erst am 12. November 1990 oder später bei der zuständigen Gemeindebehörde eingeht, kann nicht mehr entsprochen werden (§ 18 Abs. 1 der Bundeswahlordnung).

Antragsvordrucke (Formblätter) sowie informierende Merkblätter können von den diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Bundesrepublik Deutschland, vom Bundeswahlleiter, Postfach 5528, D-6200 Wiesbaden 1, von den Kreiswahlleitern im Geltungsbereich des Bundeswahlgesetzes angefordert werden.

Weitere Auskünfte erteilen die Botschaften und konsularischen Vertretungen der Bundesrepublik Deutschland :

BOTSCHAFT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

34, avenue d'Iéna, 75016 Paris
Tél. : (1) 42-99-79-65 Montag-Freitag von 09.00 bis 12.00 Uhr

(Publicité)

L'élection au Deutscher Bundestag

aura lieu le 2 décembre 1990

Les Allemands qui vivent en dehors de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, y compris Berlin, (champ d'application de la loi électorale fédérale) et n'y ont plus d'habitation pourront participer à l'élection, pourvu que les autres conditions en matière de droit de vote soient réunies.

Pour pouvoir participer à l'élection, ils devront notamment remplir les conditions suivantes :

- 1) avoir habité, après le 23 mai 1949 et avant leur départ du champ d'application de la loi électorale fédérale, pendant une période ininterrompue de trois mois au moins dans le champ d'application de la loi électorale fédérale ou y avoir résidé habituellement ;
- 2) a) vivre sur le territoire des autres États membres du conseil de l'Europe ou
b) vivre sur d'autres territoires et ne pas avoir quitté le champ d'application de la loi électorale fédérale depuis plus de dix ans à la date de l'élection ;
- 3) être inscrits sur une liste électorale dans le champ d'application de la loi électorale fédérale. Une telle inscription ne pourra avoir lieu qu'à la demande de l'intéressé. Elle devra être rédigée sur un formulaire et envoyée dans un bref délai après la publication du présent avis. Aucune suite ne pourra être donnée à une demande qui ne parviendrait que le 12 novembre 1990 ou plus tard à l'autorité communale compétente (§ 1 de l'article 18. du règlement électoral fédéral).

Formulaires de demande et notices d'information pourront être obtenus auprès :

- des missions diplomatiques et des postes consulaires de carrière de la République fédérale d'Allemagne ;
- du président de la commission électorale fédérale, Bundeswahlleiter, Postfach 55 28, D-6200 Wiesbaden 1 ;
- des chefs des circonscriptions électorales dans le champ d'application de la loi électorale fédérale.

De plus amples renseignements pourront être obtenus auprès des ambassades et postes consulaires de carrière de la République fédérale d'Allemagne.

Thierry Malinik

LES ESPAGNOLS

de la Movida à l'Europe



La décennie socialiste

Collection
Le monde qui bouge
273 pages, 99 F.

CENTURION

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

SUPPLÉMENT

AVEC

VOTRE QUOTIDIEN

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

سكس من الامم

POLITIQUE

Les Journées parlementaires du PS

M. Rocard encourage les socialistes à militer... pour le gouvernement

Les Journées parlementaires du Parti socialiste se sont achevées, jeudi 27 septembre à Nantes, par l'intervention du premier ministre, M. Michel Rocard. Cette deuxième journée de travail, à laquelle ont assisté la plupart des membres du gouvernement, a été consacrée à l'examen du projet de loi de finances pour 1991, présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et au projet de loi de contribution sociale généralisée (CSG). M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a proposé une modification de l'organisation des sessions parlementaires, qui suppose une réforme de la Constitution.

NANTES
de nos envoyés spéciaux

Les parlementaires socialistes avaient sorti, mercredi, la boussole et le compas pour chercher leur route. Ils sont repartis, jeudi, avec un itinéraire clairement balisé. Les ministres et les hiérarques du PS, suivis par M. Michel Rocard lui-même, ne leur ont pas seulement indiqué le chemin; ils les ont pressés de s'y engager résolument. A ceux qui s'inquiétaient de savoir à quoi ils servent, il a été assigné comme tâche de répondre à la révolte du monde agricole, aux interrogations des assurés sociaux, à la suspension des contribuables, au pessimisme des salariés et à l'inquiétude de tous face à la menace de guerre dans le Golfe, en expliquant et réexpliquant la politique du gouvernement.

Pour le coup, M. Rocard s'est souvenu des vertus du militantisme, dont il avait paru, la semaine dernière, se méfier. « Parler ici, a-t-il déclaré, c'est parler à des hommes et à des femmes qui ont la double caractéristique d'être des militants et des élus... »

Aux élus socialistes, porte-parole d'électeurs dont ils craignent de ne pas retrouver les suffrages, le premier ministre s'est offert le luxe de rappeler qu'ils entendent être aussi des militants, que leur cause est liée à celle du gouvernement et qu'il leur incombe de la faire triompher. M. Rocard et ses ministres n'ont pas ménagé leur énergie

dialectique pour transformer les égarés de la veille en nouveaux croisés. Le plus acharné, mais aussi le plus attendu, était M. Henri Nallet. Le ministre de l'Agriculture a su donner aux parlementaires le sentiment qu'ils pouvaient désormais affronter sans crainte ces paysans hostiles, soupçonnés de tous voter à droite, qui les attendaient, d'ailleurs, dans les rues de Nantes.

Il a appelé les socialistes à « relever le gant » et à répondre « à toutes les démagogies », celle, « policée, d'un ancien président de la République », celle, « plus classique », de M. Jacques Chirac et celle, plus récente mais dangereuse, de M. Jean-Marie Le Pen, qui retrouve « des thèmes déjà entendus il y a une cinquantaine d'années ». Au « chèque » de M. Cocard d'Estaine, en 1976 (financé par un impôt « sécheresse »), et à celui de M. Chirac, en 1987 (financé par la privatisation « à bas prix » du Crédit agricole), le ministre de l'Agriculture a opposé « le courage d'assumer que nous ne ferons pas du désendettement pour tout le monde, parce que tous les agriculteurs ne sont pas dans la même situation ».

La « pêche aux voix »

M. Laurent Fabius a judicieusement relevé que le « spleen » de la veille avait laissé place à la pugnacité. Le président de l'Assemblée nationale y a contribué en faisant entendre la note de son courant : un bon point, tous comptes faits, sur le budget, qui obéit à une « ligne juste »; un encouragement sur la contribution sociale généralisée — un « principe juste », bien qu'il ne règle pas « tous les problèmes de financement de la Sécurité sociale » et que son application puisse être « discutée »; une nuance, quand même, sur la vision controversée du rôle du parti, exprimée une semaine plus tôt, au « séminaire » socialiste de Joux-les-Tours, par M. Rocard. « Il est impossible, a-t-il rappelé au premier ministre, de mener à bien la réforme [qui représente la CSG] si le groupe et le parti ne sont pas aux côtés du gouvernement. » Pour M. Fabius, « opinion, parti, groupe parlementaire, c'est d'un môle que nous avons besoin pour avancer ».

Le président de l'Assemblée nationale est donc revenu dans le cadre de l'épure gouvernementale, dont il avait paru sortir, il y a trois

semaines, à l'université d'été de La Garde-Freinet. M. Louis Mer-maz a fait de même. Pour ceux qui auraient pu espérer encore — ou redouter — un écart de sa part, le président du groupe socialiste a, à son tour, balisé la voie : la crise du Golfe n'autorise aucune fantaisie. C'est à peine si M. Mermaz a rappelé, une fois de plus, son indécision pour une alliance avec un groupe communiste en « période d'hibernation », mais qui, lorsqu'il lui arrive de s'abstenir, permet que « les projets du gouvernement, comme ceux du groupe, retrouvent un espace de liberté ». « Sinon, a-t-il lâché, il faut aller à la pêche aux voix. » Le pêcheur à la ligne, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, présent dans la salle, aura sûrement apprécié.

D'autant que, pour faire adopter la contribution sociale généralisée, les seules voix socialistes ne suffisent pas. Le premier ministre en est conscient. Alors qu'il avait plaidé, à Joux-les-Tours, pour la recherche permanente du consensus, il s'est affirmé prêt à s'en passer. « Quand il y a consensus, a-t-il déclaré, c'est mieux. Quand il n'y en a pas, on fait sans. Mais on fait. On aura-t-on dit le contraire ? » Pour s'assurer l'appui des socialistes et mériter celui du président de la République, M. Rocard a précisé que la CSG sera « inférieure à 1 % » pour les retraités et les chômeurs — les plus nombreux en étant, tout simplement, exemptés — et que, pour les actifs, « tous ceux qui ont un salaire inférieur à 12 000 francs ou 13 000 francs par personne paieront désormais moins ». Ainsi sera respecté le principe que le premier ministre a pris soin d'énoncer trois fois : « A revenu égal, à prestations égales, contribution égale ».

On aura compris que M. Rocard tenait aussi, au passage, à enfermer dans une parenthèse la dispute née de ses déclarations de la semaine passée. « A nous tous et aux militants de notre parti, il revient de réfléchir, de proposer et de convaincre, a-t-il déclaré. Mais il faut, pour s'en donner les moyens, être à l'écoute constante de ce qui monte des profondeurs du pays, sans s'insérer de l'influence, ce à quoi l'homme de parti que je n'ai cessé d'être depuis quarante ans ne saurait jamais se résigner. » Cet abrégé de rocardisme pour parlementaires pressés aura clos la querelle sans la vider.

PATRICK JARREAU
et PASCALE ROBERT-DIARD

Le plaisir de la solidarité retrouvée

NANTES
de notre envoyé spécial

A quoi bon se chamailler quand tout s'agit autour de vous ? Sur fond de tension internationale, le vieux couple formé par le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, et par le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, proche de M. Laurent Fabius, a joué l'apaisement, jeudi 27 septembre, lors de la seconde des Journées parlementaires du Parti socialiste. « Nous n'avons pas intérêt à nous critiquer les uns les autres », a concédé d'entrée de jeu le premier.

Il y a tant d'incertitudes sur la conjoncture à venir, explique le député du Val-d'Oise, que « nous ne connaissons pas encore le vrai budget de 1991 ». En raison du ralentissement de l'économie américaine, des conséquences de l'unification allemande et surtout de la menace que fait planer la crise du Golfe, il faudra « rajuster le canevas en 1991 ». Ce qui est sûr, c'est qu'il « ne sert à rien de faire croire au pays que nous passerons entre les gouttes ».

Alors, à quoi bon s'empoigner pour un point de fiscalité ?

Le ministre de l'économie trouve la situation si « bien décrite » qu'il a, dit-il, peu de choses à ajouter. S'il y a eu un brusque accès de fièvre, à la fin du mois d'août, entre le PS et le gouvernement, c'est qu'il avait fallu « s'adapter sans délai ». « Il y a eu débat, et je le comprends », affirme M. Bérégovoy. Mais « il aurait été irresponsable de la part du gouvernement de ne pas réagir, de même qu'il serait irresponsable de ne pas réagir dans quelques mois, dans quelques semaines, si le prix du pétrole devait s'envoler ».

C'est à peine si le président de la commission des finances émet encore quelques réserves. Il a ainsi relevé « une tonalité trop anti-immobilière » dans le projet de budget. L'appréciation selon laquelle celui-ci était « déséquilibré en faveur des entreprises », mais « c'est l'appréciation », ajoute M. Strauss-Kahn. A propos de la contribution sociale généralisée, il affirme enfin que « l'intégralité des socialistes du groupe et du gouvernement » doit

soutenir l'esprit de la réforme. Le ministre de l'économie, des finances et du budget ne cache pas qu'il aurait préféré qu'une distinction soit opérée entre les retraités et l'assurance-maladie à l'occasion de cette réforme du financement de la Sécurité sociale. « Une autre voie a été choisie. Bien entendu, j'en suis solidaire », précise M. Bérégovoy. Si la contribution n'est pas, comme on l'assure, un prélèvement nouveau et si elle a bel et bien un effet redistributif au profit des plus faibles revenus, l'adhésion du ministre est « totale ». Il conseille même de s'assurer de « l'accord des forces sociales » qui, en effet, est loin d'être acquis.

Devant les sourires amusés de bon nombre de parlementaires, le ministre de l'économie souligne : « Je crois n'avoir jamais manqué à la solidarité gouvernementale. » D'ailleurs, ce discours nouveau sur la solidarité lui procure un « certain plaisir ». M. Bérégovoy attend simplement que celle-ci s'exerce « parallèlement » lorsque le projet sera devenu réalité.

JEAN-LOUIS SAUX

Les manifestations d'agriculteurs en Poitou-Charentes

M. Mitterrand empêché d'inaugurer le TGV Atlantique

M. François Mitterrand a expliqué, vendredi matin 28 septembre, à Poitiers, où il venait d'arriver en avion pour inaugurer la deuxième tranche du TGV Atlantique, qu'il avait renoncé à se rendre dans cette ville en TGV pour ne pas risquer des « affrontements » entre les forces de l'ordre et les agriculteurs manifestant un peu partout sur le parcours de sa visite en Poitou-Charentes. « Ce TGV, je l'aurais bien par la rencontre », a-t-il dit, en plaisantant au cours de son discours devant le conseil régional. Reprenant les explications du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, sur cette modification, il a expliqué : « Une inauguration, c'est une fête. Ça doit faire plaisir à tout le monde. Ce n'est pas pour provoquer des affrontements... »

Le président de la République française a toutefois souligné qu'il ne fallait pas « mettre le couteau sous la gorge des agriculteurs » et qu'on devait « personnaliser la relation » avec ceux d'entre eux qui sont « en détresse ». « Les violences doivent s'arrêter, et il y sera mis bon ordre, a-t-il ajouté, mais il faut comprendre... » Il faut aller aux causes.

M. Mitterrand a ensuite quitté Poitiers en hélicoptère pour Angoulême, des barrages ayant été établis sur la voie ferrée entre les deux villes et interdisant tout trafic. Au total, cinq à six barrages avaient été dressés sur la voie ferrée Poitiers-Angoulême, interdisant, vendredi en début d'après-midi, de source proche de la préfecture de la Charente. Dans la gare de Luray (Charente) des incidents se sont produits, faisant deux blessés parmi les agriculteurs, quand les forces de l'ordre sont intervenues pour faire passer un « sit-in ». Des barrages mouvants, se traduisant souvent par des jets de bottes de paille enflammées, avaient été également établis à Saint-Benoît, à la sortie de Poitiers, à Ruffec et à Vars (Charente).

Erratum. — Une erreur de transmission nous a fait écrire que M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a « proposé » un puissant mouvement de protestation contre le projet de contribution sociale généralisée (le Monde du 28 septembre), alors qu'il n'a fait que le prévoir.

Trois mille paysans dans la rue

NANTES
de notre correspondant

Il y a bien longtemps, quinze ans peut-être, que l'on n'avait vu autant d'agriculteurs manifestant dans les rues de Nantes. Ni un tel déploiement de forces de police. Mais il y avait les circonstances : un gouvernement presque au complet, premier ministre en tête, et les parlementaires socialistes enfermés dans le bunker de l'immeuble Neptune, au cœur de la vieille ville.

En fait, les trois mille paysans — encadrés par un service d'ordre de militants syndicaux au brassard jaune — auront été bien sages... se bornant à quelques jets d'œufs pourris sur les CRS. La colère paysanne ne s'est pas exprimée de façon spectaculaire.

On ne peut pas toutefois en déduire que les mesures décidées par M. Nallet le 26 septembre aient eu un effet apaisant sur les

masses paysannes en désarroi. En effet, à la suite d'une entrevue à la préfecture avec M. Rocard, les responsables syndicaux ne cachent pas à nouveau leur déception. Pas de réponse sur une aide spéciale à la Loire-Atlantique, département le plus touché (globalement) par la sécheresse. Pas de réponse claire non plus sur l'avenir à long terme de l'agriculture française en dehors des « vagues débats parlementaires ».

L'exaspération paysanne n'a pas explosé jeudi à Nantes comme beaucoup le craignaient. Il n'en reste pas moins que rien n'est réglé. « Tout ces plans d'urgence ne font que préparer la sortie des ambulances », a dit un responsable syndical. Un autre a enchaîné : « Notre profession non seulement fond comme neige au soleil mais elle est balayée comme sable au Sahara. »

YVES ROCHONGAR

Décès de François Schleiter ancien président du CNI

Ancien secrétaire d'Etat de la France d'outre-mer puis du commerce sous la IV^e République, François Schleiter est décédé, mercredi 26 septembre, à La Napoule (Alpes-Maritimes) à l'âge de soixante-neuf ans.

[Né le 15 septembre 1911, avocat de formation, ancien bâtonnier du barreau de la Meuse, François Schleiter avait été élu maire de Verdun, sa ville natale, en 1953, puis réélu jusqu'en 1963. Conseiller général du canton de Verdun de 1955 à

1973 et sénateur de la Meuse de 1948 à 1983, François Schleiter présida le groupe des Républicains indépendants de 1964 à 1971 et le Centre national des indépendants de 1973 à 1975.

Il avait commencé sa carrière politique comme chef de cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat dans le gouvernement du général de Gaulle en 1945. Il fut lui-même secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer sous le gouvernement Niel en 1953 et secrétaire d'Etat au commerce dans le gouvernement de Félix Gaillard en 1957-1958.]

La Rive Gauche est plus que jamais un endroit de rêve.

Du 10 septembre au 24 octobre

-20%

Sur toutes les grandes marques de literie, les chambres d'enfants et les couettes.

LE
BON
MAR
CHÉ

RIVE GAUCHE

METRO SEVRES BABYLONE

SUPPLÉMENT
AVEC
VOTRE QUOTIDIEN

POLITIQUE

Réunis à Carcassonne

Les parlementaires RPR se lancent dans une critique tous azimuts du gouvernement

CARCASSONNE

de nos envoyés spéciaux

L'écho des journées parlementaires socialistes de Nantes s'est vite propagé jusqu'aux remparts de Carcassonne, où siègent, depuis jeudi 27 septembre, les élus RPR. Ces derniers l'ont accueilli avec une particulière satisfaction pour constater que M. Rocard était contesté par ses propres amis, non seulement en ce qui concerne certains projets du gouvernement, mais également à cause de sa conception du rôle des partis politiques dans la France d'aujourd'hui. Les querelles internes au PS, ravivées à Nantes, fournissaient de surcroît aux élus RPR un réconfort, et leur permettaient par contraste d'afficher — quelque peu ostensiblement — leur cohésion officielle retrouvée.

Les parlementaires RPR admettent qu'on peut s'interroger aujourd'hui sur le rôle des partis politiques. Ainsi, M. Edouard Balladur estime que M. Mauroy « a dit des choses pertinentes. Toutefois, la vérité se situe entre lui et M. Rocard : on ne gouverne pas par sondages ni en cherchant à faire passer sa politique en force ». L'ancien ministre d'Etat est sévère pour l'actuel premier ministre, qui cherche, selon lui, « à discréditer le débat politique

en occultant les problèmes ». De même, M. Alain Juppé, plus incisif, dénonce la « sordomanie » du premier ministre qui l'aurait conduit à repousser les appels à la solidarité lancés par les agriculteurs, au motif que l'opinion publique ne partageait pas leurs angoisses. « C'est indigne d'un chef de gouvernement. Y a-t-il encore un premier ministre à Matignon, ou le client d'un institut de sondages ? », s'est-il exclamé.

M. Jacques Toubon « ne penche ni pour Mauroy ni pour Rocard », car « la solution est dans un système institutionnel de ressource démocratique du pouvoir : meilleure transparence du fonctionnement de l'Etat, référendum pour vérifier la confiance du peuple, intervention des citoyens dans la prise de décision, meilleure organisation des relations sociales dans l'entreprise ». Quant à M. Michel Noir, il voit ainsi le régime représentatif : « Les corps intermédiaires doivent définir un projet possible qui ne correspond pas nécessairement à ce que souhaite le peuple ».

Les échos de Nantes n'ont pas absorbé la totalité des réflexions des congressistes RPR. Développant une critique tous azimuts du gouvernement et des socialistes, les orateurs ont voulu souligner que la tentation du consensus, ou du moindre rappro-

chement avec la gauche, était désormais illusoire. L'accord apporté aux décisions de M. Mitterrand concernant la crise du Golfe doit être bien circonscrit à ce seul problème, à propos duquel quelques distances seront prises s'il se confirme que l'Elysée envisage un changement de stratégie. L'annonce en a été clairement faite par M. Chirac lorsqu'il a dit : « La France doit se souvenir de son rôle historique dans cette région et être en mesure de décider de son action sans se laisser entraîner dans un processus qui pourrait comporter pour elle de graves conséquences à l'avenir ».

M. Chirac :

« Méfiez-vous du consensus »

Plus généralement, le président du RPR a prononcé une mise en garde sans appel : « Notre vision de la société et de la France est profondément différente de celle des socialistes. Et ceci me conduit à vous dire : Méfiez-vous de ceux qui prônent le consensus. Le consensus est une fausse bonne solution. C'est toujours le compromis, la confusion, et l'immobilisme ».

M. Bernard Pons demande : « Doit-on, au prétexte d'une situation internationale préoccupante, occulter tous les problèmes économiques et sociaux qui se posent aujourd'hui ? Doit-on abdiquer notre rôle d'opposant et nous en

remettre bêtement aux mains du président et du gouvernement ? » M. Georges Tranchant, député des Hauts-de-Seine, suggère plus concrètement que l'opposition refuse d'accorder son investiture « aux députés qui ne voteront pas contre le projet de budget », visant, sans les nommer, les états d'âme de certains centristes. En dehors du budget, totalement rejeté et abondamment critiqué, les parlementaires RPR avaient sélectionné trois domaines où leur refus s'exprime catégoriquement. La contribution sociale généralisée, tout d'abord, ne représente pour eux qu'un impôt supplémentaire, et doit être condamnée, car elle révèle une orientation de la politique économique qui n'est pas la leur (voir l'article d'Alain Juppé dans le Monde du 28 septembre).

Pour l'agriculture, les élus, quelle que soit la sociologie de leur circonscription, n'ont pas se distinguer de la croisade que mène l'ancien ministre de l'Agriculture, devenu chef de leur parti, en faveur du monde paysan. Pour souligner cette solidarité, ils avaient même convié à s'exprimer devant eux trois responsables agricoles. Pour M. Luc Guyau, secrétaire général de la FNSEA, « la situation est dramatique. Il y a une irresponsabilité française et européenne dans l'arrivée de l'Europe de l'Est dans la communauté ». M. Philippe Mangin, président du CNIA, craint que « le gouvernement ne soit en train de lâcher les

paysans », et il reproche à M. Rocard « de prendre prétexte des actions violentes mais isolées de quelques extrémistes pour faire la sourde oreille ». Enfin, M. Pierre Cormoreche, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, s'en est pris vivement aux « technocrates européens », en assurant : « Nous condamnons les conditions dans lesquelles l'Europe est aujourd'hui gérée par eux ». Chacune de ces proclamations a été vivement applaudie.

Enfin, la gravité de la situation en Corse a été soulignée, car, pour M. Pons, ce sont « les fondements mêmes de la démocratie qui y sont en cause ». Il estime que « l'organisation terroriste qu'est le FLNC profite de la démission de l'Etat pour s'ériger en justicier ». Il dénonce « l'Etat humilié, l'Etat défaillant, l'Etat poussif, l'Etat indifférent, l'Etat absent », et il ajoute : « Mais M. Joxe, lui, est satisfait ». Et il reproche au ministre de l'Intérieur d'avoir « pour souci majeur de complaire aux nationalistes », avec le projet de loi qu'il prépare.

Retrouvailles

Ces journées parlementaires ont été un peu ressenties par les élus du RPR comme celles de certaines retrouvailles. Le positionnement politique adopté par M. Chirac depuis quelques semaines — ne pas gêner le gouvernement dans la seule « stratégie du blocus » de

l'Irak, d'une part, mais pratiquer une opposition plus vigoureuse sur tout le reste, d'autre part — n'est contesté par personne dans les rangs du mouvement. Ses élus se disent de plus en plus satisfaits de constater le lancement de l'Union pour la France, dans la mesure où cette organisation de l'opposition correspond aux attentes unitaires de leur électorat. Dans la soirée, de leur électorat, M. Pasqua a été le seul à évoquer le Front national, en stigmatisant sévèrement l'attitude de M. Le Pen dans la crise irakienne, et en appelant ses électeurs « à revenir vers les partis qui défendent vraiment l'intérêt national », car « tout ce qui contribue à affaiblir l'action du gouvernement dans cette affaire est contraire à l'intérêt national » bien que, pour tout le reste, « les socialistes soient les plus mauvais gestionnaires qu'on ait connus ».

Enfin, les élus RPR ne cachent pas leur soulagement devant la sourde mise aux rivalités entre les courants nés au début de l'année, aux « turbulences », selon l'expression de M. Chirac, qui ont agité un mouvement gaulliste où les affrontements de tendances ne correspondaient pas à une culture historique et politique propre. La présence à Carcassonne de tous les chefs de file incarnant ces diverses sensibilités et leur « compagnonnage » retrouvé et affiché contribuait aussi à chasser les états d'âme.

ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVANT

L'élection sénatoriale pour la succession de Louis Longueue

Campagne champêtre en Haute-Vienne

Quatre candidats sont en lice en Haute-Vienne, dimanche 30 septembre, pour la succession au Sénat de Louis Longueue, maire socialiste de Limoges décédé le 11 août : M. Jacques Besnès, sans étiquette, M. Bernard Ebenstein pour le PCF, M^{me} Evelynne Guilhem pour le RPR, et M. Jean-Pierre Demerliat pour le PS. M. Demerliat, premier secrétaire fédéral, vainqueur, le 19 septembre, d'une « primaire » au sein de la fédération, a de bonnes chances de l'emporter.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Expédier une campagne sénatoriale en une semaine, quel gâchis ! M. Demerliat, qui n'aime rien tant que de jouer « les commis-voyageurs », en concevait presque des regrets, « sans compter que fin octobre, la Haute-Vienne roussit par l'automne aurait été bien plus belle qu'à présent ». Protestation de pure forme, en vérité, car cette diligence — pour cause de rentrée parlementaire — devrait être sans effet sur l'issue du scrutin. On voit mal comment le fauteur de sénateur qui est en jeu pourrait sortir du giron socialiste. Sur les quelque neuf cent six grands électeurs qui voteront dimanche, plus de quatre cents semblent d'ores et déjà acquis au candidat socialiste.

M. Demerliat sera-t-il élu, comme de coutume, dès le premier tour du scrutin ? Pour beaucoup, c'est en fait la seule incertitude. La question est d'importance. Une élection majeure laisserait en effet entendre libre l'après-midi pour goûter aux délices de l'été de la Saint-Michel qui promet...

M. Demerliat, que cette position d'archi-favori agace un peu, s'évertue à se trouver les pires handicaps. « Cette campagne est trop superficielle, je n'aurais fait en tout et pour tout qu'une dizaine de réunions. Je ne suis pas, d'autre part, l'archétype de l'élu tout en rondure. Pour beaucoup, je traîne surtout l'image

partisane du premier secrétaire de la fédération PS du département, du membre suppléant au comité directeur du parti, ce ne colle pas à l'idée que l'on se fait d'un sénateur ». A Saint-Auvent, près de la vallée de la Gorre, à l'ouest de Limoges, où il promène sa belle prestance et sa barbe d'instituteur, le candidat doué méticuleusement l'optimisme d'un quinquarion d'élus ruraux. « On n'est jamais à l'abri d'une surprise », commence-t-il prudemment. « Mais bien sûr que c'est fait, rétorque le maire socialiste de la commune, M. Louis Raymond, la preuve c'est qu'il y a peu de monde pour te voir : quand il n'y a pas de problème, les gens ne se déplacent pas ».

Deux sénateurs limogeois

Dans cette commune de huit cents habitants, la candidature de « Jean-Pierre » — à qui on donne déjà du « sénateur Demerliat », — lui-même maire d'une commune rurale, Saint-Martin-le-Vieux, fait florès. Un conseiller municipal, « qui ne fait pas de politique », se lance, diaphrambique, dans un éloge du prétendant et de sa capacité d'écoute. « Avec vous, nous aurons un défenseur, un porte-parole », renchérit les maires de Saint-Cyr et de Cognac-le-Forêt.

Et chacun convient que deux sénateurs limogeois (1), « ça commençait à faire un peu beau-coup ».

Campagne champêtre, campagne tranquille, sans tension, sans ce « punch » que regrette le suppléant du candidat socialiste, M. Daniel Boissier. Ce n'est d'ailleurs qu'un détour d'une réunion à Isle, fief du sénateur Robert Laucourmet (PS), que M. Demerliat se laisse aller à une promesse électorale. Si tout se passe bien dimanche, c'est promis, il la fera, ce tour des deux cent deux communes que compte la Haute-Vienne, et dont on le frustre aujourd'hui.

GILLES PARIS

(1) Louis Longueue était maire de Limoges, M. Robert Laucourmet est maire d'Isle, une commune de la banlieue limogeoise.

JOURNAL D'UN AMATEUR

Pour une fois qu'il se passe quelque chose en politique intérieure et qui sorte de l'ordinaire, fût-ce du spectacle, il ne saurait être question d'y être indifférent. M. Valéry Giscard d'Estaing à la télévision, l'opposition en paraît retrouver un visage, une pensée, un projet.

Que le visage et ses mimiques, même corrigées par un nouveau professeur de maintien, soient toujours aussi déconcertants, que la pensée pût être beaucoup de n'être plus au pouvoir, il n'existe pas moins un projet, même s'il n'est que l'habillage d'une ambition. A plus forte raison s'il n'est pas président de la République, M. Giscard d'Estaing reste un régal de clarté. Il aurait fait un remarquable instituteur. A cela près que les instituteurs doivent éviter d'arranger les faits à leur manière.

C'est que la situation de M. Giscard d'Estaing est infernale tant elle relève de la schizophrénie, divisant sa personnalité, non pas en deux comme un sujet ordinaire, mais en trois facettes dont la cohérence ne saute pas toujours aux yeux : celle de l'ancien chef d'Etat, celle de l'opposant, celle du candidat. Ne serait-ce qu'à cause du dialogue singulier qu'il pense entretenir avec son successeur, parce que cela lui serait dû, entre pairs, M. Giscard d'Estaing ne peut se risquer à dire n'importe quoi, il a exercé des responsabilités, dites supérieures, qui lui interdisent de recourir à une critique sans frein, d'autant plus débridée qu'elle pourrait méconnaître le poids des choses.

Qu'il soit candidat (ou plutôt qu'il souhaite l'être) à recouvrer ces responsabilités accroît une obligation de mesure dans l'expression dont, simultanément, l'homme d'opposition pourrait se croire affranchi. Surtout, aussi, s'il est candidat et qu'il doit porter des coups. Comment naviguer entre l'homme d'Etat et le camelot ?

Comment empêcher que le langage ne dérape quand l'appétit l'emporte sur le calcul ? Comment ne pas trop laisser voir cette fureur jamais éteinte d'avoir été, à ses propres yeux, illégitimement, écarté d'une fonction où ne s'appelaient pas « les droits de [ses] aïeux », comme disait Agrippine haranguant Néron, mais mieux que cela, une prédestination que seules ont pu interrompre une injustice de l'Histoire et une faute de la démocratie.

Dans la bouche de M. Giscard d'Estaing, l'actuel titulaire de l'Elysée est « le président Mitterrand », sans qu'on sache jamais ce qu'il préside, ni où : à peine supposera-t-on qu'il est en exercice. A qui ferait-on croire que ce n'est qu'une inadvertance de langage alors qu'elle ne s'est pas démentie durant plus d'une heure et demie d'émission ? Pour peu qu'ils eussent mauvais esprit, les professionnels de ce genre d'analyses diraient que M. Mitterrand est « né » dans sa fonction.

Appliquer à M. Mitterrand le « dix ans, ça suffit » que lançait la rue contre de Gaulle en 1968 et qu'il reprendra un an plus tard à la tribune de l'Assemblée, comparer le Golfe et les périls planétaires dont il est la source avec

l'intervention des parachutistes à Kolwezi en 1978, pour sauver des Européens menacés par une colonne de guérilleros africains : M. Giscard d'Estaing succombe à la fébrilité. Il pousse, en appelant le désordre à la rescousse de ses désirs, à une succession qui ne fut jamais moins ouverte qu'elle ne l'est aujourd'hui.

La crise du Golfe a assis M. Mitterrand dans un fauteuil dont personne ne lui demande compte et dont il se trouve encore moins de monde pour souhaiter qu'il l'abandonne. En révant du contraire, et que la rue pourrait l'y aider, M. Giscard d'Estaing donne de lui-même une image qu'on ne lui connaissait pas et qui est inconvenante.

Comparaison

Image tout anecdotique du voyage de M. François Mitterrand à New-York : le nombre des représentants auprès des Nations unies obligés de porter un casque pour entendre le discours du président de la République française.

Imaginons la scène si elle avait pris place devant la Société des Nations, conséquence heureuse et avortée de la première guerre mondiale et dont l'ONU est une sœur plus fortunée. On eût compté sur les doigts de la main les auditeurs de la SDN devant recourir aux services des interprètes pour comprendre les propos d'un orateur parlant en français.

La langue qui fut, deux siècles durant, celle de la diplomatie, même réduite à une faible part du globe, celle de ce qui ne se nommait pas encore, d'un mot russe l'intelligentsia ; qui valait seul-conduit pour tous les royaumes et quelques républiques ; hors de laquelle il était vain de vouloir passer pour cultivé, qu'empruntèrent, pour se dire auteurs, ou, plus simplement, pour rédiger leur courrier, du prince de Ligne à la princesse Galitzine, tant de personnages considérables qui avaient d'abord baillonné dans une langue qui leur devint étrangère ; qui était un code autant qu'un moyen de se faire comprendre ; cette langue-là deviendrait une fille atteinte de chlorose, qui n'aurait d'autre issue, pour être entendue de son notaire, que de rédiger son testament en anglais.

En effet, l'anglais triomphe. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on additionne les emprunts successifs de la Couronne britannique et les traces qu'elles ont laissées. L'Empire français n'était pas négligeable, mais il n'a pas essaimé.

C'est évidemment dans la langue qu'il faut chercher la différence. Le français n'est pas une langue docile, qu'il s'agisse d'asservir la grammaire ou de torturer les mots. L'anglais est une langue consentante. Pour se répandre ainsi, pour être un langage commun — commun — de Toronto à Calcutta, de Johannesburg à Washington, sans même citer Bonn ou Tokyo, La Caire ou... Paris, l'anglais ne le peut

qu'au travers de concessions si grandes qu'il perd son âme en gagnant du terrain ; au point de devenir une sorte de pidgin universel. S'il y a une langue en péril, ce n'est pas forcément celle que l'on croit.

C'est la chance de la langue française au moment où se rouvrent à la liberté, à commencer par celle d'apprendre, des terres qui étaient françaises sans être dominiées politiquement. C'est la voie de la culture. C'est surtout la voie d'une volonté politique que la puissance préservée de Paris permet de suivre. Personne ne doute que le ministère de la francophonie (appellation d'ailleurs mal fêlée) soit un échec. Il est inadmissible. Le gouvernement a le choix de ses remèdes, du moment qu'il en trouve, et qui soient efficaces.

N'EN déplaise à M. Jacques Médacin qui, du fond de sa pampa, ne lésine pas sur les références, s'il y a lieu, par les temps qui courent, d'évoquer l'affaire Ben Barka, ce n'est pas pour demain, c'est pour aujourd'hui, ce n'est pas pour l'ancien maire de Nice, c'est pour un ancien pasteur, ce n'est pas pour s'inquiéter d'un vivant, c'est pour retrouver un mort. M. Jacques Médacin est assurément vivant et même bavard, M. Joseph Doucé est muet, probablement parce qu'il est mort.

Or, comme Mehdi Ben Barka, en 1965, il n'est pas contesté que Joseph Doucé a été emmené par des policiers se prévalant des pouvoirs que la loi leur confère.

Premièrement, les policiers avaient-ils reçu l'ordre d'arrêter ou d'amener ? Joseph Doucé et, dans ce cas, donné par qui, pour qu'il soit traduit devant qui ? Si cet ordre n'a pas existé, la prudence du ministère de l'Intérieur mériterait d'autres noms.

Deuxièmement, si un tel ordre a été donné, qui ne pouvait cependant aller jusqu'à prévoir la disparition de Joseph Doucé, de quelle autorité, administrative ou politique, émanait-il et pour quels motifs ? Le pays de droit que nous nous flattons d'être autorisé, s'il ne l'exige, de telles questions.

Parce qu'il était un pasteur plus ou moins déclaré relaps, parce qu'il était homosexuel et des plus militants, la disparition, précédée d'un très probable enlèvement et d'une tout aussi plausible séquestration, de Joseph Doucé, voilà maintenant plus de deux mois, disparition qu'environnement des écoutes téléphoniques à la légalité douteuse et des manœuvres d'intimidation effectuées par des policiers armés au poing — ce magma qui sent le boue et la forçature — ne suscite que des clameurs très modérées et en tout cas tardives. Les professionnels de la pétition sont aux fraises et les obsédés de la liberté ont congé pour convenances personnelles. Il n'empêche que flotte sur la République un parfum qui ne l'honore pas et qui discrédite un peu chacun de ses citoyens sans laquelle elle n'existerait pas.

صكنا من الامم

[illegible]

The following information was obtained from the records of the [redacted] Department of the Interior, Bureau of Land Management, regarding the [redacted] land grant.

[The remainder of the page contains extremely faint, illegible text.]

A high-contrast, black and white photograph of two men in suits standing next to a car. The man on the right is leaning against the car, smiling, and holding a small object. The man on the left is also smiling. The car's headlight and grille are visible.

Ouverture le 28 septembre.
29 rue Tronchet, Paris.

ENQUÊTE

France inquiète, France tranquille

X. — La peur de l'Allemagne unie

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre), l'islam intégriste (19 septembre), le racisme (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), les peurs d'une ville, Lyon (22 septembre), le sida et les maladies graves (25 septembre), l'écologie (26 septembre), les spéculations foncières (27 septembre), les craintes provoquées par l'échéance européenne de 1993 (28 septembre), nous terminons notre auscultation de la société française par un reportage sur les réactions que suscite l'unification de l'Allemagne.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

M^{me} Marie Barlier a quarante-six ans mais on lui en donne volontiers vingt de moins. Le soir, elle trotte entre les tables du restaurant d'altitude que tiennent ses enfants au-dessus de Colmar et, à l'occasion, ne rechigne pas à trinquer — « mais juste une larve » — avec les habitués. C'est une mami

en 1945. En Alsace, le passé, cru, brutal, n'est jamais bien loin, tout prêt à sourdre quand l'histoire tressaute. Interrogez les Alsaciens, ils ne tariront pas d'éloges à l'endroit de leurs voisins. M^{me} Barlier elle-même « l'aime bien », mais c'est pour ajouter aussitôt qu'elle s'en méfie « parce qu'ils sont faux ».

Certes, l'inductibilité de l'unification des deux Allemagnes n'a pas été une découverte en Alsace. Ici, on sait apprécier la vanité de certaines annexions, mais la cadence infernale imposée par les autorités allemandes laisse souvent songeur. Que le sport, la Coupe du monde de football en l'occurrence, procure de saisisants raccourcis n'arrange rien.

« On est spéciaux »

« Bien sûr, j'étais ravi à la chute du mur de Berlin, mais voir le stade de Rome pavé aux couleurs allemandes, ça fait aussi quelque chose, croyez-moi », explique M. Henri Jung, conseiller technique à la chambre régionale. « J'ai suivi sur les chaînes de télévision allemandes la liesse que cela a suscitée à Berlin, des deux côtés. C'est un épiphénomène, mais je ne pensais pas la jeu-

on n'est pas vraiment enthousiaste devant ce qui se passe. On ne peut pas nier qu'il y a une crainte », souligne-t-il.

M. Becker admet pourtant que les rencontres transfrontalières sont nombreuses, de part et d'autre du Rhin, pour les sociétés de musique ou de sport. « On essaie les uns et les autres de faire disparaître les séquelles. Sans parler de la réunification, on a de très bonnes relations avec nos voisins ».

L'âge, d'ailleurs, importe peu, même si les jeunes Alsaciens, pétris par les échanges scolaires, ouvrent systématiquement des yeux ronds quand on leur parle du « danger allemand ». M. Edmond Gerrer, maire de Colmar, a soixante-dix ans, et parle doucement de « ces aventures vécues de plein fouet ». « C'est justement cela qui me permet de dire combien les Allemands ont changé. Ce qui compte le plus pour moi, c'est de voir le degré de fraternité qui existe entre les associations d'anciens combattants françaises et allemandes, une chose inconcevable entre les deux guerres », ajoute-t-il.

De fait, le Rhin n'est plus depuis longtemps une frontière étanche, comme dans l'entre-deux-guerres, mais les relations germano-als-

M. Daniel Hoefel, président du conseil général du Bas-Rhin, aborde la question en gestionnaire. Il met lui aussi l'accent sur les contacts « nécessaires » et très étroits noués entre responsables politiques frontaliers. « Pour qui c'est du vécu », les Alsaciens suivent l'unification avec curiosité, c'est pour eux un phénomène naturel. Et puis le chancelier Kohl est un Rhénan, solidement attaché à la construction européenne ».

L'Europe, voilà un garde-fou ! M. Hoefel n'en estime pas moins que l'unification allemande posera peut-être des problèmes aux Alsaciens. « Nous sommes attentifs aux choix que les Allemands vont faire, nous craignons une modification de la politique des investissements au profit de la RDA et aux dépens de l'Alsace. C'est particulièrement net pour les liaisons routières ou ferroviaires, et cela ne facilite pas les choses pour le dossier du TGV-Est, qui est déjà bien difficile ».

Le TGV et les frontaliers

Quand on parle du TGV, M. Jung triomphe : « Voilà l'esprit de domination, l'opiniâtreté et la volonté de puissance ! Quand on est en avance dans un domaine, ils sont capables de nous freiner totalement. D'ailleurs, au cours d'un colloque à Orléans sur les liaisons à grande vitesse, les députés allemands nous ont déclaré d'entrée de jeu que désormais leurs priorités étaient la liaison avec Berlin et les autres grandes villes de la RDA », ajoute-t-il.

Il y a, bien sûr, d'autres enjeux que le TGV. « En 1989, l'afflux de réfugiés a suscité des craintes chez les travailleurs frontaliers, elles ne sont pas concrétisées », explique M. Hoefel. M. Becker opine du chef. « Dans notre canton, explique-t-il, les frontaliers représentent entre 10 % et 13 % de la population active, mais pour d'autres cantons plus au nord, ça dépasse les 40 %, alors évidemment les gens en ont beaucoup parlé. Mais maintenant, c'est retombé ». M. Jung est plus sceptique : « Pour l'instant, les 40 000 ou 50 000 frontaliers français n'ont pas grand-chose à craindre, car les Allemands de l'Est ne peuvent pas supporter nos cadences de travail, mais à terme il faudra bien faire travailler tous ces gens ! Il y a fort à parier que pour les départs à la retraite il n'y aura pas de remplacements systématiques de Français ».

L'effondrement du mur de Berlin s'est également accompagné en Alsace d'une psychose diffuse devant l'afflux de travailleurs clandestins, en particulier de Turcs. « On ne peut pas dire que les Allemands de l'Ouest cherchent à se débarrasser de leurs émigrés, tout au plus peut-on dire qu'ils ne font rien pour les retenir », estime M. Hoefel. Bien calé au milieu des boisées de son bureau, M. Jean-Luc Hirtler, maire de Bischwiller, au nord de Strasbourg, surnommée parfois « Turcwiller », est beaucoup plus paisible. « Il s'agit de clandestins, donc nous n'avons pas de statistiques, mais honnêtement tout laisse à penser qu'il n'y a rien eu de massif. Chez moi, les Turcs représentent entre 10 et 12 % de la population. Avec les dernières arrivées,

on est revenu à la situation d'il y a cinq ou six ans, tout au plus ».

Faut-il alors redouter une redistribution des capitaux ouest-allemands ? « Un quart des industries alsaciennes sont tributaires de centres de décision situés en RFA », concède M. Hoefel. Le gouvernement ouest-allemand va inciter les entreprises à se tourner vers l'Est, mais le délabrement de la RDA n'est guère attractif », M. Hirtler estime, quant à lui, qu'on sous-estime la capacité ouest-allemande à jouer sur les deux tableaux. « Les incitations du gouvernement joueront pour les investissements de l'Etat et pour les grands groupes. Chez nous, on a surtout des PME et des PMEs, qui s'en tiendront à leurs politiques actuelles d'investissement », ajoute-t-il.

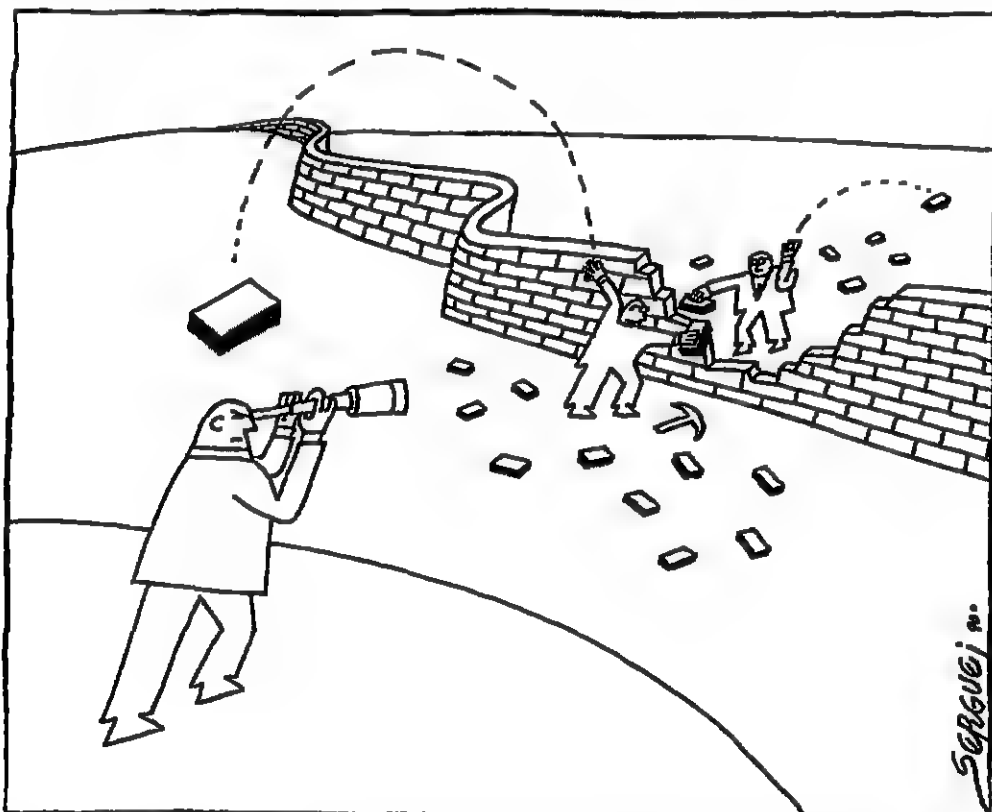
De fait, l'Alsace veut plutôt afficher une grande sérénité vis-à-vis de l'Allemagne. M. Hubert Haenel, sénateur (RPR), maire de Lapoutrolle, n'éprouve pas de crainte vis-à-vis de l'Allemagne. « On ne répond à un dynamisme que par un dynamisme équivalent, c'est tout ; ce que je crains pour ma part, c'est que le silence de l'Etat sur certaines

questions, comme le TGV, n'ouvre un nouvel espace de contestation en Alsace, que des formes d'autonomisme pourraient alors tenter d'investir ». De la plaine du Rhin aux forêts des Vosges alsaciennes, donc à M^{me} Barlier, on est loin d'une « germanophobie tranquille » illustrée par les récits de l'oncle Hansi. Les Alsaciens préfèrent de beaucoup s'intéresser aux incidences prévisibles de la réalisation du grand marché européen.

Dans sa pâtisserie de Colmar, M. Jean-Paul Sitter, président de la chambre des métiers, explose quand on lui parle des échanges franco-allemands. « Les Allemands sont terribles : leur système de formation professionnelle est au point alors que nous, nous faisons n'importe quoi. La fédération de Lander fonctionne très bien alors que notre décentralisation est inachevée, déplore-t-il. Je n'ai pas peur de l'Allemagne, on peut la contraindre, ne redoute qu'une chose : que si on se plante en 1993, on ait recours à l'explication du nationalisme allemand comme un bouc émissaire, pour masquer nos insuffisances ».

GILLES PARIS

FIN



comme on en rêve : c'est aussi une page vivante des relations entre Alsaciens et Allemands.

Avec malice, elle énumère à rebours les « présidents » qu'elle a pu rencontrer : « Il y a eu M. Giscard d'Estaing en 1976, le président Lebrun en 1938... et le Kaiser (Guillaume II) en 1916. M^{me} Barlier a grandi sous l'administration allemande. Elle a connu ensuite le retour des Français « qu'on attendait tant », en 1918, puis la deuxième guerre, l'Occupation et les durs combats autour de Colmar

nesse allemande aussi chauvine », ajoute-t-il. M. Jung ne cache pas le poids de ses soixante-cinq ans dans cette réaction spontanée : « J'ai l'expérience de cinquante années de coexistence, ça compte ».

Le maire de Herrlisheim, au nord de Strasbourg, M. Louis Becker, n'a que quarante-trois ans, mais le destin de son père, mobilisé, fait prisonnier, puis remobilisé avec les « malgré-nous » dans l'armée allemande, est toujours présent. « On ne peut pas oublier, on a trop souffert, alors forcément

ciennes, toutes dépassionnées qu'elles soient, demeurent complexes. « Nous, les Alsaciens, on est spéciaux. On est entre les deux, entre ceux de l'intérieur (les Français) et ceux de l'autre côté (les Allemands) », explique le jeune chauffeur-livreur d'une fabrique de matelas de Brumath, près de Strasbourg, mais on préfère ceux de l'intérieur. » En patois alsacien, encore très vivace, les Allemands sont d'ailleurs les *Schwaben*, les Souabes, avec une pointe vive de mépris et de méfiance.

A quand le cassoulet light?

PASSÉ LES BORNES, Y'A PLUS DE LIMITES!
Un magazine de franche mauvaise foi
Gérard Lefort
Samedi 11h00/12h00

France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.

PRÉFECTURE DES YVELINES AUTOROUTE A 12

AVIS D'ENQUÊTE

Enquête conjointe préalable à la DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE des travaux d'élargissement et d'aménagement de l'autoroute A 12 entre l'échangeur de ROCQUENCOURT et l'échangeur de BOIS-D'ARCY, enquête publique sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de BAILLY, enquête parcellaire sur les communes de BAILLY, FONTENAY-LE-FLEURY et SAINT-CYR-L'ÉCOLE.

Par arrêté préfectoral en date du 24 août 1990, il a été prescrit conjointement l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'élargissement et d'aménagement de l'autoroute A 12 entre l'échangeur de ROCQUENCOURT et l'échangeur de BOIS-D'ARCY, l'enquête publique sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de BAILLY, et l'enquête parcellaire sur les communes de BAILLY, FONTENAY-LE-FLEURY, et SAINT-CYR-L'ÉCOLE.

Cette enquête se déroulera pendant 38 jours, du 24 septembre 1990 au 31 octobre 1990 inclus.

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance des dossiers soumis à enquête :

- à la préfecture de VERSAILLES (siège de la commission d'enquête) :
 - du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, ainsi que :
 - le samedi 6 octobre 1990, de 9 h à 12 h et de 15 h à 17 h.
 - le samedi 27 octobre 1990, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE :
 - du lundi au jeudi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
 - le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 15 h.
- à la mairie de BAILLY :
 - du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.
 - et le samedi matin, de 8 h 30 à 12 h.
- à la mairie de FONTENAY-LE-FLEURY :
 - les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 45 à 17 h 15.
 - et le samedi, de 9 h à 12 h.
- à la mairie de SAINT-CYR-L'ÉCOLE :
 - les lundi, mardi, mercredi et vendredi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15.
 - et le jeudi, de 13 h à 19 h.
- à la mairie de BOIS-D'ARCY :
 - les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h.
 - le mercredi, de 13 h 30 à 19 h 45.
 - et le samedi de 8 h 30 à 12 h.

et consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations quant à l'utilité publique du projet, que la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de BAILLY, ou sur les limites des biens à exproprier et l'identité de leurs propriétaires.

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit :

- à M. le Président de la commission d'enquête, Préfecture de VERSAILLES, Direction de l'urbanisme, de l'environnement et du logement — 78010 VERSAILLES CEDEX, en ce qui concerne l'utilité publique du projet ou la mise en compatibilité du POS de BAILLY.
- à MM. les maires des communes concernées par les enquêtes parcellaires pour les observations portant sur les limites des biens à exproprier et l'identité de leurs propriétaires.

Sont nommés membres titulaires de la commission d'enquête :

- M. Louis PHILIPPON, ingénieur en chef de la ville de PARIS,
- M. Pierre MOHR, ingénieur des services techniques de la ville de PARIS,
- M. Raymond VICTOR, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite.

Sont nommés membres suppléants de la commission d'enquête :

- M. André HAMON, secrétaire général honoraire de la mairie de TRAPPES,
- M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT.
- M. Louis PHILIPPON est Président de la Commission d'enquête.
- M. Pierre MOHR est nommé commissaire-enquêteur et M. Raymond VICTOR commissaire-enquêteur suppléant pour les enquêtes parcellaires dans les communes de BAILLY, FONTENAY-LE-FLEURY, SAINT-CYR-L'ÉCOLE.

Aux fins de recueillir ses déclarations éventuelles, le public sera reçu, ainsi qu'il est dit ci-après, par un des membres de la commission d'enquête :

- à la préfecture de VERSAILLES :
 - le mercredi 24 octobre 1990, de 15 h à 18 h.
 - le mardi 30 octobre 1990, de 15 h à 18 h.
 - le mercredi 31 octobre 1990, de 15 h à 18 h.
- à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE :
 - le vendredi 19 octobre 1990, de 10 h à 12 h.
 - le lundi 29 octobre 1990, de 10 h à 12 h.
- à la mairie de BAILLY :
 - le samedi 29 septembre 1990, de 10 h à 12 h.
 - le lundi 22 octobre 1990, de 10 h à 12 h.
- à la mairie de FONTENAY-LE-FLEURY :
 - le samedi 29 septembre 1990, de 10 h à 12 h.
 - le lundi 8 octobre 1990, de 14 h à 17 h.
- à la mairie de SAINT-CYR-L'ÉCOLE :
 - le vendredi 5 octobre 1990, de 14 h à 17 h.
 - le lundi 29 octobre 1990, de 14 h à 17 h.
- à la mairie de BOIS-D'ARCY :
 - le 22 octobre 1990, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
 - le 26 octobre 1990, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Une copie du rapport sur l'enquête préalable de la déclaration d'utilité publique et sur l'enquête publique en vue de la modification du POS de BAILLY sera déposée à la préfecture de VERSAILLES, à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, et dans chacune des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

صكوك من المذبح

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

14 Les développements de l'affaire Médecin
Le jugement de Pascal Le Gac cassé

14 Presse : la succession à la direction du « Monde »
15 Le sommet international de l'enfance

23 Cinéma : la tendresse des marginaux
24 La revanche de l'art kanak

Se prononçant pour une durée de dix à vingt-quatre mois

M. Jean-Pierre Chevènement est partisan d'un service national « modulé »

A Saint-Georges-de-Matigues (Charente-Maritime), où il participait à une journée de réflexion de la Direction centrale du service national (DCSN), le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est prononcé, jeudi 27 septembre, pour un service national « modulé », dont la durée irait de dix à vingt-quatre mois selon l'emploi de l'appelé.

Reprenant des propos qu'il avait confiés dans un entretien avec le Monde (13 juillet) et se référant au souhait du chef de l'Etat de réduire à dix mois, en 1992, la durée du service militaire (le Monde du 17 juillet), M. Chevènement a notamment expliqué : « Le service militaire, qui demeure la forme essentielle du service national, sera ramené à dix mois durant l'année

1992. Certaines formes de ce service, par exemple dans la gendarmerie, resteraient fixées à douze mois (la durée actuelle), de même que les formes civiles du service national, qui comportent une formation initiale militaire ou le service dans la police. »

Augmentation de la solde

En revanche, le ministre de la défense a indiqué que « les volontaires du service national en coopération, en entreprise ou au titre de l'aide technique dans les DOM-TOM pourraient voir la durée de leur service national allongée jusqu'à dix-huit ou vingt-quatre mois » (contre seize mois aujourd'hui).

M. Chevènement a répété que la

réduction de la durée du service militaire de douze à dix mois conduira les armées à recruter davantage de volontaires pour un service long (jusqu'à vingt-quatre mois). De surcroît, il conviendrait d'augmenter la solde mensuelle attribuée à ces volontaires, qui devrait passer de 1 428 F à au moins 3 000 F.

Pour ce qui regarde les autres formes civiles du service national, le ministre de la défense a estimé qu'il ne serait pas raisonnable de les multiplier à l'excès (12 000 Français sont concernés aujourd'hui et, peut-être, 20 000 à 30 000 à l'avenir), pour des raisons qui tiennent aux difficultés de réunir des conditions adaptées d'accueil et d'encadrement.

M. Chevènement a déclaré qu'un

prochain accord serait conclu avec la RATP (et étendu, si possible, à la SNCF pour les trains de banlieue) pour le transport gratuit des appelés s'ils voyagent en uniforme. En attendant, le budget prévu en 1991 ouvre le droit aux recrues d'accéder, sans supplément, au TGV Sud-Est et Sud-Ouest. De même, une carte gratuite de téléphone sera attribuée à l'incorporation du contingent 1991.

Enfin, le ministre de la défense a confirmé (le Monde du 14 septembre) qu'un pécule de départ de 350 francs sera versé, l'an prochain, aux appelés ayant rempli leurs obligations, et que, en association avec le secrétariat d'Etat aux handicapés, il serait mis sur pied un service d'aide aux handicapés.

Avant de quitter ses fonctions

L'amiral Louzeau juge préoccupante la diminution des moyens humains et matériels dans la marine

Dans un article-testament à paraître dans le prochain numéro du mensuel Défense nationale, avant son départ qui sera effectif en novembre, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Bernard Louzeau, exprime sa préoccupation devant la diminution des effectifs et du nombre des navires de combat dans une armée appelée, constate-t-il, à jouer un rôle de plus en plus important « dans les temps incertains » à venir.

« En un quart de siècle, écrit-il, notre flotte de surface aura grossi de moitié, mais le tiers de ses bâtiments, alors que les activités de la marine n'auront cessé de croître. » Pour lui, l'amélioration qualitative des navires, avec la propulsion nucléaire pour les sous-marins ou l'embarquement d'hélicoptères à bord des bateaux de surface, ne peut suppléer la quantité, surtout si les missions de la marine augmentent.

« Le navire de combat de haute mer est par excellence la frégate », observe l'amiral Louzeau. Or, « aujourd'hui, le nombre des frégates est insuffisant : la responsabilité en incombe à l'accumulation des retards, à l'effacement des programmes et aux aléas techniques. La modernité des navires ne leur octroie pas pour autant le don d'ubiquité ».

A propos de la diminution des effectifs, le chef d'état-major de la marine estime que « la limite du supportable est aujourd'hui ici atteinte, la flèche » pour les équipages.

« Aussi, note-t-il, suis-je préoccupé par l'insuffisance des effectifs. C'est dans la marine que les réductions du personnel d'active ont été les plus fortes au cours de la dernière décen-

nie (...). Grâce à un effort, probablement à un excès, de rationalisation, toutes les unités ont vu la diminution de leurs effectifs. Mais, en réalité, cette contraction n'a été possible qu'en augmentant la charge de chacun, en allongeant les horaires de travail et en multipliant les jours hors de chez soi (...). Le matériel fait l'objet d'une loi de programmation à cinq ans. Il doit en être de même pour les effectifs. » « De cette façon, conclut l'amiral Louzeau, on parviendra à faire une bonne gestion prévisionnelle et une politique cohérente du personnel. »

Avec un budget en 1990 de 37,5 milliards de francs, la marine réunit environ 74 000 personnes (dont 19 000 appelés), qui servent 300 000 tonnes de navires de combat et de soutien.

RELIGIONS

Crucifix hors la loi en Suisse

Les crucifix sont désormais bannis des salles d'école primaire en Suisse. Le Tribunal fédéral de Lausanne, la cour suprême judiciaire helvétique, a en effet décidé, mercredi 26 septembre, que la présence du crucifix était contraire à la neutralité confessionnelle que prévoit la Constitution suisse dans l'enseignement public.

Cette décision fait suite à une longue « guerre du crucifix » entamée il y a six ans. Un habitant de la commune de Cadro, dans le Tessin (canton catholique de langue italienne), avait alors estimé que le crucifix en classe était incompatible avec la liberté de conscience et de croyance. — (AFP.)

Après la découverte d'une défaillance dans un système de sûreté

Dix-sept réacteurs nucléaires devront être « mis en conformité »

Un défaut de montage a été découvert sur l'un des systèmes de sûreté des réacteurs de 1300 mégawatts (dix-sept au total, répartis sur huit sites), a annoncé, jeudi 27 septembre, le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN). EDF, qui a reconnu l'existence de ce problème technique, va entreprendre rapidement les modifications nécessaires.

Ce défaut a été détecté au début de l'année par des inspecteurs du SCSIN, au cours d'une visite de routine précédant la mise en service de la tranche numéro 1 de Golfech (Lot-et-Garonne), indique un responsable du SCSIN. Un jeu important existait entre des grilles de filtration et les parois d'un puits situé en partie basse de l'enceinte de confinement du réacteur.

Ce puits est destiné à recevoir toutes les eaux radioactives susceptibles de ruisseler dans cette enceinte en cas de rupture du circuit primaire chargé de refroidir le réacteur. L'existence du jeu risquait de rendre les filtres inopérants, donc de provoquer éventuellement le bouchage du circuit qui recycle et réinjecte ces eaux pour continuer le refroidissement.

dissement d'urgence du combustible en cas d'incident grave.

« Le même défaut ayant été détecté (et réparé) sur Paluel lors d'un arrêt, nous avons demandé en juin à EDF une vérification de toutes les tranches, précise-t-on au SCSIN. Après investigation, EDF a confirmé le 26 septembre que cette anomalie concerne tout le parc de 1300 MW. » Une « mise en conformité » sera effectuée rapidement. Commencée à Cattenom (le Monde du 28 septembre), elle nécessitera un arrêt d'une vingtaine d'heures pour chaque réacteur de 1300 MW actuellement en fonctionnement.

Cet incident, classé niveau 2 sur l'échelle de gravité (qui en compte 6), ainsi qu'un problème découvert dans le montage des filtres à sable de six réacteurs (le Monde du 30 août), démontre l'efficacité des sondages systématiques faits par les inspecteurs de sûreté lors de visites de maintenance. Il met aussi en évidence certaines faiblesses dans le contrôle de qualité des chantiers nucléaires.

J.-P. D.

La décharge radioactive du Bouchet fera l'objet d'une enquête

M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a annoncé, jeudi 27 septembre, que la décharge radioactive du Bouchet, à Itteville (Essonne), ferait l'objet d'une enquête « transparente », avant d'être réaménagée. Les écologistes avaient déposé une plainte, le mois dernier, pour infraction à la législation sur les déchets industriels à hauts risques (le Monde daté 26-27 août). Cette décharge a en effet reçu, de 1947 à 1971, 20 000 tonnes de boues et de

résidus appauvris d'uranium provenant de l'usine chimique du Bouchet, où se fabriquait le combustible des premières piles atomiques françaises.

Une méthodologie des mesures des taux de radon émis par les déchets va être définie. Une campagne de prélèvements sera ensuite lancée, à laquelle participeront l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, des laboratoires et la commission locale de la commune d'Itteville.

La nouvelle loi sur la liberté de conscience en URSS satisfait le Vatican. — Le porte-parole du Vatican, M. Joachim Navarro-Valls, a exprimé, jeudi 27 septembre, la « vive satisfaction » des autorités de l'Eglise catholique au sujet de la discussion et du prochain vote définitif, par le Parlement soviétique, de la nouvelle loi sur la liberté de conscience, qui « rend justice à des millions de croyants » (le Monde du 28 septembre). La nouvelle loi, promise le 1^{er} décembre dernier au pape par M. Mikhaïl Gorbatchev, accorde la personnalité juridique aux Eglises. — (AFP, Reuters.)

MÉDECINE

Un bébé meurt après un accouchement dans une piscine gonflable

Un mélange d'irresponsabilité et de crédulité est probablement à l'origine de la mort d'un bébé dans la nuit du dimanche au lundi 24 septembre, à Martignes, lors d'un accouchement malheureux... dans une piscine gonflable. Les parents avaient décidé que leur enfant naîtrait dans l'eau sans aucune aide médicale. Une naissance acquiescée, selon eux, allait lui éviter les traumatismes de l'accouchement.

L'enfant est mort, probablement noyé en venant au monde. Ses parents ainsi que l'infirmière qui les hébergeait ont été inculpés d'« homicide involontaire ». L'autopsie ordonnée par le parquet d'Albi-en-Provence devra confirmer la viabilité du nouveau-né et les circonstances de sa mort.

La jeune mère, une institutrice de trente-trois ans en congé sans solde, originaire d'Echi-

rolles (Isère), et le père, trente-quatre ans, se disant poète, avaient demandé à une amie infirmière à Martignes de les accueillir chez elle pour l'accouchement. C'est, semble-t-il, la lecture d'un ouvrage sur les naissances dans l'eau et surtout un reportage sur l'expérience vécue par Brigitte Montell, une infirmière qui a mis au monde un enfant sous l'eau, le 15 juin, à Cap-d'Agde (Hérault), qui ont déterminé le choix des parents. (le Monde du 16 juin)

« Mettre un nouveau-né dans une atmosphère douce ou liquide pour lui éviter le choc transitionnel de la naissance est une méthode acceptable. Mais accoucher sans aide médicale, c'est de la folie », a déclaré, à propos de cette tragique naissance, M. Roger Homy, professeur d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital de la Conception à Marseille.

ÉDUCATION

M. Mitterrand veut accélérer la croissance de l'Ecole polytechnique

Le projet du ministre de l'éducation nationale de porter de 360 à 450 le nombre d'étudiants admis chaque année à l'Ecole polytechnique d'ici à 1995 est « en dessous de ce que l'on pouvait espérer », a déclaré M. Mitterrand, répondant, lors du conseil des ministres du 26 septembre, à la communication de M. Jospin sur le doublement des flux d'ingénieurs dans les quatre

prochaines années (le Monde du 28 septembre).

« Je surveille cette affaire avec beaucoup d'intérêt », a répété le président de la République. De son côté, M. Jospin a indiqué que, outre la création d'une cinquième école des mines en 1991 à Nantes, le principe de la création d'une sixième école de même type est retenu.

L'extension des filières destinées aux salariés

100 millions de francs en 1991 pour la formation des ingénieurs

annonce M. André Laignel

Secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, M. André Laignel a complété, le 27 septembre à Ivry, la présentation du plan gouvernemental adopté en conseil des ministres la veille, qui vise à doubler en quatre ans le nombre d'ingénieurs formés en France (le Monde du 28 septembre).

Pour les fameuses « filières Decomps », destinées aux salariés, notamment dans le cadre de la formation continue, l'Etat apportera une aide 100 millions de francs en 1991, afin de permettre l'inscription de 800 personnes. « C'est l'alternative », a dit M. Laignel. Il nous faudra ensuite trouver les combustibles.

Les entreprises seront associées « étroitement » à ces formations, qui seront organisées avec des

tranches communes entre les différentes filières. Le dispositif devrait faciliter l'accès au titre d'ingénieur à des techniciens supérieurs en activité et répondre aux besoins des entreprises, notamment des PME-PMI.

L'aide financière de l'Etat pourra être accordée aux entreprises et aux demandeurs individuels, par le truchement du crédit individuel de formation (CIF). Dans une déclaration, M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, a toutefois fait observer que les institutions paritaires du CIF, gérées par les partenaires sociaux, ne pouvaient être associées au projet « sans négociation tripartite ».

"L'eau tiède, ce n'est pas ma tasse de thé."

LENOIR
L'incorruptible du Rock
Bernard Lenoir
Lundi au jeudi - 21h00/22h30

France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.

SOCIÉTÉ

PRESSE

La succession
à la direction du « Monde »

Les 275 membres de la Société des rédacteurs du Monde se réunissent le samedi 29 septembre après-midi, pour désigner leur candidat à la succession d'André Fontaine, actuel gérant-directeur du Monde.

Trois journalistes se présentent : Jean-Marie Colombani, rédacteur en chef, Bernard Guetta, correspondant à Moscou, et Daniel Vernet, directeur de la rédaction. Pour que l'un d'entre eux devienne le candidat de la Société des rédacteurs au poste de directeur du Monde, il doit obtenir 60 % des suffrages des votants.

Dans cette hypothèse, la Société des rédacteurs, qui détient 32,3 % des parts de la SARL le Monde, présentera d'ici à la fin de l'année son candidat aux autres associés ; la majorité requise pour être désigné comme gérant-directeur est de 75 % du capital social de la SARL.

Si aucun des trois journalistes n'obtient la majorité requise le 29 septembre, une concertation devrait intervenir très rapidement entre les divers associés de la SARL, André Fontaine, dont le mandat ne s'achève statutairement qu'en janvier 1993, continuant à assurer la direction du Monde (1).

Ce débat de succession arrive à la fin d'une année où le Monde a beaucoup bougé. Il s'est installé dans de nouveaux locaux rue Falguière, à Paris, et à Ivry, dans le Val-de-Marne, il a mené au pas de charge une modernisation de la totalité de sa chaîne de production, de la rédaction à

la distribution ; il a transformé sa présentation, fait place à la quadrichromie, lancé de nouveaux suppléments.

Tous ces changements ne se sont pas faits sans incidents de parcours, mais les nouveaux outils de production semblent désormais maîtrisés, comme le prouve la très nette amélioration des délais de distribution. Reste à dégager des gains de productivité qui permettront d'amortir les considérables investissements (600 millions de francs) réalisés depuis cinq ans. C'est l'objet du plan d'adaptation présenté par la direction au début de cet été.

L'audience du Monde en croissance régulière depuis 1985 a continué de progresser en 1990. Le nombre d'abonnés atteint pour la première fois les 100 000, en augmentation de 17 % par rapport à l'an passé. Au total la diffusion du quotidien est, en cumulé, depuis le début de l'année supérieure de 4 % à ce qu'elle était pendant la même période de l'année dernière, malgré l'arrêt total de la vente en Algérie.

Les événements du Golfe ont permis d'accroître encore cette progression, les ventes du Monde augmentant plus rapidement ces dernières semaines que celles des autres quotidiens nationaux.

(1) André Fontaine, directeur du Monde, et Anne Chaussebourg, présidente de la Société des rédacteurs, feront le point de la situation pour les journalistes des rubriques médias, dimanche 30 septembre à 11 heures au Monde (15, rue Falguière, 75015 Paris).

JUSTICE

Les développements de l'affaire Médecin
Le directeur de l'association Nice-Opéra
et un architecte ont été entendus par la police

L'instruction des différents dossiers concernant M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, dont est chargé M. Jean-Marc Armingaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, se poursuit. Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, en juin dernier, pour abus de confiance, deux proches de M. Médecin ont été interpellés, à Nice, par des enquêteurs de la 5^e division de

la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

Il s'agit de M. Lucien Salles, directeur général de l'association Nice-Opéra, placé en garde à vue, mercredi 26 septembre, pendant près de quarante-huit heures, dans les locaux de la PJ de Nice, et de l'architecte niçois Georges-Xavier Marguerita, par ailleurs gérant de la Société anonyme d'études

et de produits immobiliers (SEP), entendu pendant presque vingt-quatre heures, du lundi après-midi au mardi matin.

Ces auditions précèdent des investigations que les policiers doivent entreprendre, prochainement, aux États-Unis dans le cadre d'une commission rogatoire internationale délivrée par M. Armingaud le 13 juillet dernier.

NICE
de notre correspondant régional

Comme toutes les précédentes, l'enquête confiée à la DCPJ a eu comme point de départ une dénonciation de l'administration fiscale, auprès du parquet de Nice, en date du 2 mars 1990. En fait, dès avril 1987, les inspecteurs du fisc, en vérifiant les comptes de Nice-Opéra, avaient découvert que cette association, largement subventionnée par la municipalité et présidée par M. Médecin, avait versé, en septembre 1983, une somme de 12 000 dollars, en règlement de prestations apparemment fictives, à une société

panaméenne, Costa Real E. Corporation, installée à Los Angeles. Les fonds avaient été virés sur un compte de cette société à la Bank of California de Beverly-Hills.

Or des agents de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED) avaient établi, en janvier 1986, grâce à une mention figurant sur un carnet d'adresses de M. Marguerita, que M. Médecin disposait lui-même d'un compte personnel dans cet établissement. Une coïncidence troublante que les enquêteurs de la DCPJ ont précisément pour mission d'élucider en se rendant aux États-Unis.

Nice-Opéra a d'ailleurs, par la

suite, conclu une convention identique à celle qui liait à Costa Real, avec une autre société de façade, Oceania Systems, créée par un cabinet de l'île de Man et ayant son siège à Londres, à laquelle elle a versé, de février 1984 à mars 1989, une somme de 1 257 669 francs.

Comme Costa Real, Oceania Systems fait partie, en l'occurrence, de la nébuleuse financière avec laquelle Lucien Salles, soit comme directeur de Nice-Opéra, soit en tant que gérant de la SARL Europ Show, a entretenu des relations d'affaires. En épluchant les comptes d'Europ Show, une société d'organisation de spectacles, domiciliée à Fréjus (Var), les

inspecteurs du fisc ont constaté que celle-ci avait également viré des sommes importantes au profit de Westcard United, une société londonienne, filiale, comme Oceania Systems, de la même holding britannique spécialisée dans la production de facturation fictive (le Monde daté 23-24 septembre).

Il apparaît bien, à l'évidence, que toutes ces opérations n'ont pas eu d'autre but que la constitution frauduleuse d'avoirs à l'étranger. Reste à savoir à qui, exactement, elles ont profité...

GUY PORTE

EN BREF

□ L'affaire des 25 000 faux documents : Lucien Sans a été inculpé. — Lucien Sans, cinquante-sept ans, arrêté mardi 25 septembre après la découverte dans une imprimerie du 11^e arrondissement de Paris de 25 000 faux documents (le Monde du 28 septembre), a été inculpé jeudi 27 septembre par le juge d'instruction M^{me} Maryse Leroux dans le cours de l'information ouverte contre X pour contrefaçon de documents administratifs, complicité, recel de documents administratifs falsifiés, recel de vols. Il a été écroué. Quatre complices ont été également inculpés.

□ Inculpation d'un mercenaire français dans l'assassinat du président coréen. — Le mercenaire français Dominique Malacrinio, trente-huit ans, ancien numéro deux de la garde présidentielle de l'ex-président coréen Ahmed Abdallah, a été inculpé, mercredi 26 septembre à Paris, d'assassinat et de vol aggravé, et écroué. Il est soupçonné d'avoir participé à l'assassinat du président Abdallah le 26 novembre 1989 à Moroni, en compagnie de son chef, Bob Denard. Dominique Malacrinio a affirmé avoir reçu du Quai d'Orsay, l'assurance de ne pas être poursuivi.

□ URSS : mesures en faveur des séropositifs et malades du sida. — Le gouvernement soviétique a adopté, jeudi 27 septembre, une série de mesures « destinées à garantir une protection sociale aux personnes infectées par le virus ou malades du sida ». La plus importante est la fourniture gratuite de médicaments. D'autres mesures prévoient l'attribution d'une allocation aux enfants de moins de seize ans et le versement par l'État du salaire de l'un des deux parents qui abandonne son travail pour s'occuper de son enfant. — (AFP)

Rectificatif. — L'avocat de M. Marc Mercier, un gérant de salle de sport qui se trouvait sur les lieux où un CRS, M. Jean-Philippe Bessond, a été blessé par balles un jeune homme le 13 juin 1990 (le Monde du 6 juillet) nous demande de préciser que son client n'a pas été inculpé de « complicité de tentative d'assassinat » par le tribunal de grande instance de Nanterre comme nous l'avons indiqué (le Monde du 21 juillet), mais de « complicité de tentative d'homicide volontaire », ce qui exclut l'hypothèse de la préméditation.

Pour une erreur de procédure commise dans la rédaction d'un arrêt

La première condamnation assortie
d'une période de sûreté est cassée

Pascal Le Gac, premier condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de trente ans, devra être relâché. La chambre criminelle de la Cour de cassation a, mercredi 26 septembre, cassé l'arrêt rendu le 23 novembre 1989 par la cour d'appel de Haute-Savoie, présidée par M. Jacques Nunez, qui avait prononcé la maximum de la période de sûreté pendant laquelle le condamné ne peut pas bénéficier de dispositions concernant les permissions de sortie, la semi-liberté ou la liberté conditionnelle (le Monde du 30 novembre 1989).

L'avocat général, M. Luc Fontaine, avait demandé l'application de cette mesure extrême d'exécution de la peine de réclusion criminelle à perpétuité prévue par la loi du 9 septembre 1986 pour « l'homicide volontaire accompagné de tortures, ou commis sur une personne âgée de moins de quinze ans ou de plus de soixante-dix ans, ou hors d'état de se protéger elle-même, ou sur un magistrat, un juré, un agent de la force publique ou de l'administration dans l'exercice de ses fonctions ou committant à un autre crime, ou commis en état de récidive, ainsi que l'enlèvement ou la séquestration ayant entraîné la mort ou accompagné de tortures, les attentats terroristes, les

détournements de transports collectifs ayant entraîné la mort ».

En l'occurrence, Pascal Le Gac était accusé de deux assassinats. L'un commis le 1^{er} février 1988 à Filanges (Haute-Savoie), sur une femme âgée de quatre-vingt-quatre ans, Angèle Ducet. L'autre concernait un jeune homme de dix-neuf ans, Hervé Tondou, fils du directeur d'un magasin à grande surface de Gaillard (Haute-Savoie). Enlevé le 20 mars 1988, il avait été tué, le même jour, de deux balles de pistolet, bien que son père ait versé une rançon de quatre cent mille francs. À l'audience, les experts psychiatres, tout en déclarant Le Gac « responsable de ses actes », avaient longuement insisté sur « l'état limite » de l'accusé « passagèrement psychotique » qui, malgré une attitude de « jeune adulte poli et bien élevé », pouvait présenter « une violence pulsionnelle intense susceptible de faire voler le contrôle en éclats et d'être à l'origine de passages à l'acte ».

La chambre criminelle a cassé la décision sur une erreur de pure procédure commise dans la rédaction de l'un des arrêts rendus au cours d'une audience riche en incidents. Mais, selon M^{me} Bernard Rippert, défenseur de Le Gac, il s'agit « d'un désaveu des condamnations sauvages et barbares rendues par certaines juridictions » et notamment de cette période de sûreté de trente ans que l'avocat avait, dans sa plaidoirie, assimilée à « une élimination ».

MAURICE PEYROT

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE
Samedi 29 septembre
Corbeil : 14 h : livres, mobilier.
Dimanche 30 septembre
Douai (Eure) : 14 h : tapis d'Orient, tableaux modernes ; Fontainebleau : 14 h : mobilier, objets d'art ; L'Isle-Adam : 14 h 30 : tableaux modernes ; La Varenne-Saint-Hilaire : 14 h 30 : Tableaux de Roland Hamon ; Paris II : 14 h : tapis d'Orient ; Provins : 14 h : tableaux modernes ; Sens : 14 h 30 : Art, tapisseries.

PLUS LOIN
Samedi 29 septembre
Marseille Prado : 10 h et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montreuil-sur-Mer : 15 h : mobilier d'une villa ; Nancy : 20 h : art 1900.

Dimanche 30 septembre
Aubagne : 14 h 30 : tableaux modernes ; Beauvais-sur-Mer :

14 h 30 et 21 h : tableaux modernes et bijoux ; Chaumont : 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Oien : 14 h : art et artisanat d'Afrique de l'Ouest ; Issoudun : 14 h 15 : monnaie, médailles ; La Grand-Combe (Gard) : 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Le Mans : 10 h : automobiles de collection, Automobiles ; Lyon (place Jules-Ferry) : 15 h : bibliophilie ; Marseille-Castellane : 14 h 30 : bijoux, mobilier ; Montmorillon : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy : 14 h : art 1900 ; Uzès : 15 h : véhicules de collection.

FOIRES ET SALONS
Paris, Grand Palais. Biennale des antiquaires. Arles, Nogent-le-Rotrou, Reims, Bailleux, Rennes, Osny, Serqueux (Seine-Maritime), Bagneux, Durtal (dimanche seulement).

MOTO 1985									
28	29	37	40	42	43	45	46	47	48
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60

JADE
LE PAYS DES MERVEILLES

71, AVENUE DES TERNES
75017 PARIS
Tél. : 40-55-02-19
57 bis, RUE D'AUTEUIL
75016 PARIS
Tél. : 44-30-19-87

Pourquoi pas l'INFORMATIQUE ?
Associé à l'IUT d'Orsay, SOLERI-CIGEL
RÉMUNÈRE votre FORMATION

Vous êtes jeune, non-informaticien, mais diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 minimum) dans une discipline scientifique ou de gestion...,
Vous êtes prêt à vous passionner pour l'INFORMATIQUE...,
Vous souhaitez accéder au monde des grands systèmes IBM...,

Contactez-nous RAPIDEMENT, les places sont comptées...,
Téléphonez immédiatement au 47.78.13.85
ou consultez le service MINITEL au 36.05.04.25 (appel gratuit)

soleri-cigel
PARIS, ÎLE DE FRANCE

Pub : combien Saddam Hussein paie-t-il la minute de télévision ?

SYNERGIE
L'envers du décor de l'actualité
Jean-Luc Hees
avec Kathleen Evin
Nouvelle émission
Lundi au vendredi - 18h00 / 20h00

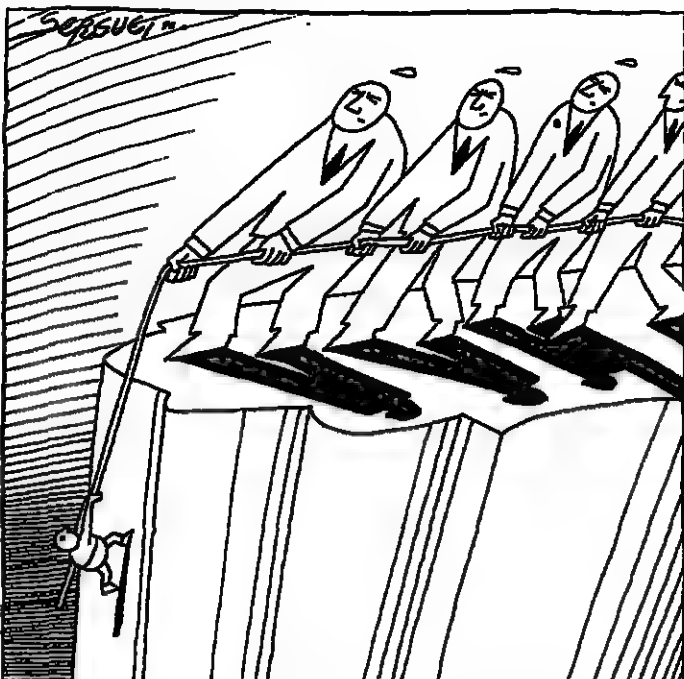
France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.

SOCIÉTÉ

Un sommet international à New-York

Le monde au chevet de l'enfance menacée



figurent parmi les premières victimes.

En réalité, il est urgent que les plus grands de ce monde se mobilisent autour de l'enfance. Les chiffres démontrent froidement la gravité de la situation : 250 000 enfants meurent chaque semaine de maladies évitables, la coqueluche et le tétanos, maladies qui peuvent toutes être évitées au moyen de vaccinations peu onéreuses, coûtent chaque jour la vie à 8 000 enfants. La déshydratation diarrhéique, qui peut être évitée pour un prix dérisoire, emporte chaque jour près de 7 000 enfants, de même pour la pneumonie. A ces chiffres s'ajoutent ceux, aussi élevés, de tout petits et d'adolescents restant à tout jamais handicapés des suites de ces maladies.

Le tableau est également très sombre pour l'éducation : plus de

A qui la faute ? A tout le monde à vrai dire. Aux pays sous-développés eux-mêmes où règnent l'instabilité politique, la mauvaise gestion des fonds publics, la corruption, la fuite de capitaux et l'hypertrophie des budgets militaires. Aux pays industrialisés aussi, qui ont su bâtir leur prospérité sur les ressources que leur était le tiers-monde et qui ne conjuguent pas souvent commerce Nord-Sud avec solidarité. Et enfin aux organismes internationaux, Fonds monétaire international et Banque mondiale, qui, sous prétexte d'aider à la relève économique des pays en difficulté, ont imposé des plans compromettant l'avenir des enfants en sapant les budgets sociaux.

Action concertée

La raison imposait de faire quelque chose. Une fois encore, l'UNICEF a pris son bâton de pèlerin et est parvenu à convaincre FMI et Banque mondiale que, s'ils ne modifiaient pas un peu leurs politiques, on allait au désastre. Depuis peu, ceux-ci ont accepté de prendre en compte des critères sociaux comme le taux de mortalité infantile dans leurs mesures d'évaluation du niveau de développement des pays. Il s'agit certes d'un tout petit pas en avant, mais qui permet d'espérer que dans l'avenir ces organisations travailleront dans le même sens et en concertation.

Deux documents devraient être publiés à l'issue du sommet. Le premier est une déclaration « en faveur de la survie, de la protection et du développement des enfants » dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement s'engagent à donner une priorité au sort des enfants dans l'élaboration de leur politique et à travailler ensemble pour mettre en œuvre les priorités contenues dans le second document, intitulé « projet de plan d'action ». Celles-ci concernent : la ratification de la convention internationale, la santé, l'éducation, l'environnement, la situation économique particulièrement difficile dans les pays les moins avancés, et met l'accent sur le rôle des

CHRISTIANE CHOMBEAU

Les signataires de la convention

Voici la liste des pays ayant ratifié la convention internationale des droits de l'enfant : Bangladesh, Belize (ancien Honduras britannique), République populaire du Bénin, Bhoutan, Bolivie, Burkina-Faso, Chili, Costa-Rica, Equateur, Egypte, Salvador, France, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Vatican, Honduras, Indonésie, Kenya, Maurice, Mexique, Mongolie, Népal, Pérou, Philippines, Saint Kitts et Nevis, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Suède, Togo, Ouganda, URSS, Venezuela, Vietnam, Zimbabwe.

maient 39,6 % de la population active.

Si la priorité doit être donnée à l'amélioration de la condition des 130 000 enfants internés, les responsables roumains de l'Unicef ne négligent pas le sort des 5,5 millions de moins de quatorze ans que compte le pays. « Ils sont souvent socialement handicapés », dit M. Radulian, faisant allusion, en particulier, aux 29 000 « enfants du divorce » recensés pour la seule année 1989. Il se félicite que l'Unicef ait « dépassé l'aide d'urgence pour un programme à moyen terme » et considère comme « l'expression d'une volonté claire » l'installation solennelle, le 17 septembre, autour du premier ministre, M. Petre Roman, d'un comité pour l'enfance comprenant l'ensemble des composantes sociales du pays, du gouvernement à l'Eglise orthodoxe, en passant par les organisations non gouvernementales (ONG).

JEAN-JACQUES BOZONNET

Plusieurs dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement participent, samedi 29 et dimanche 30 septembre, au siège des Nations unies à New-York, au premier sommet mondial jamais organisé au sujet de l'enfance. Que faut-il en espérer ? Les militants du secteur de l'enfance placent de grands espoirs dans cette rencontre au plus haut niveau. A l'inverse, d'autres redoutent ce qu'ils qualifient par avance de « nouveau cirque ouestien ». Les droits de l'enfant ne sont-ils pas déjà l'objet de la toute récente convention internationale actuellement en cours de ratification par le monde ? Et est-ce vraiment le moment d'organiser une telle rencontre alors que se profilent les menaces d'une guerre ?

L'initiative de la manifestation revient à un homme, M. James Grant, directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) depuis janvier 1980. C'est également à lui qu'il a été confié la tâche de pousser à la convention internationale des droits de l'enfant des marais dans lesquels elle réalisaient depuis huit ans.

Juriste de formation, M. Grant a fait carrière dans des organisations s'occupant de développement et connaît donc bien les problèmes du tiers-monde. Pur produit de l'Amérique, il a un goût prononcé pour le concret, les messages simples et les actions donnant des résultats rapides et facilement quantifiables. Il a compris l'importance de faire aboutir la convention internationale, un texte dans lequel les pays, au-delà de leurs divergences, définissent la part de responsabilité des familles, des gouvernements et de la société vis-à-vis des enfants, et fixent les droits fondamentaux qu'ils veulent leur garantir pour leur survie, leur développement, leur protection et leur participation à la vie qui les entoure.

Adoptée par acclamation par l'Assemblée générale des Nations unies en novembre 1989, cette convention a déjà été ratifiée par une quarantaine de pays (lire encadré). La France l'a fait le 7 août dernier, ce qui a permis à la convention d'entrer en vigueur sur l'Hexagone le 7 septembre. Quarante pays, c'est beaucoup en un temps aussi court, mais c'est également bien peu. D'accord avec la charte, certains Etats ne pourront toutefois la ratifier avant plusieurs années à cause de procédures internes longues, comme c'est le cas aux Etats-Unis. D'autres, pour des motifs divers, n'ont pas l'intention de la ratifier.

Craignant une démobilité et voulant profiter de l'élan et de l'intérêt suscité par la convention, M. James Grant a, dès 1988, lancé l'idée de ce sommet pouvant réunir sur des objectifs plus limités mais concrets le plus grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement. Les dirigeants de six Etats (Canada, Mali, Egypte, Pakistan, Suède, Mexique) ont accepté de concrétiser cette idée au sein des Nations unies. La France, contactée pour faire partie de ce groupe, a préféré s'en tenir à une participation active au sein de la commission qui a préparé les documents à soumettre aux participants.

Premières victimes

Le doute plane encore sur la participation effective de quelque quatre-vingts chefs d'Etat et de gouvernement, ayant répondu favorablement avant que n'éclate la crise du Golfe. La France sera représentée par son premier ministre, M. Michel Rocard, qui sera accompagné de M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, et précédée de M^{me} Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat à la famille.

Pour certains, il est mieux valu reporter le sommet ; pour d'autres, au contraire, son maintien l'impose. Les événements récents le prouvent : en cas de conflit, les enfants

Les enfants fantômes de Roumanie

Suite de la première page

Sous le choc d'images largement diffusées à l'étranger, les nouveaux dirigeants ont certes réagi : les budgets des trente-quatre hôpitaux concernés ont été considérablement réduits, le doublement du personnel administratif et le triplement du personnel médical ont été décrétés. Un demi-million de lei ont déjà été consacrés à la rénovation de certains établissements. Ainsi, au *camin spital* de Tatarai, l'augmentation des rations alimentaires a déjà eu un effet : on n'a enregistré que sept décès cette année, contre vingt pour la même période de 1989.

Mais qu'y a-t-il vraiment de changé dans l'enfermement de ces pauvres héros ? De l'avant du comptable, M. Ion Labasi, il n'y a toujours « qu'un lit pour deux enfants ». Où sont les jouets de l'aide humanitaire ? « Ils les détruisent », explique laconiquement Tania, seule infirmière présente cet après-midi-là. Pour le personnel, on est loin de la nouvelle norme édictée par la loi : deux infirmières en tout et pour tout au lieu des neuf prévues, vingt-trois aides-soignantes au lieu de quarante (il n'y en avait que cinq avant la révolution). Tatarai n'a même pas de directeur, c'est le comptable qui en fait office pour les questions administratives. Un médecin vient quelques heures par jour de Bucarest, à 40 kilomètres.

En proie au découragement

La même désespérance règne au *camin spital* de Sighetu-Marmatei, dans l'extrême nord du pays. C'est un bloc de béton anonyme de quatre étages pour deux cent vingt *nerecuperabili*. Le visiteur est accueilli par des hurlements stridents dans la section des grandes filles. Elles sont parquées dans une pièce grillagée, certaines entièrement nues, dans un état d'excitation extrême. « C'est le moment de la toilette », explique l'une des deux femmes préposées à la garde des cinquante-huit pensionnaires. Elle a vingt ans, ne travaille ici que depuis deux mois, mais déjà elle vaque, insensible au tumulte et à

l'odeur âcre, rabrouant machinalement d'un revers de main les malades les plus agités.

Dans cet hôpital, il n'y a que quatre infirmières au lieu des dix-huit réglementaires, et le directeur ne voit pas souvent les soixante-quinze aides-soignantes théoriquement prévues. Ce médecin généraliste, arrivé plein d'énergie il y a deux mois, se sent lui aussi abandonné. Les promesses concernant l'aide et le personnel qualifié tardent à être tenues. Il n'est pas sûr que les travaux de réfection du toit et du chauffage central seront achevés avant l'hiver. L'aide humanitaire vacille. Quelque temps après avoir entrepris un programme intensif de rééducation auprès d'une quinzaine d'enfants qu'il considère comme « récupérables », le voient en proie au découragement, prêt à rendre son tablier à la fin de son contrat, en novembre, « si rien n'a changé ».

Pour M. Mihai-Miron Biji, secrétaire d'Etat à la protection sociale, dont dépend ce type d'établissement, « c'est gaspiller l'argent : la prison sera plus belle mais restera une prison. Si l'on veut travailler à l'intégration des handicapés dans la société, il faut intégrer les établissements, construire des unités plus petites dans de nouveaux lieux, plus proches des villes ». Parallèlement, il convient de résoudre la pénurie de personnel qualifié. Qui acceptera de travailler dans ces endroits sordides et isolés ? « Avant, on n'y trouvait que des paysannes du village ou des professionnels mutés disciplinairement », rappelle une infirmière.

Les autorités ont voulu abattre une barrière psychologique en changeant le vocabulaire. Officiellement, les « irrécupérables » sont devenus des « handicapés sévères ». Cela ne règle pas le manque cruel d'infirmières, de kinésithérapeutes, de psychologues, de sociologues, etc., autant de professions dont la formation avait été supprimée d'un trait de plume par le Conducator il y a dix ans. Si le nombre des médecins est globalement suffisant, il manque les spécialistes et les équipements pour le dépistage précoce des handicapés.

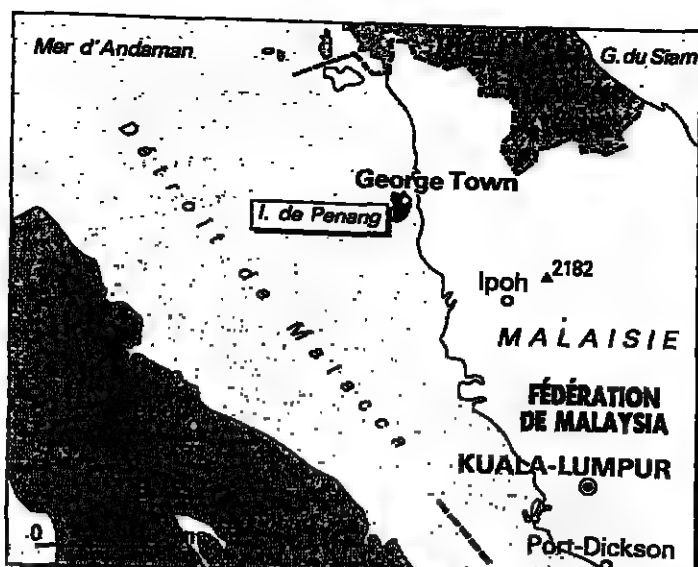
Est-ce la télé qui fait du fric ou le fric qui fait la télé ?

ZAPPINGE
Regard extra lucide sur la télé
Gilbert Denoyan
Nouvelle émission
Lundi au vendredi - 9h00/10h00

France inter

LE COURAGE DE DIRE, L'ÉLÉGANCE D'EN RIRE.

SANS VISA



Les fantômes de Penang

C'est à Penang, au large de la côte ouest de la Malaisie, que les Britanniques écrivirent, en 1786, la première page de leur saga coloniale en Extrême-Orient. Est-ce pour cela que l'île, plus qu'ailleurs en Asie, garde l'empreinte du passé ?

La pluie s'est mise à tomber sur Penang, presque sans prévenir, libérant avec elle les parfums doux, lourds et fleuris de toute l'Asie : des odeurs d'épices, de terre, de fruits trop mûrs, de poussière, de riz fritté et d'ail. A l'abri des arcades centenaires, les vieux assoupis sur le sol de mosaïque ne se sont même pas retournés, égarés par la chaleur humide de ce début de mousson sur les côtes malaises et sur l'île qui fut longtemps « la Perle de l'Orient ». Mais Penang, ce soir, avec ses montagnes noyées dans la brume, et ses palmiers froissés par le vent, a l'humour mélancolique de ces lieux chargés de passé qui abritent trop de souvenirs et de secrets trop lourds à porter. Comme si s'était inscrite sur chaque pierre une page de la folle épopée coloniale britannique en Extrême-Orient. Car c'est ici, sur ce bout de terre de 24 kilomètres de long sur 14 de large, à quelques encablures de la côte nord-ouest de la Malaisie, que tout commença.

Dans George Town, la capitale, les traces de l'ancien temps s'effacent lentement sur les façades lézardées aux couleurs pastel de la ville chinoise, comme sur les frontons de ces manoirs à la splendeur toute victorienne. Mais tous ces murs un peu vieillissants racontent au promeneur leur passé turbulent et romantique peuplé de voyageurs intrépides poussés par le démon du commerce, de guerres secrètes et sanglantes entre les clans chinois, et de rêves de grandeur.

L'histoire même de Penang (l'île de la noix de bétel, en malais) commence comme un conte, au rôle du héros, le capitaine Francis Light, un aventurier qui bourlinguait dans la région pour le compte de la très honorable Compagnie anglaise des Indes orientales et rêvait de damer le pion à ses rivaux hollandais, les maîtres du commerce sur les mers. Couverts de hautes montagnes et de forêt vierge, l'île n'abritait jusque-là que quelques villages de pêcheurs. Mais aux yeux de Francis Light, en 1786, Penang offrait tous les charmes et toute la grandeur d'une escale stratégique entre l'Inde et la Chine pour les navires anglais chargés d'opium et de thé. Sa conviction ébranla la Couronne qui acheta l'île au sultan de Perak pour que la Compagnie des Indes, qui comptait déjà plusieurs milliers d'employés à Londres, Bombay, Madras ou Calcutta, y établisse son premier comptoir à l'est du golfe du Bengale.

La « Porte de l'Orient »

Restait à s'installer dans cette nouvelle possession qui portait désormais les espoirs commerciaux britanniques en Asie du Sud-Est. Mais les pêcheurs malais installés sur le rivage ne semblaient guère pressés de partager ces ambitions. Découragé par leur nonchalance, le bouillant capitaine fit charger un canon de pièces d'argent et tira à

plusieurs reprises vers l'intérieur des terres, dispersant dans la jungle une petite fortune. Une heure plus tard, le débroussaillage était en bonne voie. Les premières maisons de George Town allaient bientôt sortir de terre.

Très vite, comme Light l'avait prédit, Penang devint un port florissant et la « Porte de l'Orient » à qui Londres avait même accordé le statut de port franc. En 1800, la population était passée à 10 000 habitants. Elle n'allait cesser de grossir au fil des ans, avec l'arrivée massive d'immigrants chinois, attirés par le commerce — puis, plus tard, par les perspectives d'emploi dans les mines d'étain — et celle de Tamouls, la principale main-d'œuvre des plantations d'hévéas. Des Arabes, des Siamois, des Birmans et des Bugis des Célèbes s'y fixèrent à leur tour. Le visage de Penang changeait. Les Britanniques, eux, y installèrent leurs entreprises et construisirent de majestueux bâtiments d'éclatant de blancheur, tout en arches, en porches et en colonnades, pour abriter leur administration. « Arriver à Penang, c'était un peu se retrouver chez soi », affirmait tous les vieux routiers de l'Orient, qui renouaient ici avec un bout d'Angleterre sous les tropiques et le confort d'une ville à la prospérité établie.

Avec la création, en 1819, de Singapour, par Sir Stamford Raffles, puis le contrôle de Malacca en 1824, les trois « Etablissements du Détroit » (The Straits Settle-

ments) devinrent les fleurons du commerce britannique en Asie du Sud-Est. A tel point que Londres en fit, en 1867, une seule colonie. L'influence de la Couronne s'étendit ensuite progressivement aux autres Etats qui passèrent, les uns après les autres, sous protectorat. En 1914, toute la péninsule était sous contrôle britannique.

Les cliquetis du mah-jong

Dans la chaleur suffocante, et à la lisière de la jungle, la vie coloniale s'installa peu à peu, avec ses rythmes, ses habitudes et ses codes. C'est dans les années 20 et 30 qu'elle couvrit son apogée. Chaque mois, de jeunes hommes ambitieux, décidés à faire carrière dans le caoutchouc, l'étain, ou le corps administratif de Malaisie débarquaient à Penang à l'issue d'un périple d'un mois sur un paquebot de la P & O. Leur première image de l'Asie, c'était Swettenham Pier, avec ses quais grouillants de coolies chinois embarquant les cargaisons d'étain ou de caoutchouc à bord des cargos, et les rickshaws attendant les passagers. Etait-ce le plaisir ou l'appréhension qui faisait battre leur cœur, après toutes ces nuits passées à bord, à rêver de l'escalade finale ? L'Extrême-Orient, avec tous ses mythes, son romantisme nourri par Kipling et son mystère, commençait là, avec le grouillement de la foule, ces effluves inconnues et les rues fiévreuses et trépidantes de George

Town, Lebuh Chulia ou Lebuh Campbell, que l'on arpente encore aujourd'hui avec le même étonnement.

A-t-elle seulement changé, cette ville, depuis le début du siècle ? Bien sûr, on a construit quelques immeubles modernes, et surtout, comme un anachronisme au-dessus d'une ville aux toits de tuile, uniformément basse. Mais à George Town, l'horloge semble s'être arrêtée il y a plus de cinquante ans, résistant obstinément à toutes les modes et à tous les changements. Et le décor semble être resté le même que celui que découvraient, dans les années 30, les jeunes colons britanniques éblouis par l'éclat d'une île magnifique baignée par des eaux turquoise.

Débordante de vie, effervescente à toute heure, George Town l'est tout autant aujourd'hui avec son armada de cyclo-poussette colorés qu'une ombrelle protégée du soleil comme des caprices de la mousson, sa forêt d'idéogrammes, ses échoppes sombres dégageant jusque sur les trottoirs leurs sacs de riz et d'épices ou les ballots de tissus des tailleurs, et ses restaurants ambulants composés de deux tables et quelques tabourets. Ça crie, ça klaxonne et ça discute sous les stores de bambou délabrés, au milieu du cliquetis du mah-jong. Le thé vert brûlant attend dans des thermos rouges en aluminium bien alignés sur le comptoir des cafés, surveillés d'un œil par un vieux Chinois assoupi derrière un venti-

lateur, tandis que, à côté, un barbier installé sur le trottoir rase consciencieusement devant un miroir ébréché un homme en maillot de corps assis dans un vieux fauteuil rouge.

Aujourd'hui, plus que jamais, George Town est une cité chinoise. Et si les fils du ciel ne représentent que 35 % de la population malaisienne (1), ils sont devenus ici largement majoritaires, tout comme parmi les 580 000 habitants que compte l'île. Mais d'une rue à l'autre, les enseignes passent du chinois à l'hindi et de l'hindi au malais. Et un temple dédié à Krishna ou Vishnou n'est jamais très éloigné d'une mosquée. Avec cette cohabitation tranquille de communautés, de couleurs de peau et de cultures — héritage de la colonisation — la ville a gardé ce charme qui déjà, au début du siècle, fascinait les nouveaux arrivants.

Une halte mythique

Les quais, bien sûr, ont perdu l'atmosphère si particulière des grands ports du début du siècle qui vivaient de la sueur des hommes et vibraient avec ces cargos qui partaient aux quatre coins du monde, ou y faisaient escale sur le chemin de Java, de l'Indochine, de Hong-kong ou de Shanghai. Et les fumées des vapeurs, qui faisaient ici une halte mythique, ont disparu pour toujours de l'horizon, emportées par l'avènement des voyages aériens. En guise de consolation, il ne reste sur les panneaux de bois du wharf que des invitations au départ pour Medan, la capitale de Sumatra, et le va-et-vient des ferries pour traverser les 3 kilomètres qui séparent l'île de la côte. Et même si Penang reste le deuxième port du pays, dépassé aujourd'hui, par Port Dickson à l'ouest de Kuala Lumpur, il a perdu depuis 1977 son statut de port franc.

Et s'il fallait poursuivre l'image de ce passé révolu, c'est à l'Eastern and Oriental qu'il faudrait la chercher. Ouvert dès 1884 par trois frères arméniens, les Sarkies, l'hôtel se présentait comme « le plus grand à l'est de Suez », et constituait, dès son ouverture, le centre de la vie sociale des Britanniques à Penang. Comme au Raffles de Singapour ou au Strand de Rangon, les deux autres hôtels de légende des frères Sarkies, on s'y rassemblait sous le souffle d'un grand ventilateur pour commenter les dernières arrivées de la colonie tout en analysant les cours du caoutchouc et les résultats du dernier match de cricket. On s'y mariait, on venait y oublier la vie solitaire des plantations en dansant le charleston ou le black bottom, et l'on s'y arrêtait inévitablement avant de repartir pour l'Angleterre.

PASCAL WATTIER
Lire la suite page 19

(1) La Malaisie est aujourd'hui un pays multiracial. Les Malais représentent 49 % de la population, les Chinois 35 % et les Indiens 11 %, le reste est composé d'Eurasians ou de tribus comme les Dayaks ou les Ibans qui vivent dans la jungle.



Paris Bangkok en 12h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

23, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. : 44.20.70.15 - Réservations : 44.20.70.80 - 6 av. de Suède, Park Hotel 06012 Nice - Tél. : 95.16.27.77.

SANS VISA

SEMAINE GOURMANDE

LA TABLE

« R » comme huîtres

Elles arrivent, et souvenons-nous qu'on peut les dévorer de multiples manières

SEPTEMBRE, premier mois en « R », c'est encore les vacances... Mais octobre doit être le temps des retrouvailles pour les amateurs d'huîtres. Plats (gravelles d'Arcachon, marennes, belons, cancales, ostendes, etc.) ou creuses (dites portugaises) et qui, à dire vrai, ne sont point des huîtres (*Ostrea edulis*) mais des gryphées (*Gryphaea angulata*). Les plates sont plus iodées, les creuses moins coquilles, mais toutes bien appréciées des amateurs.

Une nouvelle future grande petite adresse

Car les huîtres fraîches et de bonne qualité sont « un aliment savoureux, facile à digérer et sain », notait-on déjà dans le *Dictionnaire portatif de cuisine* (1770), qui ajoutait cependant : « On voit souvent des malades aigris et chroniques qui doivent leur origine à la quantité extrême d'huîtres mangées pour satisfaire son goût ou gagner un pari ».

A Paris, les bonnes maisons de dégustation d'huîtres vous sont

connues. Et bien des restaurants en proposent cuisinées. En province, j'ai encore en bouche le goût délicat des huîtres au champagne de l'ami Barrier (101, av. de la Tranchée, à Tours - Tél. : 47-54-20-39), celui des huîtres chaudes au blanc de poireaux de J.-C. Rigole (Au Plaisir Gourmand, 2, rue Parmentier, à Chinon - Tél. : 47-93-20-48) rivalisant avec celles, quelque peu comparables, des Frères Godard, les bons restaurateurs de Joigny (17, av. R.-Petit - Tél. : 86-82-16-28). Je n'oublierai jamais les huîtres à la coque au jus de truffes de Jean-Jacques Jouteux (2, av. D.-Semaria à Saint-Jean-Cap-Ferrat - Tél. : 93-76-03-97). Je voudrais citer aussi les huîtres chaudes aux trois saveurs de François Clerc (la Vieille Fontaine, 9, av. Grétry, à Maisons-Laffitte - Tél. : 39-62-01-78).

Il en est bien d'autres mais voici, pour les « dénicheurs », une nouvelle future grande petite adresse. On a connu, proche Montparnasse, un jeune excellent cuisinier, Didier Bondu. Mais le quartier est trop partagé entre les belles brasseries célèbres (la Coupole en tête) et les gargotes. Didier s'est découvert une vieille ferme briarde à quelques kilo-

mètres de Melun, à l'ombre du château historique de Vaux-le-Pénit. Il en a fait un restaurant bien agréable, fauteuils autour de tables rondes, tons crème des rideaux, moquette, verrière de cristal, plantes vertes et toujours d'admirables frais bouquets que Colette Bondu soigne avec amour. La cuisine de Didier (et de son second, ami et associé, Daniel Janin) fait plaisir (et non seulement ses huîtres chaudes en feuilleté). Vous vous régalez du gratin de filets de rougets aux herbes, du foie gras au naturel sur sa gelée blonde, de la sole et homard beurre blanc, du pigeon à la purée de lentilles du Puy, de la blanquette de Brisse sauce foie gras, etc. Saveurs desserts, bonne cave, Et, s'il faut compter à la carte 350 F/400 F pour la fête, on notera un menu du marché (180 F) et un menu dégustation à 280 F, intelligents en diable. Aj-jé dis que le pain était maison ? Un bon pain est indispensable avec les huîtres bien cuisinées !

LA REYNIÈRE

► La Table Saint-Just, rue de la Libération, 77 000 Vaux-le-Pénit. Tél. : 64-09-37-21. Parking. Fermé samedi midi et dimanche.

Pierre, au Palais-Royal

Grâce à Nicole et André Dez, la tradition ici demeure, dans une évolution (cadre et cuisine) si dosée, si habile, que l'on a l'impression de s'y régaler d'éternité, au milieu des toujours mêmes hauts clients. La galette de boudin aux oignons, les œufs meurette, l'estomacade rouergate, le coq au vin, le petit salé « maison » aux choux voisins et régalaient tout autant que le foie gras (et son verre de sauternes), l'émietté de saumon à l'huile de noix, le rognon à l'échalote confite et ainsi jusqu'aux desserts (Paris-Brest, Tatin, gâteau de riz crème anglaise, glaces et sorbets « maison »). Excellents vins à prix honnêtes comme le beaujolais domaine de Vissoux (95 F) ou le morgon 1989 (120 F). Service féminin attentif et souriant. Qu'on ne s'y trompe point : il ne s'agit pas ici du « Pierre » de la place Gaillon mais de la sincère maison du Palais-Royal, aux soirées paisibles, aux déjeuners décontractés. Compter 300 F/400 F.

► **PIERRE**, 10, rue de Richelieu et 7, rue de Montpensier, 75001 Paris. Tél. 42-38-09-17. Fermé samedi et dimanche. Parking : Pyramides. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

La Fontaine d'Auteuil

Excellent cuisinier, Xavier Grégoire est maintenant bien installé dans ce coquet restaurant tout fleuri, clair et paisible et où sa cuisine inventive fait merveille (mille-feuilles de crabe, saumon mi-fumé aux lentilles vertes, nigro-doux de ris de veau, gelée de jous de porc pimenté doux, avant les poissons du jour, un rôti de sauté d'agneau, la pièce du boucher au vin de Graves et à la moelle, le ris de veau au sel de Guérande, etc. Fromages de chez Quatreheune et superbes desserts (ah ! ce fondant au chocolat mi-amer et sa quenelle aux fruits exotiques !). Belle cave et excellents whiskies de nuit. Un menu déjeuner à 160 F : deux plats, fromage et dessert. Un menu dégustation à 300 F et carte : compter 250 F/350 F.

► **LA FONTAINE D'AUTEUIL**, 35 bis, rue La Fontaine, 75016 Paris. Tél. 42-88-47-47. Fermé samedi midi et dimanche. D.C. - C.B. Chiens acceptés.

Clémentine

Deux petites salles confortables (et une terrasse sur l'avenue). Une cuisine sagement méditée (œufs cocotte à l'oseille, moules au muscadet, jambon de pays grillé échalotes, saumon froid compote d'oignons, langue de veau ravigote, blanc de poulet grillé gros sel,

confit de canard froid pommes sautées au thym ou petit salé de canard. Bons desserts. Vins honnêtes. Il paraît que les inspecteurs du Michelin ont trouvé tout cela « nul ». Nul ne saurait partager cet avis, surtout point ceux qui choisissent le menu à 163 F, café compris. Service souriant de l'efface Geneviève et sous l'œil attentif de la patronne (le patron, en cuisine, préfère mettre tout son cœur au « piano » que sa toque à faire l'esbroufe en salle). Compter, à la carte, 250 F/300 F.

► **CLÉMENTINE**, 62, av. Beaudouin, 75007 Paris. Tél. 45-51-41-16. Fermé samedi midi et dimanche. Salon : 25 couverts. C.B. Chiens acceptés.

Le Relais des Gardes, à Meudon

J.-C. Cahagnet (il a travaillé avec Vié à Versailles) remplace l'ancien chef, malade. Mais la carte est plus que jamais attrayante tout comme le charme de cette maison historique, dont il est inutile de citer toutes les merveilles, du gâteau de foies blonds bressan au baba au rhum Stanislas. Des menus (180 F et 240 F, très variés) au « gala » (à partir de dix convives, 280 F, vin et café compris), ou à la carte (350 F-400 F). En ces encore beaux jours ce minivoyage gourmand est une détente que l'accueil de M^{me} Simone Oudina rend plus sensible encore. Mon menu préféré : terrine de homard et son coulis, râble de lapin aux giroles, fromage, babe.

► **LE RELAIS DES GARDES**, 42, av. Gallieni, 92190 Meudon. Fermé samedi et dimanche soir. Parking : avenue du Château. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

Le Bice (Hôtel Balzac)

L'Hôtel Balzac (notons, entre parenthèses, l'ouverture voisine, aux numéros 9 et 11 de la rue, et sous la même direction, de l'Hôtel de Vigny, sans restaurant mais avec un bar anglais remarquable) l'hôtel Balzac donc, a transformé son restaurant. Le nouveau s'appelle *Le Bice* (lisez Béatrice en italien) et sachez que ce prénom est celui de la maman des frères Ruggeri. Très classique décor clair et coquet, une cuisine nère de Modane (patrice des tortellini) qui propose une carte riche en « pasticciate » (friches et du matin), en salades, en poissons et viandes surtout grillés, en glaces enfin. Avec une cave extraordinaire de vins italiens. Compter 250 F-350 F.

► **LE BICE**, 6, rue Balzac, 75008 Paris. Tél. : 42-25-24-82. Tous les jours. Parking : George-V. C.B.-D.C.-A.E.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ****NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE
HOTEL LA MALMAISON ****NN
Hôtel de charme près mer, climat, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-26 - Tél. 478418.
Télécopie 93-16-17-99.

NICE
HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-33-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur et b.b.
téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c. TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 430 F. - Tél. 45-54-92-55.

Provence

AUX-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92.

04800 GRENOUX-LES-BAINS

L'AUTOMNE EN PROVENCE
HOTEL VILLA BORGHESE ***
Ouvert jusqu'au 26 novembre 1990
RESTAURANT DE QUALITÉ
TV PAR SATELLITE
CLUB DE BRIDGE
Toursnois - Stages - Cours
CENTRE REMISE EN FORME
Forfaits « Ligne de forme »
ANIMATION GOLF
Tél. : 92-78-00-91 - Fax : 92-78-09-55.

DROME PROVENCALE

(PRIX D'HIVER)
Paris/4 h par TGV (Montpellier).
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBERGES.
Grand confort - Calme - Soleil
S. & M. non fumeur. Cuisine sans prétention, mais bonne, à tendance diététique.
Salle de musc., sauna, UVA
Mireille Colomba.
26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89.

Les fantômes de Penang

Suite de la page 17

Un siècle plus tard, l'E & O est toujours là, avec sa façade jaune pâle, massive et monumentale comme une institution, et le jardin ouvert sur le détroit de Malacca, où viennent se réfugier les merles des Molouques, inspire toujours le même goût du voyage et de l'aventure. Bien sûr, le bâtiment a perdu beaucoup du lustre de son âge d'or, une aile même a été détruite, et une partie du terrain a été revendue pour éponger les dettes. Quant aux visiteurs, ils ont été sacrifiés aux exigences de la climatisation. Mais dans les couloirs dallés de mosaïque semble encore résonner la musique des fêtes grandioses qu'y donnait Arshak Sarkis, le plus jeune et le plus extravagant des trois frères, qui

valait d'un bout à l'autre de l'immense salle de bal avec un whisky-soda posé en équilibre sur sa tête, sous les vivats de l'assistance. Fier de voir défiler sous son toit toutes les célébrités de l'époque - Douglas Fairbanks, Mary Pickford, Charlie Chaplin et bien sûr Somerset Maugham, - cet excentrique au cœur d'or n'en oubliait pas pour autant les planteurs ruinés par la crise du caoutchouc de 1920, dont il effaçait régulièrement les ardoises...

Les cadences oubliées d'un empire disparu

Aujourd'hui, sur les murs du grand hall de marbre blanc un peu triste s'alignent les photos sépia de cette page d'histoire. A regarder ces visages confiants, on imagine sans peine les colons bri-

tanniques, vêtus de lin grège, se réunissant tous les soirs à 18 heures tapantes pour siroter un *siengah* (un whisky arrosé d'eau de Seltz) ou un *ginpahit* (un gin rose), confortablement installés dans des fauteuils de rotin.

Faut-il s'étonner que Somerset Maugham, fasciné par le destin de ses compatriotes sous les tropiques, ait lui-même puisé son inspiration, faisant de l'Asie du Sud-Est, de Singapour à Bornéo, son empire littéraire, comme Kipling avait fait le sien de l'Inde ? Les Anglais les plus ordinaires prenaient ici une dimension dramatique, et ces nouvelles malaises des années 20 racontaient toutes la torpéur des après-midi tropicaux, le mystère de la jungle et le calme du soleil couchant, avec des personnages délicieusement anachroniques, officiers coloniaux, épouses neurasthéniques ou planteurs ruinés. Mais aussi l'ennui, les jalousies et les haines exacerbées par la chaleur. Ses histoires où Malais, Chinois et Indiens ne sont jamais que des ombres reléguées au rang de boys ou de coolies portent toutes les certitudes de la vie coloniale et les cadences oubliées d'un empire disparu. Mais la Malaisie

se montrait aussi souvent fatale à ceux qui avaient voulu en faire leur seconde patrie : et bon nombre de Britanniques succombèrent au climat équatorial. Comme Francis Light, emporté par la malaria. Entré à l'ombre des frangipaniers du petit cimetière chrétien de George Town, au pied de l'église Saint-Georges, celui qui, le premier, avait été conquis par la beauté de Penang et de ses plages de sable blanc souriait aujourd'hui : son lin sauvage et hostile, séduit désormais des millions de touristes du monde entier. Et son économie est l'une des plus dynamiques d'Asie. La prédiction s'est accomplie.

PASCALLE WATTIER

ANTONIN RODET

A découvrir, absolument.

Une sélection de vins de Bourgogne, des plus abordables, aux plus prestigieux.

Pour recevoir notre documentation et notre liste des prix, envoyez ce bon à Antonin Rodet, 7640 Mervy.

Nom :

Adresse :

Code Postal :



Un ensemble de domaines unique en Bourgogne

Locations de voitures en		RESERVATIONS : (1) 40 44 62 03	
*TARIFS PRE-PAYES EN FRANCS GARANTIS *SERVICE AUX AEROPORTS *Kilométrage illimité *AIR CONDITIONNÉ *GRAND CHOIX DE VEHICULES		FLORIDE COMPACT 500 F/sem. 130 F/jour NOUS LOQUONS DES VEHICULES DE MARQUE CHEVROLET	
INTERMEDIAIRE 575 F/sem. 145 F/jour	GRANDE 830 F/sem. 180 F/jour	DELUXE 1,470 F/sem. 235 F/jour	DOLLAR PREMIUM 1,280 F/sem. 220 F/jour MINI VAN 1,725 F/sem. 280 F/jour
MIAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA			

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. de producteur et consommateur.
Qualité et millésime au sec et moelleux.
A LABAT-LAHONNETTE, 64118 JURANÇON.
Tél. : 85-35-85-92.

LA BONNE ADRESSE

Hotel waldhaus
Dolder
L'Hotel situé sur la pente ensoleillée de Zurich
Arrangements avantageux pour les fêtes de mariage
Cuisine soignée - Endroit calme - Piscine couverte
Sauna - Solarium - Pelouse - Terrasse - Golf
Tennis - Garage sous-terrain.
Kurhausstrasse 20, CH-8030 Zurich
Tél. : 1941/1/251 93 90, Fax : 1941/1/251 00 28

Spülgasse 2
SPÜLGASSE
Spülgasse 2, 1. Geschoß
8002 Zurich (Suisse)
Téléfon 1941/1/251 08 00
Tél. 045-47 55 53
Fax 1941/1/201 42 88

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME GASTRONOMIE
Recevez : 45-55-91-82, poste 4354

GASTRONOMIE

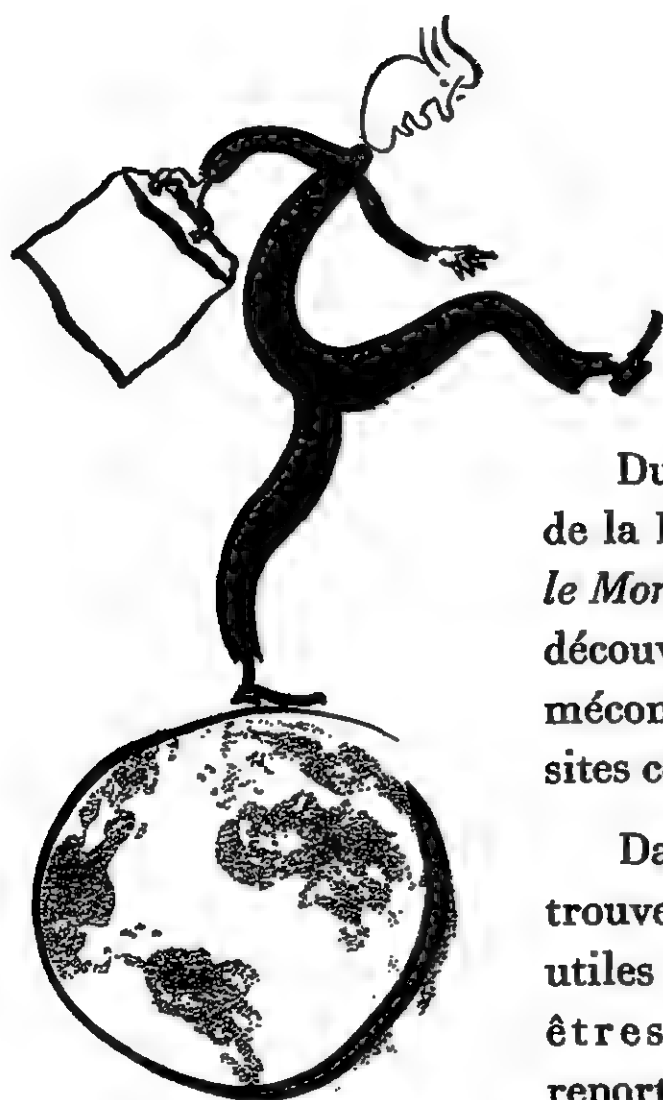
atmosphère
RESTAURANT
RESERVATION 42 23 88 41

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F
et ses sourires.
38, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
Téléphone : 47.81.11.18
Ouvert 11 heures

DIEP à l'Opéra

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hong Kong. Au déjeuner : « MENUS EXPRESS » 72 & 88 F. Cuisine à la vapeur présentée sur chariot (une entrée, un plat, un dessert) si vous optez « chinois (fruits de mer aux pâtes de soja, œufs, pinces de crabes farcies), si vous choisissez « thaïlandais » (vervettes à la citronnelle, nouilles sautées au beaufort, calamars farcis, raviolis aux ailerons de requins), si vous préférez choisir parmi la carte qui est impressionnante, le choix est vaste comme est le restaurant « DIEP » (Taro et saumon en beignets, pâte de soja croquillante en papillote, travers de porc sauté à la façon « Kim Do » la fondue, la marinade de poitrine d'agneau, le saumon légué en Vinho de Langoustes. Air conditionné. Et aussi doublement inattendu aux Champs-Élysées : même famille.
DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 & 94-47.
DIEP 22, rue de Ponthieu (8^e). Tél. : 42-56-23-96.
DIEP 33, rue Pierre-Charron (8^e). Tél. : 45-63-52-76.
Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours. Service assuré jusqu'à minuit. Parking à proximité.

Les voyages c'est tout un Monde



Du bout du monde au fin fond de la France, de Paris à la province, *le Monde sans visa* vous entraîne à la découverte des peuples, des contrées méconnues ; à la redécouverte des sites célèbres.

Dans *le Monde sans visa*, vous trouverez toutes les informations utiles pour un voyage au cœur des êtres et des choses. Grands reportages, portraits, rencontres, livres, gastronomie, mais aussi actualité économique et culturelle vous ouvriront la route vers de nouveaux rendez-vous à travers le monde.

Chaque vendredi, *le Monde sans visa* est à lire pour qui veut parcourir le monde.

Le Monde

SANS VISA

Chaque vendredi (daté samedi). 1^{er} rendez-vous le 5 octobre.

Le Monde

COMME SON NOM L'INDIQUE

سكنا من الارض

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 28 septembre

TF 1
20.35 Variétés : Tous à la Une. Avec Mireille Darc, Charles D. Lewis, Pascal Danel, Gilbert Montagné...
22.35 Magazine : Et si on se disait tout ? Avec Anne Zamboni, Michel Delapine, Karif Yamgnane, Elsa, Pierre Palmade.
23.35 Série : Madame SOS.
0.40 Journal.

A 2
20.40 Divertissement : Vous avez dit Bigard ?
21.55 Caractères. Magazine littéraire. Noir c'est noir. Invités : Robin Cook, l'Alsacien, Bruno Bayon (les Amis), Jacques Harpman (la Fille démentelle), Fédéric Dubois (le Livre de Bo), Christophe Donner (les Sentiments).
23.10 Journal et Météo.
23.30 Cinéma : Anny Hall. ■■■ Film américain de Woody Allen (1977) (v.o.).
2.00 Magnétophone : Volley-ball.

FR 3
20.30 Magazine : Thalassa.

Potatoes connection. Braconniers de la mer...
21.35 Feuilleson : Le roi de Patagonie (3^e épisode).
22.30 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Mille Bravo.
23.50 Magazine : Musicales. Echos des festivals : La Roque-d'Anthéron (2^e partie, rediff.).

CANAL PLUS
20.30 Sport : Football. Championnat de France (11^e journée) en direct du stade Louis-II, Monaco-Marseille.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploits.
23.00 Cinéma : Moonraker. ■ Film franco-britannique de Lewis Gilbert (1979).

LA 5
20.40 Téléfilm : Chassé-croisé mortel.
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
23.35 Série : Thriller.
0.00 Journal de minuit.

M 6
20.35 Téléfilm : Bill Dragon se venge. De Harry Falk.
22.15 Téléfilm : Coupable d'innocence. De T. Heffron.
23.55 Magazine : Avec ou sans rock.

0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT
20.50 Série : Grafic (Alain Prost).
21.00 ► Téléfilm : Adieu mes jolis !
22.25 Court métrage : Matin de mariage.
22.30 Série : Grafic.
22.45 Série : Portraits.
23.00 Théâtre : L'hypothèse. Ploce de Robert Pinget.
23.50 Musique : Nocturne.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives. Spécial Charles Dullin (1^{re} partie).
21.30 Black and blue. Les voix qu'on aime.
22.40 Nuits magnétiques. Le Canard enchaîné.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 27 mai à Sarrbruck) : Jeux vénitiens, de Lutoslawski ; Concerto pour piano et orchestre n° 24 de un mineur, K 491, de Mozart ; Aus Italien, fantaisie symphonique, op. 16, de R. Strauss, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrbruck.
22.20 Cycle acousmatique.
23.05 Poussière d'étoiles.

Dimanche 30 septembre

TF 1
10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : La juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Divertissement : Les meilleurs moments du Météo.
13.50 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 d'Espagne, en direct de Jerez.
16.00 Tiercé à Autzueil.
16.05 Divertissement : Vidéo gag.
18.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7.
19.50 Présenté par Anne Sinclair. Invité : Kiki Douglas.
20.00 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : La piscine. ■ Film français de Jacques Demy (1968). Avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet.
22.45 Magazine : Ciné dimanche.
22.50 Cinéma : Chobizemasse. ◻ Film français de Jean Yanne (1975).
0.40 Journal et Météo.

A 2
11.00 Messe, célébrée en l'église Saint-Jacques/Saint-Cyprien aux Essarts.
12.00 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Journal et Météo (suite). Le monde est à vous, avec Mireille Mathieu.
14.55 Série : Mac Giver.
15.45 Dimanche Martin (suite).
16.35 Série : Cantara. Dernier numéro.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Les ruines de Jacques-Yves Cousteau.
18.25 Magazine : Stade 2. Activités : Paris-Versailles ; Cyclisme (L'espoir Moncasin) ; Football : Championnat de France ; Rugby : Championnat de France ; Jeu à XIII (Portrait d'Alain Caminatti) ; Basket : Championnat de France ; Persécution : Coupe d'Europe.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Meurtre avec préméditation. Come dépassé, de Roger Pigaut.
22.10 Magazine : Musiques au cœur. D'Eve Ruggieri. Les témoins. Avec José Carreras, Plácido Domingo, Luciano Pavarotti.
23.30 Journal et Météo.
23.45 Du côté de chez Fred. Hommage à l'écrivain italien Alberto Moravia.

FR 3
10.30 Magazine : Mascarnes. Présenté par Gladys Say.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Magazine : Sport 6.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : L'ami des lites.
13.30 Série : ...

dan Chabrier. Amuse 3. Baber : Jeu : Les cornues. Jeu.
18.00 Le 19-20 de l'information. De 18.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Théâtre : L'hôtel du libre échange. Pièce de Georges Feydeau, mise en scène de Guy Ségismund, avec Jean Poirot, Marthe Mercadier, Danielle Volle. Adultères croisés et quiproquos.
22.20 Magazine : Le divan.
22.35 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Rendez-vous avec la peur. ■■ Film américain de Jacques Tourneur (1957) (v.o.).

CANAL PLUS
10.25 Cinéma : Moonraker. ■ Film franco-britannique de Lewis Gilbert (1979). Avec Roger Moore, Lois Chiles, Michael Lonsdale.
En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Cinéma d'automne 90.
13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
14.00 Téléfilm : Strip-tease fatal.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.30 Série : Zorro.
16.55 Télé maisons.
18.00 Cinéma : Rouge Venise. ◻ Film franco-italien d'Etienne Périer (1989). Avec Vincent Spano, Violette Szostak, Isabel Rossini.
En clair jusqu'à 20.40
19.45 Flash d'informations.
19.50 Dessins animés : Ca m'a tourné.
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.40 Cinéma : Trop belle pour toi. ■■ Film français de Bertrand Blier (1989).
22.05 Flash d'informations.
22.15 L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sadi. Football : Flash sport : L'événement : Football américain.

LA 5
11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
12.05 Série : Wonder Woman.
13.00 Journal.
13.35 Série : K 2000.
14.30 Sport : Tennis. Tournoi ATP de Bâle, finale.
16.00 Sport : Motonautisme. Grand Prix Inshore de Chalons-sur-Saône. F 3000 et F 1.
16.15 Téléfilm : Docteur Teyran (3^e partie).
17.55 Série : La loi de Los Angeles.
18.45 Journal images.
18.50 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Dictionnaire d'histoires.
20.40 Cinéma : Il était une fois dans l'Ouest. ■■ Film italien de Sergio Leone (1969).
23.30 Magazine : Ciné cinq.
23.40 Magazine : Désir.
0.00 Le minuit pile.

M 6
11.55 Infoconsoommation.
12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Magazine : Sport 6.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : L'ami des lites.
13.30 Série : ...

Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : Dynastie.
15.25 Série : Sam et Sally (rediff.).
16.15 Série : Médecins de nuit (rediff.).
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
18.55 Magazine : Culture pub.
19.25 Série : Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Le prix de l'amour.
22.20 Six minutes d'informations.
22.25 Capital.
22.30 Cinéma : La mer. ■ Film français de Walerian Borowczyk (1978).
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT
12.30 Cours d'italien (19).
13.00 Série : Objectif amateur (4).
13.30 Histoire parallèle.
14.30 Documentaire : La Saintonge entre deux vignes.
15.30 Documentaire : Lettre d'enfance.
16.05 Téléfilm : Bleu marine. De Jean-Claude Riga.
17.15 Court métrage : Le miracle.
18.25 Danse : Une soirée avec Martha Graham.
20.00 Histoire de la bande dessinée (4).
20.30 Cinéma : 27 heures. ■■ Film espagnol de Monty Armendariz (1986).
21.50 Cinéma d'animation : Les têtards à la recherche de leur mère.
22.05 Court métrage : La famille heureuse.
22.20 Cinéma : Champ d'honneur. ■■ Film français de Jean-Pierre Denis (1987).
23.45 Court métrage : Blackwater summer. (v.o.).

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radio-phonique. Songs-sounds (trois œuvres musicales dont la voix humaine est l'instrument principal).
22.35 Musique : Le concert. Typique au couchant, opéra de Gérard Pesson, par l'ensemble Fa.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en léger décalé de Vienne) : Symphonie n° 9 en ré mineur, op. 125 (avec chœur), de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Vienne et le Chœur du Staatstheater de Vienne, dir. Carlo Maria Giulini ; sol : Gabriela Benackova-Cap, Marijana Lipovsek, Keith Lewis, Brian Terfel.
23.05 Poussières d'étoiles. Autour de Busoni.

Samedi 29 septembre

TF 1
15.45 Tiercé à Evry.
18.55 La Une est à vous.
19.00 Série : Joëlle Mazart.
17.05 Divertissement : Mondo Dingo.
17.35 Magazine : Trente millions d'amis.
18.10 Série : Paire d'as.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Journal, Tapis vert.
20.00 Météo et Loto.
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.20 Série : Columbo.
23.40 Magazine : Formule sport.
0.35 Journal et Météo.

A 2
14.50 Magazine : Sports passion. Basket : Championnat de France ; Automobile : Essais de Grand Prix de Formule 1 à Jerez.
17.00 Club Sandwich.
18.50 Magazine : Télé-zèbre.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Anouin.
21.55 Variétés : Etoile-palace. Spécial Nicole Garcia. Avec Jean-Pierre Marielle, Jean-Michel Ribes, Nathalie Baye, Warren Beatty, Patrice Leconte, Françoise Hardy.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Série : Disparitions.
2.00 Magnétophone : Tennis de table. Championnat d'Europe des Nations : Yougoslavie-France (90 min).

FR 3
14.00 Magazine : Rencontres. — De 15.00 à 19.00 La SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La SEPT —
0.00 Série : Grafic. France.
0.05 Série : Le demi-mariage.

CANAL PLUS
15.05 Surprises.
15.25 Série : Deux solistes en duo.
16.15 Cinéma dans les salles.
16.40 Série : Zorro.
17.05 Les superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50. Présenté par Marc Tesson.
20.30 Téléfilm :

Le complot du renard. De Charles Jarrot, avec George Peppard, Michael York.
22.10 Documentaire : Kumari, l'enfant dieu. De Sylvie Joset-Séjour. Au Népal, la vie d'une petite fille cloîtrée, véritable déesse vivante.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Nostalgia à Venise. ■ Film italien d'Augusto Caminito (1987). Avec Klaus Kinski, Christopher Plummer, Donald Pleasence.
0.30 Cinéma : Faux témoins. ■ Film américain de Curtis Hanson (1988) (v.o.).

LA 5
14.30 Sport : Tennis. Tournoi ATP de Bâle, demi-finale.
16.05 Série : Chasseurs d'ombres.
17.00 Série : La cinquième dimension.
17.30 Série : Supercopier.
18.30 Jeu : Télé-contact.
19.00 Journal images.
19.05 Divertissement : Les mordus de la vidéo.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Un mort à zéro. De Hajó Gies, avec Götz George, Eberhard Felt. Schimanski mène l'enquête dans un club de foot.
22.20 Sport : Football. Résultats du championnat de France.
22.25 Série : Deux flics à Miami.
23.20 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Sport : Football. Résultats du championnat de France.
0.15 Série : Thriller.

M 6
14.45 Série : Laramie.
15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Samba.
16.15 Série : Le saint.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Variétés : Multitop.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Coup de grisou. De Walter Doniger, avec Sheryl Ludd, Nad Batty. Une femme dans le mûre.
22.20 Téléfilm : L'enquête de Monseigneur Logan. De Harry Falk, avec Robert

Wagner, E.-G. Marshall. Sainte ou sorcière ?
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Musique : Rap line. Emission présentée par Olivier Cachin.
00.35 Musique : Boulevard des clips
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
14.45 Court métrage : Matin de mariage.
15.00 Dynamo.
15.35 Documentaire : La lutte libre.
16.15 Documentaire : Kid Chocolate.
16.35 Grafic.
16.50 Portrait (L'orangère).
17.05 Steve Lacy. lift the bandstand.
17.50 Danse.
18.00 Megamix.
19.00 Boulez XX^e siècle.
19.50 Grafic.
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Tours du monde, tours du ciel (9).
21.55 Soir 3.
22.10 Théâtre : L'hypothèse.
23.00 Documentaire : Torgval blanc.
23.15 Moyen métrage : La rencontre.
23.45 Court métrage : Un médecin de campagne.

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Opéra. A 20.15, en direct du Théâtre royal de Glasgow, Les Troyens (2^e partie), de Berlioz, par le Chœur et l'Opéra d'Écosse, dir. John Mauceri ; sol : Kathryn Harries, Sappho Ruchonnet, Patricia Bardon, Peter Rose, Alasdair Elliott, Andrea Bolton, David Marshall, Mark Curtis, David Morrison, Glenville Hargroves, Jonathan Hawkins, Fiona Hobbenton, David Gwynne, Tom McVeigh, William Paul.
0.00 Poussières d'étoiles.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Patrick Bongers, directeur de la galerie Louis Carré.
20.45 Festival d'Avignon 1990. Le dernier quatuor d'un homme sourd, de François Ruel et François Cervantes.
22.35 Musique : Opus. Eddy Inel.
0.05 Clair de nuit.

Audience TV du 27 septembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48,1	Roue fortune 12,1	McGyver 11,8	Actu. rég 17,8	Nulle part 1,4	Je compte... 1,4	Fête maison 3,0
19 h 45	52,6	Roue fortune 22,7	Drôles... 8,2	19-20 Info 12,4	Nulle part 2,1	Journal 3,0	Rossmore 3,7
20 h 18	56,6	Journal 26,8	Journal 16,2	La classe 9,8	Nulle part 2,5	Journal 4,6	Med. servie 5,8
20 h 55	70,3	Paperoff 22,5	Envoyé spécial 15,6	La déchirure 20,5	Tolérance 0,7	Consentement 9,4	Filles... 3,3
22 h 08	57,9	Paperoff 21,8	Pub 7,0	La déchirure 17,0	Tolérance 0,6	Consentement 7,6	Filles... 4,0
22 h 44	40,2	En Libre 7,8	Les mois... 7,9	La déchirure 19,3	Randonnée 0,4	Reporters 2,3	Patrouille 2,4

Du lundi au vendredi à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GILBERT DENOYAN et ANNICK COJEAN avec la collaboration du Monde.

AGENDA

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Les Princes de l'honneur (1985, v.o. s.f.), d'Andrew V. McLaglen, 16 h. Du sang dans le désert (1967, v.o. s.f.), d'Anthony Mann, 19 h. La Rivière sans retour (1954, v.o.), de Otto Preminger, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Passages de l'image : les Photos d'Alix (1980), de Jean Eustache, le Salon de musique (1958, v.o. s.f.), de Satyajit Ray, 14 h 30 ; India Song (1974), de Marguerite Duras, 17 h 30 ; Dog Star Man (1961, v.o. s.f.), de Stan Brackage, Terre en transe (1967, v.o. s.f.), de Glauber Rocha, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

En voiture, Paris 1 : Ville moderne : l'Auto tamponneuse (1985) d'Alain Pancrazi, les Accidents de la circulation (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamarre, 14 h 30 ; Actualités Gaumont : Eclair Journal, Autotouche : Panique dans la ville (1990) de Christophe de Pontilly et Frédéric Laffont, 14 h 30 ; Exploit sportif : Actualités Gaumont : Eclair Journal, Fantômes (1932) de Paul Fejos, 16 h 30 ; Aventure-évasion : l'Automobile et les Femmes (1988) d'Henri de Turenne, Arène Lupin contre Arène Lupin (1982) d'Edouard Molinaro, 18 h 30 ; Statut social : An les femmes (1990) de Jean Yvonne, Week-End (1967) de Jean-Luc Godard, 20 h 30

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES AFFRANCHIS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 3 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-93) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; UGC

Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

L'AVENTURE DE CATHERINE C.

(Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum

Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Les Trois

Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; George

V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9

(45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14

(43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9

(47-40-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-

56-36) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-

52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinéches,

6 (46-33-10-82).

BIENVENUE AU PARADIS (A.,

v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-

57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-

60-33) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-

79-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-

10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8

(43-59-52-52) ; Publicis Champs-Ély-

sées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Alé-

sia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bien-

venue Montparnasse, 15 (45-44-

25-02) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

Pathé Français, 9 (47-40-33-88) ; UGC

Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fau-

vette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Pathé

Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Gaumont Convention, 15 (48-28-

42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-

46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-

10-86).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) :

Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPAR-

US (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-

41-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14

(43-27-52-37).

CHARLIE (A., v.f.) : La Berry Zebra,

11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15

(45-32-81-63).

LES FILMS NOUVEAUX

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-
CITE. Film soviétique de Vitali
Kanevski, v.o. : Ciné Beaubourg, 3
(42-71-52-36) ; Cosmos, 6 (45-44-

28-80) ; Racine Odéon, 6 (43-26-

19-68) ; Les Trois Balais, 8 (45-61-

10-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-

04) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

DICK TRACY. Film américain de

Warren Beatty, v.o. : Forum Horizon,

1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6

(42-25-10-30) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-52-52) ; UGC

Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Mex

Under Panorama, 9 (48-24-88-88) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

Kinopanorama, 15 (43-06-60-60) ;

UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ;

v.f. : Rex 2 (42-36-83-93) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC

Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Miramar,

14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-

27-84-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

46-01).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC

Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Nor-

mandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Opéra,

9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelines, 13

(45-61-94-95).

HALFAOUIE. Film franco-tun-

isien de Fédor Boghedir, v.o. : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Saint-

André-des-Arts II, 6 (43-26-

80-25) ; Les Trois Balais, 8 (45-61-

10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-

48-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-

20-32-20).

NON DU LA VAINTE GLOIRE DE

COMMANDER. Film portugais de

Mancos de Oliveira, v.o. : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-93) ;

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-

88-00) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-

59-52-52).

PLEIN FER. Film français de

Josée Doyen : Forum Orient Express,

1 (42-33-42-26) ; George V, 8

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : République Cinémas,

11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15

(45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-

32-81-66).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46).

COMME UN OISEAU SUR LA

BRANCHE (A., v.o.) : Forum Horizon,

1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines,

6 (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6

(45-74-94-94) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-52-52) ; UGC Biar-

ritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2

(42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12

(43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (43-

31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-

52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-

20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-

74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-

10-86).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : La

Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de

Beaugrenelle, 6 (42-22-72-73).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) :

Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

CRY BABY (A., v.o.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La

Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. :

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

DE HOLLYWOOD A TAMANRAS-

SET (Fr.-Alg., v.o.) : Utopia Champol-

lion, 5 (43-26-84-65).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) :

Cinches, 6 (48-33-10-82).

DOCTEUR PETITOT (Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet

Odéon, 6 (43-25-59-93) ; UGC Mont-

parnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V,

CULTURE

CINÉMA

Mort du « X » aux Etats-Unis

Le système de cotation des films tente d'échapper à la logique de la censure

NEW-YORK
correspondance

M. Jack Valenti, président de la Motion Picture of America Association (MPAA), a annoncé mercredi 26 septembre l'élimination de la catégorie « X » du système de classification des films mis en place par son association.

Depuis le début de l'année, les ratings étaient la cible d'attaques de plus en plus virulentes (le Monde du 30 août). Le X sera remplacé par la catégorie NC-17 (No children below 17, interdit aux moins de dix-sept ans). La mesure prend effet immédiatement et le premier film à en bénéficier, le 5 octobre prochain, sera *Henry et June* de Philip Kaufman, présenté au dernier Festival de Venise et distribué aux Etats-Unis par une major company, Universal.

« Un sein que l'on caresse »

Bien que, dans les premiers temps, le « X » ait eu un caractère de prestige et affecté des films « audacieux » (*Macadam Cowboy*, *le Dernier Tango à Paris*), il fut très vite accaparé par le cinéma pornographique. Les médias refusaient désormais de faire état des films X, la majeure partie des salles refusant de les distribuer. Les cinéastes se voyaient tenus par contrat de livrer aux studios des films relevant de la catégorie immédiatement inférieure : « R ».

Les récentes controverses provoquées par *le Cuisinier, le voleur, sa femme et son ami*, de Peter Greenaway ou *Attache-moi*, de Pedro Almodovar ont incité l'industrie (en particulier les cinéastes et les distributeurs indépendants) à exiger, entre « R » (*Restricted*) et « X », la création d'une nouvelle catégorie : « A » pour Adultes (lisez : sérieux, audacieux, mais pas porno). Jack Valenti s'y oppose.

sait avec véhémence. La nouvelle appellation NC-17 remplace le X, mais n'ajoute aucune catégorie. Un point pour M. Valenti, qui refuse de faire le tri dans les films pour adultes mais reconnaît, dans son communiqué officiel « qu'on fit des ans, certains ont doté le X d'une connotation qu'il n'avait pas au départ et qui ne correspondait pas à l'idée des fondateurs du système ».

Il affirme que l'objectif du NC-17 « est de renouer avec cette intention initiale, qui est de signaler aux parents un film que la plupart d'entre eux ne souhaiteraient pas autoriser à leurs enfants âgés de moins de dix-sept ans ».

Conscient d'une autre polémique en gestation (« Un sein que l'on caresse se voit coller un X, un sein qu'on arrache décroche un R »), Jack Valenti et la MPAA ont décidé de réformer également le « R ». Désormais, les critiques et les directeurs de salle recevront un résumé des attendus qui ont conduit le Ratings Board à attribuer un R à tel ou tel film (drogue, violence, langage profane, etc.). Les critiques pourront en faire état dans leurs articles, les exploitants les afficher dans leurs salles. Aucune explication ne sera donnée pour l'attribution d'un NC-17.

En revanche – et la réforme est de taille – contrairement à l'X, l'appellation NC-17 sera déposée, ce qui devrait empêcher les producteurs de films pornographiques de l'utiliser comme argument publicitaire.

Mais deux questions restent posées : les grands studios qui, jusqu'ici, exigeaient par contrat des réalisateurs qu'ils livrent un film R accepteraient-ils un film NC-17 ? D'autre part, les médias et les propriétaires de salles seront-ils plus tolérants à l'égard du NC-17 qu'à l'égard du X ?

HENRI BÉHAR

La tendresse des marginaux

Avec « Voir l'éléphant », Jean Marboeuf a réalisé une fable douce-amère sur une certaine façon de donner le bonheur

Ils sont trois. Trois clochards qui tiennent leur quartier général sur le quai de la station de métro Liberté. Crasseux, mal vêtus, truculents, mais dignes. La Fringale (Jean-Marc Thibault) est un paresseux congénital. Fantasio (Bernard Menez) tient, sans illusions, des propos libertaires ; Célestin (Michel Duchaussoy), d'origine aristocratique, affiche de belles manières. Très porté sur les femmes, il s'éprend d'Augusta (Françoise Arnoul), femme de ménage dans un peep-show et fille galande à domicile. Il lui donne le droit d'utiliser son titre de noblesse, en échange de ses faveurs. Aux trois clochards, elle apparaît comme une reine.

Etat de grâce

Et puis, ils découvrent Zoé (Julie Marbœuf), qui vend du poisson dans un supermarché, n'est pas heureuse et tombe à l'eau. A-t-elle voulu se suicider ? Nos clochards décident de lui faire « voir l'éléphant », c'est-à-dire de faire son bonheur, en l'envoyant en Amérique, où elle deviendra danseuse. Mais comment faire le bonheur d'une jeune fille quand on est pauvre et marginal ?

Dans l'univers cinématographique de Jean Marboeuf, les marginaux ne sont pas des personnages de contes roses, mais le ton doux-amer convient particulièrement à cet auteur obstiné, qui tourne en dépit des difficultés de production et du peu de soutien qu'il trouve auprès de la critique.

α Cours d'histoire de l'art. – Les cours d'histoire de l'art publics et gratuits financés par la donation Lannelongue reprennent le lundi 1^{er} octobre. Ils auront lieu le lundi à 18 h 45 au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs à Paris (94) et au CEASIL 4, rue Vigée-Lebrun (15) ; le mardi à 18 heures au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus (12) et à 20 h 30 au FJT Didot, 41, rue Didot (14) ; le jeudi à 18 h 45 au collège Pierre-Alvise, 88, rue Monge (5) et à 19 heures à la salle Saint-Denis, 68 bis, rue de Turenne (3).

La tendresse met en état de grâce la fable impossible de *Voir l'éléphant* : le même état de grâce que dans *Tes heures ?... moi toujours*, qui réinventait, au début des années 80, un réalisme poétique contemporain. Ici, nos clochards ne sont pas des pantins mais des êtres mélancoliques et altruistes. Rois mages ou pères pèlerins offrant leurs entrailles ? La mise en scène oscille – chez Marboeuf, on est toujours entre deux eaux – entre l'humour et l'émotion.

La grandeur morale de ces chevaliers de la cloche et de cette femme revenue des faux-semblants de l'amour, vénéral ou non, est poignante. Et si les trois interprètes masculins de Marboeuf sont souvent inattendus, si sa propre fille a du charme en « princesse » moderne que rien ne surprend, on doit à Françoise Arnoul, auréolée de nostalgie, l'insolite douceur d'une femme mûre et sans artifices de jeunesse, drapant dans les oripeaux d'une splendeur passée, le mal de vivre d'Augusta, sa pudeur et sa générosité foncière.

JACQUES SICLIER

Caroline Corre
Spécialiste du livre unique

présente
Lily DESIGNE
artiste peintre
œuvre baroque
Exposition à la galerie

Caroline Corre
14, rue Quénégaud, 75006 Paris
Tél. : 43-54-57-67

CLASSE
SUPERIEURE
D'ART DRAMATIQUE
DE LA VILLE DE PARIS

Renseignements
et inscriptions
(jusqu'au 26/10/1990)
Tél. 42.33.13.01

Maison des Conservatoires
12, Place Carrée 75001 Paris
(Forum des Halles)

THÉÂTRE MODERNE
MIQUETTE ET SA MÈRE

à partir du 5 octobre 1990
de MM. FLERS et CAILLAVET
mise en scène Françoise MERLE
par la COMPAGNIE FRANÇOISE MERLE
FRÉDÉRIQUE LOLLIE, CORINNE MARSDOLLIER,
NICOLE MOUTON, MURIEL RINGCAERT, JULIEN CAUTY,
CHRISTOPHE GARCIA, HÉLÈNE JOYAL, JEAN-JACQUES LEVESIER
15, RUE BLANCHE PARIS 9^{ème} 49.95.89.80 • FNAC

ARTS

Fragments d'un discours amoureux

Le Louvre redécouvre Euphronios, peintre de vases grecs à travers une soixantaine d'œuvres



« La mort de Sarpédon », cratère en calice d'Euphronios

« Bois avec moi, joue avec moi, aime avec moi, porte avec moi une couronne ; avec moi, quand je suis fou soit fou, et sage avec moi quand je le suis. » Ce fragment de chanson à boire cité naguère pour illustrer l'esprit du banquet grec (1) donne le ton, c'est-à-dire la joie de l'exposition Euphronios, dans les nouvelles salles du Grand Louvre. Euphronios lui-même a un nom significatif : quelque chose comme « l'esprit joyeux », ou « le bon esprit ». Le bel esprit, aurait résumé les Classiques.

Ce sont aussi de beaux esprits, qui nous ont peaufiné cette exposition, la première du genre depuis que le Metropolitan Museum de New-York a, en 1985, remis à l'honneur les vases antiques, à travers l'œuvre du peintre d'Amasis – un quasi contemporain d'Euphronios. Pour bien comprendre l'importance d'un tel travail, il faut se rappeler dans quelle triste situation se trouvaient, naguère, au musée de France, ces collections en théorie fameuses. C'était véritablement pitié que de voir ces cratères et ces coupes emprisonnés par dizaines, voire par centaines, dans des vitrines poussiéreuses. Les tentatives les plus abouties de pédagogie s'arrêtaient à d'hermétiques numéros, à préciser parfois que tel péliké à col, tel psykter, tel stamnos ou tel cratère à volutes, provenait de la collection Campana. Quant aux scènes d'amour, elles étaient de préférence tournées vers le fond des vitrines pour ne pas gêner les visiteurs que les combats des dieux, des jeunes filles à la fontaine ou la pudique offrande d'un lièvre au gagnant d'une course...

Archéologues
de l'archéologie

Et puis quelques savants de Paris ou d'Oxford, de New-York, ou même d'Athènes, se sont mis à reconsidérer ces vases et ces tessons, à décoller les reconstitutions incertaines, à en proposer de plus scientifiques, et surtout à relire les peintures.

D'où sont sorties de nouvelles significations, des informations partielles sur la vie quotidienne de dix siècles, et une connaissance renouvelée des styles. Pour communiquer un peu de passion au public, il faut soigner même la preuve d'enthousiasme, et c'est ce qu'ont su montrer ces archéologues de l'archéologie, ces fouilleurs de vitrines enkystées.

En France, c'est à Euphronios qu'est revenue le soin d'inaugurer cette renaissance de l'art grec dans l'ordre des musées. Le peintre qui naît vers – 535 au temps de Pisistrate et qui serait mort au plus tôt après – 480 (sic de l'Acropole par les Perses, mais victoire de Salamine) passe pour le plus grand des peintres de vases, de la période la plus fertile. Une de ces périodes fastes, qui voit naître en l'occurrence Eschyle, Sophocle, Hérodoite et Pindare, et aussi Périclès. Lorsqu'il naît, quelques « pionniers » parmi les peintres de céramique inaugurent précisément la technique des figures rouges, qui, sur les figures noires des temps anciens, apportent toutes les richesses de la netteté, de la souplesse, d'une émotion qui peut être charnelle, de l'expressivité en somme. Euphronios pousse cette technique et son art à un niveau de perfection que reconnaissent ses contemporains. Il n'est pas seulement un peintre grec, il est tout le célèbre Euphronios, et ce soit pour son art ou pour sa conversation, il est admis dans les banquets, les fêtes et les plaisirs de l'aristocratie. Il en peint les héros et les éphèbes, et il le fait si bien qu'il accède à la confrérie des potiers, une

profession théoriquement plus élevée dans l'échelle sociale que celle de peintre de vases.

D'autres racontent que sa conversation professionnelle serait due à l'affaiblissement de sa vue. Mais tout cela n'a guère d'importance : nous avons ici la chance de pouvoir juger un artiste sur son œuvre, sans être troublé par sa biographie. Juger, ou plus simplement admirer, dans une mise en scène pas vraiment légère – elle est due à Gae Aulenti – mais efficace, et qui donne une volubilité chaleureuse à ces objets de céramique souvent raïstolés, perçus par l'habitude comme ennuyeux et froids. La décoratrice italienne, maître d'œu-

vre notamment des aménagements du Musée d'Orsay, a installé les quelques soixante pièces de l'exposition dans de solides vitrines. Les murs des salles sont recouverts de grands motifs découpés et peints, rappelant ceux des vases exposés et leurs couleurs caractéristiques, noir et rouge cuivré.

Si le grand public avait oublié Euphronios, tel n'est pas le cas du marché. En juin dernier, un vase signé de sa main s'est vendu à New-York au prix record de 1,76 million de dollars (10 millions de francs), confirmant, à la hausse, les faveurs dont le maître grec bénéficiait déjà depuis longtemps. Dans la foulée,

les assurances des pièces venant de New-York, du Musée Getty à Malibu, de Leningrad ou de Londres, ont subi de plein fouet cette envolée des prix. Le Louvre a donc dû faire appel au mécénat – le groupe Fiat – pour financer cette entreprise d'un intérêt notable pour l'histoire, pour l'art, et finalement pour son marché.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) François Lissarague, *Un flot d'images, une civilisation du banquet grec*, Adam Biro, 1987.

► Musée du Louvre, jusqu'au 31 décembre. Catalogue : 270 p., 320 F.

RESERVEZ
VOS PLACES

LES ENFANTS TANNER
ROBERT WALSER
JOEL JOUANNEAU
THEATRE DE LA BASTILLE
JUSQU'AU 28 OCTOBRE

QUINZAINE
TCHECOSLOVAQUE
SPECTACLES EN LANGUE TCHEQUE
PRESENTES AVEC TRADUCTION SIMULTANEE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
DU 3 AU 14 OCTOBRE

UN JOUR
AU DEBUT D'OCTOBRE
M. AGUEEV
CHANTAL MOREL
THEATRE DE L'ATHENEE
9 OCTOBRE - 17 NOVEMBRE

LE GRAND KABUKI
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
DU 8 AU 14 OCTOBRE

THE BLACK RIDER
ROBERT WILSON
TOM WAITS
WILLIAM BURROUGHS
THEATRE DU CHATELET
DU 9 AU 14 OCTOBRE

MERCE CUNNINGHAM
DANCE COMPANY
THEATRE DE LA VILLE
JUSQU'AU 6 OCTOBRE

EUROPERAS 3 ET 4
JOHN CAGE
AMPHITHEATRE DE L'OPERA BASTILLE
2 ET 3 OCTOBRE

RENSEIGNEMENTS 42 96 96 94
LOCATION DANS LES THEATRES - FNAC -
PAR CORRESPONDANCE AU FESTIVAL D'AUTOMNE
156 RUE DE REVOLU PARIS 1^{er}

Adresse
désire recevoir le Journal Programme et le Bulletin de Location du
FESTIVAL D'AUTOMNE

BRAVOS

US AVONS SOUTENUS
VOTRE TALENT RÉCOMPENSE

AUTRES

CASINO

CULTURE

ARTS

La revanche de l'art kanak

Après Nouméa, au Musée national des arts africains et océaniques

Le premier ministre devait inaugurer, vendredi 28 septembre, en compagnie de Marie-Claude Tjibaou, présidente de l'Agence de développement de la culture kanak, au Musée national des arts africains et océaniques, une exposition consacrée au patrimoine artistique kanak.

Que Jean-Marie Tjibaou aurait été heureux d'inaugurer lui-même cette exposition ! Il en avait tellement rêvé avant son assassinat, en 1989... Même aux pires moments de son combat politique pour l'émancipation de son peuple, l'ancien maire de Hienghène cherchait les moyens de vulgariser la culture de ses ancêtres, perpétuée aujourd'hui encore dans la vie quotidienne des verdoyantes vallées calédonniennes.

Pour s'être nourri lui-même tout autant de la culture occidentale que de celle de ses pères, il savait mieux que quiconque qu'il n'existait pas de meilleure initiation à l'univers du Kanak que l'immersion dans le monde de ses objets usuels, ce monde où la matière n'est toujours que la face visible de forces invisibles, le réceptacle des pensées et du sang des ancêtres, le support physique de l'histoire des clans, la forme extérieure de la mémoire

collective. Là où les visiteurs de cette exposition « De jade et de nacre », rassemblant deux cents objets empruntés pour la plupart aux collections des musées de province, ne verront que de belles séries de fûts fûtiliers, de masques, de haches cérémonielles, de bambous gravés, de monnaies, de coquillages et d'émouvantes reliques historiques du temps pas très lointain des premiers explorateurs du territoire, la veuve de l'ancien président du FLNKS, M^{me} Marie-Claude Tjibaou, elle, verra les siens. Comme dans un miroir.

Le problème de la restitution des objets

« Derrière les vitrines, disait-elle lorsque cette exposition a été présentée à Nouméa, en mars dernier, on peut percevoir des hommes et des femmes qui ont une culture, une identité, et qui essaient de construire leur pays au prix du sang. Car, comme le disait Jean-Marie, les Kanaks ne sont pas des objets de musée, les « derniers des Mohicans ».

Que cette exposition ait déjà pu être organisée à Nouméa constitue en soi un premier événement. La perspective de voir revenir pour la

première fois sur le territoire des objets disparus depuis fort longtemps, parfois même depuis les voyages du capitaine Cook, n'alla pas sans provoquer un certain remue-ménage. La communauté mélanésienne ayant mis au nombre de ses revendications la restitution de son patrimoine artistique dispersé au-delà de l'océan Pacifique, il fallut de nombreux palabres à travers la Grande-Terre pour faire admettre aux clans concernés que, au terme de l'exposition, la plupart des objets présentés repartiraient d'où ils étaient venus. Mais le problème de la restitution fait désormais partie des préoccupations de l'Agence culturelle, placée sous la présidence de M^{me} Tjibaou.

L'organisation de cette même exposition au Musée national des arts africains et océaniques constitue un autre événement. En effet, la dernière exposition parisienne consacrée au patrimoine artistique mélanésien s'est tenue au Musée de l'Homme en... 1934 ! A l'époque, les indigènes de Nouvelle-Calédonie n'étaient pas encore considérés comme des citoyens. Ils n'avaient même pas le droit de voter. Aujourd'hui, c'est la République française qui leur rend solennellement hommage par l'intermédiaire de son premier ministre. Et qu'elle le fasse dans un ancien temple de l'art colonial ne manque pas de saveur... Voilà pourquoi, ces jours-ci, entre les murs de ce palais suranné qui offre une si belle revanche à l'art kanak, chaque visiteur sera assuré d'entendre le rire communicatif du fantôme de Jean-Marie Tjibaou, rendu guilleret par ce magnifique pied de nez à l'histoire.

ALAIN ROLLAT

► « De jade et de nacre », Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil, 75012. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 43-43-14-54.

THÉÂTRE

« Tu es, donc je suis »

Trois couples marquent la rentrée des théâtres parisiens

« Tu es, donc je suis. Je suis, donc tu es. » Formule définitive du couple, par Paul Valéry qui avait l'instinct des phrases courtes et bonnes. Pour lui, une femme, un homme ne peuvent prétendre vivre qu'à partir du jour où l'autre se trouve là. Non sans l'éventualité du désastre, contrecoup du désaccord, de la jalousie, de la haine : « Tu es, donc je ne suis pas », mais c'est une autre histoire.

En cet automne 1990, trois couples marquent la rentrée des théâtres parisiens : ceux d'Avec ou sans arbres, de Jeannine Worms, de Love Letters, de A. R. Gurney, de l'Officier de la garde, de Fernand Molnar.

Marie-José Nat et Henri Garcin, dans Avec ou sans arbres, jouent deux êtres qui vont leur route, main dans la main, depuis longtemps, avec des éclipse aussi. Un jour d'anniversaire, ils retournent dans un coin de campagne où ils avaient piqué-niqué, un dimanche d'autrefois. Ils n'ont pas les mêmes souvenirs, plutôt leurs deux mémoires ne se rencontrent que sur des choses de rien : le vin qu'ils avaient apporté, le chandail qu'elle avait mis. A quel cela tient-il donc, le partage des vies ? A quelles imaginations ?

La pièce de Jeannine Worms serait assez plan-plan s'il n'était évident que l'auteur, qu'elle le sache ou non, a eu l'esprit sans cesse occupé par des événements qu'elle n'a pas, dans sa pièce, exprimés. Drôle de situation : il y a deux pièces, celle qui est effectivement jouée là, qui existe peu, et celle qui, effectivement, n'est pas là, qui existe bien plus : l'absence de la guerre, des camps de déportation, la sous-nutrition des gosses des déserts. Le massacre de la nature, aussi. Comme si la mémoire de Jeannine Worms était plutôt vindicative, en tout cas pas guérie. Dès lors, son couple est iso-

lement, égoïsme. Mais l'art de Marie-José Nat a toujours exprimé l'indulgence, l'encouragement, et celui d'Henri Garcin une circonspection pince-sans-rire : la soirée n'est pas triste.

Un paradoxe amoureux

L'auteur américain A. R. Gurney a choisi une femme et un homme qui, depuis l'enfance, pensent beaucoup l'un à l'autre, mais qui ne se sont pas rejoints. Lui est d'une famille sévère, il se fera militaire, puis avocat, puis sénateur. Elle est d'un monde fortuné, elle aura des libertés, puis ce sera l'alcool, les cliniques. Des dizaines d'années l'un sans l'autre, mariés plusieurs fois, chacun de son côté, et ils ne cessent pas de s'écrire. La prose de Gurney accuse un encéphalogramme plat : du tout venant, gentil, facile, attendu. La traduction française d'Anne Tognanti et Claude Baignères est peu aisée, les équivalences de ton n'ont pas été trouvées, semble-t-il, d'habitude ces deux adaptateurs font bien mieux. La mise en scène de Lars Schmidt est un paradoxe amusant : asseoir deux acteurs l'un à côté de l'autre, sans plus, et leur faire lire leur texte, c'est court.

Une heure néanmoins passionnante, drôle, parfois poignante, tout cela est dû aux deux acteurs. Deux monstres sacrés. Ils avaient joué, sur les théâtres, de grands rôles. Mais ce sont plutôt leurs images qui tout le monde a en soi, Anouk Aimée surtout dans Lola, de Jacques Demy, et Un homme et une femme, de Claude Lelouch, Bruno Cremer surtout dans le sous-officier de la 31^e section, de Pierre Schöndorffer. Ici, dans ce Love Letters, ils jouent comme pour des princes, en toute liberté, avec une classe superbe, en toute vérité. Comme lorsque, par exem-

ple Matisse, à main levée, avec du papier et une paire de ciseaux, découpe dans l'air une feuille de figuier. C'est très beau.

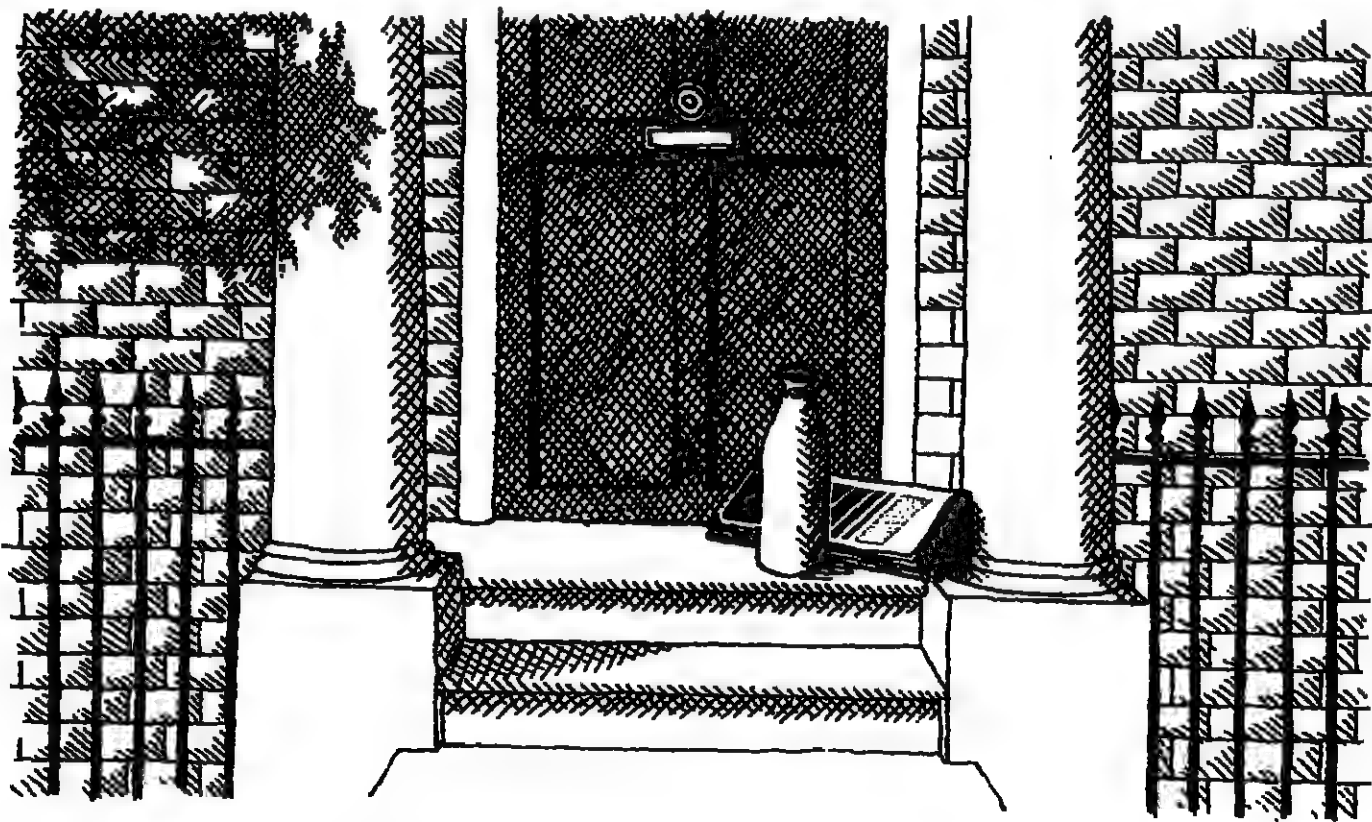
Le Hongrois Ferenc Molnar, dans l'Officier de la garde, qu'il écrivit en 1910, dresse l'un contre l'autre deux malades, mariés depuis six mois, qui déjà ne peuvent plus se sentir. Tous deux comédiens, assez connus. Elle, très provocante. Lui, très jaloux. Il se déguise en officier, pour séduire sa femme sous l'aspect d'un autre, puis lui en faire un drame... Molnar aimait beaucoup le théâtre français, il a voulu peut-être, avec cette pièce, additionner un vaudeville de Feydeau et un drame de Bernstein. Avec une touche de Marivaux, pour le travestissement. C'est un petit peu toc, comme ces bouteilles de vin de Médoo qui ne sont ni du Narbonne ni de l'Algérie. Ludmila Mikael et Robin Renucci, qui avaient joué ensemble le Soulier de satin, de Claudel, ont cette fois la portion congrue, se trouvent chaussés un peu juste. Comment leur en vouloir d'être plus pâlichons ?

Le public, pourtant, ne s'ennuie pas une seconde, au contraire, tant il est suspendu aux moindres gestes, aux moindres changements de ton, d'un troisième acteur, Jacques Toja. Il joue un homme étrange, ami du couple, un modèle de calme, de courtoisie, d'altruisme, d'intégrité, il trouve le mot qui apaise, c'est au point que le public est pris d'un doute, parce que c'est trop beau, un homme comme ça, ce n'est pas possible, jusqu'au moment où tout s'éclaire : cet homme est, de son métier, critique dramatique.

MICHEL COURNOT

► Avec ou sans arbres, Théâtre Hébertot. Tél. : 43-87-23-23. L'Officier de la garde, Comédie des Champs-Élysées. Tél. : 47-23-37-21. Love Letters, Petit Marigny. Tél. : 42-25-20-74.

Risques de nuages en fin d'après-midi,
surtout dans les faïsses de thé.



offre exceptionnelle :
LONDRES 800 F. DUBLIN 1255 F.A.R.

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 15 OCTOBRE ET LE 15 DÉCEMBRE 1990. VOIS AU DÉPART DE PARIS ET DE PROVINCE. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT, PRIX SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGE.

AIR FRANCE Vacances

سكزا من الاراض

« Tu es, donc je suis »

Le Monde

ÉCONOMIE

SECTION D

43 Lutte pour le pouvoir à la tête des Wégons-Lins
Les privatisations en Tchécoslovaquie44 La Communauté va financer trois projets en RDA
Le boycottage des produits de luxe étrangers en Corée46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Divisions automobiles

Jusqu'où faut-il se montrer libéral ? La Commission européenne est divisée sur les conditions d'une ouverture progressive du marché des Douze aux importations de voitures japonaises. Jour après jour, des personnalités parlant « off » donnent du projet d'accord avec Tokyo des versions différentes, ce qui, s'ajoutant aux querelles internes ayant trait à l'agriculture dans l'Uruguay round, entretient la confusion et ne rehausse guère le prestige de l'institution bruxelloise.

Au stade actuel, l'accord porte sur deux chiffres, le niveau prévisible de la demande dans la CEE, soit 15,1 millions de voitures et camions en 1998, dernière année de la période de transition avant l'ouverture complète du marché et les importations directes en provenance du Japon : 1 320 000 véhicules, soit 8,7 % de ce marché. Le second a été établi en tenant compte des « transplants » (les voitures de marques japonaises sorties d'usines installées en Europe) qui découlent des investissements des constructeurs japonais dans la CEE programmés pour les années à venir.

Mais c'est précisément à propos des transplants que surgissent des divergences d'estimation peu innocentes. Il semble acquis qu'aucune restriction les concernant ne figurent explicitement dans l'accord : Tokyo comme Londres s'y opposent. Mais, selon certains, soucieux de rassurer les Français et les Italiens, la Commission ferait clairement savoir aux Japonais qu'au-delà d'un plafond se situant autour de 800 000 transplants mis sur le marché, la CEE appliquerait la clause de sauvegarde, autrement dit réduirait les importations directes.

« Ce n'est pas pensable, l'idée de lier clairement les deux modes de pénétration du marché européen est idéaliste », réplique un champion de ce qu'il faut bien appeler l'autre camp, celui du libéralisme, ajoutant que les calculs de la Commission ont été faits en ayant en tête un montant maximum de 1 500 000 transplants. C'est uniquement dans le cas où ce seuil serait atteint que la Commission commencerait à présenter ses remarques aux Japonais à l'occasion d'un des deux rendez-vous annuels prévus pour la surveillance de l'accord ! C'est ainsi (1 320 000 + 1 500 000 = 2 820 000) qu'on pourrait théoriquement atteindre le total dénoncé par M^{me} Edith Cresson de 18,7 % du marché occupé par les Japonais. Mais, corrige notre éminent bruxellois, « il n'y a pas un droit reconnu aux Japonais d'occuper une telle fraction du marché, ce sont de simples hypothèses de travail qu'avec un ou deux modèles réussis par exemple les constructeurs européens peuvent réduire à néant ».

Ph. L.

■ RECTIFICATIF. — Le titre de l'article de Paul Fabra commentant l'assemblée générale annuelle du FMI et de la Banque mondiale (Le Monde du 28 septembre) laissait penser que les deux institutions avaient formellement créé un comité chargé d'assister financièrement les pays les plus touchés par la crise du Golfe. En réalité, c'est sur l'initiative des États-Unis qu'un comité informel de coordination de l'aide a été formé (regroupant les principaux pays industrialisés et les États du Golfe) et s'est réuni mercredi 26 septembre à Washington. Le FMI et la Banque mondiale, pour leur part, étudient les moyens de permettre aux États touchés par la crise d'accéder plus facilement, et à des conditions plus avantageuses, à leur concours.

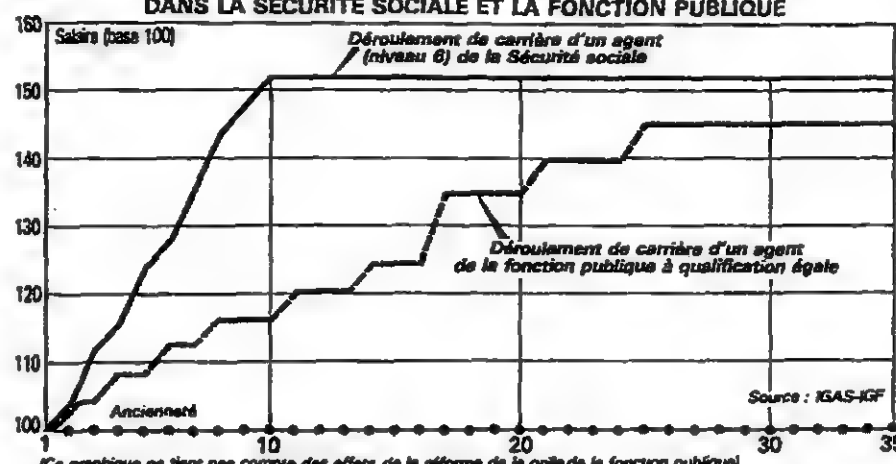
Après la journée d'action intersyndicale

La gestion du personnel de la Sécurité sociale en accusation

La journée d'action organisée jeudi 27 septembre par tous les syndicats des organismes de Sécurité sociale a rencontré un succès mitigé. Selon la direction, 38,15 % du personnel a observé des arrêts de travail et la manifestation régionale organisée à Paris a rassemblé 2 000 personnes selon la police, 7 000 à 8 000 selon les syndicats. Dans le cadre de sa mission de concertation,

M. Jean Lavergne a par ailleurs proposé aux partenaires sociaux de rétablir le paritarisme au sein de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) qui assure la gestion des 180 000 salariés de la « Sécu », en accordant trois sièges supplémentaires au patronat. Il suggère également un « comité de directeurs » des caisses nationales.

COMPARAISON DU DÉROULEMENT DES CARRIÈRES DANS LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LA FONCTION PUBLIQUE



Ce graphique ne tient pas compte des effets de la réforme de la grille de la fonction publique

« Il n'existe plus aujourd'hui la Sécurité sociale d'outil de gestion des ressources humaines », constate un rapport réalisé conjointement par l'inspection générale des finances (IGF) et l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) à la demande du gouvernement. Pour les auteurs de cette étude, l'analyse de l'actuelle « situation de crise » conduit d'abord à inscrire le processus des mécanismes qui président au déroulement des carrières.

Compte tenu de la généralisation de l'avancement automatique (4 % d'augmentation de salaire tous les deux ans) et de la généralisation de fait des promotions au mérite, la situation est devenue absurde. Ne pouvant dépasser 40 % du salaire, ces diverses mesures de promotion permettent certes de graver les échelons en dix ans mais, au-delà, un agent de la Sécurité sociale n'a plus rien à attendre (voir graphique). « Près de 80 % des personnels d'exécution ont aujourd'hui terminé leur carrière », soulignent l'IGF et l'IGAS, qui jugent ce phénomène d'autant plus « malsain » qu'il concerne des salariés âgés de trente à trente-cinq ans.

Privée de « sang neuf » en raison du blocage des embauches, la « Sécu » souffre d'une faible mobilité. Elle distribue des primes comparables à celles accordées dans la fonction publique, et son personnel, précise l'étude, a bénéficié — en moyenne — de gains de pouvoir d'achat entre 1986 et 1989 (1,60 % la dernière année, 1,50 % en 1988).

On relève également de fortes variations de la charge de travail selon les caisses. L'IGAS et l'IGF regrettent l'absence de primes permettant de « récompenser les gains de productivité » tout en s'interrogeant sur la « professionnalisme » de certains directeurs en matière de gestion des ressources humaines. Conséquence : « L'image que les agents ont d'eux-mêmes est plus mauvaise que celle qui prévaut parmi les usagers », qui ont bénéficié d'une « notable amélioration du service rendu ».

La solution, conclut l'étude, passe tout autant par une amélioration de la gestion des carrières que par « une réforme des mécanismes institutionnels » permettant à la tutelle de l'Etat de sortir de son « impuissance » et de mettre en sourdine « le jeu politique et syndical » qui « constitue bien souvent un obstacle à la recherche et à l'aboutissement de solutions, sauf à formuler des propositions que l'Etat, garant des intérêts de la collectivité, ne peut avaliser ».

Jean-Michel Normand

Stabilité du chômage dans la CEE en juillet

Selon les dernières statistiques publiées par Eurostat, les douze pays de la Communauté comptaient 13,5 millions de chômeurs en juin dernier, en données brutes. A la fin du mois de juillet, le taux de chômage par rapport à la population active s'établissait à 8,6 %, sans changement depuis le mois de mars.

Seuls l'Espagne (-0,4 %) et le Portugal (-0,1 %) ont vu baisser le nombre de demandeurs d'emploi tandis que les hausses sont enregistrées en Grande-Bretagne et en Belgique (+0,2 %).

Standardisé afin de permettre les comparaisons, le taux de chômage par pays est le suivant : Irlande, 16,7 % ; Espagne, 15,4 % ; Italie, 11,3 % ; France, 9,4 % ; Pays-Bas, 8,7 % ; Belgique, 8,2 % ; Danemark, 7,1 % ; Grande-Bretagne, 6,1 % ; RFA, 5,3 % ; Portugal, 5 % et Luxembourg, 1,6 %.

Les conséquences de la crise du Golfe

M. Bérégovoy prêt à baisser l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués

La crise du Golfe aura en cette conséquence de rapprocher les positions des membres du Parti socialiste de celles du ministre de l'économie et des finances. Jeudi 27 septembre, devant les parlementaires socialistes réunis à Nantes, M. Bérégovoy a déclaré qu'il était prêt, « si les socialistes l'entraînent sur cette voie », à baisser l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués.

Cette déclaration est une surprise pour au moins deux raisons. La première est que, depuis la « Lettre à tous les Français » du président de la République publiée en avril 1988, l'idée était que les allègements de fiscalité consentis aux entreprises pour se consolider et résister à la concurrence internationale ne concernaient que les bénéfices non distribués. « Pour nos entreprises qui ont dû se muscler d'ici à 1992, l'environnement fiscal doit être un investissement sous forme, par exemple, de crédit d'impôt, à moins que ne soient préférées des réductions d'impôt sur les sociétés lorsque les bénéfices sont réinvestis sur place ».

Il y avait dans cette démarche la volonté de privilégier l'investissement au détriment des distributions de dividendes aux actionnaires. Malgré les critiques qui avaient été adressées à cette démarche défavorable aux épargnants, M. Bérégovoy n'a cessé — depuis son retour au ministère de l'économie et des finances — de réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéfices réinvestis. Ce fait,

sant, il a creusé un peu plus à chaque nouvelle étape de baisse l'écart entre les deux régimes : taux de 37 %, qui va passer à 34 % contre 42 % pour les bénéfices distribués. Le second motif de surprise est l'attitude du Parti socialiste — ou de quelques-uns de ses membres les plus éminents — qui, au cours du mois de septembre, avait attaqué M. Bérégovoy lorsque celui-ci avait annoncé son intention de réduire de trois points le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis. Grasso mado, il était reproché au ministre d'en faire trop pour les entreprises et de grossir les effets de la crise du Golfe. Peu nombreux étaient les socialistes qui, en août et septembre, jugeaient importantes et durables les conséquences de la flambée des prix pétroliers sur notre économie en général, sur nos entreprises en particulier.

Cette vision des choses semble s'être beaucoup modifiée. Est-ce pour démontrer que leur prise de conscience de la gravité de la situation est pleine et entière ? Toujours est-il que plusieurs membres éminents du Parti socialiste (MM. Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Alain Richard, François Hollande...) ont proposé d'aller plus loin et de réduire le taux de l'IS, y compris quand les bénéfices sont distribués. M. Bérégovoy enregistre l'idée et doit se demander pourquoi ses propositions de septembre avaient soulevé de tels tollés.

La crise du Golfe ne modifie pas seulement les prix du pétrole.

ALAIN VERHOLLES

La Banque mondiale pourrait manquer de ressources

L'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale s'est terminée le jeudi 27 septembre à Washington. Les conséquences économiques de la crise du Golfe ont été au centre de tous les débats.

Si la croissance du monde industriel devait se trouver ralentie par la flambée des cours du brut, les pays en voie de développement non exportateurs de pétrole et ceux d'Europe de l'Est seraient les plus durement touchés par la crise du Golfe. Jeudi 27 septembre, le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, a évoqué la nécessité d'une assistance exceptionnelle aux pays les plus affectés par la crise : la Turquie, la Jordanie, l'Egypte, mais aussi parmi les plus pauvres, le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka ou le Soudan.

Selon M. Conable, si la crise se prolonge, les ressources de la Banque seront insuffisantes pour financer l'aide aux pays en développement, et les États industrialisés pourraient être incités à apporter des contributions volontaires. De son côté, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus a affirmé sa volonté de permettre aux États en difficulté de bénéficier d'un « usage souple » des facilités financières du fonds. Un fonds spécial chargé de subventionner les taux d'intérêt des emprunts contractés par certains pays pourrait voir le jour.

Après les prises de participation des AGF et de la BNP chez Pechiney

L'Etat va remodeler le capital de plusieurs entreprises publiques

Le remodelage du capital des groupes industriels publics, avec l'aide des banques et compagnies d'assurances nationalisées, sous contrainte de « ni-ni » (ni privatisation ni nationalisation), va s'intensifier. L'entrée des AGF et de la BNP dans le capital de Pechiney, opération dont les modalités ont été révélées jeudi 27 septembre, devrait être suivie par d'autres opérations similaires dans les semaines à venir. La liste des entreprises industrielles concernées n'a pas encore été arrêtée, précise-t-on du côté du ministère de l'économie et des finances. La BNP devrait y jouer un rôle actif.

L'Etat a visiblement trouvé le modèle à sa convenance pour recapitaliser les entreprises industrielles publiques, avides de financement, et renforcer les fonds propres des banques nationalisées et compagnies d'assurances sous la double contrainte du budget et de la fameuse règle du « ni-ni » (ni privatisation ni nationalisation).

Cette recette miracle vient d'être appliquée pour Pechiney. Le principe en est simple. L'Etat va céder 10 % du capital votant et 7,5 % des droits de vote du groupe d'aluminium et d'emballage, respectivement aux AGF et à la BNP. Pour rémunérer cet apport, la compagnie d'assurances et la banque, toutes deux nationalisées, vont procéder à une émission d'actions nouvelles qui seront détenues par l'Etat.

Ce donnant-donnant présente un triple avantage. Pechiney fait entrer dans son capital deux partenaires capables de l'appuyer dans ses développements futurs. La BNP peut espérer de son côté augmenter de 1 milliard de francs ses fonds propres, ce qui lui permet d'élever son « ratio Cooke » (rapport fonds propres/engagements). Les AGF, enfin, se donnent les moyens de faire appel au marché financier à hauteur de 25 % de leur capital, en consolidant préalablement la participation de l'Etat. Elles détendront, en outre, 70 % du capital de la nouvelle banque née de la fusion du Crédit chimique, établissement de crédit de Pechiney, et de la Banque générale du Phoenix, leur propre institution.

Le choix des AGF et de la BNP pour participer à ce subtil montage s'explique, indique-t-on. Quel que soit le résultat de l'opération, les liens existant de longue date entre les deux institutions financières et le groupe de M. Jean Gandois. Les AGF comme la BNP font en effet partie du tour de table du projet d'usine d'aluminium de Pechiney à Dunkerque. La BNP a en outre appuyé Pechiney dans son

rachat d'American National Can. D'aucuns y voient toutefois la volonté des pouvoirs publics d'imprimer davantage la banque nationalisée dans les grandes manœuvres qui se dessinent. Des discussions devraient se dérouler dans les semaines à venir entre le président de la BNP, M. René Thomas, et le cabinet de M. Bérégovoy. Au programme : de nouvelles prises de participation dans le capital d'entreprises industrielles publiques.

Du côté de Pechiney, on se félicite de l'arrivée de ces nouveaux partenaires. Le groupe français d'aluminium, qui a enregistré un bénéfice net de 1,249 milliard de francs au premier semestre 1990, en progression de 6 % par rapport au premier semestre 1989 grâce aux bonnes performances de sa branche emballage, n'attend pas de remettre ses projets d'investissement en raison des événements du Golfe. Pechiney a ainsi annoncé la construction d'une nouvelle usine d'emballage à Dunkerque, soit une mise de fonds de 340 millions de francs. Cette usine, spécialisée dans la fabrication de boîtes boisson en fer blanc, emploiera 125 personnes.

CAROLINE MONNOT

France Télécom échange du Bull contre du TDF

France Télécom, en tant qu'administration, portait jusqu'à présent pour le compte de l'Etat plus de la moitié du capital de Bull et 17 % de celui de Thomson. Comme l'opérateur n'était jamais intervenu dans la gestion de l'informatique (en partie aujourd'hui), il était entendu que sa participation serait abaissée à l'occasion de la réforme sur le statut des PTT (Le Monde du 1^{er} février).

Les pouvoirs publics ont donc imaginé un montage au terme duquel les PTT échangeaient 32,8 % du capital de Bull contre 49 % du capital de TDF détenus par l'Etat au titre du budget général. France Télécom, qui détenait déjà 51 % du capital de TDF, en sera donc actionnaire à 100 %. Dans un deuxième temps, sa filiale Cogecom en portera 49,9 %, 50,1 % restant directement entre les mains de l'opérateur public. Le personnel de TDF, précise le ministère des P et T, « restera régi par la convention collective de l'audiovisuel ».

Du bon usage des stocks

Suite de la première page

Le problème reste donc entier. Il devient de plus en plus urgent à mesure que l'hiver approche et que les menaces de rupture d'approvisionnement se précisent. Jusqu'ici le blocus n'a pas encore provoqué de pénurie à proprement parler. C'est le déséquilibre qualitatif des approvisionnements et l'anticipation d'une crise plus rude qui ont poussé les cours au plus haut. Qu'en sera-t-il lorsque le déficit sera réel ?

L'échec de l'initiative de M. Bush testant les réserves stratégiques pour impressionner le marché et décourager la spéculation (Le Monde du 28 septembre) montre bien les difficultés de l'exercice. Loin de rassurer les opérateurs, l'annonce du « test » américain a au contraire convaincu que l'utilisation des stocks stratégiques n'était pas aussi facile qu'on le croyait. La qualité des bruts, entreposés depuis plus de dix ans dans quatre énormes mines de sel défectueuses en Louisiane et au Texas, leur transport et surtout les modalités de vente — il ne faudrait pas que ces quantités aillent grossir les stocks des spéculateurs ! — posent à l'évidence problème.

Ce test a aussi renforcé les craintes d'un conflit militaire imminent, la plupart des analystes estimant que les États-Unis n'utiliseraient leurs stocks, constitués à grand prix (16 milliards de dollars) en cas de guerre et de vraie pénurie... Résultat : les cours après une brève rechute sont repartis de plus belle à la hausse dépassant de

nouveau 40 dollars, à Londres et même pour la première fois à New-York. La preuve est désormais faite : il faudrait pour calmer réellement la fièvre des marchés pétroliers décider de relâcher durablement tous les stocks stratégiques. Or les gouvernements, pas plus à Tokyo qu'à Bonn ou à New-York n'y sont pas prêts. Du moins tant que les stocks commerciaux demeurent élevés partout ailleurs.

En dehors de ces trois pays et de l'Italie pour une faible quantité, les stocks « stratégiques » sont en effet dans la plupart des pays consommateurs gérés par les compagnies elles-mêmes, par le biais d'obligations de stockage calculées en jours de consommation : 90 jours en France et aux Pays-Bas, 76,5 jours au Royaume-Uni par exemple. Mais aucun de ces autres pays, sauf la France grâce à la célèbre loi de 1928, ne dispose des moyens législatifs ou réglementaires leur permettant de contraindre les compagnies à obéir.

Le problème concrètement posé à l'AE est donc double : dans un premier temps, trouver les moyens de pousser les compagnies à puiser d'abord dans leurs stocks excédentaires. Puis, le cas échéant, si le besoin d'utiliser les stocks stratégiques se fait sentir, de coordonner les actions de tous les pays. Les États-Unis pas plus que l'Allemagne ou le Japon, ne sont en effet prêts à faire seuls les frais du réapprovisionnement.

VERONIQUE MAURIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE BANQUE

L'activité de l'Union Financière de France s'est maintenue au 1^{er} semestre 1990 au niveau élevé atteint l'an dernier.

Les capitaux souscrits se sont élevés à 3 562 millions contre 3 716 millions au 1^{er} semestre 1989. Les capitaux recueillis ont marqué la même évolution : 2 987 millions contre 2 980 millions.

Le résultat net consolidé semestriel s'élève à 98 millions, soit un montant sensiblement égal à celui du 1^{er} semestre 1989 (97,9 millions), qui avait enregistré une hausse de 23,7 % sur l'année précédente. Les efforts commerciaux du Groupe, qui se sont traduits par le renforcement et le redéploiement de son réseau commercial, doivent lui permettre de faire face aux conséquences de la conjoncture mondiale.

société nationale
elf aquitainePOUR UNE PLUS GRANDE LIQUIDITÉ,
ELF AQUITAINE DIVISE SON TITRE
A COMPTER DU 23 NOVEMBRE 1990

ELF AQUITAINE divise le nominal de son action par deux. Ainsi, une personne qui possédait 10 actions ELF AQUITAINE avant cette division en détient désormais 20 pour une même valeur globale de portefeuille, dès le 23 novembre 1990, jour de la division.

Le prix de chaque nouvelle action devrait donc être lui aussi divisé par deux, toutes choses égales par ailleurs. Ceci permettra aux épargnants d'acquiescer plus facilement le titre ELF AQUITAINE et de gérer leur portefeuille avec une souplesse accrue.

N.B. Les détenteurs des bons de souscription ne sont pas concernés par cette opération, puisque les bons arrivent à échéance le 19 octobre 1990. Nous leur rappelons que pour pouvoir exercer ces bons, les documents doivent impérativement être parvenus avant le vendredi 19 octobre 1990 à la Banque PARIBAS Luxembourg, 10A boulevard Royal - BP 51 - 2449 Luxembourg.

DELALANDE S.A.

Le Groupe Delalande, dans le cadre de sa politique de développement externe en Europe, par l'intermédiaire de sa filiale de Turin, vient de prendre le contrôle majoritaire du Laboratoire Isaradi SpA situé en Italie.

Par cette acquisition, le chiffre d'affaires du Groupe en Italie dépassera les 100 millions de francs par an.

BABCOCK
Entreprise
(Groupe CEA)REPRISE DES ACTIVITÉS
CHAUDIÈRES ÉLECTRIQUES
D'ALFA LAVAL

Babcock Entreprise, filiale du Groupe CNIM, vient d'acquiescer la branche Chaudières électriques d'Alfa Laval Industrie.

Cette acquisition est complétée par la signature d'un accord de licence avec Zander et Ingeström (Groupe Alfa Laval) dont Alfa Laval Industrie exploitait la technologie en France.

Babcock Entreprise, qui disposait avant cette acquisition de sa propre expérience dans le domaine des chaudières électriques, devient ainsi leader pour la réalisation des chaudières à électrodes.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Rens. : 45-55-91-82, poste 4330

Valeo : résultats et perspectives

Le Conseil d'Administration de Valeo au cours de sa réunion du 26 septembre 1990 a examiné les résultats du premier semestre 1990 et les perspectives de fin d'année dans le nouvel environnement économique.

Résultats du premier semestre 1990

En millions de francs	1 ^{er} semest. 1990	1 ^{er} semest. 1989	
Chiffre d'affaires	11.650	10.065	+16 %
Marge brute d'auto-financement	1.102	1.023	+ 8 %
Investissements	943	928	+ 3 %
Effectifs (nombre)	33.500	30.900	+ 8 %

* bénéfice net du Groupe + amortissements.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Valeo a progressé de 16 % au premier semestre 1990, pour atteindre 11,7 milliards de francs, la part internationale du chiffre d'affaires représentant 54 % du total, contre 49 % un an plus tôt. Cette augmentation est due principalement à l'apport des sociétés récemment acquises et à la bonne tenue des marchés français, allemand et italien. L'activité de Valeo sur les marchés nord-américain et brésilien a par contre été affectée par la chute du dollar et par la crise économique et monétaire du Brésil ; Valeo ne réalise toutefois dans cette zone que 10 % de son chiffre d'affaires consolidé.

Le bénéfice net du Groupe de 531 millions de francs représente 4,6 % du chiffre d'affaires du premier semestre 1990, contre 6,0 % au premier semestre 1989. L'écart de résultat de 1,4 % est d'abord dû à l'intégration des nouvelles acquisitions (Delamair, Blackstone, G. Cartier Systèmes, Fort Worth), qui pèsent pour les deux tiers dans le tassement du résultat. Le solde de l'écart correspond à l'augmentation des amortissements, qui traduit la progression des investissements depuis trois ans pour moderniser et développer l'outil industriel du Groupe.

Les frais commerciaux, et les frais de recherche et développement sont restés en ligne avec la croissance du chiffre d'affaires.

Les frais financiers ont sensiblement augmenté (+ 162 MF) en fonction de l'endettement lié aux nouvelles acquisitions. Leur accroissement a cependant été compensé par la baisse des charges exceptionnelles.

Valeo
L'ÉQUIPEMENT
AUTOMOBILE

(- 159 MF), les frais de restructuration du Groupe ayant déjà été provisionnés. Si l'on analyse les résultats dans le nouveau périmètre de consolidation 1990, on notera que :

- la structure comparable, et à taux de change constants, le chiffre d'affaires de Valeo a progressé de + 1 % du premier semestre 1989 au premier semestre 1990, dans un marché automobile globalement stable en Europe et en forte baisse aux États-Unis et au Brésil ;
- à même périmètre 1990, la marge brute a augmenté, en passant de 19,8 % du chiffre d'affaires au dernier semestre 1989 à 21,3 % au premier semestre 1990 ;
- les effectifs totaux, à même périmètre 1990, ont baissé de 7 % entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990.

Le bilan du Groupe s'est amélioré grâce à la progression de la marge brute d'auto-financement (+ 8 %) : le désendettement a atteint 378 millions de francs sur le premier semestre 1990. Le ratio dettes/fonds propres est ainsi passé de 0,73 au 31 décembre 1989 à 0,63 au 30 juin 1990.

Perspectives 1990/1991

Le second semestre 1990 devrait être une période d'ajustement à l'évolution de la demande automobile. La politique de consolidation engagée par Valeo depuis 1989 est adaptée à ce nouvel environnement économique. Le Groupe poursuit la rationalisation de ses activités, en renforçant ses domaines leaders.

La croissance cumulée du chiffre d'affaires Valeo à fin septembre 1990 est en ligne avec celle du premier semestre. Elle pourrait cependant être freinée par l'évolution du marché sur la fin de l'année. Dans ces conditions Valeo ajuste sa prévision de chiffre d'affaires de l'exercice à 21,5 milliards de francs au lieu des 22 milliards initialement visés, à comparer aux 19,5 milliards de francs de l'exercice 1989.

Au-delà de l'acquis des neuf premiers mois, qui s'inscrit à plus de 4 % du chiffre d'affaires, le résultat net de Valeo pour l'exercice 1990 pourrait être affecté par l'effet de la conjoncture du dernier trimestre. La politique industrielle et financière suivie par le Groupe lui permettra d'aborder l'année 1991 avec un bilan renforcé, après une réduction accentuée de son endettement. Valeo pourra ainsi tenir le cap de sa stratégie d'innovation technique et de développement international.

Le Monde
des
CadresINFORMATIQUE PÉTROLIÈRE SCIENTIFIQUE
SSII de 40 ingénieurs spécialisés
en informatique pétrolière et chimique
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Haut niveau

Pour commercialiser des prestations intellectuelles auprès des industries pétrolières :

Ingénieur de formation grandes écoles (X, Mines, Centrale, ENSPM...) ou universitaire (doctorat) avec si possible de bonnes connaissances en géophysique.

- Première expérience informatique d'au moins deux ans.

- Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Puteaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) à notre service recrutement :

IPS, 35, rue Eichenberger - 92800 Puteaux

PARIS 1^{re}
Société Crédit immobilier
recherche
RESPONSABLES
chargés d'animer une équipe
de correspondants
Ett. C.V. + photo à SMO,
219, r. St-Henri, Paris 1^{re}

Dans le cas
d'une annonce
domiciliée au
« Monde Publi-
cité », il est
impératif de faire
figurer la réfé-
rence sur votre
enveloppe, afin
de transmettre
votre dossier
dans les meil-
leurs délais.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

M^{rs} ARTS-ET-MIERS
Calme, baigné de soleil,
en duplex, gd living châ-
+ 1 chbr + s.d.b.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

5^e arrdt

6^e - RARE
Prêt Meubert, neuf, jama-
habité, Andrieu imm. XVII
réhab. Appt lit de garni,
env. 118 m², living 50 m² +
2 chbrs, s.d.b., a. d'au.
46-22-03-80
43-59-88-07, p. 22.

10^e SAINT-MICHEL

10, PLACE SAINT-MICHEL
Penthouse, 1^{er} ét. 4^{es} ét.
liv. 2 ch. 2 bns, 100 m²,
Semi, dmn. 14 h-17 h.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche)
belle prof. 80, 210 m² env.
Bp de charme, 5^{es} ét. d'au.
living + bnt + 3 chbrs,
2 bns, 1^{er} étage, 2^{es} ét.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

CONDORCET

Imm. p. de 2, 85 m², 4^e,
cheminée, moulures, cul.
luc. origines. 42-58-14-17.

9^e arrdt

100 M. GALERIE LAFAYETTE
2/3 pièces de bel immeuble,
acc. 1 800 000 F.
42-58-14-17.

16^e arrdt

TROCADÉRO (proche)
clak, sol, céram. vte
b. apt env. 200 m², 3 résp
+ 3/4 chbrs, dmn. env.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

Proche 17^e, Neuilly ou Pte
Miche, clak, 225 m², 4^e ét.,
appt env. 125 m², living
dble 45 m² + 2 chbrs,
cuis., salle de bnt, chambre
service, sccrmerie,
vte bnt, 1^{er} étage,
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

Proche 17^e, Neuilly ou Pte
Miche, clak, 225 m², 4^e ét.,
appt env. 125 m², living
dble 45 m² + 2 chbrs,
cuis., salle de bnt, chambre
service, sccrmerie,
vte bnt, 1^{er} étage,
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

17^e arrdt

PLACE PIERRE (près)
Appt env. 125 m², 4^e ét.,
40 m² + 3 chbrs,
1 s. de bnt, 1 s. de douche,
5-500 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

locations non meublées offres

Paris

SANS COMMISS. Résidence
MANIN-CHATEAU
135, rue Manin, 19^e arr.
NEUF, libre de suite.
2 p., 85 m²,oyer 4 720 +
charges 487 F.
3 p., 63 m²,oyer 5 030 +
charges 505 F.
Cave + bnt inclus.
Chaut, individuel, électricité,
Appareillement télévisé, cuisine,
lundi, mercredi et samedi, de
10 à 12 h et de 14 à 17 h.
Paris, 45-55-91-82, poste 4330.

19^e arrdt

BUTTES-CHAUMONT SUR PARC
res-de-jard., GD 2 P +
terrasse grand, 55-60,
RUE BOTZARIS
semi, dmn. 14 h-17 h.
46-22-03-80
43-59-88-04, p. 22.

FACE PARC

M^{rs} BUTTES-CHAUMONT
Bon imm. 1^{er} ét. 4^e ét.
2 p., entrée, cul., bnt.
15, RUE MARIN
Semi, dmn. 14 h-17 h.

Province

Part. vend. appt 33 06 m²,
appartement 1950
PLEIN CENTRE
R.D.C. - 2 parkings.
Convientrait à profession
libérale.
PRX : 240 000 F.
Tél. : (16) 32-35-77-44.

SÈTE La Corniche

2 PIÈCES 30 m² + terrasse
et loggia de 36 m², au 2^e et
dern. ét. Etat impeccable. Vue
mer et Mont-Saint-Clair.
46-22-03-80
Tél. : 69-01-08-06.

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e
Recherche de tous types
BEAUX APPTS
DE STANDING
ÉVALUATION GRATUITE

ASSOCIATIONS

Session et Stages

COURS D'ARABE
AFAC 42-72-20-88.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE
ELISABETH BINS
Documentation sur demande.
W.E. info. à part. 15 septembre.
5, rue du Port-de-Lodi 75008
Paris. Tél. : 46-36-17-85.

Anglais à partir de 35 F/h.
en mini groupe, hor. le carte.
Tél. : 43-79-55-05.

TOUSSAINT, NOËL

Agrém. Jeunesse et Sports
Yves et Liliane acquies. vos
enfants de 5 ans. ferme XVII^e s.
contour. rénovée, cibles
2 ou 3 avec s. de bnt, w.o.
Stc au mil. des puits et
font. Accueil volont. 1000 F.
à 15 ans. (104) en cas
1^{er} départ. Amb. famill. et
cuis. Activ. à VTT, jeux
polices, peint. sur bois, in-
str. échecs, fabric. du pain.
1 500 F sem./jeu.
Tél. (16) 81-38-12-51.

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

HEBREU עברית
Intention sérieuse, prof. uni-
vers., 1^{er} cours 128 110 80.
INSTITUT MESQUITA
Tél. : 42-62-28-81

COURS DE CORSE
A PARIS,
LYONS, ADULTES
Tél. : 43-07-23-47
CULTURA VIVA.

LE CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION EUROPÉENNE
proposé administrative pour
leçons à MARLY (Paris)
22-27 octobre : L'EUROPE
SANS FRONTIÈRES et 12-
17 novembre : EMPLOI ET
FORMATION PROFESSION-
NELLE EN EUROPE.
Séjour gratuit.
Remb. 70 % voyage.
Rens. CITE 4, bd Gambetta
06 NICE. Tél. 93-87-85-67.

© Prix de la ligne 47 TTC 025 signes, lettre ou reproché.
© Joindre une photographie de 3x4 cm au 1^{er} envoi.
© Chaque Rubrique de l'Annuaire du Monde Publi-
cité, et adressé au plus tard
le mercredi 11 heures pour parution du vendredi 22-23-24
en Monde Publi-
cité, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.
La rubrique Associations peut être supprimée, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

© Prix de la ligne 47 TTC 025 signes, lettre ou reproché.
© Joindre une photographie de 3x4 cm au 1^{er} envoi.
© Chaque Rubrique de l'Annuaire du Monde Publi-
cité, et adressé au plus tard
le mercredi 11 heures pour parution du vendredi 22-23-24
en Monde Publi-
cité, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.
La rubrique Associations peut être supprimée, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

© Prix de la ligne 47 TTC 025 signes, lettre ou reproché.
© Joindre une photographie de 3x4 cm au 1^{er} envoi.
© Chaque Rubrique de l'Annuaire du Monde Publi-
cité, et adressé au plus tard
le mercredi 11 heures pour parution du vendredi 22-23-24
en Monde Publi-
cité, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.
La rubrique Associations peut être supprimée, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

© Prix de la ligne 47 TTC 025 signes, lettre ou reproché.
© Joindre une photographie de 3x4 cm au 1^{er} envoi.
© Chaque Rubrique de l'Annuaire du Monde Publi-
cité, et adressé au plus tard
le mercredi 11 heures pour parution du vendredi 22-23-24
en Monde Publi-
cité, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.
La rubrique Associations peut être supprimée, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

© Prix de la ligne 47 TTC 025 signes, lettre ou reproché.
© Joindre une photographie de 3x4 cm au 1

ÉCONOMIE

Les restructurations dans l'industrie européenne du tourisme

Lutte pour le pouvoir à la tête des Wagons-Lits

L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie internationale des Wagons-Lits (CIWLT) s'est réunie vendredi 28 septembre à Bruxelles pour ratifier les changements intervenus dans l'actionnariat et la direction du groupe.

Selon le président, M. Jean-Marc Simon, le club des « grands actionnaires » de la CIWLT s'est « reconstitué pour diriger le groupe de manière industrielle et non financière ».

Le premier acte fut la reprise des

parts (26,75 % au total) du Groupe Bruxelles-Lambert par la Société générale de Belgique, qui constituait une société holding associant la Compagnie financière de Suez et le groupe hôtelier français Accor (le Monde des 28 et 29 juin). Le

deuxième vit l'entrée des deux présidents du groupe Accor au sein du comité permanent des Wagons-Lits, ainsi que les nominations de M. Jean-Marc Simon, venu de la Caisse des dépôts, comme président de la CIWLT et de M. Robert Zoladz, issu du groupe Accor, comme administrateur délégué, à côté des deux « anciens », MM. Pierre Bellon et François Boyaux (le Monde du 27 juillet).

Entré par effraction, à la fin de 1988, dans le capital des Wagons-Lits (dont il a acquis progressivement 18,6 %), succédant comme administrateur délégué à M. Antoine Veil, le PDG de la Sodexho, M. Bellon, première entreprise française de restauration collective, s'est prioritairement intéressé à ce dernier secteur.

S'il n'a pas négligé le tourisme, il s'est surtout préoccupé de constituer un groupe de restauration de taille mondiale, en réunissant sa société et Eures, la filiale spécialisée des Wagons-Lits, dans une holding commune à 50/50, baptisée HR (Hôtellerie et Restauration).

Mais, en juin dernier, cette construction était encore inachevée, notamment sur les plans juridique et financier, à cause de la question de l'évaluation des apports. M. Jean-Marc Simon a donc pu obtenir la dissolution des deux directions (finances et relations humaines) déjà constituées - la communauté n'ayant été maintenue que pour les achats - et le retour de leurs directeurs à la Sodexho. Ainsi s'est affaiblie encore la position de M. Bellon, qui, depuis la vente des parts de Bruxelles-Lambert, a perdu son principal soutien parmi les actionnaires.

Le PDG de la Sodexho n'est sans doute pas encore prêt à céder la place : au cours de l'été, il a lancé une contre-offensive psychologique en portant à 20,1 % sa participation dans le capital des Wagons-Lits. Mais il doit affronter aujourd'hui l'autorité montante de M. Jean-Marc Simon, soutenu par les principaux actionnaires, la Caisse des dépôts et l'alliance Suez-Accor-Générale de Belgique.

GUY HERZLICH

TCV en Corée ?

Le ministre sud-coréen des transports a déclaré jeudi 27 septembre qu'une société étrangère sera choisie pour la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse. Il a appelé les entreprises à poser leur candidature avant la fin d'octobre, indiquant que la décision sera prise au cours du premier semestre de 1991. M. Edith Cresson, ministre française des affaires européennes, a visité Séoul du 23 au 25 septembre pour défendre le dossier du TGV français, en concurrence avec le Shinkansen japonais et l'ICE allemand. Au cours de sa visite, elle s'est également entretenue avec le président Roh Tae-woo de la situation dans le Golfe et de la position de la France dans le conflit avec l'Irak.

Lire également page 44 l'article de PHILIPPE PONS sur le boycott des produits de luxe étrangers par les magasins coréens.

L'obstination de la Caisse

par Alain Faujas

M. ROBERT LION, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, peut se montrer maladroît, mais il a beaucoup de chance et de l'obstination à revendre. Ces considérations en apparence purement personnelles expliquent en grande partie les remous qui ballottent depuis cinq ans la vénérable Compagnie internationale des Wagons-Lits et du tourisme (CIWLT), pourtant société de droit belge, et le remue-ménage qui affecte l'ensemble du secteur touristique français.

Lorsqu'il arrive, en 1982, à la tête de la Caisse, force financière des pouvoirs publics, M. Lion trouve dans ses tiroirs une foule de participations dans le tourisme, depuis le Club Méditerranée, jusqu'à la station de sports d'hiver des Ménières en passant par l'hôtelier Accor, Havas tourisme, VVF... et les Wagons-Lits. Il se persuade peu à peu que ces atouts lui permettent d'abandonner la position d'actionnaire « dormant » et de tenter une modernisation, une industrialisation d'un secteur trop artisanal, et il se lance dans la création d'un grand pôle du tourisme français.

Il choisit les Wagons-Lits, puissants mais encore bénéficiaires, dont la Caisse détient 28 %, comme tête de pont dans l'hôtellerie, l'agence de voyages, la restauration ferroviaire et la restauration publique. Il sort, en 1985, trois jokers : M. Gilbert Trigano, le patron du Club, qu'il fait entrer dans le capital des Wagons-Lits pour y infuser son dynamisme, M. Georges Pébereau, l'ancien PDG de la CGE reconstruit dans la finance, qui a une idée à la minute, et M. Antoine Veil, nouvel administrateur délégué de la CIWLT, qui reçoit mission de moderniser celle-ci.

Malheureusement, M. Lion commet trois erreurs d'appréciation. La première est de ne pas voir qu'au moment où il monte à l'assaut des Wagons-Lits la banque Bruxelles-Lambert tente la même manœuvre avec un autre financier remarquable, M. Gérard Ezkénazi. La deuxième est d'avoir claironné ses intentions, ce qui a eu pour résultat d'exaspérer les « Belges », désireux de conserver outre-Quai le pouvoir au sein des Wagons-Lits. Enfin, les trois hommes de M. Lion se révèlent inadaptés : M. Trigano est trop individualiste pour se marier avec quiconque ; M. Pébereau s'empêtre dans la malheureuse affaire de la Société générale ; M. Veil agace les « Belges » en réinvestissant dans l'hôtellerie et en mettant en œuvre une stratégie de diversification qu'ils réprouvent.

M. Robert Lion ne voit pas le coup venir et se trouve contraint d'accepter, en 1989, l'arrivée dans le tour de table de M. Pierre Bellon, président de la Sodexho, société de restauration collective. Celui-ci est l'allié de M. Ezkénazi et

des « Belges ». En échange d'un début de mainmise sur la filiale restauration Eures des Wagons-Lits, il fait le ménage et chasse M. Antoine Veil.

Au printemps 1990, le directeur général de la Caisse des dépôts a tout raté. S'il a pu empêcher la vente pure et simple des hôtels Pullman au groupe Accor qu'il n'aime pas, il a vu avorter son projet de mariage entre les réseaux d'agences de voyages Havas tourisme et Wagons-Lits. Il est hors jeu à la CIWLT et devient spectateur impuissant des stratégies belges.

Divine surprise, la brouille entre M. Albert Frère, le puissant patron de Bruxelles-Lambert, et M. Gérard Ezkénazi bouillonne, à la fin du mois de juin, le champ de bataille. La Générale de Belgique, Suez et le groupe Accor reprennent les parts du clan « belge » dans les Wagons-Lits et s'entendent avec la Caisse des dépôts pour ramener le pouvoir en France.

Difficiles mariages

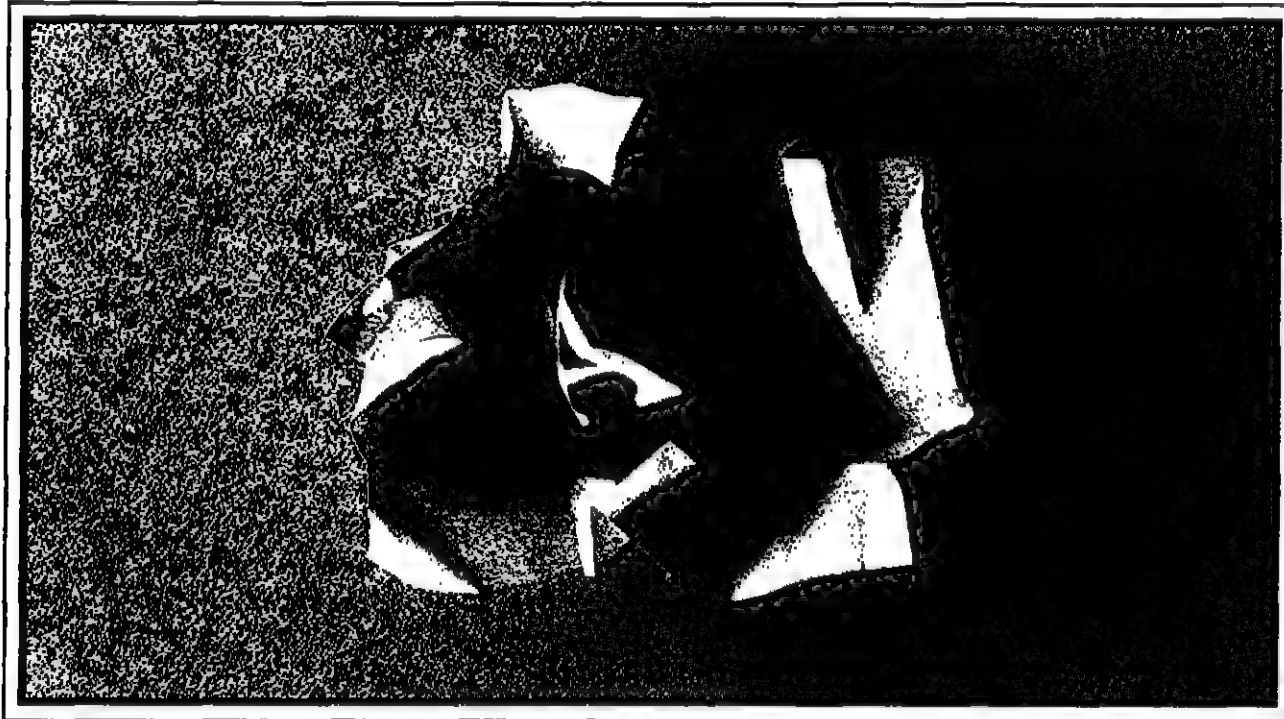
M. Lion retrouve d'autant plus la main qu'il s'accorde avec Suez et surtout qu'il change d'avis à propos des talentueux responsables d'Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Pélasson. Désormais tous les scénarios sont possibles et, par exemple, une répartition harmonieuse de l'hôtellerie française entre Accor et Pullman, des croisements dans la restauration publique entre la Générale de restauration du groupe Accor, Eures des Wagons-Lits et, à titre de consolation, la Sodexho. Pourquoi la Caisse des dépôts n'augmenterait-elle pas sa participation dans Accor pour s'assurer qu'il restera en France lorsque ses deux fondateurs prendront leur retraite ?

Ainsi, maîtresse des Wagons-Lits que préside en son nom M. Jean-Marc Simon, la Caisse conserverait les clés d'Accor, un breton chez Havas tourisme, des jetons dans les remontées mécaniques alpines, dans les golfs, la thalassothérapie, la location de voitures, les charters, l'immobilier de loisirs, les réseaux de vente. De quoi tenir la mer et la montagne, la production et la vente, l'information et les transports, le luxe et le tourisme social.

Ce beau scénario demeure soumis à quelques aléas, à commencer par l'inconnue que représentent les intentions des dirigeants d'Accor. Accepteront-ils la tutelle, même douce, même future, de M. Lion ? D'autre part, ne se marie pas qui veut. Les échecs des rapprochements entre le Club et Nouvelles Frontières ou entre Havas et Wagons-Lits, les difficultés des fusions entre Aquarius, Fnac voyages, Go voyages, Nouvelles Frontières sous la houlette de la GMF sont là pour rappeler les écueils d'une telle entreprise. Sans

oublier que les concentrations verticales qui associent plusieurs types d'activités se révèlent fragiles et délicates à faire fonctionner. On ne peut exceller dans plusieurs métiers.

M. Robert Lion persiste à vouloir fédérer le tourisme français. Il dispose, depuis quelques semaines, d'atouts maîtres pour y parvenir et n'a plus à se méfier que de lui-même.



L'IMAGE QUE VOUS AVEZ DE NOUS.

ÉTRANGER

Nouveau projet de loi sur les privatisations en Tchécoslovaquie

PRAGUE
correspondance

Au cours de leur réunion avec le gouvernement fédéral tchécoslovaque, les gouvernements nationaux tchèque et slovaque sont parvenus, jeudi 27 septembre, à modifier le premier projet de loi sur la privatisation du petit commerce d'État, afin de rendre plus aisé le rachat des boutiques, restaurants, hôtels et autres petites entreprises par leurs employés.

La veille et l'avant-veille, des grèves d'une heure dans différentes régions du pays ont montré l'inquiétude des employés qui craignent de ne pas pouvoir rassembler les sommes considérables nécessaires au rachat de leurs entreprises.

Selon ce nouveau projet de loi, qui devrait être examiné en première lec-

ture lundi 1^{er} octobre à l'Assemblée fédérale, les entreprises seront vendues aux enchères publiques. Les employés désirant les racheter devront ensemble payer 50 % du prix au moment de la vente, au lieu de 70 % dans la proposition initiale. Ils disposeront de cinq ans pour régler le solde. Afin d'éviter des licenciements massifs, M. Petr Pithart, premier ministre de la République tchèque, a indiqué que, selon la loi, les entreprises seraient contraintes de conserver leurs activités antérieures.

Ces « petites » privatisations, qui doivent être engagées début 1991, sont le premier pas d'un mouvement de désocialisation, de privatisations et de restitutions de biens immobiliers saisis par les différents régimes, destinées à faire des Tchèques une nation de propriétaires.

PETER GREEN

ÉCONOMIE

Pour un montant de 35 millions d'écus

La Commission européenne va financer trois projets en RDA

BRUXELLES

de notre correspondant

A une semaine de la date prévue pour la réunification de l'Allemagne (le 3 octobre), la Commission européenne vient de décider de financer trois projets en RDA pour un montant total de 35 millions d'écus, soit 245 millions de francs. Le premier, le plus important, qui porte sur 20 millions d'écus (140 millions de francs), prévoit une série d'actions en vue de l'environnement, particulièrement dégradé en Allemagne de l'Est. La Communauté aidera les Länder orientaux à renforcer leurs moyens de surveillance de la qualité de l'air et de l'eau. En outre, divers programmes, visant à réduire les émissions polluantes, à assainir les rivières et à traiter les déchets, bénéficieront de ce financement du budget européen.

Le second projet prévoit d'affecter 14 millions d'écus (98 millions

de francs) à la mise en place d'administrations régionales, et en particulier de services chargés du développement industriel et commercial des Länder. Le troisième, beaucoup plus modeste (1 million d'écus, soit 7 millions de francs), permettra d'assurer la participation de l'Allemagne de l'Est au programme « Tempus » d'échange de professeurs et d'étudiants.

Sans signification politique

Ce train de projets, décidé *in extremis* à la veille de la disparition de la RDA, n'a évidemment pas la moindre connotation nostalgique, ni d'ailleurs une quelconque signification politique. L'an dernier, les Douze avaient décidé d'affecter 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) du budget de la Communauté en 1990 à la modernisation de la Pologne et de la Hongrie. Aujourd'hui, ces crédits,

déployés dans le cadre de l'opération « Phare », de manière concertée avec les autres pays de l'OCDE, sont presque complètement engagés.

Dès le début de 1990, la Communauté a envisagé d'étendre ce programme aux autres pays de l'Est, à savoir la Bulgarie, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, et d'accroître l'enveloppe de 200 millions d'écus (1,4 milliard de francs). La Roumanie en a été provisoirement exclue, afin de protester contre la manière jugée trop musclée dont le gouvernement a traité l'opposition. A cette époque, on ignorait quand interviendrait la réunification allemande, et Berlin-Est, comme les autres capitales concernées, a transmis des projets à Bruxelles, qui les a normalement instruits. La Commission estimait qu'il n'y avait pas de raison de ne pas mener la procédure jusqu'à son terme.

PHILIPPE LEMAITRE

A l'appel « spontané » de mouvements de consommateurs

Les magasins coréens boycottent les produits de luxe étrangers

A en croire les autorités, les grands magasins coréens feraient preuve d'un sens civique exemplaire : ce serait en réaction contre la consommation excessive de produits de luxe de fabrication étrangère qu'ils auraient, alors que le pays accuse un déficit commercial important, décidé de supprimer de la vente.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Une telle explication n'arrive à convaincre ni les Européens ni désormais les Américains : si le gouvernement n'est pas à l'origine de cette campagne, comme il l'affirme, c'est en tout cas sa responsabilité de la faire cesser, estime-t-on dans les chancelleries à Séoul. Américains et Européens avaient pensé soulever la question de cette

campagne aussi sournoise que xénophobe devant le GATT, mais ils y ont momentanément renoncé devant les difficultés d'apporter la preuve qu'elle est effectivement d'origine gouvernementale. Pour les autorités, ce mouvement civique est « spontané » et mené par des mouvements de consommateurs.

Le boycottage s'est révélé efficace : début septembre, au grand magasin Hyundai du quartier à la mode de Apgyeong-dong, l'étage consacré antérieurement aux produits étrangers a complètement disparu, et, chez son concurrent, Lotte Shopping Center, la surface qui leur est consacrée a été réduite de moitié. Quant au grand magasin Shinsegae, il a suspendu ses réassortiments.

La campagne avait commencé en mai dernier : parfums, produits de cuir, cravates et foulards de marque étrangère avaient inopinément disparu des vitrines. Les

Européens manifestèrent leur émotion. Puis, ce furent les réfrigérateurs fabriqués aux Etats-Unis qui devinrent introuvables. Depuis peu, Ford a aussi des problèmes : son modèle Mercury Sable, le seul véhicule importé qui soit en compétition directe avec les modèles coréens en termes de prix, et qui connaît un grand succès depuis son entrée sur le marché en 1989, est de plus en plus rarement exposé. Kia, l'importateur, commandait 350 véhicules par mois au début de l'année. En avril, les commandes sont tombées à zéro et la publicité a disparu.

Formidable coup de fouet

Au cours de ces trois dernières années, le vent de démocratisation, l'ouverture du marché et le développement de la consommation ont donné un formidable coup de fouet aux importations (+17 % pour les produits de consommation au cours des cinq premiers mois). Les Coréens ont pu fumer des cigarettes étrangères, voyager à travers le monde et, pour les nouveaux riches, se livrer à une consommation parfois extravagante pour un pays habitué au rigorisme confucéen.

La détérioration de la balance commerciale, le ralentissement de la croissance, les tensions sociales provoquées par un décalage de plus en plus vivement ressenti entre une nouvelle classe de nantis et les petits revenus (qui ne trouvent plus à se loger en raison de la spéculation), ont alarmé les autorités. Elles ont cherché à juguler les mécontentements en brandissant le spectre de la crise et en agissant sur le facteur de mécontentement populaire le plus voyant : la consommation ostentatoire.

Les pressions indirectes sur les importateurs pour qu'ils fassent preuve de civisme (et évitent par exemple ainsi un contrôle fiscal) ont fait le reste : les produits étrangers ont disparu des vitrines, les tracasseries des douanes ou du ministère de la santé publique ayant par ailleurs un effet dissuasif sur les importations.

Un dirigisme aussi zélé qu'inefficace : le boycottage des produits étrangers de luxe (5 % du total des importations) ne peut remédier que marginalement au déficit de la balance commerciale coréenne (dans laquelle les importations de biens de consommation comptent pour moins de 9 % du total des importations). Il a en revanche des conséquences négatives pour certaines sociétés évincées du jour au lendemain du marché et affecte notamment les fabricants français et italiens de produits de consommation de luxe.

Ces procédés risquent surtout d'endommager l'image d'un pays se réclamant du libre échange et qui aspire à entrer à l'OCDE. Ils ne peuvent qu'aggraver le malaise entre la Corée et la CEE, aucun progrès ne semblant en vue sur les dossiers litigieux, qu'il s'agisse de la question de la propriété intellectuelle, des taxes discriminatoires des alcools ou du report d'un an des abaissements des droits de douane.

PHILIPPE PONS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENIM

Constructions industrielles de la Méditerranée

Le Conseil d'administration de BABCOCK Enterprise, filiale du groupe ENIM, lors de sa séance du 13 septembre 1990, a pris acte de la volonté exprimée par son président, M. André Godard, de ne pas voir renouvelé son mandat qui expire le 30 septembre 1990.

Le Conseil a, lors de cette même séance, nommé président-directeur général, à dater du 1^{er} octobre 1990, M. Claude Orphelin, actuellement vice-président directeur général de la Société.

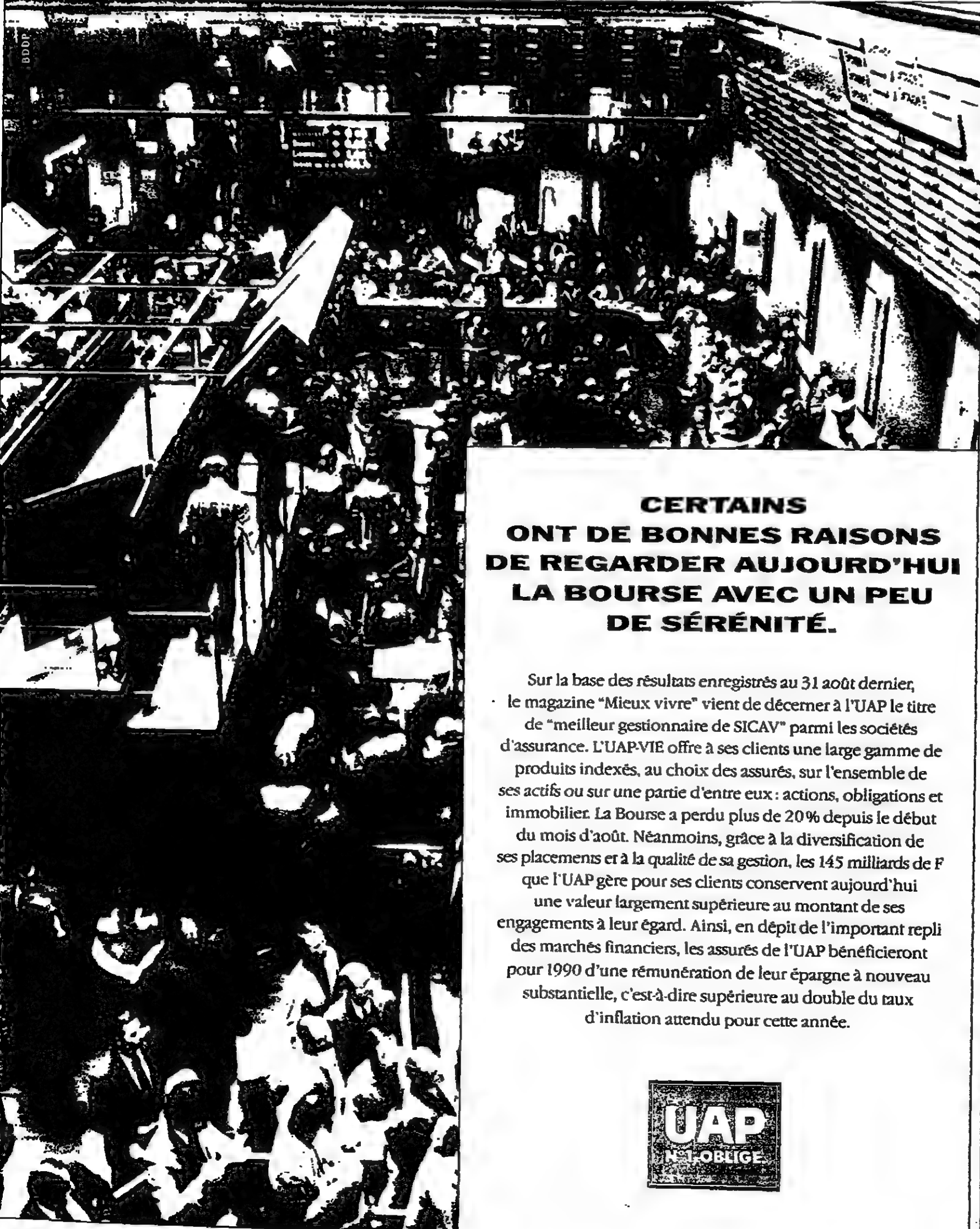
LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CERTAINS ONT DE BONNES RAISONS DE REGARDER AUJOURD'HUI LA BOURSE AVEC UN PEU DE SÉRÉNITÉ.

Sur la base des résultats enregistrés au 31 août dernier, le magazine "Mieux vivre" vient de décerner à l'UAP le titre de "meilleur gestionnaire de SICAV" parmi les sociétés d'assurance. L'UAP-VIE offre à ses clients une large gamme de produits indexés, au choix des assurés, sur l'ensemble de ses actifs ou sur une partie d'entre eux : actions, obligations et immobilier. La Bourse a perdu plus de 20% depuis le début du mois d'août. Néanmoins, grâce à la diversification de ses placements et à la qualité de sa gestion, les 145 milliards de F que l'UAP gère pour ses clients conservent aujourd'hui une valeur largement supérieure au montant de ses engagements à leur égard. Ainsi, en dépit de l'important repli des marchés financiers, les assurés de l'UAP bénéficieront pour 1990 d'une rémunération de leur épargne à nouveau substantielle, c'est-à-dire supérieure au double du taux d'inflation attendu pour cette année.

UAP
N°1 OBLIGE

COMMUNICATION

L'avenir des satellites de télévision

Les héritiers de TDF 1 devront se plier au marché

A peine la première génération de satellites de télévision directe lancée, il faut songer à la remplacer. Dans un marché qui a complètement changé, les pouvoirs publics cherchent les moyens d'adapter le droit aux réalités commerciales et d'assurer la continuité des services aux utilisateurs.

Depuis 1962 et les premières transmissions transatlantiques, l'image s'est imposée comme un des premiers clients des satellites civils. Aujourd'hui, les directs avec le monde entier sont devenus monnaie courante. Et les progrès technologiques rendent possible la réception de la télévision directement dans les foyers, sur de petites antennes paraboliques. Ajoutées au mouvement général en Europe vers les télévisions privées, ces raisons ont bouleversé le marché des satellites de télécommunications, et rendu obsolètes certaines réglementations.

Dans la dernière décennie, le monopole de fait d'Intelsat sur les satellites civils capables de transmettre des images a été ébranlé en Europe. Aujourd'hui, on estime que soixante-dix chaînes de télévision occupent plus de cent «canaux» de satellites au-dessus de l'Europe (chaque satellite a plusieurs canaux et certaines chaînes sont diffusées sur deux, trois, voire cinq satellites simultanément).

Une première génération de satellites de faible puissance (environ 20 watts par canal) a été lancée par Eutelsat, l'organisation européenne de satellites, suivie par des États comme la France (avec les trois satellites Telecom 1) ou l'Allemagne (avec les DFS-Kopernikus). Conçus au début des années 80 en prévision des transmissions téléphoniques et de nouveaux services, ces engins servent aujourd'hui pour l'essentiel à véhiculer des images (75 % des clients d'Eutelsat), vers des têtes de réseaux câblés par exemple, car ils nécessitent des antennes de diamètre important. Ils commencent également à atteindre la fin de leur vie utile et doivent être remplacés. Eutelsat vient ainsi de lancer le premier des six satellites Eutelsat 2, la France suivra bientôt avec les Telecom 2. De moyenne

puissance (50 à 60 watts par canal), ces satellites opèrent dans des bandes de fréquences qui sont théoriquement réservées aux télécommunications.

La télévision directe par satellite relève, elle, en théorie, d'un autre monde, celui mis en place à Genève en 1977 par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (le Monde du 15 février 1977). A Genève, les États participants se sont partagé fréquences et positions orbitales, ces places sur l'orbite géostationnaire qui permettent aux satellites de rester en permanence au-dessus d'une même région. Chaque État européen a reçu cinq fréquences. Les satellites conçus pour occuper ces positions sont de forte puissance (230 watts par canal), ce qui permet leur réception par de très petites antennes. Retardés par de nombreuses péripéties techniques et politiques, ces satellites — les TDF-1-2 français, TV Sat 2 allemand, Télé-X scandinave ou BSB britannique — n'ont finalement pris leur envol que récemment. Mais leur limitation à cinq canaux rend quasi impossible leur rentabilité. Comme si le défi n'était pas suffisant, ils ont reçu de surcroît la lourde tâche de hériter des nouvelles normes de télévision (le D2 MAC). Aussi manquent-ils encore pour l'essentiel de programmes à diffuser et de matériels spécifiques pour les recevoir. Seul un effort volontariste des États propriétaires leur permet de démarcher des clients (à l'exception de BSB, aventure privée).

Oublier Genève

Car entre leur conception et leur mise en service, le marché et les technologies ont changé. Certains concurrents ont su s'engouffrer dans les brèches légales et coller au marché. Ainsi la société privée luxembourgeoise Astra a remis en question le partage de l'espace décidé à Genève. En utilisant un satellite de moyenne puissance, elle a mis sur orbite seize, puis trente-deux canaux de télévision sans s'embarrasser des limites territoriales ou des querelles de normes. Son succès commercial auprès des chaînes privées — et même publiques — du continent n'est plus à démontrer. Assurée de ces bases,

elle peut songer à un troisième satellite de puissance accrue.

Persone ne doute d'ailleurs d'une demande croissante de capacité satellitaire pour les télévisions. La diversité des langues et des stratégies des opérateurs de télévision, la période de coexistence entre normes qui va souvent imposer la duplication des chaînes sur plusieurs satellites, l'apparition de nouveaux besoins comme les chaînes thématiques payantes ou les télévisions d'entreprises en seront les moteurs.

Mais sous quelle forme répondre à cette demande? La question posée aux responsables politiques, notamment en France, est donc celle de la deuxième génération des satellites de télévision directe, qui doit tenir le choc d'un marché concurrentiel et non plus vivre de subsides publics. Elle doit à la fois assurer aux spectateurs qui se seront équipés pour la première génération la continuité du service et assurer la transition vers la télévision haute définition.

Un rapport sur ce thème a été

demandé à M. Gérard Eymery par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

M. Paul Quilès en a indiqué les grandes lignes, mercredi 26 septembre, lors d'un colloque organisé à Paris par la société Sateil Conseil. Selon lui, la demande solvable va croître au-delà des cinq canaux attribués par la France à Genève, notamment pour assurer la duplication (dans la nouvelle norme D2 MAC, et plus tard en TVHD) des chaînes terrestres actuellement diffusées en SECA M. La relève de TDF1 et TDF2, avant la fin de leur durée de vie théorique (1996), implique des satellites à plus de dix canaux. Deuxième révolution : la puissance d'émission de chaque émetteur devrait être réduite de 250 à 130 watts pour éviter les risques de panne des tubes à forte puissance constatés sur TDF 1. Cette réduction limiterait sans doute l'étendue des territoires couverts au sol. Mais les grands rêves de télévision paneuropéenne sont aujourd'hui abandonnés par tous les opérateurs, qui s'intéressent

davantage à des chaînes couvrant des bassins linguistiques.

Les solutions doivent être recherchées au niveau international, en priorité en coopération avec les Allemands. En fait, les deux États cherchent à s'accorder avant novembre, date à laquelle Eutelsat compte faire approuver son système futur Europesat. Il s'agit pour eux de redistribuer les fréquences du plan rigide de 1977, d'oublier Genève en somme, et d'assurer ainsi que la deuxième génération occupe des positions orbitales compatibles avec la première.

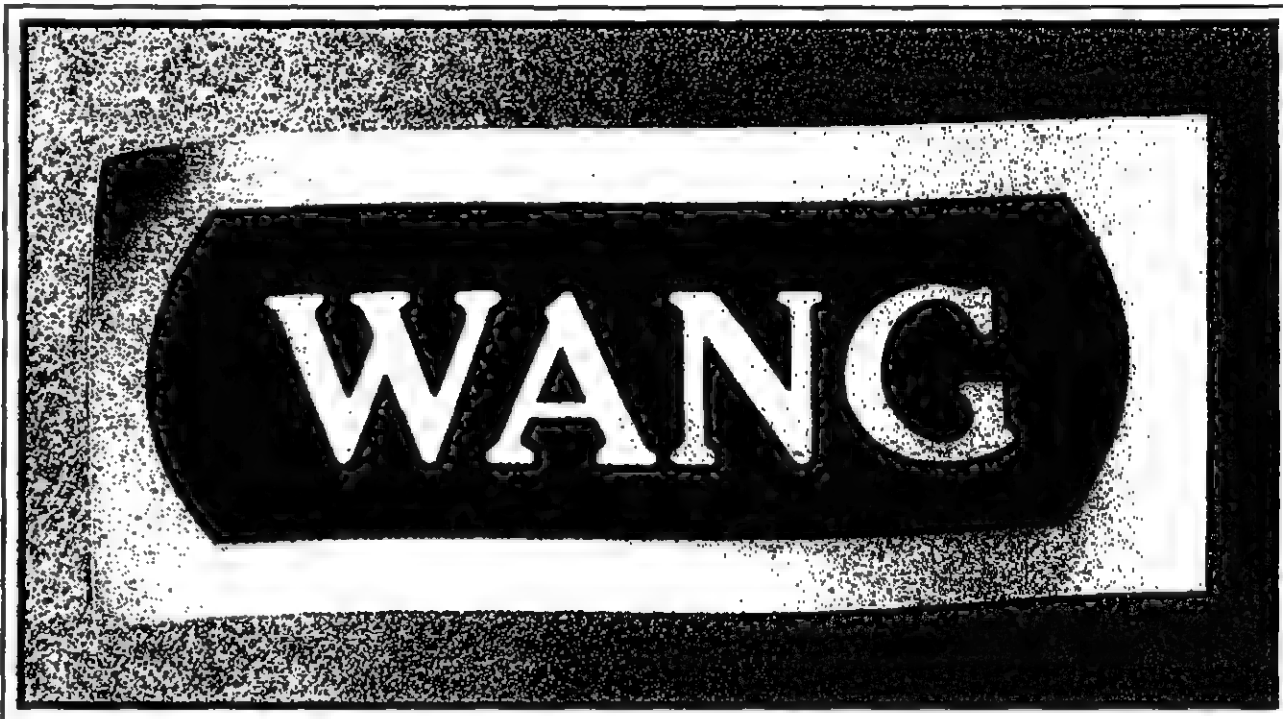
En même temps, il faut convaincre le téléspectateur de s'équiper aux nouvelles normes dont ces satellites sont les vecteurs (le Monde du 27 septembre). Ce sera le rôle d'une structure commune aux opérateurs de télévision, de satellites (France Télécom et TDF) et aux industriels de la télévision, qui doit voir le jour d'ici peu.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La Cinq reporte son augmentation de capital

Le conseil d'administration de la Cinq a décidé, jeudi 27 septembre, de reporter d'un mois environ l'augmentation de capital de 500 millions de francs prévue pour le lendemain. Les administrateurs ont jugé préférable d'attendre que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) donne du non son feu vert à l'éventuelle prise de contrôle de la chaîne par le groupe Hachette. Le verdict est attendu dans une quinzaine de jours (le Monde du 28 sept.).

Tous les actionnaires de la Cinq, dans sa configuration actuelle dominée par MM. Robert Hersant et Jean-Marc Vernes — qui souhaitent tous deux sensiblement se désengager, — avaient accepté de souscrire à cette nouvelle augmentation. Mais les incertitudes pesant sur le devenir, la stratégie, le contrôle et la programmation de la chaîne sont telles que les actionnaires ont préféré annuler l'opération en cours et convoquer, le 15 octobre prochain, un autre conseil chargé de lancer une nouvelle souscription d'un montant équivalent. A cette date, en effet, devraient être levées et l'hypothèque du CSA et celle du rôle et de la place exacte au sein de la chaîne du groupe Berlusconi, détenteur depuis le départ de 25 % du capital.



L'IMAGE QUE VOUS AUREZ DÉSORMAIS DE NOUS.

On nous disait en difficulté. Morts peut-être. Certains pensaient que nous avions raté l'évolution de l'industrie informatique.

En fait, nous étions les premiers touchés par une crise, cette crise qui ébranle actuellement le monde informatique. Nous devions réagir, vite, et nous redéfinir, surtout par rapport à nos clients et à leurs objectifs. Pour cela, il était essentiel d'opérer une mutation profonde au sein de notre entreprise, avant d'envisager des jours meilleurs. Il fallait se débarrasser de ces vieux réflexes de supériorité, de cette maladie qui s'installe partout, à tous les échelons : la bureaucratie. Et arrêter de mener cette «guéguerre» technologique onéreuse et stérile que se livraient entre eux les titans de l'informatique. Devant cette attitude volontariste, certains ont recommencé à y croire. Vous peut-être. Alors, nous n'y som-

mes pas allés par quatre chemins : nous avons mis 504 millions de \$ sur la table pour nous restructurer. Nous avons défini et mis en place «une nouvelle organisation d'entreprise, pour un meilleur service des clients à tous les niveaux». Les équipes ont été réduites et, de ce fait, responsabilisées. Le département Recherche et Développement, qui n'a subi aucune diminution d'effectifs ni de moyens, a été orienté vers la recherche de solutions opérationnelles dans le cadre de notre nouvelle stratégie «Innovater sur les standards». Ce qui permet à nos clients de se différencier avec des systèmes améliorant leur productivité et leur fournissant un avantage stratégique dans leur domaine d'activité. Le deuxième aspect de l'offre Wang n'est pas moindre : sa capacité à

intégrer et à gérer l'information sous toutes ses formes en la rendant accessible à tout le monde dans l'entreprise.

Ces mesures drastiques ont été payantes. Wang a diminué ses dépenses annuelles de 455 millions de \$, réduit sa dette à zéro et atteint son objectif d'équilibre opérationnel pour le quatrième trimestre du dernier exercice. Et nous sommes plus qu'heureux de vous annoncer le plus fabuleux contrat de notre histoire : 841 millions de \$, auprès de l'administration américaine.

Evidemment, cela ne fait pas plaisir à tout le monde. Tant pis. Nous, ce qui nous importe, c'est ce que nous allons faire ensemble.

Wang France. Tour Gallieni, 78-80 av. du Général de Gaulle, 93170 Bagnolet. Tél. : (1) 48 97 06 06.

Voilà qui risque d'en froisser plus d'un.

WANG EST PRÉSENT AU SIGED (STAND K 2 L 1) ET AU FIT (STAND A 3 I 3)

magasins coréens boycottent les produits de luxe étrangers

Les magasins coréens boycottent les produits de luxe étrangers. Cette manifestation a été organisée par des étudiants et des jeunes professionnels. Ils ont refusé d'acheter des produits de luxe étrangers, notamment des vêtements de marque. Cette action vise à protester contre la politique commerciale de ces pays.



RTAINS ISSES RAISONS EN AUJOURD'HUI E AVEC UN PEU ÉRÉMITÉ.

Après vingt-deux ans passés dans cette maison, le docteur Jean Osty, vétéran de la médecine du travail du Monde, prend sa retraite. Nous nous sommes retrouvés autour de lui, le 27 septembre, dans le bâtiment Sibus d'Iry, pour lui dire au revoir et le remercier du dévouement dont il n'a cessé de faire preuve.

Comme il l'a fait remarquer lui-même, personne sans doute ne nous connaissait aussi bien que lui. Personne en tout cas n'aura pu mieux mesurer l'impact nouveau et

UAP

Au « Monde » Le départ du docteur Osty

Après vingt-deux ans passés dans cette maison, le docteur Jean Osty, vétéran de la médecine du travail du Monde, prend sa retraite. Nous nous sommes retrouvés autour de lui, le 27 septembre, dans le bâtiment Sibus d'Iry, pour lui dire au revoir et le remercier du dévouement dont il n'a cessé de faire preuve.

Comme il l'a fait remarquer lui-même, personne sans doute ne nous connaissait aussi bien que lui. Personne en tout cas n'aura pu mieux mesurer l'impact nouveau et

physiologique des déménagements et des grandes mutations technologiques qui ont marqué la période la plus récente de l'histoire du journal. Heureusement, ce spécialiste du cœur est aussi un homme de cœur. Il sait que le meilleur médicament est bien souvent l'attention que l'on est capable de porter aux autres. Nous sommes trop nombreux à avoir bénéficié de son aide et de sa générosité pour ne pas le voir partir avec mélancolie.

A. F.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 29 SEPTEMBRE

- « La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romani).
- « Le Louvre, du château médiéval à la Pyramide et ses nouveaux aménagements », 11 heures, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et casters).
- « L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).
- « La nouvelle datation Picasso », 11 h 30, Grand Palais, entrée Georges-Clemencau (G. Marbeaux-Carri).
- « Euphronios, peintre de l'Antiquité », 14 h 30, Musée du Louvre, espace « accueil des groupes » (Art pour tous).
- « Le Val-de-Grâce, souvenirs d'Anne d'Autriche », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

- « Versailles : le potager du roi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).
- « Louvre médiéval et appartements royaux », 11 heures, sortie métro Louvre (D. Bouchard).
- « Moutier et ses secrets. De la maison du Père Goriot aux convulsions de Saint-Médard et aux arènes de Lutèce », 11 heures et 15 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Saint-Edme du Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, départ l'entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

- « Promenade d'hier et d'aujourd'hui à travers Basoche, Saint-Merry, les Halles », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, devant la poste (D. Fleuriot).
- « Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 30, sortie au sommet du funiculaire (Paris autrefois).
- « Un coin de campagne à Paris », 14 h 30, église, 4, place Saint-Blaise (Paris historique).
- « Belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'Hôtel Salé », 14 h 30, métro Chemin-Vert, sortie place des Vosges (Arts et casters).
- « La Saipentière et Marion Lescaut, la fuite de M. de Camotte », 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Tourisme culturel).
- « Le temple bouddhique du bois de Vincennes », 15 heures, métro Liberté, sortie rue du Paris P.-Y. Jassier.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

- « 60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, le quotidien et l'histoire », 16 h 30 : « Le Népal » ; 18 h 30 : « La Roumanie d'hier et de demain », par M. Brumfeld (Rencontres des peuples).
- « 1, rue des Prouveries, 15 heures : « La guerre du renseignement germano-allemand, 1939-1945 », par B. Camy ; « Pénitences inconnues des environs de Paris », par Natty.
- « Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « La découverte mythologique et symbolique du château et des jardins de Versailles » (diapositives), par M. Lorin (Ustipes).

MARCHÉS FINANCIERS

M. Bérégovoy souhaite
que les clients soient rapidement indemnisés

Le parquet ouvre une information judiciaire contre Tuffier

Le Parquet de Paris a ouvert jeudi 27 septembre une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, escroquerie et abus de biens sociaux dans l'affaire de la société de Bourse Tuffier-Ravien-Py qui avait déposé son bilan à la mi-juillet. Le dossier a été confié à M^{me} Monique Radenne, juge d'instruction déjà chargée de celui du raid avorté sur la Société Générale.

L'ouverture d'une procédure judiciaire fait suite à la décision prise, le 18 septembre, par la Commission des opérations de Bourse (COB) de remettre au procureur de la République son rapport d'enquête sur les modalités de gestion de trois OPCVM, organismes de placement collectif en valeurs mobilières, deux Sicav (Pact Plus et Pact Arbitrage) et un fonds commun de placement (Sécurité Plus), dont la société Tuffier était dépositaire. Selon ce rapport, la société de Bourse, en difficulté, aurait mis en pension, à hauteur de 101 millions de francs et contre obligations assimilables du Trésor (OAT), les trois OPCVM, alors qu'elle ne pouvait, à cette date, disposer librement que d'une faible partie de ces titres.

Judi également, à l'occasion de la remise des Corbeilles décernées

par le mensuel *Mieux Vivre* aux meilleurs gestionnaires d'OPCVM, cette année la BRED et l'UAP, le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, a critiqué les pratiques des responsables de la société de Bourse Tuffier relevées par la COB. Il a souhaité que les clients et les créanciers Tuffier soient rapidement indemnisés. Il a indiqué qu'il avait pris des dispositions « pour que la priorité soit donnée à l'indemnisation des épargnants ». En soulignant que l'indemnisation finale serait supérieure à 95 %, M. Bérégovoy a souhaité que les montants « soient très rapidement versés », sans que des difficultés techniques ralentissent les délais.

Le Syndicat unifié des impôts contre le prélèvement à la source. « Une source d'inégalité » : c'est, en ces termes que le Syndicat unifié des impôts juge le prélèvement à la source, dont les avantages et les inconvénients sont analysés dans le dernier rapport du Conseil des impôts. Le SNUI note qu'avec un impôt « indolore » la tentation pourrait être grande pour un gouvernement de profiter de la situation pour prélever une contribution sur les revenus les plus modestes.

REPÈRES

EMPLOI

Hausse de 0,4 %
des effectifs salariés
au deuxième trimestre

Selon les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre de 1990, et de 2,1 % au cours des douze derniers mois. Le mouvement de création d'emplois se ralentit, la hausse ayant été de 0,6 % au premier trimestre 1990 et de 0,8 % au quatrième trimestre 1989.

Ce coup de frein est dû à l'industrie (+ 0,1 % contre + 0,3 % au premier trimestre), qui subit notamment l'influence du secteur agro-alimentaire (- 0,2 %), et au bâtiment qui passe de + 0,5 % au premier trimestre à + 0,1 %. En revanche, le tertiaire maintient son rythme (+ 0,6 %) grâce aux services marchands (+ 0,9 %).

SALAIRES OUVRIERS

+ 1,3 %
au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre, l'indice du taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,3 %, selon les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi et de la main-d'œuvre. Sur un an, l'augmentation est de 5,2 %, alors que les prix ont connu une hausse de 3,0 % pendant la même période. Relevé de 2,5 % au 1^{er} juillet, le SMIC croît de 4,6 %.

Après 0,7 point au premier trimestre, le salaire horaire des ouvriers gagne 0,7 point de pouvoir d'achat au deuxième trimestre. Régulière jusqu'au troisième trimestre de 1989, la croissance du pouvoir d'achat s'est accélérée en 1990. Les salaires mensuels de base des salariés non ouvriers ont augmenté de 0,9 % à 1,4 %, selon les cas. En un an, la hausse est de 5,2 % mais les employés qualifiés ont obtenu 5,3 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Épéda-Bertrand Faure

□ □ □

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1989 (1)	1 ^{er} semestre 1990	%
Chiffre d'affaires	4 849	4 734	- 2,28
Résultat d'exploitation	434,6	454,5	+ 4,6
Résultat courant avant impôt	257,7	245,5	- 4,7
Résultat net avant participation et intéressement (part du groupe)	125,5	151,6	+ 21

(1) Chiffres reconstruits pour permettre la comparaison prenant en compte :
- La fusion de GERNIA dans EPÉDA-BERTRAND FAURE
- Des participations de 100 % dans SOTEXO et de 95,2 % dans LUCHAIRE.

Par contre, les chiffres relatifs aux activités du Groupe LUCHAIRE déduites depuis le 30-06-89 (SEL-HUGONNET, ECHAPPÉMENTS, ARMEMENT) n'ont pas été déduits de l'activité du 1^{er} semestre 1989.

La légère diminution du chiffre d'affaires consolidé est attribuable aux cessions d'activités du groupe LUCHAIRE. A périmètre actuel de LUCHAIRE, le chiffre d'affaires consolidé du groupe EPÉDA-BERTRAND FAURE s'inscrit en progression de près de 6 %.

En terme d'activités la branche sièges d'automobiles a connu une progression légèrement supérieure à 5 % en l'absence de montée en cadence de nouvelles unités de sièges complets au cours de la période.

La filiale a réalisé une progression de 10 % renforçant ainsi la position de leader des deux marques EPÉDA et MERINOS.

Les ventes de bagages ELSEY poursuivent leur croissance avec un chiffre d'affaires en progression de plus de 12 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe LUCHAIRE pour sa part marque une régression non significative compte tenu des modifications de son périmètre.

Si le résultat d'exploitation affiche une progression de près de 5 % à 454,5 millions de francs, le résultat courant avant impôt supporte la hausse des taux d'intérêt et l'incidence des cessions d'activités. Le résultat net progresse de 21 % après les opérations à caractère exceptionnel réalisées chez LUCHAIRE.

Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires consolidé du groupe devrait être en recul de 4 à 5 % par rapport à l'exercice 1989 en raison de la réduction du périmètre de LUCHAIRE, mais le résultat net devrait croître d'au moins 10 %.

NEW-YORK, 27 septembre

Poursuite de la baisse

Wall Street a accentué ses pertes jeudi, sous la pression de la remontée de prix d'un dollar des cours du pétrole qui a fait échouer la reprise du début de séance. En hausse de plus de 15 points à l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a chuté à 2 427,47 en clôture, soit 15 points de moins que le précédent record de 2 442,47 en baisse de 32,18 points (- 1,31 %).

Quelques 185 millions d'actions ont changé de mains. Le nombre des valeurs en baisse a été trois fois supérieur à celui des hausses : 1 187 contre 387. 403 titres sont restés inchangés. La baisse des cours du pétrole à l'ouverture, après la décision par le président américain George Bush de puiser dans la réserve stratégique de pétrole, et le recul des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis, ont encouragé une reprise de courte durée à la Bourse new-yorkaise. Celle-ci est toutefois rapidement revenue à la baisse, après que les investisseurs aient estimé que les quantités de pétrole concernées par la décision de M. Bush (15 millions de barils) étaient « très minimes, comparées aux besoins américains en pétrole », a indiqué M. Marc Chandler, analyste chez IEA. Le secteur bancaire continue par ailleurs à faire l'objet de liquidations, ce qui pèse sur le reste du marché.

Les cours des valeurs ont fortement

Les cours des valeurs ont fortement réduit leurs gains en fin de séance jeudi à la Bourse de New York, effrités par le mouvement à la baisse du Dow Jones des cours des premiers échanges. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé en léger progrès de 9,1 points à 2 406,1, soit une hausse de 0,4 % par rapport à la veille, après avoir gagné jusqu'à 1,3 % en début de séance, stimulé par l'effacement total des cours du pétrole et l'expiration des contrats à terme et d'options sur indice du mois de septembre. De nombreux secteurs ont gagné du terrain, notamment les chimiques, les assurances, les médias et les compagnies d'assurance. En revanche les pétroliers se sont effrités suite à des prises de bénéfices et en raison du retard des cours du brut. La compagnie de construction Rodman a gagné après l'annonce de résultats en hausse, après les pertes enregistrées par l'entreprise. Le groupe d'assurance Travelers a terminé en hausse, après les pertes enregistrées suite à la publication d'un bénéfice intermédiaire inchangé.

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

Le groupe d'assurance Travelers a terminé

PARIS
Second marché

Contenuto rilevante: 1.4 h 30

27/9

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

La querelle du siège du Parlement européen

Des sessions extraordinaires pourront avoir lieu à Bruxelles

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Jeu 27 septembre, à Bruxelles, le bureau élargi du Parlement européen - composé du président de l'Assemblée, des quatre vice-présidents et des présidents des groupes parlementaires - a décidé que la capitale belge pourrait accueillir des sessions extraordinaires de l'Assemblée européenne si la situation particulière des déclarations de la Commission de Bruxelles et du conseil des ministres de la CEE.

En d'autres termes, le Parlement pourra tenir session à Bruxelles, mais il ne pourra pas, en principe, y voter. Cette formule - uniquement cautionnée, parmi les représentants français, par M. Jean-Pierre Cot (PS), président du groupe socialiste - a été trouvée pour contourner les réticences à l'idée initiale de réunir la plénière dans la capitale belge pour procéder à « l'heure des questions » au conseil et à la Commission.

Les autres membres français du bureau n'entendent pas en rester là.

Pour M^{me} Nicole Fontaine (groupe démocrate-chrétien) les députés français devraient envisager de boycotter ce genre de réunions. M^{me} Nicole Pery (PS) en appelle aussi à une action commune des Français. Estimant que la décision du bureau élargi relève du « n'importe quoi », M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral, songe à saisir la commission parlementaire du règlement pour démontrer le caractère illégal de la position prise par la majorité du bureau élargi.

Strasbourg
persiste

Même si l'on est en droit de déplorer les finasseries imaginées par les partisans de Bruxelles, il est un fait que ceux-ci engagent des points. Jeudi, le bureau du Parlement - qui regroupe le président et les vice-présidents de l'Assemblée - a donné son accord pour l'occupation de l'espace Léopold. La réalisation de ce projet « somptueux », selon M^{me} Pery, va coûter la bagatelle de 1 milliard d'euros (7 milliards de francs). Le prix élevé de la location annuelle - 57 millions d'euros -

a conduit le Parlement à envisager son acquisition. L'Assemblée s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour se décider sur la formule (location ou achat en leasing).

Cette décision va à l'encontre d'une lettre de M. Roland Dumas, adressée, le 21 septembre, à M. Enrique Baron Crespo. Dans son courrier, le ministre français des affaires étrangères indiquait au président de l'Assemblée que « le gouvernement français ne saurait admettre que se développent à nouveau des tentatives insidieuses visant à remettre en cause le rôle de Strasbourg comme siège du Parlement européen ». M. Dumas ajoutait : « Je suis convaincu que vous vous attacherez à ce que les décisions que le bureau pourrait être amené à prendre n'aient pas d'implications financières et ne préjugent pas la décision définitive sur le siège que les chefs d'Etat et de gouvernement sont appelés à arrêter ». Quelques jours auparavant, M. Wilfried Martens, premier ministre belge, affirmait que la Belgique mettrait son veto au conseil européen si Strasbourg devait être désigné.

La bataille diplomatique n'empêche pas les travaux d'avancer

à Bruxelles. L'hémicycle de sept cent cinquante places devrait être achevé d'ici deux ans et l'ensemble de l'espace Léopold en 1996. Pour faire bonne mesure, le bureau de l'Assemblée a engagé Strasbourg à réaliser son projet : la construction d'un hémicycle de la même taille et trois cents bureaux supplémentaires. Au total, la capitale alsacienne en disposera de mille quatre cents, soit près de la moitié de ce qui est prévu à Bruxelles.

M^{me} Catherine Trautmann attend de toute façon la garantie de l'Etat pour lancer une opération qui coûtera 1,1 milliard de francs, la ville de Strasbourg n'ayant pas les moyens financiers de donner sa caution. Afin d'occuper le terrain, le maire de Strasbourg a ouvert mardi un concours d'architectes pour réaliser son projet.

La tâche de M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, qui doit formuler des propositions sur le siège du Parlement au conseil européen du 27 octobre à Rome, paraît bien ardue au vu de l'imbroglio actuel.

MARCEL SCOTTO

Les futures institutions paneuropéennes

Conflit entre Washington et le Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a l'ambition de se transformer en assemblée de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Dans cette perspective, les trente-cinq pays signataires de l'acte final d'Helsinki, à l'exception des Etats-Unis, ont envoyé des délégations parlementaires au forum organisé jeudi 27 septembre par l'institution regroupant les vingt-trois Etats de l'Europe occidentale.

La délégation canadienne a tenu à se démarquer de cette initiative. M. Terry Clifford, membre du Parlement d'Ottawa, a indiqué que « son pays n'entendait pas être marginalisé dès qu'il était question de politique européenne ».

Faisant écho aux réticences du Congrès américain, le député canadien a plaidé pour « éviter tout affaiblissement des liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord ». La volonté du Conseil de l'Europe de « se placer » dans l'attente actuelle à propos d'une nouvelle architecture pour le Vieux Continent a été confirmée par le dépôt d'un deuxième texte, finalement retiré, qui disait que le Conseil de l'Europe tiendrait, avec

la participation des parlementaires des trente-cinq, un débat annuel sur la sécurité.

M. Felipe Gonzalez était venu appuyer les délégations qui s'opposaient à une telle initiative. « Dans la nouvelle configuration européenne, le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle important mais dans ses domaines de compétence », a-t-il dit. Interrogé sur une éventuelle association de l'institution européenne aux débats sur la sécurité, M. Gonzalez a répondu tout net : « Cette hypothèse est totalement exclue. Le Conseil de l'Europe n'est pas compétent en la matière ».

M. S.

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le sommet de l'OTAN en juillet avait recommandé l'institutionnalisation de la CSCE et notamment la création d'un organe parlementaire « sur le modèle de l'Assemblée du Conseil de l'Europe ». Saisissant la balle au bond - de manière précipitée selon les Américains - le Conseil de l'Europe a voté une résolution qui lui est plus favorable puisqu'elle demande la création d'une assemblée établie « sur la base » du Conseil de l'Europe qui serait « l'interlocuteur des gouvernements des pays de la CSCE et de toute institution intergouvernementale qui verrait le jour ». Ce libellé va tout à fait dans la direction souhaitée par les Soviétiques.

MODE :
ELLES NE PENSENT
QUE "TISSUS".
ELLES NE JURENT
QUE PAR "RODIN"...

Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! »
Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le "numéro 1". »
Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

UN COUP DE
MAIN
POUR MON
C.V. ?

Désarmement conventionnel

M. Baker et M. Chevardnadze font état de progrès vers la conclusion d'un accord

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a informé jeudi 27 septembre à New-York ses homologues de l'OTAN des progrès intervenus, lors de ses entretiens avec M. Edoard Chevardnadze, à propos du désarmement conventionnel en Europe. Un accord de principe sur la répartition du matériel militaire a été conclu et des progrès ont été enregistrés sur la question des avions de combat.

La question de la répartition du matériel offensif - chars, véhicules

M. Chevenement
invité du « Grand Jury
RTL-Le Monde »

M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la défense, maire de Belfort, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury-RTL-Le Monde », dimanche 30 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le ministre, qui revient d'une tournée en Arabie et dans les émirats auprès des forces françaises, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Isnard, du Monde, de Dominique Pennequin et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Catherine Hugon
LES
REGLES D'OR
DU
CURRICULUM
VITAE
25 exemples
commentés

blindés de combat, artillerie et hélicoptères - avait été ouverte par les négociateurs soviétiques venus à New-York, a affirmé le responsable américain. Le paysage stratégique ayant totalement changé en Europe, avec l'unité allemande et la dislocation du pacte de Varsovie, les Soviétiques remettaient en question le principe selon lequel aucun pays de la zone ne pouvait disposer à lui seul de plus de 30 % de chaque catégorie de matériel et demandaient 40 %.

M. Baker, sans révéler la nature du compromis intervenu, a indiqué qu'il n'était ni de 30 ni de 40 %. Des pourcentages différents pourraient s'appliquer aux différentes catégories d'armements.

M. Baker a précisé qu'une nouvelle rencontre avec M. Chevardnadze serait nécessaire dans les prochains jours à New-York.

« L'accord n'est pas parachevé », a-t-il dit. - (AFP)

C'EST VRAI...

que nous sommes installés en fond de cour, que notre décoration n'est pas « terrible », qu'il faut quelques fois attendre un peu et même parfois se servir seul. Oui.

C'EST VRAI MAIS...

nos prix sont uniques à Paris sur le prêt-à-porter masculin des grands couturiers et de notre fabrication de luxe.

STEPHANE MEN'S

DISCOUNT DE LUXE

Devant de lun. au sam. de 12 h à 19 h 30.

5, rue Washington, M^o George-V

100, bd St-Germain, M^o Odéon

FÉLICITE par la presse nationale et le Ministère du Commerce.

RECOMMANDE par le code diplomatique et consulaire.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Gros lot

Ce matin au café-tabac du coin, je rencontre un copain. Il est d'une humeur de chien. Qu'est-ce que t'as ?

- J'arrête pas de jouer le carré d'as au tapis vert, il sort jamais. Je prends tout un tas de billets... Rien au grattage, rien au tirage. Dimanche aux courses, je me suis encore ramassé. Enfin, c'est la cata !

- Allez, console-toi, Malheureux au jeu, heureux en...

- Oui, oui, je sais... Une chance de cocu. Ben, j'aimerais bien, parce que j'en ai pas et je le suis, figure-toi !

- Ah bon ! Avec Colette...

- Oui, terminée. Elle en avait ras le bol de mon F 3, de Sergy-les-Gonesses, du RER, du méro. Elle est retournée chez son ex. Un loft à la Bastille, un job dans le pub, une BMW décapotable... Avec mon salaire à la con, moi, je peux pas lutter. C'est pour ça que j'essaie de...

- Oui ben, au lieu de jouer petit, tu ferais mieux de tenter le gros lot.

- Ah ! ça non, jamais. Non mais pour qui ils nous prennent, ces détraqueurs du Loto ?

- Je comprends pas. Ils viennent de multiplier tes chances. Ça t'en fait quatre au lieu de deux, le mercredi et le samedi.

- Enfin, voyons, ma pauvre chérie, c'est une formidable escroquerie. Avant, avec 70 billets, tu t'offrais un abonnement de dix tirages sur deux jours pendant cinq semaines. Et maintenant pour avoir le double tu payes la triple, 210 francs. Une entourage qui leur a permis d'augmenter de 40 % le prix du billet. Ni vu ni connu.

- Ouais, ben, en attendant, ton attrape-gogo, c'est un attrape pépètes. Tu sais à combien ils l'ont mise, la supercagnotte demain samedi ? A 100 millions ! Un record pour l'Europe.

- Une supercagnotte, oui. C'est complètement fou ! J'arrive même pas à imaginer ce que ça peut représenter.

- Entre la pierre, la Bourse et les SICAV, ils expliquaient ça hier dans « le Parisien », très exactement 250 000 billets par mois. Et ta Colette, crois-moi... Qu'est-ce que t'attends pour jouer son numéro de téléphone ?

- Et s'il sort pas j'aurai perdu 10 milliards de centimes ! Comment veux-tu que je m'offre ça ?

□ M. Baker va rencontrer son homologue vietnamien. - Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, rencontrera, samedi 29 septembre à New-York, son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach. Ce sera la première rencontre officielle à ce niveau entre Américains et Vietnamiens depuis 1973. - (AP, AFP)

□ Marseille : des salariés de Lexmar bloquent la gare Saint-Charles. - Plus d'une centaine de salariés de Lexmar-France ont paralysé jeudi 28 septembre dans la matinée la circulation ferroviaire à la gare Saint-Charles à Marseille. Des barrières ont été installées vers 7 heures sur l'ensemble des voies,

interdisant ainsi le départ et l'arrivée de trains. Lexmar a obtenu une concession de trente ans pour l'exploitation du site des anciens chantiers navals de La Ciotat, mais n'a pu reprendre encore l'activité industrielle, en raison de négociations en cours sur le rachat de l'outil. Depuis deux mois, ses salariés ne sont plus payés.

□ Barclays va reprendre la dernière banque privée de RFA. - La Barclays Bank va reprendre 100 % de la deuxième banque privée de RFA, Merck Finck (groupe Merck Finck and Co) pour un montant non révélé, a annoncé vendredi 28 septembre la banque britannique.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

MAGAZINE

DÉTOURNEMENT DE FONDS ABUS DE BIENS SOCIAUX...

QUAND LE CRIME PAIE

La délinquance en col blanc, difficile à détecter, échappe le plus souvent à la Justice. Et quand les faits sont prouvés et les coupables identifiés, les condamnations sont beaucoup moins sévères que pour les petits délits de droit commun.

S & V ECONOMIE MAGAZINE enquête sur cette étrange mansuetude des tribunaux.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Entreprises : pourquoi se faire voler à l'étranger ?
- Recrutement : Bac + 2, la chasse est ouverte !
- Dossier : la nouvelle crise du logement.

3615 SYRICO

S & V ECONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR AGIR

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Contribution sociale : « La République bananière », par Jean-Jacques Dupeyron ; Irak : « Chrétiens de Mésopotamie », par Joseph Yacoub. 2

La crise du Golfe 3 et 4

La lutte contre la drogue

au Pérou

M. Fujimori ne veut pas utiliser l'armée. 6

Un appel de M. Rocard

Les socialistes invités à soutenir le gouvernement. 8

Offensive du RPR

Une critique tous azimuts. 10

Journal d'un amateur

« Comparaison », par Philippe Boucher. 10

SECTION B

L'affaire Médécin

Le directeur de Nice-Opéra en garde à vue. 14

SANS VISA

Les fantômes de Penang • La table • Jeux. 17 à 19

Cinéma :

Hollywood

supprime le « X »

Un nouveau système de classification des films américains pour sortir de la logique de la censure. 23

Arts :

Euphonios au Louvre

Euphonios, un des plus grands peintres de l'Antiquité grecque, est exposé sous la Pyramide. 23

SECTION C

Les grèves

à la Sécurité sociale

Un personnel mal géré. 41

Lutte pour le pouvoir

aux Wagons-Lits

La stratégie de la Caisse des dépôts. 43

Services

Abonnements. 2

Annonces classées. 42

Carnet. 16

Jeu. 18

Loto. 14

Marchés financiers. 46-47

Météorologie. 16

Paris en visites. 45

Philatélie. 16

Radio-Télévision. 21

Spectacles. 22

Week-end du chineur. 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

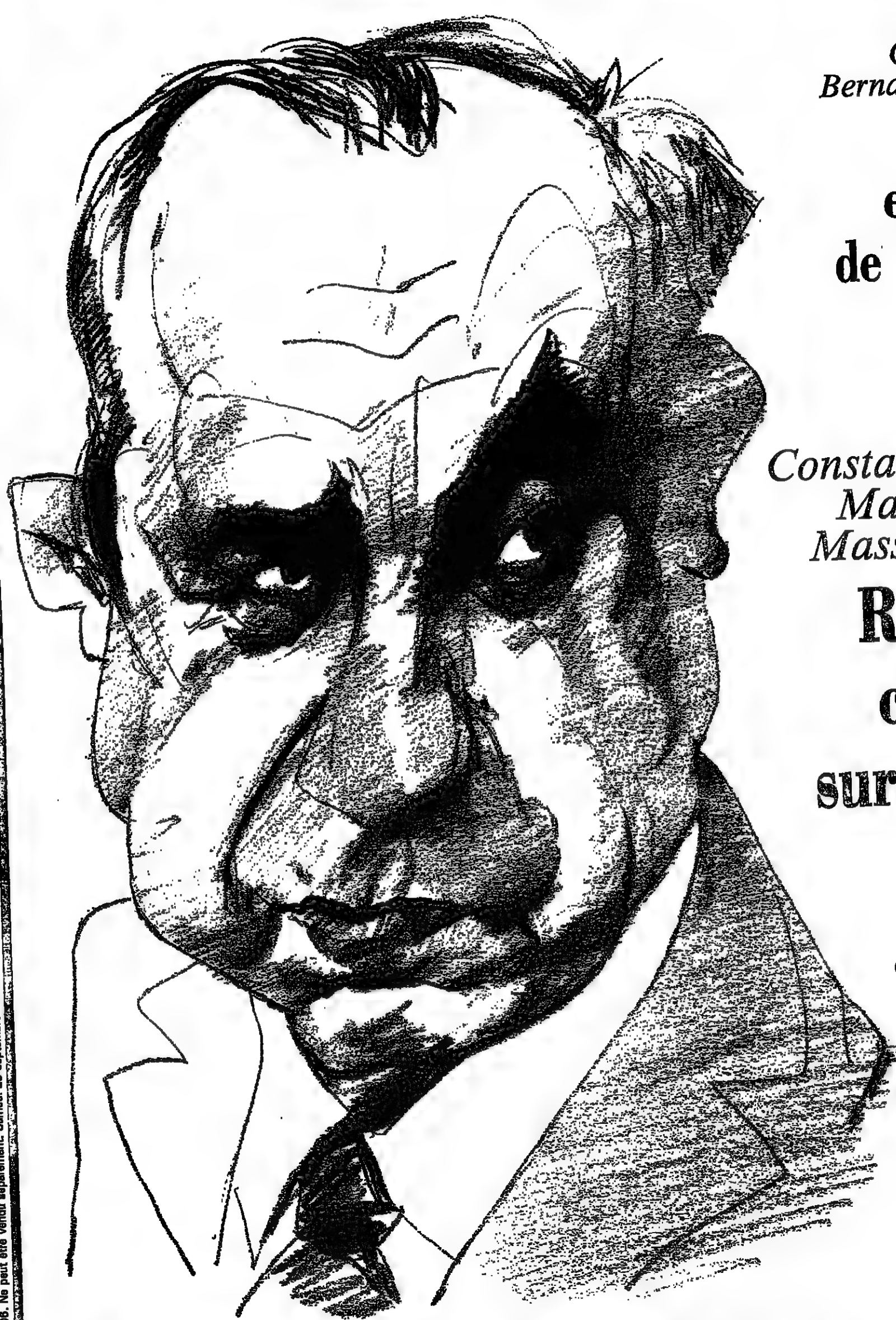
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1990 a été tiré à 544 664 exemplaires.

صكنا من الامم

NUMERO 5 REVUE EUROPEENNE DES LIVRES OCTOBRE 1990

LIBER



Gilles Kepel,
Bernabé Lopez Garcia
**Mythe
et réalités
de l'intégrisme**

Constantino Bertolo,
Mario Fusco,
Massimo Onofri
**Regards
croisés
sur Sciascia**

Gian Giacomo Migone
**Monseigneur
de Cracovie**

Jacques Derrida
**L'autre
cap**

PANCHO

Frankfurter Allgemeine

L'INDICE

EL PAIS

Le Monde

SUR LE VIF

Gros lot

C

ECONOMIE
MAGAZINE

DEVOUEMENT DE FOI
AUX DROITS SOCIAUX

**QUAND
LE CRIME
PAIE**

Les délinquants en France
distinguent-ils la justice
de la prison ?

EQUALITE AU SOMMAIRE

• L'Europe pour tous
• Les droits sociaux
• Les droits sociaux

LAU ECONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR

Supplément au n° 14206. Ne peut être vendu séparément. Samedi 29 septembre 1990

SOMMAIRE

Gian Giacomo Migone Monseigneur de Cracovie	2
Joseph Leo Koerner Le culte des images	3
M. Onofri, C. Bertolo, M. Fusco Regards croisés sur Sciascia : en Italie, le sismographe sensible de la société ; en Espagne, l'Italien par excellence ; en France, les combats d'un homme libre	4-5
Alain Nadaud Métaphores et métamorphoses	6
Gilles Kepel, B.L. Garcia Mythe et réalités de l'intégrisme : les mouvements de « réislamisation » ; laïcisation de l'islam ou islamisation de la politique ?	8-9
Juan Arias Pas de perestroïka pour le Vatican	10
Jacques Derrida L'autre cap	11-13
Pierre Laszlo Tableau de la variété du monde	14-15
Librairie européenne	14

Dessin de couverture :
Pancho

LIBER (Revue européenne
des livres) est un supplément
paraissant dans Frankfurter
Allgemeine Zeitung, l'Indice, le
Monde, El País.

Comité éditorial : Pierre
Bourdieu (président), Miguel
Angel Bastenier, Thomas
Ferenczi, Gian Giacomo
Migone, Frank Schirmacher.

Design : Enrico Maria
Radaelli, Pirella Göttsche Lowe
S.p.A., Milan.

Directeur artistique :
Michel Gaffré, Paris.

Administrateur : Jean-
Claude Gilbert, Paris.

Bureau central : 47, rue de
Babylone, 75007 Paris. Tél. :
47-53-77-72.

Copyright : LIBER SARL et
le Monde.

Nous remercions pour leur
aide et leur soutien : Pierre-
Jean Gré et le Groupe 7, IPS
Communications.

Directrice de la publicité,
France : Sabrina Botbol, Le
Monde Publicité, 5, rue de
Monttessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82. Téléc. :
MONDPUB 206 136 F. La
publicité qui apparaît dans
LIBER est commune à toutes
les éditions.

Editeur : SARL Le Monde.

Opinion

Monseigneur de Cracovie

Gian Giacomo Migone



(Dessin de Loveland)

PARMI les participants au Concile œcuménique Vatican II, les « experts conciliaires », théologiens éminents, contribuèrent, bien que dépourvus de la dignité épiscopale, à imprimer aux travaux la tendance qui correspondait au renouvellement ecclésial souhaité par Jean XXIII.

L'un de ces experts m'a raconté que sa commission conciliaire comptait parmi ses membres un obscur prêtre polonais nommé Karol Wojtyła, que le cardinal Garrone, qui présidait la commission, appelait avec un soupçon de suffisance « Monseigneur de Cracovie » lorsqu'il lui donnait la parole ou se tournait vers lui, marquant par là sa position périphérique au sein de l'Eglise romaine.

L'élection de Wojtyła au pontificat, plusieurs années après, prit d'une certaine façon le sens d'un retournement, sinon d'une rupture par rapport à une Eglise qui était traditionnellement dominée, et souvent divisée, par une Curie encore en majorité italienne malgré la réforme de Paul VI. L'élection de l'archevêque polonais, encore jeune et vigoureux, qui succédait au bref pontificat d'Albino Luciani, parut marquer une volonté d'échapper à une opposition frontale entre le cardinal Bevilacqua, qui se présentait en continuateur du réformisme prudent et parfois hésitant de Paul VI, et la voie du retour à une Eglise pré-conciliaire qu'incarnait le cardinal Siri.

En peu de temps, le « pape étranger » devint le « pape polonais », perçu comme porteur d'une expérience ecclésiale fortement marquée par un traditionalisme religieux qui avait également pris la forme d'une fibre opposition à un régime communiste dont le faible enracinement était à la mesure de la direction que Moscou, de l'extérieur, lui imposait.

Devenu évêque de Rome, Karol Wojtyła n'a jamais quitté les atours de « Monseigneur de Cracovie ». L'intransigence de son enseignement moral, l'accent mis sur le culte marial, son sens de la hiérarchie et sa méfiance vis-à-vis de toute innovation doctrinale ou disciplinaire l'ont conduit à pousser plus avant la polémique contre la société et la culture modernes (que l'on songe aux phrases qu'il a consacrées aux « maîtres du soupçon », Marx, Nietzsche et Freud), polémique qui renvoyait fortement à une expérience du catholicisme essentiellement rurale, périphérique, privée de toute impulsion extérieure, celle-ci ne pouvant clairement provenir d'une orthodoxie de régime importée s'opposant à la volonté dominante d'une population dont il avait été lui-même l'un des pasteurs.

Initiatives œcuméniques

Tandis que ces tendances mettaient le pontife romain en synapse avec les mouvements catholiques intégristes italiens, le rapport qu'il établissait avec les autres religions fut en son temps très novateur et ambivalent à la fois. Rencontres et prières en commun avec les autres représentants des religions monothéistes sont allées bien au-delà des prudentes initiatives de dialogue prescrites par le Concile Vatican II et poursuivies par ses prédécesseurs. Le seul fait de se mettre côte à côte à l'occasion des prières communes a constitué une rupture historique par rapport à une tradition théologique qui, jusqu'à des temps rapprochés, considérait la foi chrétienne comme la seule salvatrice : en quelque sorte, ce fut une leçon de pluralisme et de tolérance.

Il est indubitable aussi que ces initiatives œcuméniques étaient motivées par une forte charge polémique face à la culture séculière d'un monde constamment accusé de matérialisme et d'indifférence envers la dimension spirituelle de la vie humaine. Ce pont jeté entre plusieurs expériences religieuses et entre les ethnies enracinées dans celles-ci marquait une fracture par rapport à une culture laïque qui a fortement influencé la pensée chrétienne elle-même et le monde catholique, surtout dans les pays industrialisés.

Rétrospectivement, le choix du pape polonais apparaît comme un signe prémonitoire des changements qui allaient, à plus de dix ans de distance, révolutionner le monde communiste et les pays de l'Est. De fait, Jean-Paul II a apporté à la cause anticommuniste une charge d'agressivité fondée sur une expérience vécue plutôt que sur une conviction doctrinaire orthodoxe. Il a manifesté cette agressivité non tant par de nouveaux anathèmes (déjà formulés, de manière plus nette, par Pie XII), que par l'intransigence dont il a fait preuve envers les partisans de la Théologie de la libération, qui ont continué par ailleurs à influencer sur une part importante de l'Eglise latino-américaine. De plus, il est resté dominé par une

logique typique du mouvement de contestation polonais, et pas seulement polonais, selon laquelle « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ». Cette logique allait remplir les églises de foules en prière au moment de l'attentat contre Reagan, et pousser le souverain pontife, au cours d'un long voyage en Amérique centrale, à condamner publiquement le régime sandiniste (en s'acharnant sur sa composante catholique) et à se présenter au balcon du palais de la Monedra au côté du général Pinochet. De cette façon, ses déclarations en faveur de la défense et de la conquête des droits de l'homme, indubitablement, se sont révélées objectivement affaiblies.

Pourtant, il serait erroné de réduire la signification politique du pontificat de Jean-Paul II à une simple reprise de l'an-

ticommunisme militant imposé en temps de guerre froide par Pie XII. Son pontificat comporte également une œuvre diplomatique qui est la continuation en droite ligne de celle de ses prédécesseurs immédiats, profitant avec persévérance de toute ouverture ou occasion de rencontre avec les régimes communistes, dans le but constant de permettre aux églises locales l'exercice d'une action pastorale plus incisive et restant d'une certaine manière sensibles aux tendances qui allaient finalement mettre en cause non seulement ces régimes mais aussi l'ensemble de l'équilibre politique mondial placé sous le signe de la guerre froide.

De l'Atlantique à l'Oural

Quelques mois après son élection, le cardinal Agostino Casaroli, son secrétaire d'Etat et le principal artisan de l'œcoumène vaticane, présidait une conférence dont la grande importance politique et programmatique échappa aux médias. Le Saint-Siège avait invité dans l'abbaye, reconstruite, de Monte-Cassino, le corps diplomatique accrédité auprès du Vatican mais aussi les diplomates accrédités auprès du Quirinal : cette initiative, en elle-même, était tout à fait inhabituelle, compte tenu de la jalousie avec laquelle les papes ont l'habitude de souligner leur propre souveraineté temporelle, mais avait pour but évident de s'adresser aux représentants des Etats-Unis et de l'URSS, qui n'avaient pas alors de relations diplomatiques directes avec le Saint-Siège. Le discours que prononça alors le cardinal Casaroli se révèle être une sorte de définition programmatique des futures initiatives diplomatiques de Jean-Paul II, même s'il dut paraître anachronique à une bonne part des diplomates présents.

En pleine phase de reprise de la guerre froide - c'était l'époque de la volte-face de la politique de Carter, qui devait mener à l'installation de missiles à moyenne portée en Europe et à une résistance active au brejnevisme - les paroles du cardinal secrétaire d'Etat faisaient émerger la vision d'une Europe carolingienne, unie, selon la formule chère au général de Gaulle, de l'Atlantique à l'Oural, et remettant clairement en cause la domination bipolaire des Soviétiques mais aussi des Américains. Se dessinait ainsi, sur le plan diplomatique, une ligne tendant à la déstabilisation des blocs militaires en vigueur, fondée sur une polémique que le souverain pontife devait souvent reprendre et diriger contre les matérialismes de signe contraire qui, en s'opposant l'un l'autre, avaient assujéti l'Europe et le monde et avaient mis en péril sa survie.

Lorsque, quelque temps après, le soutien offert par l'ex-archevêque de Cracovie au mouvement de libération polonais contribua fortement au déclenchement du processus de désagrégation du monde communiste, on vit d'une certaine manière s'accomplir une crainte qu'avait formulée Henry Kissinger et qui, dans la chronique politique contemporaine, est connue sous le nom de « doctrine Sonnenfeldt » : toute forme de déstabilisation de la domination soviétique sur l'Est allait finir par miner les racines même de la domination américaine sur le reste du monde.

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Boccato.)
(Lire aussi page 16 le point de vue de Jean Arias « Pas de perestroïka pour le Vatican »).

► Gian Giacomo Migone enseigne l'histoire de l'Amérique du Nord à la faculté de sciences politiques de l'université de Turin.

Le Cracovie

Figure



★ Hans Belting, *Bild und Kult. Ein Geschichte des Bildes vor dem Zeitalter der Kunst*. München, Verlag, C. H. Beck, 1990, 700 p., 178 DM.

DANS l'Angleterre de la fin du XIV^e siècle, durant la sanglante répression de l'hérésie lollarde, l'Eglise punissait de mort le refus de soumission à son culte des images. Les Lollards, violemment iconoclastes, étaient brûlés sur le bûcher lorsqu'ils ne prenaient pas serment : « De ce jour, j'adorerai les images, les priai et leur ferai offrande. » Dans une Eglise assiégée, l'image représentait l'orthodoxie ; sa destruction touchait aux fondements mêmes de l'ordre chrétien.

Le christianisme s'affirme foi du Verbe, vérité révélée, appuyée par les Saintes Ecritures. Presque tout au long de son histoire, pourtant, les images furent, pour la multitude des croyants, au moins aussi importantes que les textes. Les peintures et les sculptures qui emplissaient les églises médiévales n'étaient pas simplement des « Bibles pour les illettrés », comme le soutenait le pape Grégoire I^{er}. Elles détenaient un pouvoir très particulier.

On savait que les effigies des saints bougeaient, pleuraient, saignaient et sécrétaient du lait à l'exemple de leur modèle ; elles pouvaient absoudre les péchés, accomplir des miracles et intercéder pour l'homme auprès de Dieu. Elles devaient l'objet de cultes officiels et le but de pèlerinages déplaçant des foules : en 1350, plus d'un million de fidèles envahirent Rome pour voir une image miraculeuse du Christ.

Déjà au IX^e siècle, l'Eglise d'Orient déclarait ses icônes les égales des Ecritures, par le statut et le pouvoir. La doctrine ne fut formulée qu'après la période iconoclaste de Byzance au huitième siècle, qui divisa la chrétienté entre Eglises d'Orient et d'Occident. Les iconoclastes considéraient comme idoles les images du culte, et réclamaient un retour à la primauté du verbe ; ainsi s'inscrivaient-ils dans la continuité à la fois de l'Ancien Testament, qui refusait les images, et des premiers chrétiens, martyrisés pour avoir refusé d'adorer les idoles impériales de Rome.

Les iconoclastes de Byzance furent vaincus, mais leur discours refit surface tout au long du Moyen Age, dans des mouvements hérétiques comme celui des Lollards et dans la Réforme allemande qui fit éclater l'Eglise d'Occident. Qu'ils les vénéraient ou les détruisaient, les chrétiens entretenaient un rapport complexe avec les images.

Moments de rupture

Hans Belting a écrit l'histoire de cette relation dans un nouveau livre, puissant, savant, *Bild und Kult (Image et culte)*. N'y sont pas étudiées toutes les images chrétiennes, mais une catégorie particulière :

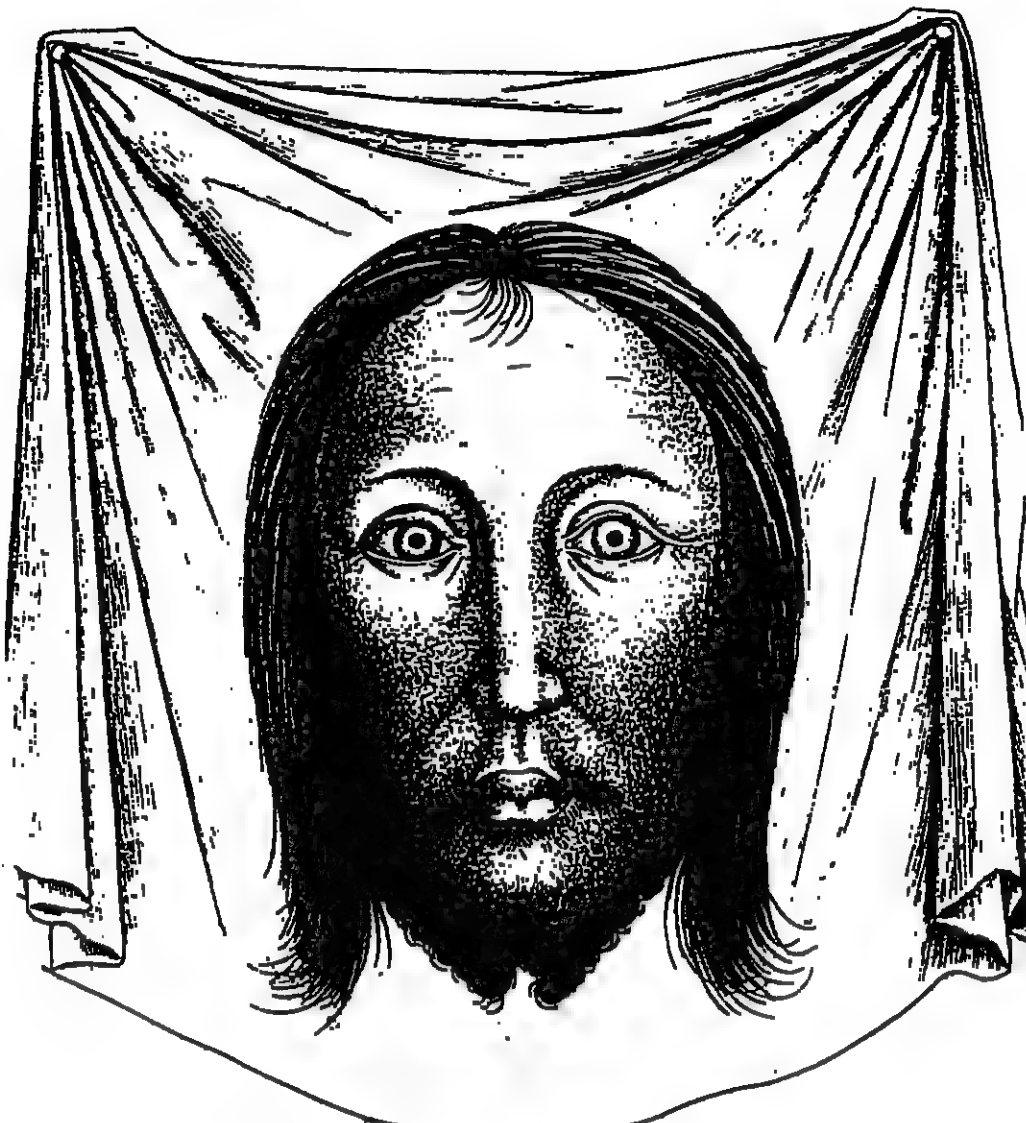
« La représentation personnelle, l'image... Elle représentait habituellement une personne et c'est pourquoi elle était aussi traitée comme une personne. » L'histoire de Belting s'étend sur un millénaire, du cinquième siècle, au cours duquel les images du culte païen se transforment pour s'intégrer à la culture chrétienne, jusque vers 1500 quand les concepts d'art et d'artiste nés de la Renaissance, en même temps que la théologie de la Réforme, modifient totalement la production et l'usage de l'image. L'ouvrage traite l'Eglise d'Orient comme celle d'Occident, avec le rôle capital joué par Byzance jusqu'en 1204, date à laquelle la reddition de Constantinople aux croisés vénétiens fit connaître à l'Occident les images - et les artistes - d'Orient, et suscita l'apparition des peintures à volets en Italie et dans les pays du Nord.

Durant cette période et sur cet espace géographique, les « représentations personnelles » apparaissent sous une étonnante diversité de formes et de rôles. Elles se veulent parfois *acheiropoetai*, ou « images non produites par la main de l'homme », miracles d'autogénération par lequel se trouve reproduite l'image unique d'un individu - ainsi le visage du Christ sur le linge de Véronique, conservé à Rome et vénéré comme la plus sacrée des reliques. Parfois, en particulier en Orient, elles reproduisent simplement, sous le banal pinceau du peintre, les traits canoniques d'un saint, de sorte qu'accrochées comme « icônes » à l'iconostase d'une église de campagne elles servent à la dévotion d'un jour précis du calendrier liturgique.

Plus tard, en Occident, on les retrouve, associées à des reliques, dans l'élaboration de riches retables décorant l'autel où la messe est dite ; ou, détenues à titre privé, chez des particuliers, où elles servaient à des dévotions, loin des rites officiels de l'Eglise. A la fin de cette période,

Pour comprendre ce que les images religieuses signifiaient pour les chrétiens du Moyen Age, en Occident ou à Byzance, et la nature de la croyance qui leur était accordée, il faut sans doute s'affranchir aussi bien du discours esthétique moderne que du discours théologique des contemporains. Hans Belting procède à une enquête historique sur le statut des images entre le triomphe du christianisme et celui de la Renaissance.

Joseph Leo Koerner



Gravure de 1440.

délabrés, surchargés, ces objets deviennent de véritables reliques, non seulement des saints qu'ils représentaient, mais également d'une piété aujourd'hui perdue, celle d'une époque qui fabriquait et vénait d'images ses images.

Même les passages en apparence continu d'une forme à une autre de représentation, deviennent, sous le regard rigoureux de Belting, des moments de rupture. Ainsi, dans son magistral chapitre sur les icônes d'importation, Belting montre comment, dès 1204, l'Occident a méinterprété l'essence même de l'image byzantine qu'il a convoitée. L'Eglise d'Orient, par sa métaphysique de la ressemblance, déclarait « authentique » tout portrait convenable d'un saint, partant de l'idée que toutes les images se trouvaient toujours déjà en latence dans le modèle ; quand l'Occident, qui considérait les icônes importées comme des reliques, ne frappait d'authenticité que les images singulières qui, de par leur apparence ancienne ou la légende qui les accompagnait, suggéraient à travers le temps un lien miraculeux avec le personnage représenté.

Ces différences non formulées du contenu de l'image - qu'elle soit représentation autogénérée de l'essence du modèle, ou vestige physique et unique de son apparence - continuent d'habiter la conception que nous avons aujourd'hui de l'image. Par exemple, Belting dénonce le point de vue moderne qui fait des icônes byzantines de serviles copies d'une norme statique, quand les premières peintures à volets, en Occident, seraient des créations libres et novatrices, inspirées des configurations orientales. Jusqu'en 1204, l'Orient, mal à l'aise, a en permanence révisé sa tradition de l'image, et l'idée même d'une image « authentique » - et par conséquent d'une « réplique » canonique - se révèle pour l'essentiel une invention de l'Occident du treizième siècle.

Belting dévoile nombre de ces fissures dans l'histoire qu'il raconte, ces moments où la « tradition » se forge à partir d'interprétations erronées d'objets venus de

l'étranger ou du passé. Ces éléments remettent fondamentalement en cause nos idées sur la continuité de l'art européen ; ils soulèvent, dans le même temps, la question de la cohérence du propre sujet de Belting. L'image, même réduite à la « représentation personnelle », correspond-elle à une réalité unique à partir de laquelle peut s'écrire une histoire unique ? Ou la discontinuité du matériau est-elle si grande que le discours sur l'image pourrait se déplacer de l'histoire à, par exemple, l'anthropologie ?

Bild und Kult commence comme une expérimentation : « La forme d'une « histoire de l'image » est en premier lieu un mode narratif concret pour introduire l'objet. Mais peut-être est-elle apte aussi à manifester une histoire véritable que l'on pourrait reconstituer narrativement. » Une « histoire véritable » signifie, dès le départ, que le matériau ici assemblé est en effet cohérent, que son propre développement sera narratif, et qu'il a par conséquent un début, un milieu et une fin.

Belting ancre son histoire en lui donnant un nom : l'ère de l'image, délimitée, d'un côté, par l'Antiquité et ses idoles, et de l'autre, par l'ère de l'art, qui est aujourd'hui encore la nôtre. L'histoire devient à la fois méthode de travail et hypothèse, une hypothèse dont la preuve sera la cohérence du propre récit de Belting.

A un premier niveau, l'investissement de Belting dans l'histoire répond simplement à la nature de son objet : l'icône définie par opposition au récit, comme l'image l'est à l'histoire ou, plus généralement, le symbole à l'événement, l'être au devenir. Le culte chrétien embrasse, naturellement, les deux dimensions, à la fois commémorant l'histoire passée telle qu'elle est rapportée dans la Bible, et transmutant ce passé en un présent absolu dans les sacrements. Le récit de l'icône dans le profond oxymoron de la foi religieuse.

A un autre niveau, l'histoire constitue l'une des deux grandes ascètes méthodologiques qui rendent possible *Bild und Kult*, en font, en réalité, un véritable monument. Le livre prend le contrepied d'autres approches plus attendues sur ce sujet aujourd'hui à la mode qu'est « le pouvoir des images » et qui, par le biais de la psychologie, de l'anthropologie ou de la déconstruction, dissocient derrière les formes multiples de l'image la fonction absolue. Belting, en effet, écrit l'histoire plutôt qu'une théorie de l'image. Son matériau l'y conduit. Car l'un des thèmes omniprésents de *Bild und Kult* est la disparité qui existe entre le sens que les théologiens - en l'occurrence les théologiens - donnent à l'image et l'effet qu'elle produit sur les croyants.

Dans un chapitre capital sur la théorie byzantine de l'icône, Belting démontre que la vaste machinerie spéculative à l'origine de la théologie de l'image au neuvième siècle, reconstruite comme elle l'a été sur la *tabula rasa* de l'iconoclastie, n'a expliqué pas l'icône orientale ; elle n'a été, pour les théologiens qu'une manière de s'approprier, de réinventer et de diriger rétrospectivement un élément jusqu'alors extérieur à leur compétence.

La théologie, qu'elle soit iconophile ou iconophobe, tend à l'iconoclastie, car même se prononçant en faveur des images, son discours privilégie les mots. Dans la Réforme allemande, qui situait la religion dans la foi et l'intelligence intérieure, rejetant les objets et les pratiques extérieures, les théologiens se sont finalement emparés du pouvoir : l'image est offerte soit aux iconoclastes qui les détruisent comme idoles, soit aux collectionneurs qui les neutralisent comme objets d'art. Ces rapports conflictuels de l'image avec son interprétation entrent en la théorie de Belting à l'égard de la théorie. Ils contraignent *Bild und Kult* à renoncer à la question généralisatrice, « Pourquoi les images ? », pour revenir aux objets eux-mêmes, sous leurs apparences physiques complexes, dans leurs usages de culte, aux faits et aux tables

d'origine, aux histoires telles qu'elles sont devenues. Il en découle un livre d'une étonnante richesse empirique, où l'exégèse n'obscurcit jamais la vision, mais fait appel au propre pouvoir de l'imagination, mystérieux et équivoque dans sa primitivité.

En un sens, c'est un livre traditionnel. Par son ordre chronologique, par tout son appareil savant (dont un long appendice de textes primitifs, en traduction, sur l'histoire et l'usage des images), sa perfection en matière de citation et de terminologie, et son refus de la théorie, il trahit une foi allégre dans la méthode et les habitudes de l'érudition.

Cependant, venant de l'auteur du brillant et controversé *Das Ende der Kunstgeschichte (La Fin de l'histoire de l'art - 1983)*, *Bild und Kult* représente ce que l'on pourrait appeler l'histoire de l'après-art, c'est-à-dire l'histoire de l'art telle qu'elle est pratiquée lorsqu'il a été fait table rase de nos conceptions héréditaires sur l'« art ». Plutôt, cependant, que de se joindre à la foule des théoriciens et prophètes postmodernes, Belting retourne au passé, pour écrire, comme il l'indique dans le sous-titre de son ouvrage, « une histoire de l'image avant le siècle de l'art ».

Là réside la seconde ascèse de Belting. Voir l'image en ce qu'autrefois elle a été, à savoir un objet efficace, que ce soit de miracle, de ressemblance ou d'ancienneté, plutôt que sous l'aspect de sa seule beauté et de ses seules qualités artistiques, c'est le purger de toute valeur esthétique rétrospectivement ajoutée. L'historien de l'art devra donc désapprendre son sujet. Regarder l'image, non comme le produit et le reflet de celui qui l'a fait, l'artiste en tant qu'individu, mais comme l'émanation de son modèle, le saint présent en effigie. Accepter la teneur du mythe qui commande à l'image : l'*acheiropoetai*, ce qui n'est pas produit par la main de l'homme, et qui s'oppose à l'art purement humain de la belle idole païenne.

Géographie de l'art

L'*acheiropoetai* arrive jusqu'à nous sous forme de légendes ou de vestiges - fragments usés, si souvent endommagés, réparés, remaniés que plus rien n'est visible de son art d'origine. Belting les reprend pour écrire leur « histoire véritable », leur passage d'une époque à une autre, d'un monde à un autre. Ce faisant, il réoriente non seulement l'histoire de l'art, mais aussi sa géographie, ouvrant l'« Europe » à l'Orient en cette époque de frontières abolies qui est la nôtre aujourd'hui.

Bild und Kult s'achève sur un symbole de la séparation, dans l'époque moderne, entre l'image et l'art. En 1607, Pierre-Paul Rubens façonna pour le maître-autel de la Chiesa Nuova à Rome un grand portrait de la Madone de la Grâce. La Vierge et l'Enfant y sont comme un tableau dans le tableau : une icône ovale trônant dans son cadre, portée par des putti et décorée d'anges. L'icône elle-même est le fragment, sauvegardé mais fortement endommagé, d'une fresque miraculeuse détruite lors de la construction de la Chiesa Nuova. Pour intégrer ce vestige boiteux et sans art à sa composition, Rubens réalisa, dans son style tout personnel, une libre « copie » de l'icône, qui recouvre presque entièrement l'image d'origine. Comme le rideau du temple, l'art cache ici l'image de culte.

Quand le Moyen Age, par ses icônes, pénétrait les visions célestes réservées aux saints, l'époque actuelle reste à l'extérieur, de par le jeu des dissimulations et des camouflages. Notre accès à l'icône ne se fera donc plus désormais par l'intermédiaire des saints mais par celle des peuples du passé. Retrouver, recréer leur perception est le but que se fixe Belting en tant qu'historien. Il y a réussi, et avec cet ouvrage a écrit le plus beau monument de la *memoria* visuelle de notre temps. ■

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize

► Joseph Leo Koerner est professeur d'histoire de l'art à l'université Harvard. Ses derniers ouvrages sont *Caspar David Friedrich and the Subject of Landscape* (1990) et, avec Rainer Crone, *Legends of the Sign : Paul Klee* (à paraître).

Leonardo Sciascia
par Ferdinando Scianna

Portrait

Regards croisés sur Sciascia

Le romancier italien Leonardo Sciascia est mort il y aura bientôt un an, le 20 novembre 1989. En guise de portrait, nous présentons trois visions de son œuvre et trois analyses de l'accueil qu'elle a reçue en Espagne, en France et en Italie.



Italie : le sismographe sensible de la société

« On a dit, écrivait Sciascia en 1967, que les Paroisses de Regalpetra contenaient l'ensemble des thèmes que j'ai par la suite développés de manières diverses dans d'autres livres (...). Tous mes livres, en effet, n'en forment qu'un : un livre sur la Sicile, qui touche les points douloureux du passé comme du présent, et qui s'articule comme l'histoire d'une longue défaite de la Raison. » Conçu sur le modèle de la ville natale de Sciascia, Racalmuto, la Regalpetra du roman assumait le rôle de métaphore de tous les lieux où, dans les églises de la Raison, ne reste d'autre possibilité que de faire le tort ou de le subir. L'histoire de ce village, ainsi, représentait le premier moment de l'ontologie du pouvoir qui devait régler la vaste foule des personnages sciascians à venir, en faisant les vis, les boulets et les chevilles des engrenages d'une grande machine inquisitoriale.

Les Paroisses avaient la force de l'archétype. Avec ce roman prenaient racine ces investigations historico-éthiques, du Conseil d'Egypte à la Sorcière et le Capitaine, dans lesquelles Sciascia, reprenant la leçon de Manzoni, démasquait les atrocités imposées d'un passé qui n'est jamais passé. Dans ces pages naissait aussi la lourde matière de ces romans policiers dans lesquels il disait avoir introduit le drame pirandellien, du Jour de la chouette à Une histoire simple, de ces histoires de mafia où un système d'intérêts illégitimes et criminels, initialement situé en Sicile, révèle l'extension de ses ramifications, remontant inexorablement au nord de la « ligne des palmiers » (1).

L'optimisme de l'écriture

A cette vision de l'Histoire comme lieu du mensonge et de l'injustice, Sciascia n'opposait que l'optimisme de l'écriture. Chez lui prenaient corps cette utopie de la littérature, appelée à mettre de l'ordre dans le chaos de la vie, et ce primat du style, qui tout de suite le distinguait des épigones du néoréalisme et des intellectuels engagés dans la voie de l'essai dénonciateur. Un mode particulier de déchiffrement de la réalité se manifestait chez lui, sous la forme d'une longue divagation ou d'une intuition fulgurante, par-

tant toujours, pour rejoindre le sol, d'une constellation de livres, dans la fréquentation de diverses planètes littéraires, de la Sicile de Pirandello et Brancati à la France de Voltaire, Courcier et Stendhal, de l'Espagne de Cervantes et Unamuno aux Amériques de Borges et Hemingway.

Bientôt, la littérature devint pour Sciascia la forme la plus absolue que la vérité pût assumer. Le pamphlet s'enrichissait de plus en plus dans l'apologue, la reconstruction précise d'un épisode de chronique judiciaire révélait le dessin d'une plus ample parabole, et l'inquisiteur prenait le pas sur l'investigateur. Les livres de Sciascia, en somme, furent tout à la fois les chapitres d'une microphysique du Pou-

Massimo Onofri

voir, incarnation laïque du Malin, et l'allégorie très lucide de la vie politique nationale. Les Italiens se virent dans ce miroir et, non sans une grande réticence, s'y reconnurent, d'où les âpres polémiques et l'isolement douloureux que Sciascia connut parfois. Tout commença en 1971 avec le Contexte.

Ce roman, qui se déroule dans un pays sud-américain indéterminé mais assez semblable à l'Italie, égrenne une série de crimes parfaits ayant pour toile de fond une glissante collusion entre partis de gouvernement et organisations révolutionnaires, visant tous au maintien du statu quo. Cette histoire, si elle valut à l'auteur l'accusation d'anticommunisme, parut,

quelques années plus tard, n'avoir été qu'une inquiétante prophétie du « compromis historique ». La politique italienne dégénérait en un vaste gâchis, l'écriture tendue de Sciascia, à mesure que son pessimisme se faisait plus vif et substituait Montaigne et Pascal à Diderot, se chargea des reflets équivoques d'une réalité désormais bouleversée par le système clientéliste et mafieux. Ses romans policiers problématiques prirent la marque du jeu de vérités multiples et diverses qui était dans les choses.

Ce fut le temps de *Todo Modo*, un livre tressé d'une grande culture, procès implacable d'une Italie démocrate-chrétienne où la justice est impossible. Vint ensuite

Candido ou Un rêve en Sicile, satire très amère d'un pays tenu par deux grandes Eglises, la catholique et la communiste, Sciascia constatant l'alarmante convergence des deux dogmes. Enfin, la poignante *Affaire Moro*, où il mène une méditation douloureuse sur la « Passion » du politicien démocrate-chrétien, symbole de toutes les victimes du monde, immolé sur l'autel de cet Etat fantasmagorique et inexistant, que les Brigades rouges attaquaient avec une férocité visionnaire et que les forces de gouvernement et les partisans de l'opposition défendaient avec un zèle stupide et quasi unanime.

Défense du droit

Au cours des dernières années, très loin du rouge et du noir des idéologies et confronté à une réalité se dissipant en vapeurs métaphysiques, Sciascia s'en tint à une défense infatigable et inflexible du droit. A côté de plusieurs *detective stories*, parcourues de sombres réflexions autobiographiques et de frissons religieux, parmi lesquelles *Le Chevalier et la Mort*, il consacra les pages du récit *Portes ouvertes* au thème de la peine de mort. Toujours plus présents dans le débat politique national, ses réquisitoires moraux et civils enflammés brûlent encore dans les belles pages de son ultime ouvrage, *A futura memoria*.

Quel que soit le jugement qui sera porté sur Sciascia, il reste incontestable qu'à travers ses métaphores très lettrées, campant à chaque fois sur des positions n'appartenant qu'à lui, il fut le sismographe sensible de notre société. Depuis l'extrême pointe méridionale du continent, il fut, aux côtés de De Roberto, Pirandello, Borgese, Brancati, Lampedusa, l'un de ces écrivains qui surent conférer à leurs pages un sens, sinon le sens, d'une histoire de l'Italie. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

► Né en 1981, Massimo Onofri est critique littéraire. Il prépare une biographie de Sciascia pour les éditions Laterza.

(1) La « ligne des palmiers », délimitation peu usuelle en italien d'une ligne imaginaire coupant le Nord du Sud (NDT).

Un acteur de la vie politique

LEONARDO SCIASCIA est né le 8 janvier 1921 à Racalmuto, dans la région des soufrières de l'arrière-pays sicilien. En 1935, il fréquente l'école normale de Caltanissetta, où enseigne l'écrivain Vitaliano Brancati, et y développe une conscience antifasciste précoce. De 1941 à 1948, il est employé aux services de stockage du blé. Marié en 1944, il enseigne dans le primaire à partir de 1949, jusqu'à sa retraite, en 1970.

En 1950, il prend la direction de la revue *Galleria*, début pour lui d'une longue carrière de journaliste qu'il n'abandonnera jamais et qui le conduira rapidement à collaborer aux revues littéraires les plus importantes et aux quotidiens et hebdomadaires les plus prestigieux : *Letteratura*, *Nuova Corrente*, *Il Contemporaneo*, *Officina*, *La Fiera letteraria*, *Il Ponte*, *la Gazzetta di Parma*, *Il Giornale di Sicilia*, *Il Corriere della Sera*, *La Stampa*, *L'Espresso*. Détaché en 1957 au ministère de l'Instruction publique, il s'installe à Rome. Il retourne à Caltanissetta en 1958 et s'établit définitivement à Palerme en 1967.

S'il s'affirme comme un auteur à succès dans les années 60, c'est à partir de 1971, avec le *Contexte* et à la suite d'une mémorable polémique qu'il oppose à des personnalités influentes du Parti communiste italien, qu'il devient, un peu malgré lui, un « opinion maker », presque toujours à contre-courant et protagoniste de nombreux moments décisifs de la vie politique italienne.

Contre les lois d'exception

Ainsi, il est parmi les premiers à gauche, en 1974, à affirmer que les Brigades rouges étaient bel et bien rouges. Parant, à l'occasion du procès mené contre celles-ci il prend le parti de ceux des jurés populaires qui choisissent de désertir.

Lors de l'enlèvement d'Aldo Moro, il est de ceux qui jugent authentiques les lettres écrites en détention, qui accusent la classe politique démocrate-chrétienne. Durant les années 80, ses prises de position en faveur du droit sont toujours plus fréquentes et courroucées. Il dénonce les lois d'exception de l'urgence

antiterroriste, constatant douloureusement en elles la naissance d'une nouvelle mafia, et mène la polémique contre plusieurs organismes d'Etat, de la municipalité de Palerme au pool antimafia, dans la crainte que la lutte menée contre le crime organisé et les pouvoirs extraordinaires utilisés ne se transforment en occasions de rapides avancements de carrière.

Une active participation à la vie démocratique italienne confirme ce parcours très particulier de polémiste engagé. En 1975, Sciascia est élu sur les listes du PCI à la municipalité de Palerme, mais démissionne au bout de deux ans. En 1979, candidat du Parti radical, il est élu à la fois à la Chambre italienne et au Parlement européen, mais choisit le premier de ces sièges ; il devient membre de la commission d'enquête « Moro », activité qui cesse en 1983 avec la dissolution des Chambres.

Sa renommée, désormais internationale, est à son comble, consacrée par l'adhésion du grand public et de nombreux honneurs officiels, lorsqu'il meurt, à Palerme, le 20 novembre 1989. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

صكرا من الامل

France : les combats d'un homme libre

Mario Fusco

LES premiers romans de Sciascia, qui lui ont permis de s'affirmer très vite en Italie comme une personnalité singulière et originale, datent de la fin des années 50. Et, dès 1961, Flammarion proposait aux lecteurs français le *Jour de la chouette*, premier exemple d'un genre que Sciascia allait par la suite exploiter fréquemment : le roman policier dans lequel l'enquête n'est pas seulement un simple exercice de déduction logique, mais sert aussi de prétexte à une démonstration de caractère social ou politique. C'est ainsi que, dans ce livre, un capitaine de carabinieri chargé de rechercher les auteurs d'un meurtre, en Sicile, mettait peu à peu en évidence un réseau d'intérêts et de complicités sans doute occultes, mais suffisamment puissants pour empêcher que la lumière ne fût faite et pour obtenir la mutation du policier.

« Le polar politique »

Cette première traduction ne connaît pas un grand succès, et il fallut attendre quelques années pour que Maurice Nadeau s'attache à son tour à faire connaître une œuvre qui n'avait fait que confirmer la place de Sciascia. Sous la célèbre couverture jaune des « Lettres nouvelles » sortirent coup sur coup plusieurs volumes importants, notamment les *Paroisses de Regalpetra* et les *Oncles de Sicile*, qui constituent, on l'a souvent dit, la matrice de l'œuvre de Sciascia, tant pour la Sicile, qui en constitue le cadre de prédilection, que pour l'angle de vue, à mi-chemin entre les analyses sociologiques et l'interprétation politique, sur une toile de fond romanesque.

Sans abandonner le « polar politique », Sciascia se risqua aussi, avec succès, du côté des récits historiques, avec des textes comme *Mort de l'inquisiteur* ou *le Conseil d'Egypte*, un chef-d'œuvre. Il y révélait, de façon de plus en plus évidente, l'intérêt profond qu'il portait aux questions de droit, celui des personnes comme celui sur lequel fonctionnent les sociétés civiles, avec une rigueur et une conscience qui auraient pu faire craindre parfois une évolution vers une littérature de démonstration, d'autant plus qu'il s'appuyait souvent sur des faits divers ou sur des dossiers d'affaires judiciaires qu'il excellaient à déceler au fond des archives et qu'il reconstruisait afin d'en mettre au jour les mécanismes pervers.

A la base de cette réflexion incessante, qui conduisit souvent Sciascia à doubler ses romans ou nouvelles par des séries d'essais qui en sont à la fois le prolonge-

ment et l'arrière-plan (c'est le cas du *Châquet de la folie*, ou de *Mots croisés*), il y avait, certes, un ensemble de lectures remontant à l'adolescence de cet instituteur qui s'était formé, presque seul, sous le régime fasciste qu'il abhorrait, dans une petite ville du centre de la Sicile, en lisant pêle-mêle Diderot, les *Misérables*, Paul-Louis Courier ou Stevenson.

La leçon des encyclopédistes

Mais le fait est qu'il garda toujours la même admiration, et sans doute la même reconnaissance, aux encyclopédistes de notre dix-huitième siècle, pour lui avoir



montré que la littérature pouvait aussi être une arme contre l'injustice, l'oppression, et contre les intérêts ou les pouvoirs particuliers qui, au sein de la société, s'opposent au libre jeu d'un Etat fondé sur la raison et sur des valeurs civiles. Et c'est certainement pour cela que, dès le moment où ses livres commencèrent à être lus en France, il prit l'habitude d'y faire de longs séjours, à Paris principalement où il savait qu'il retrouverait un petit groupe d'amis et d'admirateurs : son éditeur, ses traducteurs et un photographe et journaliste sicilien, F. Scianina, avec lequel il réalisa plusieurs livres mémorables, des *Fêtes religieuses en Sicile* à ces *Heures d'Espagne* sorties l'an dernier et encore inédites en France.

De ces visites répétées, qui lui donnaient l'occasion de rencontrer nombre d'écrivains et de journalistes et d'accorder des quantités d'interviews auxquelles il se prêtait volontiers, quoiqu'il refusât obstinément de parler français, date la place de premier plan qu'il occupa parmi les écrivains italiens connus et appréciés chez nous, auprès de Moravia, de Calvino ou de Pasolini. En effet, tous ses livres ont été pratiquement traduits en France,

souvent assez vite après leur publication en Italie ; il y a obtenu plusieurs prix littéraires, un numéro spécial de revue lui a été consacré en 1979.

Il faut dire aussi que les adaptations cinématographiques d'un certain nombre de ses livres, et notamment de *Toto modo* et *Cadavres exquis*, ont beaucoup fait pour populariser son importance auprès du public français, qui, faut-il s'en étonner, semble avoir accueilli très favorablement les tout derniers livres de Sciascia : c'est le cas pour *le Chevalier et la Mort*, publié quelques semaines avant sa mort et qui est, sans doute, l'un de ses plus beaux livres dans ce genre policier qu'il affectionnait, mais avec une dimension métaphysique plus manifeste et une résonance autobiographique qui lui confère parfois une tonalité déchirante.

Peut-être faut-il voir dans le succès de ce dernier livre, quasi testamentaire, le contrecoup de l'émotion provoquée par la mort prématurée de Sciascia ; mais il serait juste de reconnaître que les qualités de l'écrivain y apparaissent avec une évidence et peut-être une liberté de ton qui, jusqu'ici, semblaient souvent un peu bridées par le souci de dire vrai et juste.

Polémiste redoutable

Il est bien clair que, commençant à publier à la fin de l'époque néoréaliste, Sciascia, plus soucieux de valeurs éthiques que de virtuosité formelle, ne montrait guère d'affinités avec les tenants de la néo-avant-garde, et que, prenant obstinément la Sicile pour terrain privilégié de son observation et de sa méditation, il ait fait de son île, à la fois viscéralement aimée et souvent exécrée, une métaphore des sociétés dans lesquelles nous vivons.

Sans doute les lecteurs français de Sciascia, qui sont nombreux comme le prouvent les multiples rééditions de ses livres en éditions de poche, ne sont-ils pas toujours à même de percevoir toutes les implications des combats politiques qui sous-tendent les livres de ce redoutable polémiste, qui ne se souciait guère de conformisme et qui, à ce titre, s'est parfois vu durement attaqué. Nul doute, en revanche, qu'ils aient perçu le sens profond des interprétations de cet homme libre qui, envers et contre tout, et malgré un pessimisme croissant, continuait de croire à la justice et à défendre l'idéal d'une société fondée sur le droit.

► Né en 1930, Mario Fusco est professeur de littérature italienne contemporaine à l'université Paris-III. Directeur de collection aux éditions P.O.L., il a traduit en français le dernier livre de Sciascia, *Une histoire simple*, à paraître prochainement aux éditions Fayard.

Bibliographie

- Romans et nouvelles**
- Favole della dittatura, Rome, Bardi 1950 (*Fables de la dictature*, trad. J.-N. Schifano, Pandora 1980).
 - Le parrocchie di Regalpetra, Bari, Laterza 1956 (*les Paroisses de Regalpetra*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1970).
 - Gli zii di Sicilia, Turin, Einaudi 1958 (*les Oncles de Sicile*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1967).
 - Il giorno della civetta, Turin, Einaudi 1961 (*le Jour de la chouette*, trad. J. Bertrand, Flammarion, 1964).
 - Il consiglio d'Egitto, Turin, Einaudi 1963 (*le Conseil d'Egypte*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1965).
 - Morte dell'inquisitore, Bari, Laterza 1964 (*Mort de l'inquisiteur*, publié à la suite des *Paroisses de Regalpetra*, trad. M. Fusco, Les lettres nouvelles/Denoël, 1970).
 - A ciascuno il suo, Turin, Einaudi 1966 (*A Chacun son dû*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1967).
 - Il contesto, Turin, Einaudi 1971 (*le Contexte*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1972).
 - Atti relativi alla morte di Raymond Roussel, Palermo, Ecco 1971 (*Actes relatifs à la mort de Raymond Roussel*, trad. G. Juppolo et G.-J. Salvay, L'Hermès, 1972).
 - Il mare colore del vino, Turin, Einaudi 1973 (*la Mer couleur de vin*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël, 1977).
 - Toto modo, Turin, Einaudi 1974 (*Toto modo*, trad. R. Dailly, Les lettres nouvelles/Denoël, 1976).
 - La scomparsa di Majorana, Turin, Einaudi 1975 (*la Disparition de Majorana*, publié à la suite des *Poignardeurs*, trad. M. Fusco et J.-N. Schifano, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1977).
 - I Pughnatori, Turin, Einaudi 1976 (*les Poignardeurs*, trad. M. Fusco et J.-N. Schifano, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1977).
 - Candido o un sogno fatto in Sicilia, Turin, Einaudi 1977 (*Candido ou Un rêve en Sicile*, trad. N. Frank, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 1978).
 - L'affare Moro, Palermo, Sellerio 1979 (*l'Affaire Moro*, trad. J.-N. Schifano, Grasset, 1978).
 - Dalla parte degli infedeli, Palermo, Sellerio 1979 (*Du côté des infidèles*, trad. J.-N. Schifano, Grasset, 1980).
 - Il teatro della memoria, Turin, Einaudi 1981 (*le Théâtre de la mémoire*, trad. M. Fusco, Maurice Nadeau/Boréal Express 1984).
 - La sentenza memorabile, Palermo, Sellerio 1982.
 - Occhio di capra, Turin, Einaudi 1984 (*l'Œil de chèvre*, trad. M. Darmon, Fayard 1986).
 - Cronachette, Palermo, Sellerio 1985 (*Petites chroniques*, trad. J.-N. Schifano et B. Visage, Fayard 1988).
 - Per un ritratto dello scrittore da giovane, Palermo, Sellerio 1985.
 - La strega e il capitano, Milan, Bompiani 1986 (*la Sorcière et le Capitaine*, trad. J.-M. Laclavetine, Fayard 1987).
 - 1912 + 1, Milan, Adelphi 1987.

Poésie

- La Sicilia, il suo cuore, Rome, Bardi 1952 (*la Sicile, son cœur*, publié à la suite de *Fables de la dictature*, trad. J.-N. Schifano, Pandora 1980).



Gian Maria Volonté dans Toto Modo.

- Essais**
- Pirandello e il pirandellismo, publié à compte d'auteur, Caltanissetta 1953.
 - Pirandello e la Sicilia, publié à compte d'auteur, Caltanissetta-Rome 1981 (*Pirandello et la Sicile*, trad. J.-N. Schifano, Grasset 1980).
 - La corda pazzo, Turin, Einaudi 1970 (*le Cliquet de la folie*, trad. J. de Pressac, Les lettres nouvelles/Denoël 1975).
 - Nero su nero, Turin, Einaudi 1979 (*Noir sur noir*, trad. N. Frank et C. Lucas, Les lettres nouvelles/Maurice Nadeau 1980).
 - La Sicilia come metafora, entretiens réalisés par Marcella Padovani, Milan, Mondadori 1979 (*la Sicile comme métaphore*, Stock 1980).
 - Conversazione in una stanza chiusa, entretiens réalisés par D. Lajolo, Milan, Sperling & Kupfer 1981.
 - La palma va a Nord, Roma, Quaderni radicali 1981.
 - Cruciverba, Turin, Einaudi 1983 (*Mots croisés*, trad. M. Orcei, M. Fusco et J.-N. Schifano, Fayard 1985).
 - Stendhal et la Sicilia, suivi de G.T. di Lampedusa, *Leçons sur Stendhal*, trad. M. Darmon, Maurice Nadeau 1985.
 - Ore di Spagna, Marina di Patti, Pungitopo 1986.
 - Alfabeto pirandelliano, Milan, Adelphi 1989 (*Pirandello de A à Z*, trad. M. Darmon, Nadeau 1988).
 - Fatti diversi di storia letteraria e civile, Palermo, Sellerio 1989.
 - A futura memoria, Milan, Bompiani 1989.

Théâtre

- L'Onorevole, Turin, Einaudi 1965 (*Monsieur le député*, suivi de *les Maffieux*, trad. M. Darmon, Fayard 1987).
- Recitazione della controversia lipartiana, Turin, Einaudi 1969.

Cinéma

- Ne sont mentionnés ici que les films directement adaptés des livres de Sciascia, sans compter ceux qui se sont inspirés plus ou moins directement de ses pages.
- A ciascuno il suo (A chacun son dû, 1967, réal. : Elio Petri).
 - Il giorno della civetta (La Maffia fait la loi, 1968, réal. : Damiano Damiani).
 - Cadaveri eccellenti (Cadavres exquis, 1976, réal. : Francesco Rosi d'après le Contexte).
 - Toto modo (1976, réal. : Elio Petri).
 - Porte aperte (Portes ouvertes, 1988, réal. : Gianni Amelio).

Espagne : l'Italien par excellence

Constantino Bertolo

COMMENT a été lu Leonardo Sciascia en Espagne ? Avant de formuler toute réponse, il est nécessaire de rappeler quelle fut la place de Sciascia parmi les écrivains qui ont le plus compté dans la culture littéraire espagnole de ces dernières décennies, c'est-à-dire Vittorio, Pratolini, Pavese, Svevo, Calvino, Eco, et actuellement, Tabucchi. Ces auteurs ont fait irruption à un moment précis de notre passé récent. Ils sont donc tous porteurs d'une signification particulière.

Vittorini et Pratolini représentent la consécration, sur le plan proprement littéraire, du courant réaliste, et, sur le plan de la morale politique, du compromis de l'écrivain et de la société, de ses rapports avec le parti et avec une idéologie fondée sur la transformation de la société.

Une figure significative

Bien qu'appartenant à cette même vague réaliste, Cesare Pavese bénéficie en Espagne d'un accueil plus favorable chez des écrivains que pouvait gêner un réalisme sacrifiant trop volontiers à la Cause la problématique existentielle. La génération du réalisme antifranquiste a exclusivement concentré son attention sur ces trois noms - Vittorini, Pratolini, Pavese. Plus significative est, cepen-

dant, pour l'Espagne la figure de Leonardo Sciascia.

« Nous avons le même âge. Nous nous connaissons assez bien. Vous voyez-nous. » Si l'on en juge par ces quelques mots, l'auteur de *Toto modo* s'efforçait de couper court aux familiarités de mauvais aloi. Il se peut qu'il y soit parvenu en Italie : en Espagne, rien n'est moins certain.

Pendant les années 50 et 60 les milieux les plus dynamiques de la culture espagnole, entraînant derrière eux la majorité des romanciers, prirent le train du Parti communiste, si bien qu'il serait difficile de nos jours de vouloir identifier chacun de ces compagnons de route. Une fois la route commune abandonnée, l'heure de l'adieu au réalisme critique venue, il est urgent de trouver un nouveau wagon à défaut d'un nouveau train.

Sciascia paraît à ce moment-là en Espagne. Et de tous côtés on ne voit plus que des voyageurs qui cherchent à faire route avec lui. En réalité, Sciascia - souvenons-nous de ses mots - n'avait aucun goût pour des camaraderies si faciles.

L'œuvre de Sciascia a subi, en Espagne, une lecture aussi partielle que réductrice. On prit connaissance, à travers l'œuvre de Sciascia, d'une littérature à forte inspiration sociale : l'auteur n'a jamais exclu de donner à l'œuvre littéraire un contenu politique. Cependant, la liberté de jugement de Sciascia, l'indépendance de

sa critique, ne furent qu'un instrument entre les mains de ceux qui combattaient de vieux systèmes, jamais l'occasion d'un questionnement.

Vasquez-Montalban l'héritier

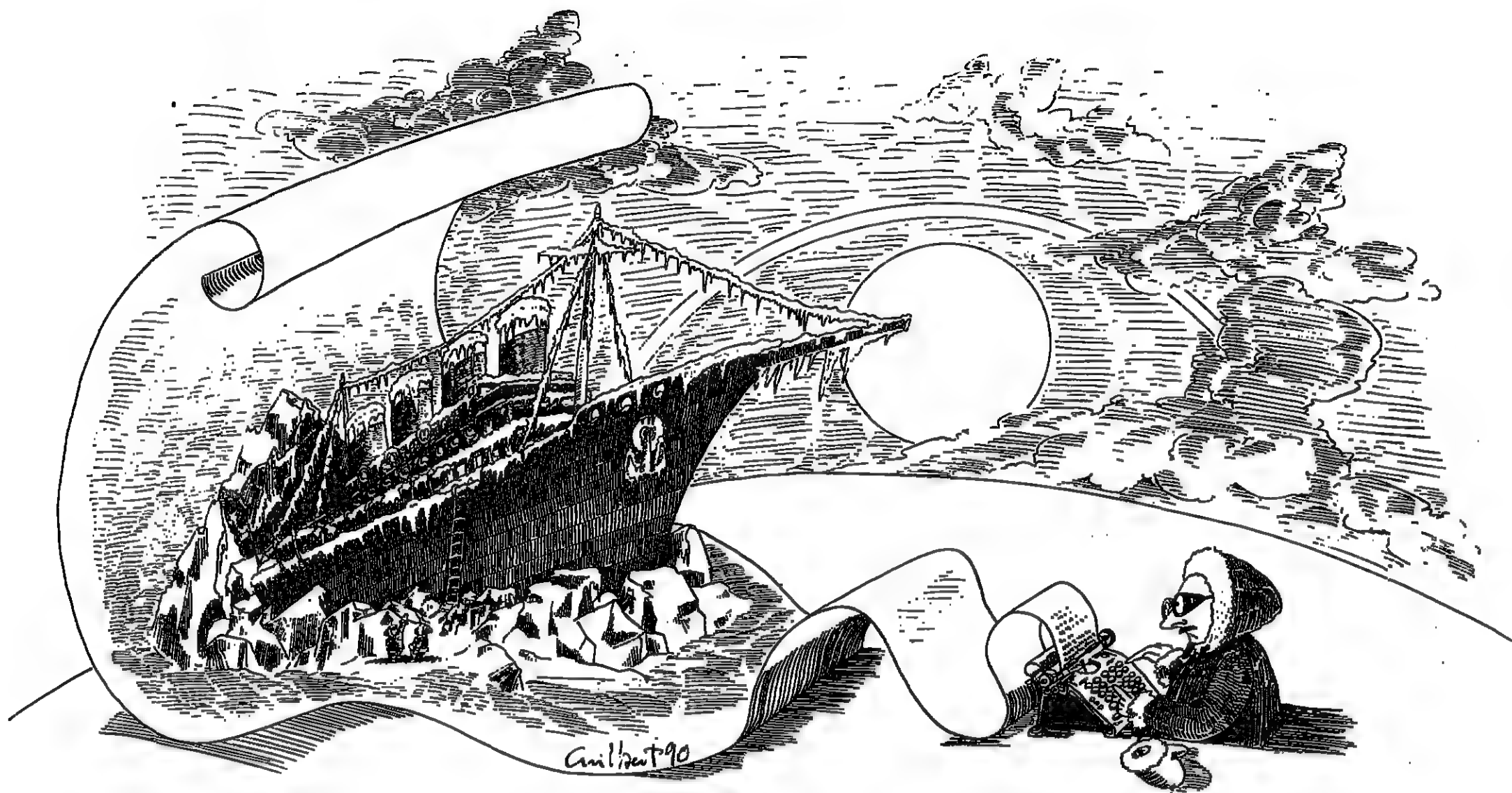
On appréciait chez lui ce style corsif, jugé peu neuf pourtant - accusation dont Sciascia se défendait. On loua en lui, par chauvinisme, le grand connaisseur, l'amateur, de la culture espagnole. Lorsqu'on évoque Sciascia en Espagne, on pense à un intellectuel libéral, assez tiède et insipide. On oublie, sciemment, le libre penseur incisif qu'il fut être. Rien d'étonnant si sa littérature ne compte que peu d'héritiers parmi les Espagnols.

Seul le romancier Vasquez-Montalban semble recueillir sa conception éthique et esthétique du travail littéraire. Bien que déjà abondamment traduit en espagnol, l'œuvre de Sciascia n'a pas porté de fruits. Il est sans doute trop tôt pour se prononcer. En attendant, nous serons contraints de le vouvoyer. Avec tout le respect que nous lui devons.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)
► Constantino Bertolo est critique littéraire à El País et auteur de plusieurs livres de critique littéraire.

Affinités électives

Métaphores et métamorphoses



★ Christoph Ransmayr : *les Effrois de la glace et des ténèbres*, Paris, éditions Maren Sell, 1989, 99 F, et *le Dernier des mondes*, Paris, Flammarion/P.O.L., 1989, 89 F.

LES rapports qu'entretiennent réalité et fiction se dissimulent souvent à l'abri de métaphores qui, même si elles ne nous apparaissent pas comme telles, forment pourtant le prétexte, la trame et l'espace propre à la plupart des romans que nous lisons. Parce qu'ils sont traversés par une dimension commune qui est celle de la *quête*, les deux ouvrages de Christoph Ransmayr posent la question de ces rapports avec une acuité renouvelée. En effet, une dynamique s'instaure - celle-là même qui invite le lecteur à arpenter à son tour ces territoires imaginaires - qui contribue à rendre plus lisible ce qui, d'habitude, reste à l'état d'énigme.

Dès le début des *Effrois de la glace et des ténèbres*, l'avertissement de l'auteur est des plus clairs : « Personne ne saurait apprécier un tel récit imaginaire et tout un chacun croirait qu'on lui présente là un pur et simple rapport des faits. » Ce qui signifie que ce livre est transparent et ambigu, en quelque sorte à double fond.

Transparent d'abord, puisqu'il permet l'emboîtement de deux récits qui pourraient n'être que de simples relations de voyages, même si dans le détail il s'agit d'explorations menées aux limites de l'extrême : le premier, celui de « l'expédition Payer-Weyprecht, qui, bloquée dans la mer de glace pendant deux hivers, découvre en août 1873, à plus de 79 degrés de latitude nord, une terre inconnue à laquelle on donna, en souvenir d'un lointain souverain, le nom de *François-Joseph* » ; le second, la tentative de Joseph Mazzini qui, un siècle plus tard, voulut se remettre dans l'esprit de ceux qui participèrent à cette expédition légendaire.

« Les mains gelées sur ma machine à écrire »

Mais ces deux histoires entremêlées prennent finalement un tour ambigu, non seulement à cause de la complexité de leurs relations, mais surtout par la présence d'un narrateur dont les notations innombrables brouillent la vision qu'on pourrait avoir de l'ensemble.

Tout occupé qu'il est à nous raconter le plus exactement possible les faits et gestes des uns et des autres et à nous faire participer presque concrètement à leurs souffrances, il laisse entendre pourtant, par des incidences inattendues, que son projet n'est en rien réductible à la seule conquête de cette zone glaciale, qu'il la

Auteur de deux recueils de nouvelles (la Tache aveugle et Voyage au pays des bords du gouffre) et de quatre romans (Désert physique, l'Envers du temps, Archéologie du zéro et l'Iconoclaste), Alain Nadaud a pu se retrouver dans le projet littéraire de Christoph Ransmayr, qui, comme lui, explore en archéologue la frontière entre la fiction du réel et la réalité de la fiction.

Alain Nadaud

dépasse, celle-ci n'étant au bout du compte qu'une vaste parabole.

Les indices ne manquent pas, qui creusent le fossé entre ces deux expéditions, l'une bien réelle, l'autre fictive, et cette troisième, plus improbable encore car purement littéraire, qui est l'écriture du livre lui-même, source comme les deux premières d'ailleurs de joies violentes mais aussi de cruelles insatisfactions : « J'ai des souvenirs cristallins de ce paysage polaire que je n'ai jamais vu mais que mon imagination n'a cessé d'appeler durant des années. Les mains gelées sur ma machine à écrire, une mer blanche de papiers et documents entassés autour de moi, des bandes magnétiques reproduisant le sifflement du vent : je suis un chroniqueur à qui manque la consolation de la fin. »

Il faudrait s'arrêter un instant, non seulement sur cette interaction entre réalité et fiction (le vent froid qui souffle de l'intérieur du récit vient geler les mains du narrateur et la blancheur du papier est identifiable à celle de la banquise), mais aussi sur cette impression de manque qu'éprouvent d'abord les membres de l'expédition de 1873 à n'avoir pu atteindre leur but, puis Joseph Mazzini dont la trace finira par se perdre dans les glaces, et enfin ce narrateur qui ne parvient pas à conclure et qui, de toute cette histoire, littéralement « n'en revient pas ». « Je n'achèverai rien et ne ferai rien disparaître : ai-je craint que mes recherches n'aient d'autre issue ? »

La dernière page achevée, cet autre monde continue de l'habiter, le laissant exclu, désemparé, avec au cœur cette écharde pareille au vaisseau demeuré là-bas, à jamais prisonnier de la banquise. « C'est ma terre, dis-je. Mais les signes sur mes cartes signifient zone interdite, avertissant que l'on ne doit ni y pénétrer ni y voyager, que l'on ne doit pas la survoler. C'est une terre interdite ; plus déserte et plus inaccessible que jamais... »

Mais de quelle terre s'agit-il au juste ? Cette question occupe, de façon lancinante, et en sous-main, tout le récit. Sous cette banquise, qu'y a-t-il au juste ? Rien que de l'eau... C'est ce dont s'apercevront avec terreur ceux qui sont partis trop au

nord et qui, au moment du retour, alors que commence la fonte, voient le sol s'affaisser sous eux. Le pôle Nord n'est, en effet, rien en soi : il n'est jamais qu'une pure métaphore, un continent éblouissant, impalpable et sans autre réalité que celle que lui confèrent les pouvoirs de la fiction. « On nous a vus (...) nous diriger vers des objectifs toujours plus éloignés, en nous ou en dehors de nous. » Ce territoire n'étant qu'intérieur, peut-on alors en revenir ?

La beauté sans limite

Les membres de l'expédition de 1873, à leur retour, ne seront plus que l'ombre d'eux-mêmes ; malgré les honneurs, ils finiront leur vie détachés de tout, comme si la contemplation de cet horizon leur avait brulé l'existence. Joseph Mazzini, un peu plus tard, disparaît avec son traîneau, comme happé par cette immensité. Le narrateur, lui aussi, de son incursion dans ces territoires imaginaires, ne se remet pas. Il en reste hagard, déboussolé. Il en avait eu pourtant, dès le départ, la claire conscience : « Dans ce type de récit, personne n'a encore survécu. »

Le pôle Nord est bien l'image de cet endroit nu et désolé, désert par les humains, éclatant de blancheur, où il est impossible de se tenir longtemps. Et c'est pourtant jusqu'à ce lieu inaccessible que cherche à parvenir l'écrivain. Là, tous les repères sont abolis ; à cause du blizzard, on ne distingue même plus le bout de son bras. Ainsi est-il soit plongé dans les ténèbres les plus effroyables, soit source des visions les plus extravagantes : ces aurores boréales, quand le soleil de l'été « tourne pendant des mois autour du navigateur sans jamais se coucher ». Ce « froid indicible » est bien celui de l'abandon : la nature et l'imagination s'y livrent alors à toutes les fantasmagories.

Le pôle Nord donne à voir la beauté sans limite, celle qui laisse l'équipage soudain sans voix et dont le spectacle abolit les souffrances endurées jusque-là. Tel est l'endroit mythique auquel rêvaient les Anciens, le pays des Hyperboréens où

Apollon, divinité de la lumière, se plaisait à séjourner. Ceux qui y parvenaient accédaient à l'immortalité. Et non sans raison puisque, une fois qu'on l'avait atteint, on ne pouvait plus aller nulle part : impossible d'avancer plus encore vers le nord sans redescendre aussitôt vers le sud, et donc, en quelque sorte, de revenir sur ses pas.

Le pôle Nord représente donc à la fois l'absent de tout repère et le repère suprême : il est « le point mathématique qui perce l'axe imaginaire de la rotation terrestre ; le point où se réunissent les méridiens ; le point où il n'y a plus de direction sud ; où le vent ne vient que du sud et ne souffle que vers le sud, et où la boussole montre toujours le sud ; le point où cesse la force centrifuge de la Terre et où les astres ne se lèvent ni ne se couchent ». Bref, cette sorte de tache aveugle géographique à son parfait équivalent dans la fiction. Elle est ce point idéal vers lequel tout le réel converge pour se dissoudre et se transformer en imaginaire. C'est donc cela : un pur espace littéraire. Le lieu même où l'écriture habite.

Le destin de l'écrivain

Ce qui, dans le premier roman, pouvait encore être laissé à l'état d'hypothèse trouve sa confirmation dans le *Dernier des mondes*, dont le titre en est comme l'écho. Car, cette fois-ci, l'exploration des rivages extrêmes de la mer Noire qui borde l'empire de Rome au temps d'Auguste n'est pas une fin en soi, mais le prétexte permettant de partir à la recherche d'un autre homme. Ce pur espace littéraire dont il était question à l'instant, ce lieu où l'écriture habite, a pris la forme d'un écrivain banni et livré aux tourments de l'exil, s'est incarné dans le plus célèbre des poètes du temps : Publius Ovide Naso.

Et c'est cette tension de la quête qui anime Cotta - dont la route est tout du long parsemée de mots gravés sur des roches ou tracés sur des bouts de chiffon, - qui réduit presque à rien l'espace habituellement compris entre le réel

et la fiction, qui fait se confondre le quotidien et le mythe, aboutissant à une « temporalité qui anéantit et transforme tout » : ce dont se constitue la matière même du roman.

A savoir que la réalité contemporaine (le cinématographe, les boîtes de conserve, la machine à vapeur du vaisseau *Argo*, etc.) s'est infiltrée et diffusée à l'intérieur de la réalité antique (ou l'inverse). Et que tous ceux qui habitent ce monde hybride se découvrent être la démarque d'un de ces héros de la mythologie grecque (Jason, Hercule, Orphée, etc.) puisque la vie qu'ils mènent préfigure, répète ou parodie les exploits réalisés par ceux-ci. Ainsi du carnaval de Ternes, qui met en scène « des figures de dieux ou de héros dont les exploits et les prodiges semblaient déjà à jamais oubliés (...), ce cortège de fous ne pouvant être bien sûr qu'un reflet pâli des mythes ».

« Et mon nom sera impérissable »

Si Ovide a bien écrit les *Métamorphoses* et si Cotta, parti sur ses traces, côtoie les personnages dont le poète s'est inspiré ou auxquels il a donné naissance par ses récits, il n'en reste pas moins que ce dernier est introuvable ; il paraît s'être volatilisé, et son existence même se serait anéantie et comme dissoute dans la matière de ses fictions, pour ainsi dire « métamorphosée » en livre. Dernière transformation qu'exige la *fama* (la renommée) pour que l'ouvrage ait quelque chance de parvenir jusqu'à nous.

Prémonitoirement, c'est d'ailleurs par ces mots d'adieu que s'achève l'œuvre d'Ovide : « Et maintenant, j'ai achevé une œuvre que ni la colère de Jupiter ni le feu ni le fer ni la dent du temps ne pourront détruire (...). Immortel par la meilleure parole de moi-même, je n'en serai pas moins transporté au-dessus des astres dans les cieux, et mon nom sera impérissable... » Tel est le destin de l'écrivain : être plus que cette ombre que Cotta croit un instant apercevoir entre des pans de murs en ruine ; disparaître à la vie réelle pour ne plus se survivre que par la permanence d'un livre qui, pourtant, ne véhicule jamais que des récits imaginaires. A ce titre, n'être plus soi-même qu'un être de fiction, une vague légende... »

► Alain Nadaud est né en 1948 à Paris. Il a fait de nombreux séjours en Inde, en Afrique et au Proche-Orient, où il a enseigné dans diverses universités.

norphoses

سكنا من الراحل

LIBER - PAGE 7

(Publicité)

RÉGION CAMPANIE

INSTITUT ITALIEN D'ÉTUDES PHILOSOPHIQUES

Naples - Palais Serra di Cassano - Année académique 1990-1991

SEMINARI SULLE FILOSOFIE DELL'INDIA

14 ottobre 1990 - CHARLES MALAMAND (École Pratique des Hautes Études)
«VÉRITÉ ET FAUSSETÉ» DANS LES SPECULATIONS DE L'ÂGE VÉDIQUE SUR LE RITE ET LE MYTHE

24 ottobre 1990 - ANDRÉ PADOUX (C.N.R.S., Paris) LE TANTRISME HINDOU

3-11 ottobre 1990 - MICHEL WILUN (Université de Paris-Sorbonne) LA PENSÉE INDIENNE CLASSIQUE

11-12 ottobre 1990 - GUY BURGLAT (Université de Paris-Sorbonne) BOLDHISME ET PHILOSOPHIE GROSQUE

SEMINARI SU SCIENZA E VITA CIVILE NEL RINASCIMENTO

In collaborazione con l'Istituto Nazionale di Studi sul Rinascimento e con l'Istituto di Storia della Scienza

4-7 marzo 1991 - MARTIN KEMP (The University of London) FROM OPTICS INTO ART: FROM ART INTO OPTICS

11-13 marzo 1991 - CHRISTIAN BEC (Université de Paris - Sorbonne) NICCOLO MACCHIVELLI

25-28 marzo 1991 - PIERRE JODGONNE (Université de Liège) FRANCESCO GUICCIARDINI

24 giugno 1991 - MICHEL LEBLANC (CAULS) FILOSOFIA E COSMOLOGIA ALLA FINE DEL RINASCIMENTO

24 giugno 1991 - THOMAS BEATTIE (Psychiatric University, New York)

24 giugno 1991 - THOMAS BEATTIE (Psychiatric University, New York) SCIENZA E TECNICA NELL'ETA DI CRISTOFORO COLOMBO

17-20 giugno 1991 - SERAFINO GENTILE (Scuola Normale Superiore, Pisa)

17-20 giugno 1991 - SERAFINO GENTILE (Scuola Normale Superiore, Pisa) UMANISMO E GEOGRAFIA NEL '400 FLORENTINO

LA SCOPERTA DELLA GEOGRAFIA DI TOLEMAIO: IL CONCETTO DI PNEUMA

SEMINARI SU MOMENTI E PROBLEMI DELLA STORIA DEL PENSIERO

1-5 ottobre 1990 - DOMENICO LOSORDO (Università di Torino)

PAROLE CHIAVE DEL LESSICO POLITICO MODERNO: Tradizione liberale, Rivoluzione francese e Società borghese

8-11 ottobre 1990 - LEO LÖWENTHAL (Università di Berlino)

PROBLEMI DEL LINGUAGGIO POLITICO DI ARISTOTELE: L'idea della medietà nella filosofia politica

8-11 ottobre 1990 - FABRIZIO MONDADORI (Università di Milano) L'idea della medietà nella filosofia politica

15-18 ottobre 1990 - ITALO MANCINI (Università di Torino)

15-18 ottobre 1990 - ITALO MANCINI (Università di Torino) L'ETICA DELLA OCCIDENTE: L'idea degli antichi - L'etica del moderno - L'etica postmoderna - L'etica del futuro

22-25 ottobre 1990 - ALDO TRONCI (Università di Salerno)

L'IDEA DI BELLEZZA E LE REGOLE DELLA POESIA NELL'ESTETICA DEL SETTECENTO: L'antico e il moderno - L'idea di bellezza (Biancamano) - L'idea di bellezza (Biancamano) - L'idea di bellezza (Biancamano)

31 ottobre - 3 novembre 1990 - MANFRED BUNI (Akademie der Wissenschaften der DDR)

31 ottobre - 3 novembre 1990 - MANFRED BUNI (Akademie der Wissenschaften der DDR) PHILOSOPHIE UND GESCHICHTE DER HUMANISMIERUNG DER PHILOSOPHIE

5-8 novembre 1991 - M. LUISA PERNA (Università di Torino)

5-8 novembre 1991 - M. LUISA PERNA (Università di Torino) ELIAGGIORE PIÙ (Università di Lecce)

ANTONIO GENOVESE TRA ECONOMIA E FILOSOFIA

12-15 novembre 1990 - EMERSONI GERRINI (Università di Roma «La Sapienza»)

12-15 novembre 1990 - EMERSONI GERRINI (Università di Roma «La Sapienza») IL CONCETTO DI OPERA DI MARX: L'idea di opera - L'idea di opera - L'idea di opera

20-23 novembre 1990 - HANS GEORG GADAMER (Università di Heidelberg)

20-23 novembre 1990 - HANS GEORG GADAMER (Università di Heidelberg) UT PICTURA POESIS: ARTI PLURIMAE ET ARTI POETICAE: Immagine, opera, arte, tempo - Il tempo, l'opera, l'arte - L'opera, l'arte, il tempo

19-22 novembre 1990 - IRINA FETTSCHER (Università di Francoforte)

19-22 novembre 1990 - IRINA FETTSCHER (Università di Francoforte) ANNEALANCES DU PROGRES DEPUIS LA REVOLUTION FRANÇAISE À NOS JOURS: Jean-Jacques Rousseau, la révolution et la pensée contemporaine - La pensée du progrès dans la Révolution Française

19-22 novembre 1990 - GIUSEPPE MARTINO (Università di Napoli)

19-22 novembre 1990 - GIUSEPPE MARTINO (Università di Napoli) IL NEOPRATONISMO E LA SUA FORTUNA: CARLO CANINO STORIOGRAFICO: Alla origine del neoplatonismo - Pietro, La storia di un'idea - Il neoplatonismo nel suo senso storico: Pietro d'Aversa

21 dicembre 1990 - RENATO LAURENTI (Istituto Universitario Orientale, Napoli)

21 dicembre 1990 - RENATO LAURENTI (Istituto Universitario Orientale, Napoli) INTRODUZIONE AL PENSIERO POLITICO DI ARISTOTELE: L'idea della medietà nella filosofia politica

15-18 dicembre 1990 - CHIACIO MARRAMAO (Istituto Universitario Orientale, Napoli)

15-18 dicembre 1990 - CHIACIO MARRAMAO (Istituto Universitario Orientale, Napoli) IL TEMPO, IMMAGINE E CONCETTO: Ovvero, la storia (Biancamano) - L'idea e il tempo (Pieroni, Anselmi, Agazzi) - L'idea e il tempo (Biancamano) - L'idea e il tempo (Biancamano)

20-21 gennaio 1991 - GIOVANNI CANTUZZI (Università di Salerno)

20-21 gennaio 1991 - GIOVANNI CANTUZZI (Università di Salerno) IL CONCETTO DI VERO E NELLA PREPARAZIONE ALLA FENOMENOLOGIA DELLO SPIRITO DI HEGEL

25-28 febbraio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York)

25-28 febbraio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) THE THEORY OF THE ORIGIN OF LIFE: The Problem of the Origin of Life

19-22 marzo 1991 - DIETRICH VON CHILMANN (Università di Lipsia)

19-22 marzo 1991 - DIETRICH VON CHILMANN (Università di Lipsia) LA NATURALFISIOLOGIA DI HEGEL E LE SCIENZE DELLA NATURA: Scienza e filosofia della natura intorno al 1800 - Empirismo e apriorismo in Hegel - Filosofia della scienza - Il concetto filosofico di organismo

19-22 marzo 1991 - ERNESTO CILIBISI (Università di Milano)

19-22 marzo 1991 - ERNESTO CILIBISI (Università di Milano) OVIDIO E LA PAROLA METAFORICA: Essi e Narciso - Il profeta di Delo - Fenomeno e cosmo diviso

19-22 marzo 1991 - EMILIO MICALOZZI (Università di Bari)

19-22 marzo 1991 - EMILIO MICALOZZI (Università di Bari) IL DUE CHISOTTI E LA SVOLTA LETTERARIA, FILOSOFIA E POLITICA DI AGUARD, CERMANTINI

24 aprile 1991 - EDGAR MORIN (Scuola Normale Superiore, Pisa)

24 aprile 1991 - EDGAR MORIN (Scuola Normale Superiore, Pisa) RAZIONALITÀ, RAZIONALISMO, RAZIONE: L'invenzione della ragione occidentale - Crisi della ragione

13-16 aprile 1991 - PAUL RICQUR (Università di Parigi IX)

13-16 aprile 1991 - PAUL RICQUR (Università di Parigi IX) RESPONSABILITÀ E UTOPIA: La responsabilità verso il passato e verso il futuro - La responsabilità verso il futuro - La responsabilità verso il futuro

25-28 aprile 1991 - KARL OTTO FRIEDRICH (Università di Francoforte)

25-28 aprile 1991 - KARL OTTO FRIEDRICH (Università di Francoforte) MITTENDEN, HEDERUNG, DERIVATION UND HEDERUNG IN DER SICH SICH TRANSZENDENTALEN SPRACHPRAXIS

15-18 aprile 1991 - CESARE GAZZINI (Università di Torino)

15-18 aprile 1991 - CESARE GAZZINI (Università di Torino) VINCERE LA INTERPRETAZIONE DEL PAESE: Il paese, l'interprete - Tra Marx e Freud - Il paese oggi

22-25 aprile 1991 - JAN SPERNA WELAND (Erasmus University, Rotterdam)

22-25 aprile 1991 - JAN SPERNA WELAND (Erasmus University, Rotterdam) MAESTRI DELL'ANTROPOLOGIA FILOSOFICA DEL NOVECENTO: Deleuze - Scheler - Plessner - Gadamer

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York)

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

17-20 maggio 1991 - ARMANDO BRISCONI (Cornell University, Ithaca, New York) L'ANTROPOLOGIA DEL PENSIERO DI HEGEL E LA SUA INTERPRETAZIONE

SEMINARI SULLA CIVILTÀ IN ITALIA

NELL'ANTICHITÀ E NEL MEDIOEVO

21-24 gennaio 1991 - FRANCESCO BARBERIS (Accademia Nazionale dei Lincei) GLI ARABI IN ITALIA

4-15 febbraio 1991 - GIOVANNI PUGLIESE CARABELLO (Accademia Nazionale dei Lincei) MEDIEVAL NARRATIVE: STORIA E CIVILTÀ DELLA MAGNA GRECIA. LA LEGISLAZIONE

11-15 marzo 1991 - GIANFRANCO MADDOLI (Università di Perugia) I CULTI DELLE POESIE

2-4 aprile 1991 - GIOVANNI PUGLIESE CARABELLO (Accademia Nazionale dei Lincei) MEDIEVAL NARRATIVE: STORIA E CIVILTÀ DELLA MAGNA GRECIA. IL CRISTIANO - LE SCUOLE MEDICHE

SEMINARI SULLA STORIA E LA CIVILTÀ DELLA CAMPANIA

L'ETNO ANTICO (dalla fondazione del regno Longobardo)

SEMINARI DI STORIA DELL'ARTE

21-24 gennaio 1991 - ARTURO FETTERI (Università di Napoli)

LA MACCHIA DI UN SISTEMA MUSEALE A NAPOLI: DAL SETTECENTO ALL'OCCIDENTO. Da Poma a Poma: la collezione delle collezioni. Capolavori di «arte reale» e di museo, una storia difficile

4-8 febbraio 1991 - ETTORRE SPALLETTI (Università di Roma «Tor Vergata»)

4-8 febbraio 1991 - ETTORRE SPALLETTI (Università di Roma «Tor Vergata») ARTE E ISTITUZIONE ARTISTICA NELLA TOSCANA DELL'OTTOCENTO. Le istituzioni artistiche nella Toscana granducale - Dopo il mecenatismo mediceo - La scuola toscana alla vigilia del Risascimento

11-15 marzo 1991 - DANIELA DEL PESCO (Università di Roma «Tor Vergata»)

11-15 marzo 1991 - DANIELA DEL PESCO (Università di Roma «Tor Vergata») LA FOTOGRAFIA E L'IMMAGINE DI NAPOLI NELL'OTTOCENTO. Le istituzioni fotografiche tra artigianato e industria - Grandi foto e fotografi napoletani - L'arte fotografica e il pubblico dopo l'Unità

25-28 marzo 1991 - MARIA ANTONIETTA NICOME (Università di Napoli)

25-28 marzo 1991 - MARIA ANTONIETTA NICOME (Università di Napoli) LA PITTURA DI PASCALEGGIO E IL CONTRIBUTO NAPOLETANO ALLA TEORIA DELLA MACCHIA

8-11 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata»)

8-11 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata») LA MACCHIA DI UN SISTEMA MUSEALE A NAPOLI: DAL SETTECENTO ALL'OCCIDENTO. Da Poma a Poma: la collezione delle collezioni. Capolavori di «arte reale» e di museo, una storia difficile

15-18 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata»)

15-18 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata») LA MACCHIA DI UN SISTEMA MUSEALE A NAPOLI: DAL SETTECENTO ALL'OCCIDENTO. Da Poma a Poma: la collezione delle collezioni. Capolavori di «arte reale» e di museo, una storia difficile

22-25 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata»)

22-25 aprile 1991 - PIERPAOLO BOLDANO (Università di Roma «Tor Vergata») LA MACCHIA DI UN SISTEMA MUSEALE A NAPOLI: DAL SETTECENTO ALL'OCCIDENTO. Da Poma a Poma: la collezione delle collezioni. Capolavori di «arte reale» e di museo, una storia difficile

29-31 maggio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

29-31 maggio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

5-8 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

5-8 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

12-15 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

12-15 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

19-22 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

19-22 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

26-29 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

26-29 giugno 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

3-6 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

3-6 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

10-13 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

10-13 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

17-20 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

17-20 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

24-27 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

24-27 luglio 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

31 agosto - 3 settembre 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

31 agosto - 3 settembre 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

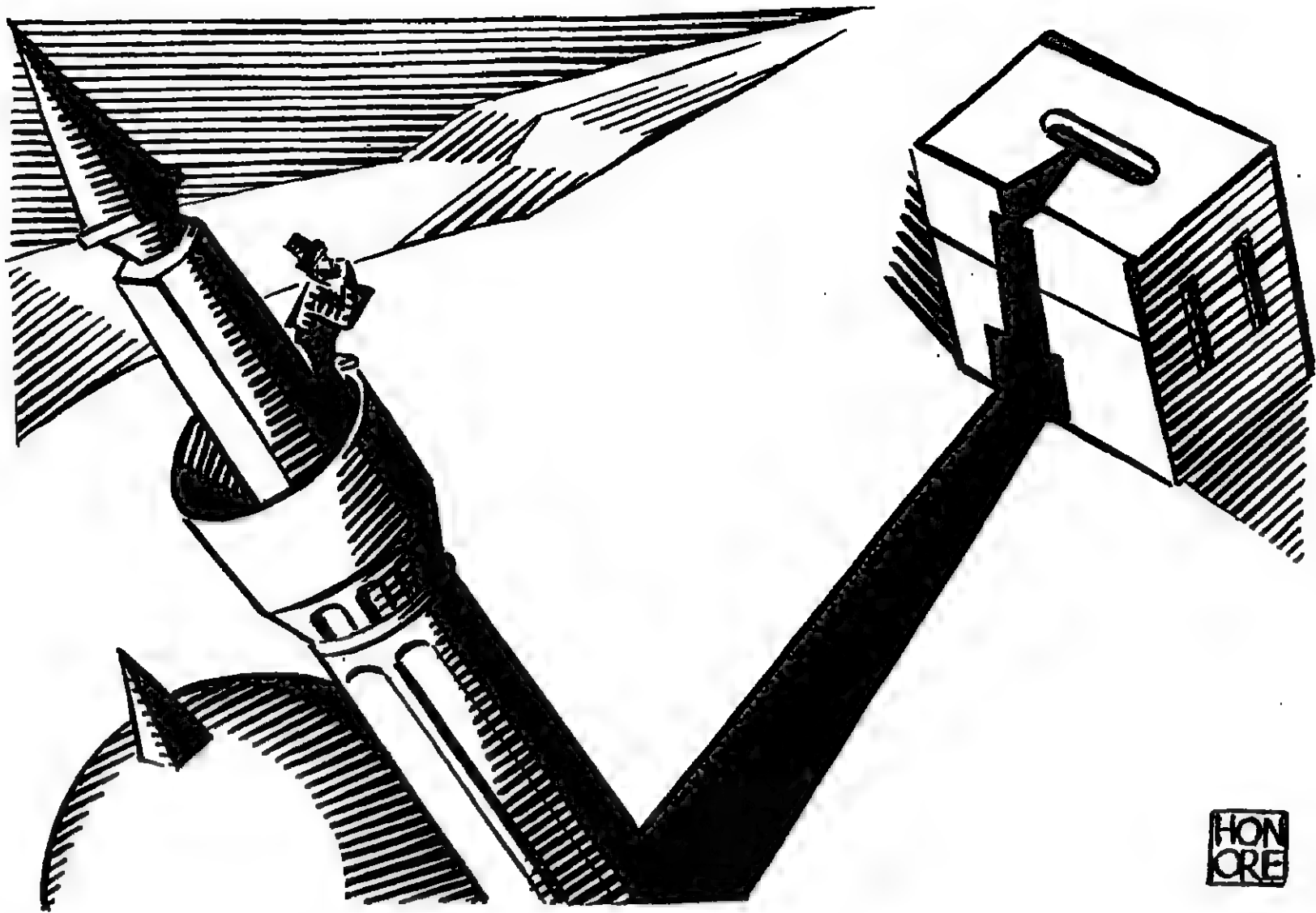
7-10 settembre 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano)

7-10 settembre 1991 - MARIA EMILIA LAMBERTI (Università di Milano) L'ARTE GRAFICA DI GIOVANNI B. CASATI: L'idea di «arte reale» e di museo, una storia difficile

14-17 settembre 1991 -

Mythe et réalités de l'islam

Comme en un autre temps le mot de « totalitarisme » a occulté la diversité des Etats et des nations auxquels on l'appliquait et la vérité des mouvements, aujourd'hui apparus au grand jour, qui les secouait souterrainement, de même, aujourd'hui, le mot d'« intégrisme » sert à couvrir des réalités très diverses et interdit de comprendre dans leur diversité et leur complexité les mouvements de réislamisation. Faut-il parler de laïcisation de l'islam ou d'islamisation de la politique ? Peut-on confondre l'activisme politique des mouvements de réislamisation par le haut (islamistes) et l'action caritative d'enveloppement des mouvements de réislamisation par le bas (piétistes) ? Ce sont ces questions occultées ou refoulées que les chercheurs en sciences sociales, et tout particulièrement les ethnologues, ont pu faire resurgir, souvent au prix de très grands risques (on pense ici à Michel Seurat, pris en otage au Liban, puis assassiné par l'Organisation du Jihad islamique).



Laïcisation de l'islam ou islamisation de la politique ?

Dans un article intitulé « Scisme », publié au lendemain du triomphe du Front islamique du salut (FIS), le directeur d'un prestigieux hebdomadaire tunisien, Omar S'houb, considère, non sans quelque exagération, l'Etat algérien comme le premier Etat arabe, depuis le temps des califes rasidûn, à avoir intégré, de façon naturelle et loyale, le principe de l'alternance politique dans son gouvernement (le *Maghreb*, 25 juin 1990). Remonter aux califes rasidûn (orthodoxes), dans l'islam, est en quelque sorte équivalent à une référence à Moïse pour la culture judaïque, ou à saint Pierre pour la culture chrétienne.

S'agissant des successeurs immédiats de Mahomet, Abou Bakr, Omar, Othman et Ali, cette évocation est, à l'évidence, disproportionnée. A certains elle semblera froter le sacrilège, à d'autres elle paraîtra grotesque. Et pourtant, l'auteur de l'article fait appel à une comparaison qui n'est pas dépourvue de fondement. Pour les musulmans, en général, et pour les chiites en particulier, le gouvernement légitime, selon la théorie islamique, ne reconnaît que quatre titulaires incontestés du pouvoir, les compagnons du prophète cités. La succession d'Ali déclencha le premier schisme politique de l'islam, et la légitimité de ses successeurs n'a plus jamais rallié l'unanimité de la communauté des fidèles, l'*umma musulmane*.

Que laisse donc entendre Omar S'houb sous cette formule hyperbolique ? Un élément essentiel, depuis le dix-neuvième siècle, a contribué au débat sur la réforme dans le monde musulman : après la Déclaration universelle des droits de l'homme, le principe de la légitimité démocratique s'est imposé, par-dessus toute opinion ou croyance. Le monde occidental n'a pas le monopole de ce principe : c'est pourtant l'Occident qui, au cours du vingtième siècle, s'en est emparé pour l'imposer comme modèle politique, en le confondant - circonstance aggravante - avec un système de domination coloniale, dans un premier temps, puis néocolonial.

Les réformateurs islamiques, pour leur part, ont voulu redonner une vigueur nouvelle, depuis l'œuvre de Mohamed Abdou, à la fin du dix-neuvième siècle, à des concepts comme la consultation (*shûra*), l'opinion (*ra'y*), l'intérêt public (*maslahat*), le consensus (*ijmâ*), l'effort personnel de connaissance (*ijtihad*), qu'ils ont tenté d'incorporer dans un système de valeurs moderne, forgé en Occident, mais adapté au monde islamique. Le but était manifestement de revenir aux sources premières de l'islam, mais la motivation profonde de leur démarche fut l'immobilisme d'un islam frappé de paralysie par sa pratique du *taqlid*, de l'imitation, par

sa peur de la *bid'a*, de l'innovation. Presque un siècle plus tard, la question de la conciliation de l'islam et de la démocratie, de l'islam et de la liberté individuelle est toujours au cœur du débat. François Bargout, lors d'un colloque tenu à Madrid au mois de mai dernier, sur le thème « Elections, participation et transitions politiques en Afrique du Nord », faisait remarquer, à propos des « islamistes et la démocratie », que la logique profonde de ce discours, mis à part la méfiance affichée à l'encontre de l'Occident, réside moins dans le rejet pur et simple de l'héritage culturel européen que dans une appropriation de celui-ci.

Les événements d'Europe de l'Est ont confirmé que la légitimité et la stabilité politiques sont inconcevables sans la participation des citoyens, sans une large consultation, sans le contrôle effectif de la vie publique, sans la reconnaissance et le respect des droits de l'homme. En un sens, bien que dans un tout autre contexte géographique, les élections algériennes ont poursuivi cette ligne et ont donné l'exemple, pour la première fois dans le monde arabe, de l'alternance politique.

Démocratie et populisme

La consultation des urnes dans les élections locales algériennes a permis l'expression et le triomphe d'une opposition politique, l'islamisme : muni d'un programme assez flou, reposant sur la moralisation, selon l'islam, de la vie publique, elle doit le succès de son discours à sa volonté d'apporter une réponse à tous ceux qui désespèrent, pour paraphraser l'islamiste égyptien, Muhammad Abd Al-Salam Faray (*Al Farida-l-ga'iba - l'impératif occulté*). Un nouveau populisme, dont on peut se demander s'il est de droite comme en Pologne, au Nicaragua ou dans bien d'autres pays, est en train de prendre forme en Algérie et ailleurs dans le monde arabo-musulman : la mosquée y est utilisée comme lieu de propagation de l'agitation, comme l'église le fut jadis dans nos pays. Cette résurgence d'un mahdisme de souche populaire avait naguère été analysée par H.A.R. Gibb. La manipulation, la mobilisation de l'imaginaire collectif au détriment de l'analyse rationnelle en sont l'arme, propre à toutes les formes de populisme ; alors que la démocratie, la diffusion d'une culture démocratique, a signalé Michel Camau au cours de ce même colloque, est toujours accompagnée d'un travail de révision critique des systèmes de références. Il n'est donc pas seulement question d'institutions, d'exercice du droit de vote, du respect de la volonté populaire, mais de

Bernabé Lopez Garcia

dépasser un modèle patriarcal qui pèse sur la société politique.

La difficulté est de savoir dans quelle mesure certains Etats ont échoué à exercer leur vigilance sur ce discours politique, à forte imprégnation mythique et religieuse, qui est livré dans la rue. La politique égyptienne, ou tunisienne, par exemple, qui consiste à retenir et à contrôler étroitement la poussée des mouvements islamistes, enfreint les lois de la démocratie : ce faisant, elle compromet l'avenir d'une conscience politique chez les citoyens, capable d'entreprendre une remise en question de ces attitudes patriarcales extrémistes, fortement enracinées dans la société, de respecter toute « dissidence », en demeurant ouverte à d'autres formes d'opposition, afin d'éviter toute bipolarisation.

Par ailleurs, l'Algérie, qui n'a pu réussir à instaurer une entente institutionnelle du socialisme et de l'islam, a choisi, par cette nouvelle expérience, de s'engager sur la voie tracée par le modèle jordanien. Dans ce dernier cas, toutes les idéologies politiques sont reconnues sur un pied d'égalité ; conformément aux lois démocratiques, personne n'est exclu de la scène politique, alors même que la démocratie y est faiblement implantée, qu'elle n'est pas encore devenue la norme régulatrice de la vie politique et que la Constitution, garante de la volonté populaire, peut devenir le tremplin de tous ceux qui voudraient accéder au pouvoir, sans pour autant partager ces mêmes valeurs démocratiques.

Bibliographie

AL ASHMAWY Muhammad Saïd, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, La Découverte, 1989.

ARKOUN Muhammad, « Imaginaire social et leaders dans le monde musulman contemporain », *Arabica*, XXXV, 1988, p. 23.

Pour une critique de la raison islamique, Paris, Maisonneuve-Larose, 1984.

BURGAT François, *L'islamisme au Maghreb*, La Voix du Sud, Paris, Karthala, 1988.

ETIENNE Bruno, *L'islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.

Troisième option, le modèle marocain : l'islam y a été fonctionnarisé par la fusion *dîn et dawla* (religion et Etat), qui réalise parfaitement, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la séparation du temporel et du spirituel. Après tout, seul le Maroc parmi les pays arabes a confié les affaires politiques à des professionnels de la politique, entendons par là, non seulement un corps de serviteurs de l'Etat, de fonctionnaires bureaucrates, mais une représentation assez ample des élites, d'obédiences politiques diverses, dont le discours populiste ou rationnel, de droite ou de gauche, traditionaliste ou progressiste (selon la dialectique *istislahi*, Union nationale des forces populaires), a naturellement trouvé audience dans la société civile.

L'expérience algérienne encourt le risque d'une confusion entre l'idéal démocratique et la volonté populaire, entre la démocratie et le populisme. Sans la présence de toutes les forces politiques, et donc des islamistes, il ne saurait y avoir de démocratie. Mais celle-ci est-elle imaginable avec les concours des islamistes, alors que le modèle politique qu'ils recherchent pourrait faire l'économie de ces valeurs ? La démocratisation, dans les pays maghrébins et arabo-islamiques, est menacée par l'absence de consensus préalable sur un système idéal et par celle d'un processus constitutif assumé par toutes les forces en lice. Les transitions politiques sont décidées depuis les sphères du pouvoir, en n'accordant à l'opposition qu'une mince marge de participation. Aucune chance ne lui est laissée de bâtir sur des bases démocratiques le système politique ; aussi le danger est-il grand de voir les forces d'opposition renoncer à ces principes, alors même qu'elles en ont fait l'instrument de leur conquête du pouvoir.

La vieille formule de Louis Massignon, selon laquelle l'islam est une « théocratie laïque et égalitaire », reprend un sens particulier dans la polémique actuelle. Bien que le clergé n'ait pas d'existence dans l'islam sunnite, le personnel religieux (oulémas, imams, muezzins) est fonctionnarisé dans certains pays, comme le Maroc, ce qui réclame, dans la pratique, une spécialisation cléricale. Cela n'empêche pas, d'autre part, le renforcement d'une élite de prédicateurs, agissant comme un clergé politique, qui exploitent leur condition d'experts de la science théologique islamique dans un but politique. Hassan II, il y a quelque temps, essayait de réduire le phénomène de l'intégrisme chiite aux effets médiatiques d'une caste cléricale et rappelait, avec insistance, que l'islam sunnite est de nature tolérante et peut cohabiter avec d'autres religions.

Il apparaît, à l'heure actuelle, que les nouveaux hommes politiques qui s'approprient le langage de l'islam constituent à leur tour une caste, une caste laïque ; ils devront faire la preuve, dans leur gestion politique locale en Algérie, de leur respect des conceptions du monde autres, à moins qu'ils n'entreprennent de substituer au parti unique du précédent régime l'idéologie unique et exclusive d'un islam manipulé à des fins politiques.

La société musulmane d'aujourd'hui est déchirée entre ces deux pôles : d'une part, la laïcisation de l'islam, prônée par les Etats et, certaines formations politiques, et, de l'autre, une islamisation de la modernité, selon la formule de Braouel Etienne, étiage en programme des mouvements islamistes radicaux. De ces deux options, on peut convenir que la première est en régression alors que la deuxième progresse. Le nassirisme, le bourgeoisisme, le boumedienisme furent trois tentatives de laïcisation de l'islam, qui, à défaut d'avoir survécu, ont profondément marqué chacune de ces sociétés. En outre, depuis la défaite de la guerre de 1967, l'islamisation de la modernité est un modèle culturel qui prospère dans le monde arabo-islamique ; tendance que sont venues renforcer l'hégémonie saoudienne, à la suite du sommet de Khartoum, et, dix ans plus tard, la révolution iranienne. Il n'existe, au demeurant, aucune incompatibilité entre l'informatique, le progrès technique et la *shari'a* (loi islamique) : à la tête de la *wilaya* (province) d'Alger, ne vient-on pas d'élire un jeune technocrate de trente-six ans, Muhammad El Bachir Touni, ingénieur en chef du département informatique d'Air Algérie, et membre du Front islamique du salut ? On assiste à un retour en force de la tradition dans la société (mais la post-modernité n'a-t-elle pas été accompagnée, dans le monde, par la résurgence des traditions ?).

Paradoxalement, remarque Ahmed Mes-tiri, fondateur du Mouvement des démocrates socialistes tunisien, les sociétés ravivent d'autant plus leurs particularismes que les échanges à travers le monde et la libre circulation des idées sont rendus plus aisés par les techniques nouvelles de communication. Mais il s'agit moins d'un succès salutaire face aux assauts d'une culture devenue mondiale que du « réveil brutal de rivalités ancestrales, ethniques et religieuses ». Universalisme et particularisme, démocratie ou populisme, islam ou intégrisme : telles sont les grandes alternatives du débat dans le monde arabo-musulman.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adam)

► Bernabé Lopez Garcia est professeur d'histoire contemporaine de l'Afrique du Nord à l'université de Grenade.

صكرا من الاعمال

the et réalité

de l'intégrisme

Les mouvements de « réislamisation »

Gilles Kepel

DEPUIS le milieu des années 70, de multiples mouvements qui ont pris naissance partout où vivent des musulmans, de l'Indonésie au Caucase, du Nigeria à la Chine et aux banlieues d'Europe occidentale, sans oublier le Moyen-Orient et le sous-continent indien, ont se rencontrent les plus grosses concentrations de populations islamiques.

Le succès remporté aux élections de juin 1989 en Algérie par le Front islamique de salut lors de la première consultation démocratique organisée depuis l'indépendance a montré que ce phénomène pouvait toucher massivement un pays de la proximité immédiate de l'Europe - avec lequel des relations intimes tressées depuis un siècle et demi semblaient indissociables d'une acculturation aux modèles occidentaux de la modernité.

Analyser ces mouvements, comprendre leur gestation et leurs objectifs, reconnaître leur base sociale s'impose comme une nécessité pour notre fin de siècle. Pourtant, cette analyse a généralement été occultée au profit d'une curieuse transposition de notions qui voudrait simplement voir dans les multiples facettes de la réislamisation, une variation sur quelques thèmes de l'histoire religieuse occidentale. Sur la base de similitudes d'apparence, on s'est représenté un « intégrisme » musulman depuis Paris, un « intégrisme » islamique depuis Rome ou un islam « fondamentalisme » depuis Londres ou New-York, en confondant la confection d'une figure de pensée avec l'élaboration d'un concept.

Cette facilité a permis de faire l'économie d'une réflexion critique sur les mouvements concernés, laissant ainsi le champ libre à des jugements de valeur, positifs ou négatifs, qui ont d'ordinaire en commun la méconnaissance du sujet. Or, depuis quelques années, une nouvelle génération de spécialistes du monde musulman a entrepris d'observer et de décrire ces phénomènes, accumulant des données et des enquêtes qui devraient aujourd'hui permettre de dépasser les idées reçues et de mesurer les enjeux des mouvements de réislamisation de manière globale.

Ces travaux ont pourtant eu du mal à s'imposer dans le public cultivé : en effet, l'étude des sociétés et des populations musulmanes contemporaines a connu une crise très grave qui date de la fin des empires coloniaux. La connaissance des langues des pays de l'aire islamique s'était vue délaissée par la plupart des sociologues et politistes spécialistes de ces régions, qui ont pensé que la modernisation se ferait selon les schémas en vogue dans le socialisme ou le capitalisme des années 60, et par la médiation d'élites anglophones ou francophones. Ils se sont retrouvés fort dépourvus lorsque, en terre d'islam, la dénonciation de l'ordre social a été formulée dans le vocabulaire conceptuel coranique, en arabe, turc ou ourdou, par de nouveaux groupes contestataires dont les idéologies n'avaient jamais mis les pieds au quartier Latin ni à Berkeley.

Pour l'essentiel, ce sont les anthropologues, connaissant les langues et les dialectes, qui ont gardé le contact le plus fécond avec la société civile et qui ont été les plus sensibles à la persistance et aux mutations de la variable islamique. Pourtant, au long des années 70, les recherches sur l'anthropologie musulmane n'ont pas été l'exception des grandes fondations de recherche américaines - comme le relève l'anthropologue Dale F. Eickelman, à qui l'on reprochait de s'intéresser à des « vieillards mourant sans postérité » et non aux forces vives telles qu'on se les représentait à l'époque.

La filiation des Frères musulmans

A la même époque, quelques arabisants qui lisaient ce qui se publiait dans cette langue remarquèrent les efforts des Etats pour légitimer au nom de l'islam l'ordre social issu des indépendances, ainsi que les pamphlets qui préconisaient, au nom de ce même islam, la subversion des pouvoirs établis. Olivier Carré, dès la seconde moitié des années 70, a travers une analyse du contenu des manuels scolaires égyptiens, syriens et irakiens, met au jour les mécanismes de la « légitimation islamique des socialismes arabes ».

Percevant le contrôle du discours de l'islam comme un enjeu politique de première importance, il prête attention aux sermons du vendredi à la mosquée, un espace d'expression politique relativement peu contrôlé alors par la censure des diverses dictatures militaires ou civiles qui se partagent le monde musulman. Il s'intéresse à la filiation contemporaine des Frères musulmans - une association créée à la fin des années 20 en Egypte pour édifier, après l'indépendance, non pas un Etat démocratique à l'occidentale, mais un Etat islamique basé sur la charia. Carré commente en particulier l'œuvre du principal penseur de cette mouvance, Sayyid Qutb (ou Kotb), pendu par Nasser en 1966 après avoir passé dix ans dans les camps de concentration égyptiens.

Au début des années 80, de jeunes chercheurs qui sont formés à la fois aux sciences sociales et - fait nouveau - aux langues de l'aire islamique, commencent à

entreprendre des enquêtes sur le terrain. Ils observent notamment l'articulation entre la pratique politique des mouvements qui contestent l'ordre établi au nom de l'islam et l'idéologie de Qutb. Pour ce dernier, le monde contemporain est divisé en deux univers antagoniques : l'islam d'une part et la jahiliyya de l'autre. Ce terme coranique (mot à mot : « ignorance » - de Dieu) signifie dans les faits la « barbarie » supposée des sociétés non islamiques où, selon Qutb, l'homme adore un autre homme, le des-

poté, à la place de Dieu. Dans le même temps, ce despote usurpe la souveraineté, qui devrait revenir à Dieu seul et qui n'est déléguée qu'à ceux qui appliquent les injonctions du Coran sur la terre.

Au sens de Qutb, il n'existe pas, au lendemain de la décolonisation, de société véritablement « islamique » : dans les Etats indépendants du monde musulman, des autocrates occidentalisés se réclament d'une forme moderne d'idolâtrie - socialiste ou capitaliste. Dans son libelle *Signes de Fiste* (*Ma'âlim fi-l-Fatawa*), tenu pour le *Que faire ?* du mouvement islamiste, Qutb indique la voie pour abattre la jahiliyya et instaurer l'Etat islamique : comme le prophète Mahomet fuyant La Mecque à l'ouest pour se réfugier à Médine, il faut rompre avec les logiques et les mœurs de la société ambiante, construire un prototype de la société islamique future avec les « vrais croyants » puis, au moment opportun, engager le combat contre la jahiliyya. Tel le prophète, là encore, rentrant à La Mecque pour y renverser les idoles et proclamer un islam qui s'étendrait à l'ensemble du monde.

Le schéma de Qutb inspire la quasi-totalité des groupes qui militent pour instaurer un Etat islamique. Les jeunes arabisants français les nommeront « militants islamistes » - mettant l'accent, par ce néologisme, sur la spécificité de leurs références idéologiques et l'originalité de leur pratique socio-politique, par rapport aux appellations anglophones de « fondamentalisme » ou « intégrisme ».

La référence à Qutb, explicite ou non, est mise en œuvre de manière fort diverse. Dès les lendemains de la pendaison du maître à penser, ses compagnons et ses disciples disputent pour savoir si la « rupture » avec la société ambiante n'est que mentale, ou s'il faut aller au-delà pour y édifier la contre-société qui réplique le paradigme médinois. Les groupes qui s'inscrivent dans cette dernière mouvance, en Egypte notamment, encourrent très vite une violente répression policière qui les anéantit. C'est dans les périphéries sous-intégrées des mégapoles du monde musulman, imposant sous l'effet conjugué de l'exode rural et du croît « croissance démographique », que ces mouvements font leur percée la plus significative. Ils y recrutent dans la première génération massivement alphabétisée et urbanisée née avec l'indépendance, pour laquelle les perspectives de bien-être sont maigres, et qui restent insensibles à la rhétorique anticolonialiste manée à l'infatigable par les élites en place pour légitimer leur monopole du pouvoir. C'est

Les groupes piétistes

A partir du milieu des années 80, les recherches sur les mouvements de réislamisation connaissent un tournant avec la prise en considération des groupes « piétistes » qui investissent l'essentiel de leurs activités dans la réislamisation de leurs adeptes, à la base, au long d'une démarche qui prétend se désintéresser explicitement du politique. C'est à l'occasion des enquêtes menées sur l'islam en Europe, dans la foulée de la sédentarisation des immigrés, que cette ouverture du spectre de la recherche a été rendue possible - grâce à la liberté dont bénéficient les travaux sur le terrain en pays démocratique. En effet, les conditions d'enquête dans les pays musulmans deviennent de plus en plus difficiles : à l'hostilité des Etats, qui s'efforcent de bannir tout regard de science

sociale sur des thèmes jugés sensibles, s'ajoute la méfiance de groupes qui cultivent largement la xénophobie anti-occidentale. La mort ignominieuse de Michel Seurat, accusé d'espionnage par ses bourreaux pour traverser leur crime, en a été l'expression la plus cruelle. Et les recherches menées avec beaucoup de courage dans certaines régions du Moyen-Orient aujourd'hui n'en restent pas moins tributaires d'un accès aux sources et aux acteurs sociaux que la quasi-clandestinité de la

totalité l'existence des adeptes autour d'une stricte observance des préceptes religieux. Pour cela, ils modifient leur comportement sur celui du prophète, tel qu'il a été consigné par les textes sacrés de l'islam, l'imitant à la lettre - dans son vêtement, sa manière de manger ou de dormir, son comportement sexuel, ses habitudes et interdits alimentaires, sa piété, etc.

Ce faisant, ils revivent au présent un « âge d'or » fondateur de l'islam en ses premières années, telles que l'apologétique musulmane les représente rétrospectivement. Cette mouvance piétiste, dont la branche principale, née en Inde à la fin des années 20, est la *jama'at al tabligh* (Société pour la propagation de l'islam), a pu être observée en Europe. Elle y a effectué une percée très significative parmi les populations immigrées en voie de sédentarisation dans un environnement social difficile, pour lesquelles le repli sur des structures à caractère communautaire fermé permettait une restructuration de l'identité.

Le débat, aujourd'hui, se situe entre les deux pôles de la réislamisation « par le haut » (islamistes) ou « par le bas » (piétistes). Si ces deux tendances partagent le même objectif final, la réislamisation totale des sociétés musulmanes, préface à l'islamisation du monde entier, elles divergent sur les moyens pour y aboutir : les islamistes favorisent l'activisme politique, la pression sur les Etats ou leur conquête, tandis que les piétistes s'emploient au quadrillage de la société par des réseaux de services caritatifs, éducatifs, d'entraide, etc., qui leur permettent de créer une nouvelle forme de sociabilité sur une base qui se veut purement islamique.

Les dernières années ont été marquées par une progression considérable de cette réislamisation par le bas et la constitution de réseaux correspondants dans des pays où l'Etat avait une forte volonté laïciste, comme la Turquie ou la Tunisie, mais aussi là où il souhaite monopoliser l'expression de l'islam, comme au Maroc. En Algérie, les succès électoraux du FIS viennent après une décennie de travail à la base et dans les quartiers par les militants des divers mouvements de réislamisation, à partir des milliers de petites mosquées qui ont été construites, souvent « à la barbe » de l'Etat, durant cette période, comme le montre Ahmed Rouadja, l'auteur de la seule enquête de terrain publiée à ce jour sur le phénomène en Algérie.

Dans les rapports avec le monde occidental, l'activisme révolutionnaire islamiste a connu son sommet avec les opérations terroristes et les prises d'otages, téléguidées pour la plupart depuis Téhéran, entre 1985 et 1988. Depuis la mort de Khomeiny, l'heure n'est plus à une confrontation violente de même intensité, mais l'opposition des groupes piétistes à tout ce qui vient du dehors de l'islam est plus radicale encore. Tant que la liberté et l'accès au bien-être resteront un vain mot dans la plupart des pays musulmans, la contestation dont les mouvements de réislamisation sont les vecteurs n'a pas de raison de décroître, et elle est grosse de turbulences.

► Gilles Kepel, après plusieurs années passées au Moyen-Orient, est chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Il achève actuellement un livre comparatif sur les mouvements religieux dans le christianisme, l'islam et le judaïsme contemporains.

Bibliographie

- BURGAT François, *l'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988. Pour les aspects idéologiques du mouvement islamiste en Algérie.
- CARRE Olivier, *Mystique et politique/Lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, Frère musulman radical*, Paris, Cerf/Presses de la F.N.S.P., 1984.
- DASSETO Felice, *Le Tabligh en Belgique*, Louvain, Sybidi Papers, 1988 ; *Europa, nuova frontiera dell'islam*, Rome, Lavoro, 1988.
- EICKELMAN Dale F., *Moroccan Islam*, Princeton, Princeton U.P., 1986. Pour une perspective globale sur l'apport de l'anthropologie, lire surtout, *The Middle East, an Anthropological Approach*, Prentice-Hall, 1989 (2^e édition).
- GOLE Nilöfer, « Ingénieurs musulmans et étudiants voilées en Turquie », in Gilles Kepel et Yann Richard (éds), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, La Seuil, 1990.
- KEPEL Gilles, *Le Prophète et Pharaon/Les mouvements islamistes*

- dans l'Egypte contemporaine, Paris, La Découverte, 1984 (the Prophet and Pharaoh, London, Al Saqi Books, 1985 ; *Faraon y el Profeta*, Barcelona, Muchnik Editores, 1988).
- KEPEL Gilles, *Les Banlieues de l'islam/Naissance d'une religion en France*, Paris, La Seuil, 1987.
- ROUADJIA Ahmed, *Les Frères et la mosquée/Enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Paris, Karthala, 1990.
- ROY Olivier, *l'Afghanistan, islam et modernité politique*, La Seuil, 1985 (*Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge, Cambridge U.P., 1986).
- SEURAT Michel, *l'Etat de barbarie*, Paris, La Seuil, 1989.
- SIVAN Emmanuel, *Radical Islam/Medieval Theology and Modern Politics*, Yale, Yale U.P., 1985.
- TOZY Mohammed, « La restructuration du champ religieux au Maroc », in Gilles Kepel et Yann Richard (éds), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, La Seuil, 1990.

Point de vue

Pas de perestroïka pour le Vatican

Le Vatican, qui n'a cessé de bénir l'avènement de la perestroïka dans les pays de l'Est, continue à « parler de droits de l'homme à l'extérieur sans les respecter à l'intérieur » et travaille à faire de l'Europe le bastion d'une foi incapable d'affronter la modernité d'une société laïcisée.

On peut dire de Jean-Paul II qu'il connaît le même sort que Mikhaïl Gorbatchev : son image est meilleure à l'extérieur qu'à l'intérieur, parmi les agnostiques que parmi les fidèles. Sous la plume d'Alberto Ronchey, écrivain laïc, éditeur à l'hebdomadaire *La Repubblica* de Rome, on lit que grâce à Karol Wojtyła, « l'histoire du monde est en train de changer », et l'auteur va même jusqu'à attribuer au pape la responsabilité des bouleversements à l'est de l'Europe, rien de moins. A l'opposé, parmi les fidèles, dans les milieux progressistes, incarnant l'esprit d'ouverture du concile Vatican II, on accuse le pontificat « d'intolérance et d'autoritarisme », ainsi que de mépriser les droits de l'homme au sein de l'Eglise. Curieuse situation, celle du Vatican, qui peut tout à la fois donner sa bénédiction aux transformations de l'Europe de l'Est et continuer d'ignorer ce que perestroïka et glasnost veulent dire.

Le succès médiatique de l'acteur Wojtyła — le pape a confirmé cent fois la formule de McLuhan, « le message, c'est le médium » — ses apparitions répétées sur les écrans et le silence de la presse ont réussi à occulter les critiques acerbes qu'une grande partie des croyants formule contre le pontificat de Jean-Paul II ; à tel point que l'on parle d'une Eglise paralysée et d'un « schisme latent ».

L'hebdomadaire catholique *Témoignage chrétien* a convoqué pour le 21 octobre prochain un forum à Paris : la formation d'une « Eglise du dialogue, au service des hommes et du monde » sera la question à l'ordre du jour. A la base de cette rencontre, un texte, l'appel formulé par vingt-cinq mille catholiques français — parmi eux, de nombreux intellectuels — qui déclarent dans un manifeste signé au printemps dernier : « Nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes timorées des grands responsables de l'Eglise et du Vatican ». Des milliers de signatures ont été recueillies afin de soutenir les quatre-vingt-quinze théologiens français qui avaient pris fait et cause pour le « Manifeste de Cologne », document dans lequel l'Eglise « autoritaire » du pontificat est sévèrement critiquée et qu'avaient signé cent soixante-trois théologiens allemands, autrichiens, hollandais, suisses et deux cents théologiens espagnols et italiens.

L'affaire Valadier

L'historien Jean Delumeau, qui interviendra dans ce forum, a également apporté sa contribution à l'ouvrage collectif *Le Rêve de Compostelle* (éd. Le Centurion, 1989), à côté de quinze autres historiens, sociologues, économistes, philosophes, parmi lesquels se trouve Michel Falise, responsable de l'Institut catholique de Lille. D'après le journal *Le Monde*, il s'agit de la présentation la plus complète à ce jour des critiques formulées contre le magistère de l'Eglise. La revue *30 Giorni*, du mouvement *Communione e Liberazione*, y voit « un manifeste contre le pontificat de Jean-Paul II ».

On peut lire, en effet, dans l'ouvrage cité qu'en raison du pouvoir absolu d'un pape élu à vie, du manque de concertation avec les évêques locaux lors de la nomination des évêques ordinaires, de l'absence de dialogue entre la hiérarchie et les fidèles, l'Eglise se renferme, psychologiquement et socialement, dans une sorte de secte. Le théologien jésuite Paul Valadier, professeur au Centre Sévres de



COLLECTIF

Juan Arias

Paris, a été démis de ses fonctions de directeur de la revue *Etudes*. Dans un ouvrage récent, *L'Eglise en procès* (Ed. Calmann-Lévy, 1987), Paul Valadier met en cause un « mouvement d'affirmation identitaire » et sécuritaire au sein de l'Eglise, qui se traduit concrètement par le rayonnement des groupes charismatiques catholiques, l'enlèvement de l'enseignement moral, la méfiance et l'intolérance dont le Vatican fait montre devant le progrès scientifique et médical, et en général devant toute forme de recherche laïque.

Dans un entretien accordé à l'agence italienne *Adista*, le Père Valadier a déclaré que sa destitution fut l'effet d'une opération bureaucratique, sur laquelle il n'eut pas son mot à dire : il dénonça cette Eglise intolérante, arrogante et inhumaine, qui parle des droits de l'homme à l'extérieur et n'en tient pas compte à l'intérieur d'elle-même.

Le théologien allemand Bernhard Haring, gravement atteint d'un cancer à la gorge, a décidé de révéler, par le biais d'un livre publié en 1988, et traduit dans toutes les langues occidentales (*Quelle morale pour l'Eglise ?* Ed. du Cerf, 1989), ses rapports orageux avec Rome. Haring, religieux rédemptoriste, maître de générations de moralistes catholiques et protestants, fut l'un des piliers du concile Vatican II.

Dans une lettre envoyée le 5 février 1976 au cardinal Seper, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, Haring écrivait : « Pendant la seconde guerre mondiale, j'ai dû me présenter quatre fois devant un tribunal militaire. A deux occasions, il fut question de vie ou de mort. Mais je me suis senti honoré, car ces accusations provenaient des ennemis de Dieu. De plus, elles étaient justifiées, puis-je que je m'étais insurgé contre ce régime. A présent, la Congrégation pour la doctrine de la foi me fait un procès humiliant, et ses accusations sont fausses. Elles viennent, en outre, d'un organisme de l'Eglise, alors que j'ai consacré ma vie et mes forces au service de l'Eglise. Je préférerais me retrouver devant les tribunaux de l'Etat. Ma foi, néanmoins, n'a pas été trahie. »

Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, admet que le dialogue, à l'intérieur de l'Eglise, entre les fidèles et le pape, voire à l'intérieur du domaine épiscopal, traverse des difficultés. Interrogé sur la puissance de l'Eglise catholique allemande, la mieux organisée au monde, le cardinal Ratzinger rétorque que l'on assiste dans l'Eglise à un exode silencieux de ses membres, que le consensus de la foi n'a plus la cohésion de naguère, il y a une génération, et que la force institutionnelle de l'Eglise ne doit pas être un leurre, car elle a perdu tout crédit spirituel auprès de la communauté des fidèles.

L'Eglise, pourrait-on penser, offre une version des phénomènes analysés par la psychanalyste Melanie Klein, collaboratrice dans les années 20, de Karl Abraham, à l'hôpital psychanalytique de Berlin. La spécialiste de psychologie enfantine, mondialement connue, est à l'origine de la théorie dite « des deux seins » : l'enfant dissocie deux réalités distinctes, la mère et le sein nourricier ; c'est la théorie des deux objets, ressentis l'un comme « bon », l'autre comme « mauvais ».

De façon analogue, dans l'image qu'il donne de lui à l'extérieur, lors de ses rencontres personnelles avec les évêques, le pape Wojtyła représente le « bon sein », le « bon sein » en quelque sorte, alors que Ratzinger représente le « mauvais sein » (la mère qui punit son fils, en le privant de sa présence). L'image du pape-objet « bon » est pure « apparence », simple « extériorité » ; à l'intérieur du Vatican, non seulement Jean-Paul II soutient le redouté Ratzinger, mais il en fait son « théologien personnel ». Ratzinger est l'auteur des documents les plus austères et le conseiller du pape pour les points du dogme les plus délicats. La différence entre ces deux hommes relève davantage de leurs tempéraments respectifs : au naturel plus capotif, à la vocation plus pastorale, le pape polonais, s'oppose le caractère plus cérébral, plus réservé, plus « prussien » du cardinal bavarois.

« Il suffit d'obéir en tout point... »

C'est encore Ratzinger qui, dans son *Entretien sur la foi* (Fayard, 1985), avoue : « Le bilan de ces vingt dernières années est indéniablement négatif. Les résultats du concile sont loin d'être à la hauteur des espoirs qu'il avait fait naître. Les chrétiens sont de nouveau une minorité, plus encore qu'à la fin de l'Antiquité. » A cela, Ratzinger ajoute que une interprétation en profondeur du concile n'a pas encore été entreprise. A ce sujet, le Père Valadier remarque, non sans ironie, que « personne ne tente aujourd'hui de contester ouvertement le concile Vatican II », mais, poursuit-il, « plusieurs stratagèmes permettent de contourner cet obstacle », des moyens subtils de faire revenir à la « normalité » une Eglise qui avait vaillamment tenté sa « perestroïka » il y a vingt-cinq ans : en affirmant, par exemple, que ces textes conciliaires ont été « mal interprétés », ou en s'en prenant à tous ceux qui les ont « mal appliqués ».

Si on voulait la preuve que le pontificat de Jean-Paul II n'applaudit qu'aux réformes qui ont lieu ailleurs, mais jamais dans son Eglise, on la trouverait dans le soutien qui est accordé aux mouvements

ecclésiastiques les plus extrémistes, tels que l'Opus Dei, *Communione e Liberazione*, les mouvements charismatiques, parmi bien d'autres ; alors que le dialogue est difficilement maintenu avec les grands ordres et les congrégations religieuses, qui se sont efforcés de travailler dans le sens des changements introduits par le concile, des jésuites aux franciscains, ces derniers s'étant vus qualifiés de « malades du marxisme ».

En revanche, les mouvements qui ont la préférence du pape sont les plus réfractaires aux réformes conciliaires. Ce sont ceux qui refusent précisément toute « perestroïka », et pour cause, puisqu'il s'agit — c'est le cas pour l'Opus Dei — des serviteurs zélés de la papauté. Le fondateur de *Communione e Liberazione*, Don Giussani, se félicite de n'avoir jamais rencontré de problèmes avec Rome : « Il suffit d'obéir en tout point... ». Au sujet de ces bataillons privés que le souverain pontife croit avoir trouvés dans le mouvement fondé par Mgr Escriva de Balaguer, Pedro Arrupe, ancien général des jésuites, eut l'occasion un jour de nous confier : « Regardez l'Opus Dei, c'est se contempler dans un miroir tout en se disant : ainsi nous fumes jadis, ainsi nous devrions ne plus jamais être. »

L'Eglise du pape Wojtyła, homme d'Etat voyageur, qui a su rendre une certaine fierté à de nombreuses communautés catholiques nationales, paraît beaucoup plus puissante dans le monde, si l'on ne considère que son prestige politique et social, mais en contrepartie, elle est plus divisée que jamais. A en croire les théologiens critiques, l'Eglise qui se met en place est centralisée et monolithique, à l'image du centralisme démocratique marxiste-léniniste, qui s'effondre partout dans le monde.

La destitution des directeurs de revues catholiques ouvertes et conciliaires est l'un des effets de cette politique. En Espagne, le jésuite Pedro Lamet a été écarté de la direction de *Vida Nueva* et Benjamin Forcano de celle de *Edición Amica*. Ont suivi un sort identique en Italie, le prêtre Vittorio Criselli, éloigné de l'hebdomadaire *Vita Trentina* qu'il dirigeait depuis vingt-deux ans, et le missionnaire Alessandro Zanotelli de la direction de *Nigizia*.

La « normalisation » prévue pour l'Amérique du Sud, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'« évangélisation espagnole » est la dernière « grande mission » dans laquelle s'investit le Vatican. Deux faits sont d'ores et déjà révélateurs : le premier concerne la CAL, Commission pontificale pour l'Amérique latine, fondée par le pape Pie XII en 1958. Il s'agit d'un groupe de réflexion du Vatican, chargé de veiller sur l'Eglise sud-américaine, soupçonnée d'être trop sensible, au goût de la Commission, aux appels de la théologie de la libération.

Récemment, la CAL a été restructurée, et les trente-six membres qui la composent (sept cardinaux, dix-sept archevêques, huit évêques et quatre prêtres) ont été remplacés par des dignitaires dont on connaît le conservatisme sans faille et l'opposition à la théologie de la libération. Mieux encore, on a nommé conseillers du CAL Ratzinger en personne, le cardinal Alfonso Trujillo, archevêque de Medellín, le cardinal Obando y Bravo, archevêque de Managua, Freire Falcao, archevêque de Brasília, et Mgr Dario Castrillon, président de la commission épiscopale pour l'Amérique latine (CELAM).

Dans de telles circonstances, l'affrontement n'a pas manqué de se produire entre le Conseil des religieux d'Amérique latine (CLAR) et le Vatican.

Un manque d'idées neuves

Le CLAR est l'organisation de base de l'Eglise catholique sud-américaine ; il regroupe quelque 45 000 religieux et 510 000 religieuses. A l'approche des célébrations du cinquantième anniversaire, ce mouvement avait eu l'idée de créer une revue intitulée *Proyecto Palabra-Vida*, qui proposerait une lecture de la Bible fondée sur la réflexion des communautés. Le premier numéro a eu le malheur de déplaire profondément au CAL, qui lui a reproché sa « lecture idéologique et réductrice des Saintes Ecritures ». Mais la raison de la colère du Vatican est l'abus du terme « peuple », qui « pourrait encourager l'essor d'une Eglise populaire ».

Dans ce premier numéro, on lisait ce qui suit : « L'oppression du peuple d'Egypte demeure une réalité. La pyramide sociale existe toujours. Le pharaon est plus vivant que jamais, il asservit l'Amérique latine et s'enrichit sur le dos de notre peuple. » Ce conflit s'est soldé par la suspension de la publication, décidée par les promoteurs, dans l'attente de jours meilleurs.

A l'intérieur des ordres et des congrégations religieuses, on a tendance à penser que l'image dynamique que le pape a donnée de lui à travers le monde ne peut pas faire oublier que son pontificat a perdu toute originalité et manque d'idées neuves. Le pape Wojtyła a concentré ses forces sur une seule idée fixe : faire de l'Europe le nouveau bastion de la foi, sur un modèle médiéval et polonais, avec cette peur constante de la modernité dans une société sécularisée que Karol Wojtyła ne parvient, culturellement, ni à comprendre ni à accepter.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adán.)

► Juan Arias est correspondant d'*El País* à Rome et spécialiste du Vatican.

صكرا من الزين

le Vatican



L'autre cap

Mémoires, réponses et responsabilités

AU vieux nom de l'Europe, peut-on faire correspondre une identité culturelle? Quand on s'interroge sur la généalogie ou sur l'avenir d'une telle identité, un paradoxe d'un axiome ne se laisse plus oublier: le propre d'une culture, c'est de n'être pas identique à elle-même - et de devoir dire « moi » ou « nous » dans la différence avec soi. C'est vrai de toute identité: pas de rapport à soi qui ne soit culture de soi comme différence intérieure et expérience de l'autre. L'Europe aura-t-elle été un simple exemple ou bien la possibilité exemplaire de cette loi? Est-on plus fidèle à l'héritage d'une culture en cultivant la différence-à-soi (avec soi) ou bien en s'en tenant à l'identité dans laquelle cette différence se maintient rassemblée? Cette question propage les effets les plus inquiétants sur les politiques de l'identité culturelle.

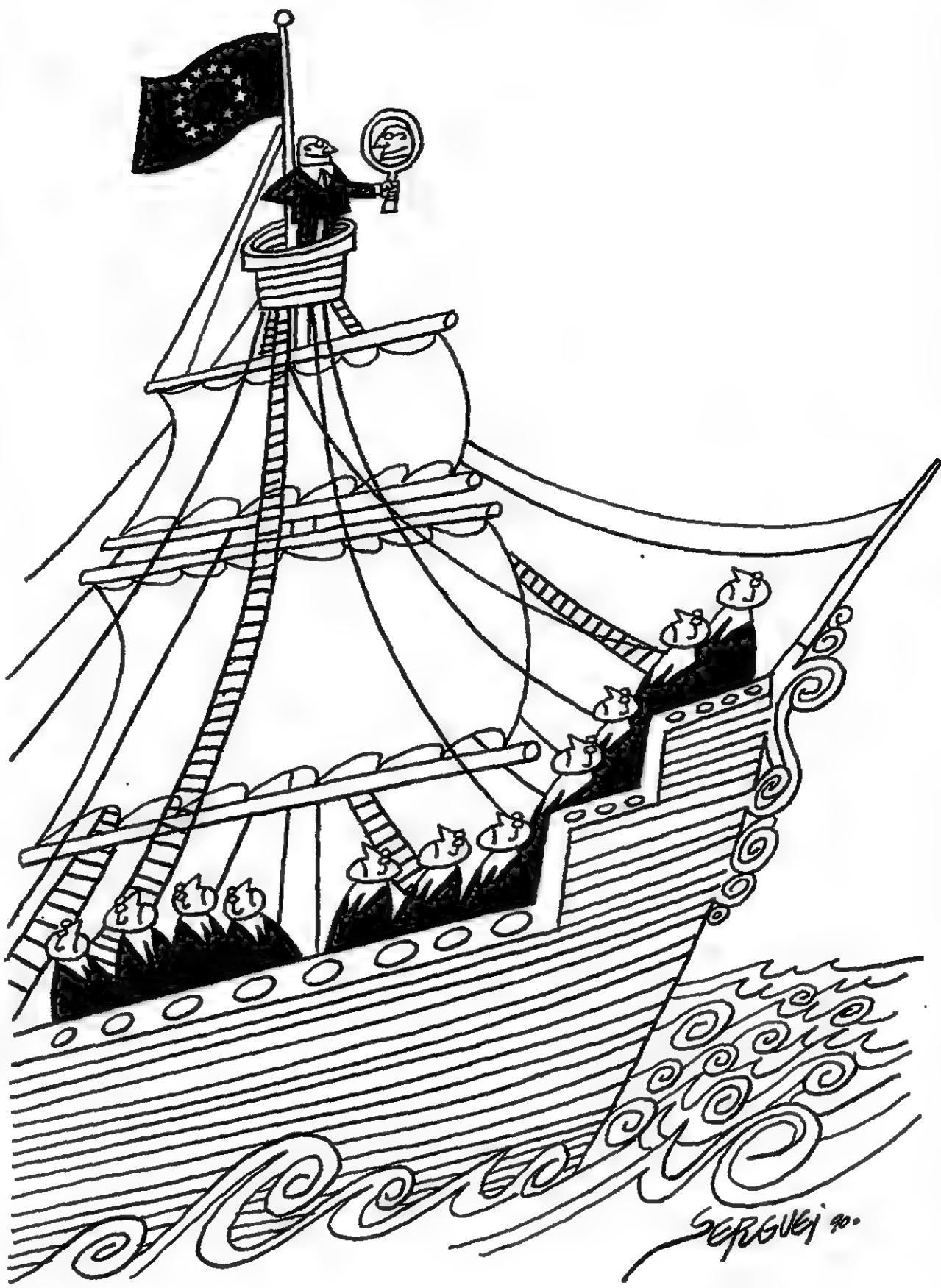
Géographie de l'esprit

Dans *Grandeur et décadence de l'Europe*, Valéry provoque un interlocuteur imaginaire, à la fois familier et encore inconnu. Dans une sorte d'apostrophe, il lui lance un mot: « AUJOURD'HUI », en lettres capitales, et c'est le défi même: « Eh bien, qu'allez-vous faire? Qu'allez-vous faire AUJOURD'HUI? » Pourquoi ces lettres capitales? Ce que nous avons du mal à faire et à penser aujourd'hui, pour une Europe arrachée à l'auto-identification comme répétition de soi, c'est l'unicité de l'aujourd'hui, un certain avènement singulier de l'Europe. Y a-t-il un « aujourd'hui » tout neuf de l'Europe, et d'une nouveauté qui ne ressemble pas à ce qu'on a appelé, programme connu, et des plus sinistres, une « nouvelle Europe »? Les pièges de ce type ne sont pas des pièges de langage, et nous les rencontrons à chaque pas. Y a-t-il donc un « aujourd'hui » de l'Europe au-delà des programmes épuisés, épuisants mais inoubliables de l'eurocentrisme et de l'anti-eurocentrisme? Nous ne voulons plus « aujourd'hui » ni de l'un ni de l'autre. Au-delà de ces matrices trop connues, de quelle « identité culturelle » devons-nous répondre? Devant qui, devant quelle mémoire, pour quelle promesse? Et « identité culturelle », est-ce un bon mot pour cet « aujourd'hui »?

Un titre est un cap, une tête de chapitre, un en-tête. « L'autre cap » rappelle d'abord le langage de la navigation. Sur mer ou dans les airs, un vaisseau fait cap: par exemple sur un autre continent, vers une destination assignée. On peut aussi « changer de cap ». Le mot (caput, capit) qui signifie la tête ou l'extrémité de l'extrême, le but et le bout, l'ultime, le dernier, la dernière extrémité, l'eschatologie en général, voici qu'à la navigation il assigne le pôle, la fin, le telos d'un mouvement orienté, ordonné, calculé: le plus souvent par quelqu'un, car c'est en général un homme qui décide du cap, de la pointe avancée qu'il est lui-même, la proue, en tête du navire ou de l'avion qu'il pilote. Un capitaine donne les ordres à l'équipage, il tient la barre ou le manche, il se trouve à la tête de l'équipage et de la machine.

« L'autre cap », cela peut suggérer qu'il y a une autre direction ou qu'il faut changer de destination (parfois en changeant le capitaine, en raison de l'âge ou du sexe) mais aussi se rappeler l'autre cap, à l'autre cap. Le cap n'est pas seulement le nôtre, mais le cap de l'autre, devant lequel nous devons répondre et qui figure peut-être la condition d'une identité qui ne soit pas égo-centrisme destructeur - de soi et de l'autre. Mais au-delà de notre cap, il ne faut pas seulement se rappeler à l'autre cap et surtout au cap de l'autre, mais à l'autre du cap, dans un rapport de l'identité à l'autre qui n'obéisse plus à la forme, au signe ou à la logique du cap, pas même de l'anti-cap - ou de la décapitation. Bien qu'un titre soit un cap ou une tête de chapitre, le titre de ces réflexions m'orienterait plutôt vers l'autre du cap. J'y sélectionnerai ce qui se déduit d'une grammaire et d'une syntaxe du cap, d'une différence dans le genre, c'est-à-dire aussi du capital et de la capitale. Comment une identité culturelle peut-elle répondre, et de façon responsable - de soi, de l'autre et devant l'autre, - à la double question du capital et de la capitale?

Dans l'« aujourd'hui » que Valéry écrit en lettres capitales, l'Europe se trouve à un moment de son histoire (si elle en a une et qui soit identifiable), de l'histoire de sa culture (si elle peut jamais s'identifier et répondre d'elle-même dans une mémoire de soi) où la question du cap paraît inéluctable - et non seulement depuis ce qui s'est accéléré ces derniers mois à l'Est ou au centre de l'Europe. Cette question paraît aussi vieille que l'Europe, mais l'expérience de l'autre cap ou de l'autre du cap se pose de façon nouvelle, non pas « nouvelle » comme toujours mais nouvelle comme nouvelle. Et si c'était cela, l'Europe, l'ouverture à une histoire décentrée pour laquelle le changement de cap, le rapport à l'autre cap ou à l'autre du cap est ressenti comme tou-



De Hegel à Valéry, de Husserl à Heidegger, la réflexion sur l'identité européenne appartient à la tradition de la modernité philosophique. Jacques Derrida se propose d'assumer à son tour cet héritage.

Héritage contradictoire, qui invite les héritiers à « se faire les gardiens d'une idée de l'Europe, d'une différence de l'Europe qui consiste précisément à ne pas se fermer sur sa propre identité ». Malgré sa longueur et sa difficulté, il nous a paru conforme à la vocation de « Liber » de publier ce texte majeur, qui constitue, selon nous, un document de référence. Jacques Derrida fait paraître d'autre part cet automne deux livres importants: Du droit à la philosophie (éd. Galilée), recueil des textes qu'il a consacrés depuis 1975 aux questions de l'enseignement et de la recherche, et le Problème de la genèse dans la philosophie de Husserl (PUF), sa première œuvre, restée inédite.

Jacques Derrida

Jours possible? Ouverture et non-exclusion dont l'Europe aurait eu quelque sorte la responsabilité? L'histoire d'une culture suppose sans doute un cap identifiable, un telos vers lequel le mouvement, la mémoire et la promesse se rassemblent, fut-ce comme différence avec soi. Mais l'histoire suppose aussi que le cap ne soit pas donné d'avance et une fois pour toutes. L'unicité de l'autre aujourd'hui doit être attendue comme l'inanité, le non-maîtrisable, le non-identifiable, ce dont on n'a pas encore la mémoire. Notre

vieille mémoire nous dit néanmoins qu'il faut aussi anticiper et garder le cap, car sous le motif, qui peut devenir slogan, de l'inanité ou du tout nouveau peut revenir le fantôme du pire que nous avons déjà identifié. Nous devons donc nous méfier de la mémoire répétitive et de la nouveauté irréductible.

Un séisme secoue l'Europe sous les noms si problématiques de perestroïka, démocratisation, réunification, entrées dans l'économie de marché, accès aux libéralismes politique et économique. Ce

tremblement de terre par définition ne connaît pas de frontière. En relançant la question de l'identité culturelle européenne, il rappelle ce qui a toujours identifié l'Europe à un cap. Depuis toujours, et ce « toujours » dit quelque chose de tous les jours d'aujourd'hui dans la mémoire de l'Europe, dans la mémoire de soi comme culture de l'Europe. Dans sa géographie et dans ce qu'on a souvent appelé, comme Husserl par exemple, sa géographie spirituelle, l'Europe s'est identifiée comme un cap, un point de départ

pour la découverte, l'invention et la colonisation, soit comme l'extrême avancée d'un continent, à l'ouest et au sud, soit comme le centre même de cette langue en forme de cap, l'Europe du milieu, resserée, recueillie dans sa mémoire, voire comprimée comme un axe gréco-germain, au centre du centre du cap.

L'Europe n'est pas seulement un cap géographique qui s'est toujours donné la représentation ou la figure d'un cap spirituel, à la fois comme projet, tâche ou idée infinie, c'est-à-dire universelle, mémoire de soi qui se rassemble et s'accumule, se capitalise en soi et pour soi. Elle a confondu son image, son visage, sa figure et son lieu, son avoir-lieu, avec une pointe avancée, dites d'un phallus si vous voulez, pour la civilisation mondiale ou la culture humaine en général. L'idée d'une pointe avancée de l'exemplarité, c'est l'idée de l'idée européenne, son eidos, à la fois comme arkhè - idée de commencement mais aussi de commandement (le cap comme la tête, lieu de mémoire capitalisant et de décision, le capitaine) et comme telos, la fin, la limite qui met un terme, au bout de l'achèvement, au but de l'aboutissement. La pointe est à la fois commencement et fin, elle se divise comme commencement et fin. C'est le lieu depuis lequel on en vue duquel tout a lieu. L'Europe cultive sa propre identité dans la figure du cap, dans l'être-pour-soi de sa propre différence comme différence avec soi.

Le cap de l'autre, l'autre du cap

La vieille Europe semble avoir épuisé les possibilités de discours et de contre-discours sur sa propre identification. Peut-être la formation, l'affirmation, la présence à soi de l'identité (nationale ou non, culturelle ou non - mais l'identification n'est jamais neutre) a-t-elle toujours la forme capitale d'une figure de proue: pointe avancée et réserve capitalisante. De Hegel à Valéry, de Husserl à Heidegger, malgré les différences qui séparent ces grands exemples, ce discours traditionnel est un discours moderne. Il date d'un moment où l'Europe se voit à l'horizon, depuis sa fin (l'horizon, c'est, en grec, la limite), depuis l'imminence de sa fin. Exemplaire et exemplariste, c'est déjà un discours traditionnel de la modernité, discours de l'anamnèse aussi, à cause de ce goût de fin sinon de mort.

Or ce discours de la tradition moderne, nous avons à en répondre. La mémoire capitalisante que nous en gardons, c'est aussi la responsabilité de cet héritage. Nous ne l'avons pas choisie, elle s'impose à nous de façon d'autant plus impérative qu'elle est la langue de notre langue. Comment répondre? Comment assumer une responsabilité contradictoire qui nous inscrit dans une sorte de double bind: se faire les gardiens d'une idée de l'Europe, d'une différence de l'Europe qui consiste précisément à ne pas se fermer sur sa propre identité et à s'avancer exemplairement vers ce qui n'est pas elle, vers l'autre cap ou le cap de l'autre, voire, et c'est peut-être tout autre chose, l'autre du cap, qui serait l'autre de cette tradition moderne, une autre structure de bord, un autre rivage? Répondre fidèlement de cette mémoire, et donc répondre rigoureusement à cette double injonction, cela devra-t-il consister à répéter ou à rompre, à continuer ou à s'opposer? Ou bien à tenter d'inventer un autre geste qui suppose la mémoire précisément pour assigner l'identité depuis l'altérité, depuis l'autre cap et l'autre du cap, depuis un tout autre bord? Cette dernière hypothèse n'est pas seulement l'appel lancé vers ou depuis ce qui se donne comme contradictoire et impossible. Non, cela a lieu maintenant. Sans être donné, cet événement a lieu comme ce qui vient, se cherche ou se promet aujourd'hui, en Europe, l'aujourd'hui d'une Europe dont les frontières ne sont pas arrêtées, ni le nom même, Europe n'étant ici qu'un paléonyme. S'il y a de l'événement aujourd'hui, il a lieu là, dans cet acte de mémoire qui consiste à trahir un ordre du capital pour être fidèle à l'autre cap et à l'autre du cap. Et cela s'annonce à un moment pour lequel le mot de crise, de crise de l'Europe ou de crise de l'esprit, n'est peut-être plus approprié.

La prise de conscience, la Selbstbesinnung, le ressaisissement de l'identité culturelle comme discours capital s'est déployé, dans la tradition de la modernité, comme le moment de ce qu'on appelle la crise, moment de décision, moment du krinon, instant de la décision encore impossible et suspendue, imminente et menaçante.

Lire la suite page 12

L'autre

cap

« Comme tous les capitaux imaginables », l'analogue justifie la rhétorique du capital. Je souligne à mon tour « notre corps », « le plus connu » des capitaux, celui qui assurerait le sens littéral au plus près de la tête ou du cap : le corps dit propre, « notre corps » sexué ou divisé par la différence sexuelle est un des lieux de la question : lieux de la langue, de l'idiome et du cap.

La diagnose de Valéry concerne la crise qui met en péril le capital comme capital de culture, « je dis que le capital de notre culture est en péril ». En médecin, Valéry analyse le symptôme de la « fièvre ». Il situe le mal dans la structure du capital, qui suppose à la fois la culture matérielle et l'existence des hommes. Rhétorique à la fois culturelle, économique, technique, scientifique et militaro-stratégique : « De quoi est composé ce capital. Culture ou civilisation ? Il est d'abord constitué par des choses, des objets matériels - livres, tableaux, instruments, etc., qui ont leur durée probable, leur fragilité, leur précarité de choses. Mais ce matériel ne suffit pas. Pas plus qu'un lingot d'or, un hectare de bonne terre, ou une machine ne sont des capitaux, en l'absence d'hommes qui en ont besoin et qui savent s'en servir. Notez ces deux conditions. Pour que le matériel de la culture soit un capital, il exige, lui aussi, l'existence d'hommes qui aient besoin de lui, et qui puissent s'en servir - c'est-à-dire d'hommes qui aient soif de connaissance et de puissance de transformations intérieures, soif de développements de leur sensibilité ; et qui sachent, d'autre part, acquiescer ou exercer ce qu'il faut d'habitudes, de discipline intellectuelle, de conventions et de pratiques pour utiliser l'arsenal de documents et d'instruments que les siècles ont accu-

mulé. » Le langage de la mémoire (mise en réserve, accumulation) croise le langage économique aussi bien que le langage technico-scientifique de la polyméologie (« connaissance », « instruments », « puissance », « arsenal »). Le péril menace l'« idéalité » du capital : notre « capital idéal », dit Valéry. L'idéalité tient à ce qui, dans la capitalisation même, se dé-limite, excède les frontières de l'empiricité sensible, pour ouvrir sur l'infini et donner lieu à l'universel. Nous connaissons le programme de cette logique. Nous pourrions le formaliser en experts que nous sommes, nous, les vieux philosophes européens. C'est la logique même, que je ne veux pas ici critiquer. Je serais même prêt à y souscrire : mais d'une main, j'en garde une autre pour écrire ou chercher autre chose, peut-être hors d'Europe.

Selon cette logique capitale, ce qui menace l'identité européenne ne menace pas l'Europe mais l'universalité dont elle répond, dont elle est la réserve, le capital ou la capitale. Ce qui met le capital culturel en crise, c'est la disparition de ces hommes qui « savaient lire : vertu qui est perdue », ces hommes qui « savaient entendre et même écouter », qui « savaient voir », « relire », « ré-entendre » et « revoir » - en un mot, ces hommes capables aussi de répétition et de mémoire, de répondre de et à ce qu'ils avaient une première fois entendu, vu, lu, su.

Universalité de l'unique : un même et double devoir

Par cette mémoire responsable, ce qui se constituait en « valeur solide », produisait une plus-value absolue, à savoir l'accroissement d'un capital universel : « Le capital universel s'en accroissait. » Ayant approuvé ce discours tout en regardant ailleurs, je précipite ma conclusion (et la

précipitation est aussi un mouvement du chef qui nous porte la tête en avant) autour de ce paradoxe. En lui se croisent des antinomies pour lesquelles il n'y a pas de solution générale, seulement la sécheresse ingrate d'un axiome : l'expérience de l'identification culturelle ne peut être que l'endurance même de ces antinomies. Si elle ne passait pas par cette endurance, si elle ne gardait pas les marques de cette épreuve, l'invention du nouveau serait une dangereuse et irresponsable mystification.

La valeur d'universalité capitalise ici toutes les antinomies parce qu'elle doit se lier à celle d'exemplarité qui inscrit l'universel dans le corps propre d'une singularité, d'un idiome ou d'une culture, que cette singularité soit ou non nationale, étatique, fédérale ou confédérale. Qu'elle prenne une forme nationale ou non, raffinée, hospitalière ou agressivement xénophobe, l'auto-affirmation d'une identité prétend toujours répondre à l'assignation de l'universel.

Cette loi ne souffre aucune exception. Aucune identité culturelle ne se présente comme le corps opaque d'un idiome intraduisible mais toujours comme l'irremplaçable inscription de l'universel dans le singulier, le témoignage unique de l'essence humaine et du propre de l'homme. Chaque fois, c'est le langage de la responsabilité : j'ai, le « je » unique à la responsabilité de témoigner pour l'universalité. Chaque fois l'exemplarité de l'exemple est unique. C'est pourquoi elle se met en série et se laisse formaliser dans une loi. Je citerai encore Valéry : il accuse le gallocentrisme quand il prend sa forme à la fois la plus « ridicule » et la plus belle.

Dans le même théâtre de l'imminence, en 1939, parlant de ce qu'il appelle le « titre » de la France, c'est-à-dire encore son capital, car la valeur d'un titre est un cap ou un capital, Valéry conclut un essai intitulé *Pensée et art français* : « ... Mon impression personnelle de la France : notre particularité (et parfois notre ridicule, mais souvent notre plus beau titre), c'est de nous croire, de nous sentir universels [Valéry décrit donc une croyance et

un sentiment, une prétention plutôt qu'une vérité] - Je veux dire : hommes d'univers. Observez le paradoxe : avoir pour spécialité le sens de l'universel. » (Husserl parlait aussi du philosophe européen comme du « fonctionnaire de l'humanité ».)

Paradoxe plus insolite que Valéry ne le pensait : il n'est pas réservé aux Français d'être « hommes d'univers ». Ni sans doute aux Européens. A partir de ce paradoxe du paradoxe, par une fission en chaîne, toutes les injonctions se divisent. Le cap se fend, le capital se désidentifie : il se rapporte à lui-même non seulement en se rassemblant dans la différence avec lui-même et avec l'autre bord d'un autre cap, mais en s'ouvrant sans pouvoir plus se rassembler sur l'autre rive d'un autre cap, et sur l'autre du cap en général, et, plus radicalement encore, sur un autre qu'il ne peut même plus rapporter à lui-même comme son autre, l'autre avec soi.

Travailler aux Lumières d'aujourd'hui

Alors le devoir de rappeler ce qui s'est promis sous le nom de l'Europe, de ré-identifier l'Europe, c'est un devoir qui dicte aussi d'ouvrir l'Europe, depuis le cap qui se divise parce qu'il est aussi un rive : de l'ouvrir sur ce qui n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais l'Europe. Le même devoir dicte non seulement d'accueillir l'étranger pour l'intégrer, mais aussi pour reconnaître et accepter son altérité. Le même devoir dicte de critiquer un dogmatisme totalitaire qui, sous prétexte de mettre fin au capital, a détruit la démocratie et l'héritage européen, mais aussi de critiquer une religion du capital qui installe son dogmatisme sous de nouveaux visages que nous devons apprendre à identifier. Le même devoir dicte d'assumer l'héritage européen d'une idée de la démocratie, mais aussi de reconnaître que celle-ci n'est jamais donnée ; ce n'est même pas une idée régulatrice au sens kantien, plutôt quelque chose qui reste à penser et à venir : non pas qui arrivera demain, mais qui a la structure de la pro-

messe et donc porte l'avenir ici maintenant. Le même devoir dicte de respecter la différence, l'idiome, la minorité, la singularité, mais aussi l'universalité du droit formel, le désir de traduction, l'accord et l'univocité, la loi de la majorité, l'opposition au racisme, au nationalisme, à la xénophobie. Le même devoir commande de tolérer et de respecter tout ce qui ne se place pas sous l'autorité de la raison.

Il peut s'agir de la foi, des différentes formes de foi. Il peut s'agir aussi de questions ou d'affirmations qui, pour penser l'histoire de la raison, excèdent son ordre, sans devenir pour autant irrationnelles, encore moins irrationalistes ; elles peuvent même rester assez fidèles à l'idéal des Lumières, de l'*Aufklärung* ou de l'*illuminismo*, tout en reconnaissant ses limites, pour travailler aux Lumières d'aujourd'hui. Ce même devoir appelle certes la responsabilité de penser, de parler et d'agir conformément à un impératif qui paraît contradictoire.

Mais cela ne revient pas à répondre devant n'importe quel tribunal institué. Nous savons, nous nous rappelons que c'est en tenant aussi le discours de la responsabilité que le jdanovisme a pu s'exercer à l'endroit d'intellectuels accusés d'irresponsabilité devant la Société ou l'Histoire représentées par tel ou tel état déterminé de la société ou de l'histoire, tel ou tel Etat tout court. Il faudrait surtout discerner les formes inédites d'un tel devoir aujourd'hui en Europe.

Prendre au sérieux le vieux nom d'Europe, c'est peut-être aussi le prendre prudemment, entre guillemets, comme le meilleur paléonyme, dans une certaine situation : pour ce que nous nous rappelons ou pour ce que nous nous promettons. On peut simer à se rappeler qu'on est un intellectuel européen sans vouloir l'être de part en part. Se sentir européen entre autres choses, est-ce être plus ou moins européen ? Les deux sans doute. Qu'on en tire les conséquences. ■

„L'art
c'est
l'art.“

Johann Wolfgang von Goethe

DAIMLERBENZ

Daimler-Benz AG, Mercedesstrasse 136, D-7000 Stuttgart 60, République Fédérale d'Allemagne

Librairie européenne

RISTO ALAPURO, *State and Revolution in Finland*, Berkeley, California, University Press, 1988.

Une analyse de la formation de l'Etat finlandais et, surtout, de la révolution de 1917-1918. Dans le dernier chapitre, le plus intéressant, Alapuro analyse les rapports entre la Finlande et les Etats baltes, notamment l'Estonie : les différences multiples qui, par-delà l'appartenance commune à l'empire russe, séparent un pays résultant des variations dans le processus de russification qui s'expliquent elles-mêmes d'une part par des différences de structures sociales et économiques, d'autre part par les différences de stratégie du pouvoir central soviétique.

WOLF-DIETRICH ALBES, *Albert Camus und der Algerienkrieg*, Die Auseinandersetzung der algerienfranzösischen Schriftsteller mit dem « directeur de conscience » im Algerienkrieg (1954-1962), Tübingen, Niemeyer, 1990, 374 p., 122 DM.

Cette étude dégage la vision camusienne du monde telle qu'elle s'exprime non seulement dans les prises de position explicites (Essais), mais aussi à travers des œuvres de fiction telles que *L'Étranger*, *L'Hôte* et *La Femme adultère*. L'auteur montre surtout que les œuvres des auteurs français d'Algérie comme Emmanuel Robler, Jules Roy, Jean Pélegri, Jean Brune, André Rosfelder, Janine Montupet, Roger Curiel et Robert Merle trahissent toujours une confrontation avec Camus et son statut de directeur de conscience. J.J.



YVES-MARIE BERCÉ, *Le Roi caché : sauveurs et imposteurs. Mythes politiques populaires dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1990, 484 p., 160 F.

En partant de deux exemples célèbres de royaumes royaux, Sébastien de Portugal et Dimitri, héritier potentiel de la couronne de Russie, et d'un épisode français contemporain, l'auteur enquête sur l'une des grandes mythologies politiques du monde moderne - le roi caché, le héros dormant, le sauveur qui attend l'heure décisive pour son retour, - dont il dévoile les enjeux politiques effectifs. Un ouvrage exemplaire qui déjoue les pièges du scepticisme réducteur. O.C.

GUY BOIS, *la Mutation de l'an mil. Lournand, village maconnais, de l'Antiquité au féodalisme*, préface de Georges Duby, Fayard, 284 p., 120 F.

Quand, comment et pourquoi s'est opéré le passage du système esclavagiste antique au féodalisme ? Maniant sans dogmatisme les catégories marxistes traditionnelles, Guy Bois les applique à l'étude d'un obscur village de Bourgogne, proche de l'immense abbaye de Cluny, avec la minutie du chercheur de terrain et le goût des questions théoriques. Son livre se caractérise par trois apports majeurs. 1) L'esclavagisme antique reste bien le mode de production dominant jusqu'à l'an mil. 2) Ce que Georges Duby a appelé la « révolution féodale » est étroitement associé au développement du marché, et c'est un contresens trop fréquent que d'associer le féodalisme à l'autarcie. 3) Cette « révolution féodale » : autour de l'an mil n'aurait pas été possible sans une forte progression des surfaces cultivées et de la petite paysannerie pendant la période franque. Dès lors la révolution féodale est d'abord une libération paysanne. Autour des moines de Cluny, c'est le peuple qui s'engage dans le « mouvement de paix » contre l'oppression des seigneurs guerriers. Riche de

Nous proposons ci-dessous, par ordre alphabétique, une sélection de livres - romans, essais, ouvrages de sciences sociales - parus dans plusieurs pays d'Europe. Nous avons choisi de ne pas nous limiter aux pays représentés dans « Liber », mais d'étendre notre curiosité à d'autres nations, telles que les Pays-Bas ou la Hongrie. Nous souhaitons, bien entendu, élargir encore dans nos prochains numéros le cercle de nos investigations.

paradoxes convaincants, ce livre est un exemple de méthode et de réflexion sur la méthode qui fait entendre une voix originale dans l'historiographie française. M.S.

GEREMY BOISSEVAIN et JOJADA VERRIPS, *Dutch dilemmas - Anthropologists look at the Netherlands*, Assen, Van Gorcum, 1989, 186 p., 39,50 FL.

Onze études de cas ethnologiques sur des problèmes spécifiquement hollandais. J.H.

A.S. BYATT, *Possession : a Romance*, Londres, Corgo & Windus, 1990, 511 p., 13,95 £.

Le roman de A.S. Byatt brasse les idées, mais évite les maladresses qui caractérisent souvent la description des milieux universitaires anglais. Mêlant le roman de campus du XX^e siècle et le pastiche victorien, *Possession* explore la nature de l'inspiration littéraire et la quête de ses sources dans la biographie. Byatt éblouit par un récit en superposition des éléments de comédie, le mystère gothique et le romanque fusionnent dans un texte postmoderne qui refuse le vide que pouvait laisser craindre un argument aussi postmoderniste. L.H.

FRITZ RUDOLF FRIES, *Die Vater im Kino* (Les pères au cinéma), Munich, Piper, 1990, 42 DM.

« Les pères au cinéma », voilà un livre qui nous touche davantage, comme le dit Fries citant un mot de Joseph Roth, par « chacune de ses parties qui sont avant de l'ensemble ». Pour des lecteurs aimant se laisser guider par la laisse d'une histoire linéaire, ces « pères au cinéma » ne peuvent être que décevants. Car Fries y condense les années de l'histoire en secondes, celles de ses instants personnels. Ses images rendent sensible la façon dont les personnages éprouvent l'écoulement de la vie et de l'Histoire. Il nous les montre dans un état de « révolte toujours contrariée par un instinct de survie ». Mais Fries n'a de cesse d'éclaircir aussi la forêt d'images de son livre pour qu'apparaisse le personnage principal, Stannebein, le rêveur malheureux, incomparable portrait de l'auteur et de son imagination.

EDDA FUHRICH et GISELA PROSNITZ, *Salzburger Festspiele - Chronik 1920-1990*, Band I : 1920-1945, Salzburg, Residenz Verlag, 1990, 327 p., 85 DM.

L'avenir du Festival de Salzbourg, le plus cher, le plus important et le plus dispendieux des festivals du monde, est en suspens. Le premier tome embrasse le premier quart de siècle de l'histoire du Festival, qui va des trois ans de la phase préparatoire avant l'année d'ouverture jusqu'en 1945. La lecture des documents est d'autant plus stimulante qu'on peut y discerner, au-delà des bouleversements de l'histoire, des constantes idéologiques. Et la sphère de l'art elle-même se met à vaciller sous les coups de la politique culturelle, et en premier lieu sous celui de la querelle autour des prérogatives respectives des pères fondateurs, Max Reinhardt, Hugo von Hofmannsthal et Richard Strauss. Le second tome projeté doit s'étendre jusqu'en 1990. E.K.

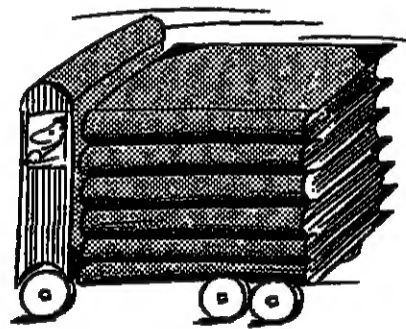
SERGE GRUZINSKI, *la Guerre des images*, de Christophe Colomb à Blade

Runner » (1492-2019), Paris, Fayard, 1990, 393 p., 120 F.

Le choc culturel de la conquête du Mexique vu comme conflit de deux imaginaires : la découverte et l'interprétation, par les Espagnols, de l'univers des représentations indiennes et l'adoption, progressive et modulée, de l'imagerie chrétienne par les indigènes. De Marie à Marylin, l'auteur étend ses hypothèses au Mexique contemporain et à ses tentaculaires réseaux télévisés, vecteurs les plus récents de l'occidentalisation, et s'offre une plongée prospective dans l'univers de science-fiction du film *Blade Runner* et de ses inquiétants « répliquants » : le Mexique, au terme de cinq siècles de colonisation par l'image, ne serait-il plus qu'un « répliquant » de l'Occident ? Une lecture stimulante, à la veille des cérémonies qui, à l'occasion de la célébration du demi-millénaire de la découverte des Amériques, chanteront « la rencontre de deux cultures » en gommant, on peut le craindre, les aspérités. C.M.B.

HELGA KONIGSDORF, *Ungelegener Befund. Erzählung* (Découverte mal à propos. Récit) : Frankfurt am Main, Luchterhand Literaturverlag, 1990, 120 p., 28 DM.

Que Helga Königsdorf réussisse à appréhender l'histoire d'un citoyen de RDA comme l'universelle destinée d'un homme, sans pour autant perdre de vue



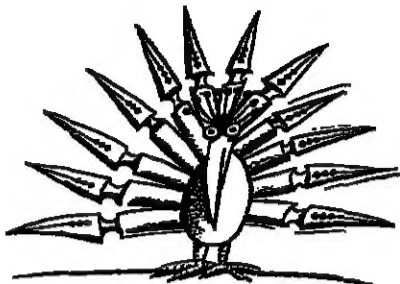
ses conditions spécifiques, voilà qui fait montre de son talent littéraire. Son livre traite de cette lancinante méfiance de la génération d'après-guerre à l'égard des pères : un morceau de choix dans la littérature contemporaine, et une histoire allemande de surcroît. T.R.

ERRI DE LUCA, *Non ora, non qui* (Pas maintenant, pas ici), Milan, Feltrinelli, 1990, 91 p., 13 000 L.

Une enfance napolitaine, racontée avec un sens nostalgique de l'insurmontable distance du temps, qui n'exclut pas la lucidité, la sécheresse et la personnalité. L'auteur, personnellement impliqué dans la saison des luttes politiques des années 70, se présente comme l'une des nouvelles voix les plus convaincantes du paysage littéraire italien. L.R.

ROBERT LUMLEY, *States of Emergency : Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*, Londres, Verso, 1990, 39,95 £ et 12,95 £.

Le titre de ce volume, riche et détaillé, de sociologie politique et culturelle joue sur les mots : l'étude que Robert Lumley consacre à dix années d'une lutte violente



H. COTTINIERES

et créative examine à la fois l'émergence des nouveaux mouvements sociaux - de l'« automne chaud » à l'autonomie et à ses lendemains qui déchantent - et l'état d'urgence juridique qu'ils ont provoqué. S'inspirant du travail de théoriciens italiens comme Melucci et Pizzorno, tout en restant éminemment original dans sa démarche et sa recherche, Robert Lumley porte une attention particulière aux formes culturelles - magazines, radios, BD - de ces mouvements. Une analyse de la génération post-soixante-huitarde qui rend fidèlement compte de sa vitalité et de son optimisme désemparé. L.H.

MOY McCORRY, *The Fading Shrine*, Londres, Jonathan Cape, 1990, 289 p., 12,95 £.

Ce livre est le premier roman de Moy McCorry. Une intelligente et convaincante plongée dans la vie d'un couvent du X^e siècle, son austérité, ses terreurs apocalyptiques transcrites avec une saisissante réalité mystique, jusque dans les lointains impératifs du sexe. Un millénaire plus tard, nous arrivons l'écho d'actes aujourd'hui devenus des mystères, ceux d'une religieuse et de sa jeune disciple, confrontées à un occulte sacrifice. T.H.

GIORGIO MANGANELLI, *Encomio del tiranno* (Eloge du tyran), Milan, Adelphi, 1990, 140 p., 18 000 L.

Le rapport entre l'auteur et son éditeur vu comme rapport entre le bouffon et le tyran. Des pages subtiles, pleines de jeux linguistiques, d'aphorismes et de bagout, qui rassemblent les fragments d'une réflexion sur la littérature et ses ambiguïtés. L.R.

DETLEF K. MÜLLER, FRITZ RINGER et BRIAN SIMON (éds.), *The Rise of the Modern Educational System, Structural Change and Social Reproduction, 1870-1920*, Cambridge, Paris, Cambridge University Press, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1987, n. éd. 1989, XVI-264 p., 9,95 £.

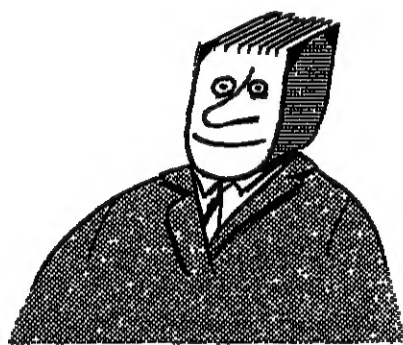
Cette nouvelle édition des actes d'un colloque tenu il y a dix ans présente une analyse comparée de l'évolution de l'enseignement secondaire en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne en une période cruciale d'expansion des effectifs et de diversification des cursus. L'originalité de cet ouvrage collectif est de rassembler à la fois des données empiriques mises en perspective et des modèles d'interprétation eux-mêmes soumis à la discussion dans des contributions critiques auxquelles les auteurs des rapports répondent. Il s'agissait, en effet, de comprendre que, paradoxalement, alors que les trois pays partent de systèmes d'enseignement

secondaire très différents, l'évolution tend à les rapprocher. Ces changements institutionnels, loin de remettre en cause la fonction sociale de reproduction du secondaire, la renforcent à travers ce que D. Müller appelle « systématisation » et F. Ringer « segmentation ». Une réussite exemplaire en matière de coopération intellectuelle internationale sur un sujet toujours actuel. C.C.

MAURICE NADEAU, *Grâces leur soient rendues*, Paris, Albin Michel, 1990, 481 p., 140 F.

Souvenirs - attendus - de l'un des plus grands éditeurs et critiques français qui découvrit et fit traduire ceux qui sont aujourd'hui parmi les plus grands. Malcolm Lowry, John Hawkes, Witold Gombrowicz, Leonardo Sciascia... Maurice Nadeau se tient pourtant en retrait pour évoquer, dans chacun des chapitres, de grandes figures d'écrivains (Jean Paulhan, Michel Leiris, Georges Perec) et d'éditeurs ; affirmant, dans le parti pris de discrétion, sa définition du rôle qui revient, selon lui, au critique et à l'éditeur. Le regard lucide, quelquefois sévère, souvent déconcertant est celui d'un témoin privilégié qui, tout en tenant une place centrale dans la vie littéraire, a su garder sa liberté d'outsider, condition de son génie propre, celui du découvreur. P.C.

STEN NADOLNY, *Selim oder Die Gabe der Rede* (« Selim ou Le don de la parole »), Munich, Piper, 1990, 44 DM.



« Selim ou le don de la parole » est l'histoire de l'amitié entre Alexander, jeune soldat de la Bundeswehr, et Selim, travailleur turc des chantiers navals. Leur première rencontre a lieu en 1965. A peine leurs chemins se sont-ils croisés qu'ils se séparent à nouveau. Après une nouvelle rencontre dans le Berlin agité de l'année 1967, leur amitié durera plus de vingt ans. La présentation de cette amitié est faite essentiellement d'une multitude de « petites histoires », tableaux isolés, disparates, toujours précis et souvent spirituels. On apprendra beaucoup sur un quart de siècle d'histoire de la République fédérale. Un exemple : « Les Allemands n'avaient guère besoin de sourire et de parler, même entre eux ils communiquaient davantage par le travail. » On y retrouvera aussi les tentatives à la fois acharnées et touchantes des étudiants pour se dégarer des contraintes de la société. Ce livre du regard rétrospectif sur la génération de 1968 est impitoyable envers les égarements, mais amical envers les égarés. M.R.

NEUES FORUM LEIPZIG, *Jetzt oder nie, Demokratie. Leipziger Herbst 89* (Maintenant ou jamais la démocratie, l'automne de Leipzig 89), préface de Rolf Heinrich, Munich, C. Bertelsmann Verlag, 1990, Forum Verlag Leipzig 1989, 347 p., 29,80 DM.

Tableau de la variété du monde

Pierre Laszlo

★ Stephen Jay Gould, *Wonderful Life. The Burgess Shale and the Nature of History*, New-York, Norton, 1989, 19,95 \$.

On connaît le triptyque de Jérôme Bosch, du Musée du Prado. Son intitulé, *Le Jardin des délices*, est relativement récent. Cette peinture énigmatique apparaît dans la collection des rois d'Espagne sous un autre titre, *Tableau de la variété du monde*. Cela pourrait servir de sous-titre au livre de Stephen Jay Gould. L'émerveillement devant la profusion des formes vivantes fait son intérêt et sa force. Il est, dans les montagnes Rocheuses canadiennes, non loin de Banff et du lac Louise, un filon géologique (Burgess Shale) d'une très grande richesse. Y abondent des

fossiles de moins cinq cent trente millions d'années.

Walcott, le paléontologue, l'ayant découvert en 1909, en donna une description procuste, rangeant les animaux marins (pourant très bizarres qu'on y observe) dans des catégories classiques, faisant d'eux des ancêtres des espèces que nous connaissons. Un réexamen récent par trois chercheurs britanniques (Derek Briggs, Conway Morris, et leur patron, Harry Whittington, professeur à Cambridge) démontre, au contraire, une prolifération, comme dans le tableau de Bosch, d'espèces animales tout à fait singulières, n'ayant pas leur pendant au sein de la classification des espèces. Il faut créer pour eux de nouveaux phyla, ils viennent peupler dans le système hérité de Linné et de

Buffon des rangées dont l'existence restait insoupçonnée. Gould narre cette grande découverte avec enthousiasme et alacrité.

Son livre est facilement accessible au non-spécialiste. Il donne des descriptions très claires des organismes retrouvés dans ces fouilles. Grâce à une illustration soignée, omniprésente, le lecteur parvient à voir ou à imaginer ces êtres curieux, souvent tout petits. Au même titre que nous nous sentons amputés par la disparition d'espèces naturelles, si rapide que les biologistes ne parviennent pas à les étudier (le message de la forêt amazonienne en est une cause majeure), constater que l'évolution darwinienne a tiré au sort, dans le vaste échantillonnage d'une zoologie fabuleuse, un nombre restreint de

groupes, les autres ayant totalement disparu de notre planète, est un crève-cœur.

Chaque discipline a son refoulet. Elle donne un nom savant à son ignorance : maladies psychosomatiques (médecine) ; nuage d'Oort, ou paradoxe d'Olbers (astronomie) ; auto-assemblages (biophysique) ; réactivité (chimie), etc. Dans les sciences historiques, ce manque d'information se dénomme « contingence ». C'est elle, c'est-à-dire des facteurs qui nous échappent, qui est responsable de la disparition des organismes fossilisés dans le schiste de Burgess : *Opabinia*, *Hallucigenia* la bien-nommée, *Anomalocaris*, *Marrella*, et tant d'autres. On peut conjecturer des raisons pour leur disparition : poser par exemple l'infirmité d'une bouche à denture circu-

laire par rapport à deux mâchoires articulées. Mais donner du corps expérimental à ces hypothèses, si attachantes soient-elles, reste impossible.

Si chaque science a sa tâche aveugle, une faiblesse bien humaine consiste pour un groupe, une nation par exemple, à décrire le passé comme s'il était voué à préparer son émergence, puis sa domination sur les groupes rivaux. C'est par une telle téléologie que s'explique l'erreur de Walcott, que Gould s'efforce de relayer à la psychobiographie de ce scientifique influent et puissant. Il aura fallu attendre la décennie 1970-1980 pour qu'elle soit corrigée.

► Pierre Laszlo est professeur à l'Ecole polytechnique (Paris).

Librairie européenne

Quelques livres parus dans ce que l'on peut encore appeler la RDA font désormais place, eux aussi, au souvenir de ces événements de l'histoire de leur pays achevés tout récemment, et parmi ceux-ci le volume documentaire *Jetzt oder nie, Demokratie*. On y trouve une chronique, brute pour l'essentiel, de l'automne 1989 de Leipzig, qui permet de se faire une idée à peu près complète des événements allant du 25 septembre au 18 novembre 1989 ; les matériaux de cette documentation se révèlent bien sûr solides et pertinents bien au-delà de l'intérêt immédiat. H.C.

OCTAVIO PAZ, *Hombres en su siglo*, Barcelona, Seix-Barral, 183 p., 1 000 PTA.

Le poète mexicain Octavio Paz vient de fêter son soixante-quinzième anniversaire. Témoin exceptionnel de ce siècle, dont il a été un protagoniste, Octavio Paz rassemble dans ces essais les réflexions que lui ont inspirées les réalités qu'il a vécues. Fidèle au titre de l'ouvrage, *Hombres en su siglo*, l'auteur brosse quelques portraits, notamment ceux d'André Breton et de Joan Miró, qu'il a bien connus, et nous livre également sa pensée sur les grandes idées qui ont marqué ce siècle. Parmi d'autres, la pensée de l'Espagnol José Ortega y Gasset ou celle de Jean-Paul Sartre sont ici examinées ; mais les convictions personnelles d'Octavio Paz sont présentes à leurs côtés dans ce recueil d'essais, dont l'un des chapitres les plus suggestifs est consacré à « La tradition libérale ».



OSVALDO RAGGIO, *Faide e parentele. Lo stato genovese visto dalla Fontana-buona* (Vengeances et parenté. L'Etat génois vu de la Fontana-buona), Turin, Einaudi, 1990, 262 p., 32 000 L.

Une micro-analyse des rapports entre centre et périphérie dans la construction de l'Etat. L'enquête concerne une région de la République de Gênes, la vallée de Fontana-buona, en Ligurie orientale, du XVI^e au XIX^e siècle. Les communautés ne se bornent pas à subir la politique : elles la produisent, que ce soit en réformant de manière autonome les initiatives centrales ou en organisant des compétitions informelles pour le contrôle des ressources et des échanges. La parenté se révèle être le langage de toutes les pratiques sociales et la matrice de toutes les formes de représentation du monde. E.A.

CHRISTOPHER RAWLENCE, *The Missing Reel: the Untold Story of the Last Inventor of Moving Pictures*, Londres, Collins, 1990, 14,95 £.

L'un des pionniers oubliés du cinéma, Augustin Le Prince, se signale par l'énigme de sa disparition à un moment critique dans la guerre des brevets. A mi-chemin entre l'enquête amicale et le rapport technique méticuleusement documenté, Christopher Rawlence fait revivre cet homme - héroïque raté, moins que rien balayé par le cinéma cherchant sa voie vers le profit. L.H.

UWE SAEGER, *Haut von Eisen. Erzählungen* (Une peau de fer. Récits), München, Piper, 1990, 263 p., 34 DM.

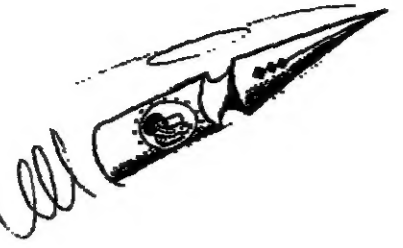
Uwe Saeger raconte des tragédies. Elles n'apparaissent pas tout de suite comme telles, elles surgissent tout à coup de l'étroite mesquinerie, du confinement et de l'esprit petit-bourgeois de la vie en RDA. Dans les petites misères, l'auteur nous montre la grande, il nous présente des profiteurs et des victimes du système de vie socialiste sans condamner quiconque, mais sans sombrer non plus dans le relativisme, il est tout simplement sans concessions : tout comprendre veut dire aussi tout accuser. H.K.

HANS SAHL, *Das Exil im Exil. Memoiren einer Moralisten* (L'exil en exil. Mémoires d'un moraliste), II, Darmstadt, Luchterhand Literaturverlag, 1990, 232 p., 29,80 DM.

Un homme de quatre-vingt-sept ans s'interroge, et interroge par là-même son siècle. Il sait poser des questions douloureuses, montrant par exemple que les grandes figures de la littérature de la première heure en RDA (Johannes R. Becher, Anna Seghers ou B. Brecht) avaient souvent fait obédience déjà durant l'exil par le seul fait qu'ils intériorisaient les justifications de la politique stalinienne. Hans Sahl fut le dissident permanent en exercice. Il écrit ici l'ébauche presque achevée d'un roman magnétique. A moitié aveugle, il vit aujourd'hui après de longues années en

Amérique dans la région de Tübingen. Après son roman d'exil *Die Wenigen und die Vielen*, il réussit une fois de plus avec ce livre à nous faire partager ses questions. L.R.

PIERANGELO SELVA, *La Grande Neve* (La grande neige), Venise, Marsilio, 1990, 211 p., 25 000 L.



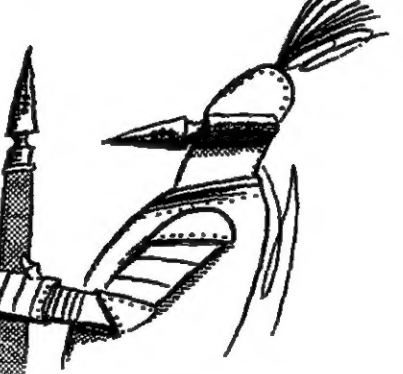
Un premier roman, qui remporte en 1989 le prix Italo-Calvino, et qui confronte les parcours d'un groupe de personnages cultivés passant de l'âge héroïque de l'action sociale à un présent où joue le rapport ambigu entre mémoire commune et refoulement, oubli et réticence. L.R.

ADRIANO SOFRI, *Memoria* (Mémoire), Palermo, Sellerio, 1990, 260 p., 10 000 L.

12 décembre 1969 : bombes et massacre fasciste à Milan. Quelques jours plus tard, l'anarchiste Pinelli, étranger à ces faits, se tue en tombant d'une fenêtre de la questure de Milan. La gauche ; et surtout le mouvement *Lotta Continua* ; voient en la personne du commissaire de police Calabresi le responsable de cette mort. Mai 1972 : Calabresi est assassiné. Dix-huit ans plus tard, quatre militants de *Lotta Continua* sont condamnés comme commanditaires et exécutants de cet homicide, sur le témoignage d'un de leurs anciens camarades qui affirme avoir participé aux faits. Ce livre est le plaidoyer qu'Adriano Sofri, leader de *Lotta Continua*, présente aux juges avant sa condamnation. Il aide à comprendre les déviations d'une justice rendue hystérique par de trop longues années de terrorisme. E.A.

PEDRO SORELA, *Aire de mar en Gador* (Air marin à Gador), Barcelona, Alfaguara, 237 p., 1 200 PTA.

Pedro Sorela est un jeune représentant du roman espagnol contemporain. Son deuxième ouvrage, dans la veine du réalisme poétique, propose le récit d'une situation limite, somme toute assez banale : une famille aristocratique parvenue au terme de sa lignée est confrontée à une réalité hostile, sur laquelle elle cherche à prendre prise. L'action se déroule n'importe où et nulle part dans le monde occidental. Un monde où



triomphe la révolution technique et scientifique, laissant de côté ceux qui conçoivent la vie intellectuelle comme une forme de vie, mais en aucun cas comme un moyen.

Tout l'art du narrateur - et l'intérêt de ce roman - est d'avoir transposé dans un univers insaisissable de paroles glacées une histoire qui eût pu basculer dans le drame sordide. Les éléments d'une tragédie, en définitive, que l'écrivain a su retracer avec une bienveillance teintée d'ironie et d'émotion. M.A.B.

MIKLOS SZABO, *Politikai Kultura Magyarországon, 1896-1986* (Culture politique en Hongrie), Budapest, Atlantis Program, 1989, 311 p.

L'auteur est un historien très connu mais peu reconnu (il est resté en marge de l'Institut d'histoire de l'Académie en tant que tête pensante de la dissidence intellectuelle, qui est devenue depuis l'Alliance des démocrates libres, le grand parti d'opposition centre gauche du nouvel échiquier politique).

Il livre ici un choix d'essais inédits ou confidentiellement publiés dans les quinze dernières années. Sur les deux modes de la réflexion critique et de l'exploration historiographique détaillée, c'est une vue d'ensemble des principaux projets idéologiques, relevant surtout de la droite, mais touchant aussi au libéralisme, au communisme, au modèle suédois, etc., qui ont marqué ou hanté l'histoire hongroise depuis la naissance du catholicisme conservateur à la fin du dix-

neuvième siècle jusqu'à aujourd'hui. V.K.

MARIO TOBINO, *Il manicomio di Pechino* (L'asile de Pékin), Milan, Mondadori, 1990, 142 p., 27 000 L.

Le journal d'un psychiatre qui n'est pas encore devenu écrivain. Directeur de l'asile de Luques dans les années 1955-1956, Tobino raconte dans ce livre autobiographique son expérience de ce travail, et le grand respect qu'il a toujours porté au malade mental. A.C.

COLM TOIBIN, *The South*, Londres, Serpent's Tail, 1990, 238 p., 7,95 £.

Le premier roman de Colm Toibin, qui commence en Irlande et en Espagne dans les années 50, surprend par sa finesse et sa sûreté de ton. Rien de forcé dans ce récit de la montée en puissance de la créativité d'un peintre qui prend appui progressivement sur l'histoire de ces pays. C'est à travers le paysage, grandiose, bien que tout en tons sombres et sourds, que se révèlent les qualités d'émotion du personnage principal. L.R.

GABRIELE TURI, *Casa Einaudi, libri, uomini, idee oltre il fascismo* (La maison Einaudi. Les livres, les hommes et les idées au-delà du fascisme), Bologne, Il Mulino, 1990, 284 p., 30 000 L.



Le livre, qui développe un long essai déjà publié en 1980, retrace les premières vingt-cinq années de la maison d'édition Einaudi, vue comme lieu de rassemblement d'intellectuels de provenances diverses. Du début des années 30, vécues

à l'ombre de Luigi Einaudi, père de l'éditeur et conservateur libéral, à l'antifascisme libéral et, pendant l'après-guerre et les années 50, au rapprochement avec le Parti communiste, ce parcours retrace les principaux caractères de la culture démocratique italienne, tout à la fois élitiste et populiste. E.A.

MANUEL VASQUEZ-MONTALBAN, *Galindez*, Barcelona, Seix-Barral, 355 p., 1 500 PTA.

Manuel Vasquez-Montalban a construit autour de la figure de Jesus de Galindez, représentant auprès du département d'Etat américain du gouvernement basque en exil, une enquête policière que l'on a pu comparer en Espagne aux reconstructions classiques de Norman Mailer ou de Tom Wolfe. Galindez fut séquestré, torturé, assassiné, il y a trente ans en République dominicaine, sur l'ordre du dictateur Rafael Leonidas Trujillo. Le romancier catalan confie à un personnage de fiction - une historienne américaine - le soin de retracer les circonstances qui ont entouré les événements.

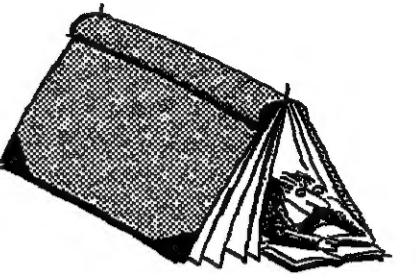
PAOLO VINEIS, *Modelli di rischio. Epidemiologia e causalità* (Les modèles du risque. Épidémiologie et causalité), Turin, Einaudi, 1990, 24 000 L.

Un livre sur le concept de causalité en médecine, écrit par un médecin épidémiologiste et accueilli par une collection historique. Vineis analyse le passage d'une vision déterministe de la maladie à une approche plurielle et probabiliste : la même maladie peut résulter de causes diverses, et une même condition peut provoquer des maladies différentes. C'est pour le médecin, qui tout comme l'historien exerce une discipline fondée non sur l'expérience mais sur l'observation, une occasion de s'interroger sur le concept d'expérimentation et sur l'unité des disciplines qui ont pour objet l'homme, sa vie, sa mort. E.A.

ANTOINETTE VOLODINE, *Lisbonne, dernière marge*, Paris, Minuit, 1990, 245 p., 98 F.

De la violence et de ses rapports avec la littérature. Si la littérature était réinventée par une jeune terroriste allemande traquée jusqu'aux « dernières marges » de l'Europe, Lisbonne, elle écrirait sans doute un livre incertain, un autre temps où les écrivains, devenus eux-mêmes ter-

roristes et terrorisés, signeraient des livres en commun, comme on revendique un attentat, manifestes que la critique policière déchiquetterait pour mieux faire disparaître et achever leurs auteurs. Le terrain serait toujours miné, décodages et commentaires du texte donneraient de fausses pistes et de mauvaises clés pour que ces faussaires puissent poursuivre clandestinement le travail d'une littérature en danger de mort. De très belles pages sur l'Allemagne et sa perte de mémoire forcée, par un auteur jusque-là cantonné par la critique au genre dit de « science-fiction » et qui force la grande porte de la littérature pour y introduire désordre et incertitude. Entre Lisbonne, la ville du poète Pessoa, grand faussaire, qui, par sa pratique de l'hétéronymie, brouilla ses propres traces, et Berlin, ville d'une mémoire enfouie où surgit la violence, Volodine tente d'appliquer à la lecture un nouveau et superbe principe d'incertitude littéraire. P.C.



Cette rubrique a été réalisée avec la participation de Enrico Artifoni, Miguel-Angel Bastienier, Christian-Marc Bosséno, Pascale Casanova, Alberto Cabagion, Christophe Charle, Olivier Christin, Heinz Czechowski, Johan Heilbron, Liz Heron, Joseph Jurt, Victor Karady, Ellen Kohlhaas, Hermann Kurzke, Luca Rastello, Lutz Rathenow, Thomas Rietzsche, Matthias Rüb, Michel Sot.

Traductions : Sylvette Gleize (anglais), Jean-Claude Crespy (allemand), Christine Aguilar-Adan (espagnol), Christian-Marc Bosséno (italien).

Le Monde PLANTU UN VAGUE SOUVENIR !



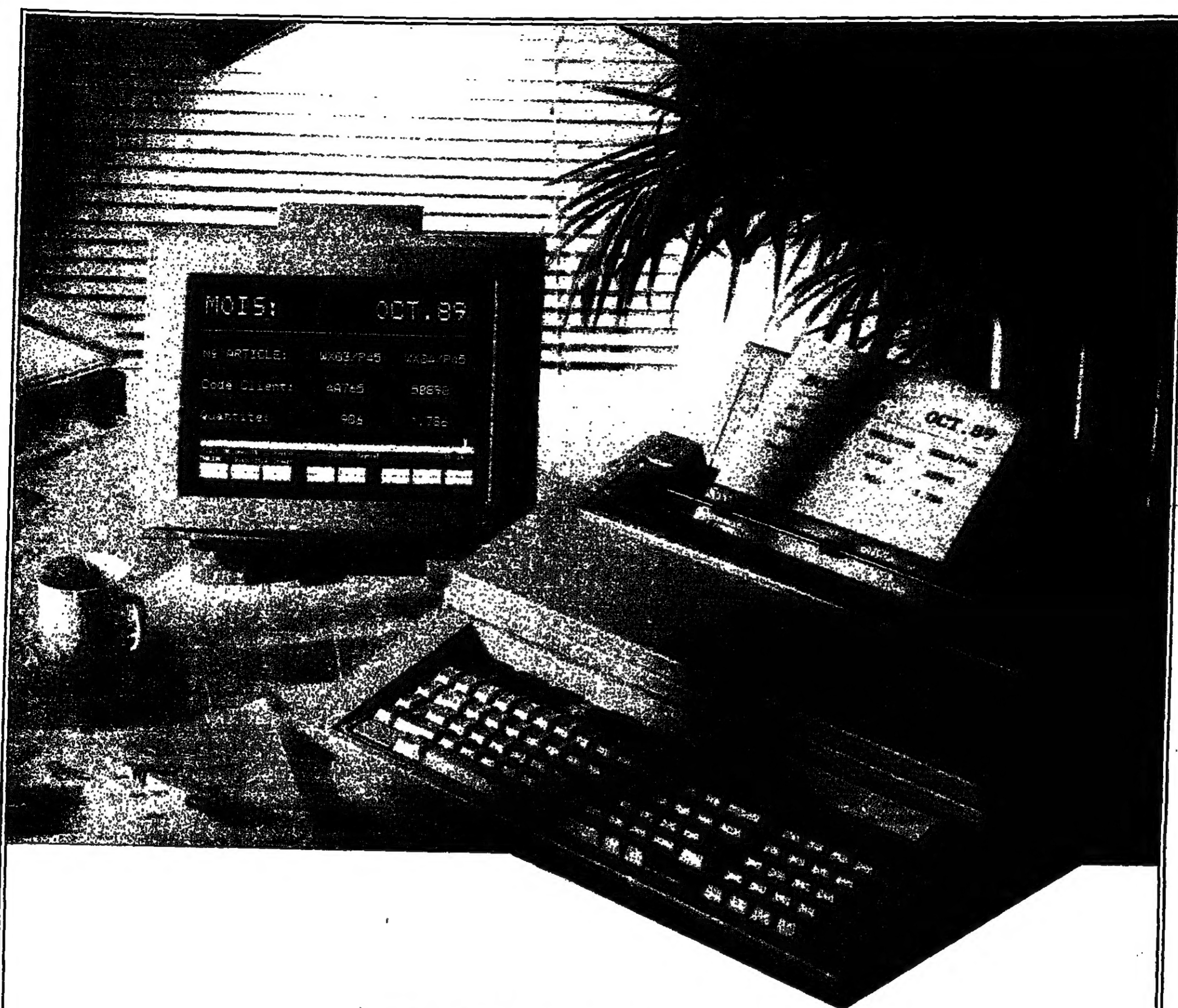
L'ALBUM 90

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____
 PAYS : _____
 FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 50 F (port inclus) = _____ F.
 DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 65 F (port inclus) = _____ F.
 Bulletin et règlement à retourner à :
 Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguère, 75551 Paris cedex 15 - France. UBR



CWP 1 Olivetti.

Pour écrire, pour lire, pour compter,
pour éditer, pour mémoriser, pour tous...

...et pour 6 995 F^{HT.*}

olivetti

Veuillez m'adresser une documentation gratuite sur le CWP1 Olivetti, sans engagement de ma part.

Nom: _____ Société: _____

Fonction: _____ Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Tél: _____

Olivetti Office - Direction de la Communication Cedex 59 - 92047 Paris-La Défense

36.15
OLIVETTI

* soit 8 296 F.TTC.

صكرا من الواصل